



**Bureau communautaire  
du jeudi 22 mai 2025  
Salle Jean Legendre**

**ORDRE DU JOUR  
(Rapports Joints)**

**DEVELOPPEMENT DURABLE ET RISQUES MAJEURS**

1 - Passation d'un avenant n° 1 à la convention particulière pour les travaux de déplacement du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac liés au passage du Canal Seine Nord Europe

2 - Signature d'une convention d'occupation temporaire entre l'ARC et l'Office National des Forêts pour le maintien d'un réseau de fossés, d'un bac décanteur-déshuileur et d'une canalisation pour l'évacuation des eaux pluviales du lotissement de la Margenne et du quartier des Bruyères sur la commune de La Croix-Saint-Ouen

3 - Signature d'une convention de mandat entre la commune de La Croix-Saint-Ouen et l'ARC pour la réalisation de travaux d'eaux pluviales

**TRANSPORTS, MOBILITE ET GESTION DES VOIRIES**

4 - Plan vélo - Réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle à Compiègne sur le pont SNCF rue de Noyon - Signature d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage avec le Conseil Départemental de l'Oise pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental

5 - Plan vélo - Réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle à Compiègne sur le pont SNCF rue de Noyon - Signature d'une convention SNCF-Réseau pour une prestation "étude de mission de sécurité ferroviaire"

6 - Plan vélo - Réalisation d'une voie verte le long de la RD13A dans la ZAC Jaux-Venette - Signature d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage avec le Conseil Départemental de l'Oise pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental

**AMENAGEMENT**

7 - COMPIEGNE - ZAC multisites des Musiciens et des Maréchaux - Convention avec GRDF relative à l'alimentation en gaz de la zone d'aménagement

8 - Modification de l'attribution du lot n° 2 "études géotechniques" relatif aux études préalables constituant le dossier de création d'une Zone d'Aménagement Concerté pour le Quartier des Moulins à Verberie.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**

9 - LA CROIX-SAINT-OUEN - Parc Tertiaire et Scientifique - Cession d'un terrain à la SCI CHAMPLIEU pour création d'un parking

10 - Travaux et aménagement en vue de la création d'un garage mécanique solidaire - Lancement d'une consultation

## **QUESTIONS DIVERSES**





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**1 - Passation d'un avenant n° 1 à la convention particulière  
pour les travaux de déplacement du poste de refoulement «  
GOUJON » à Choisy-au-Bac liés au passage du Canal Seine  
Nord Europe**

Date de convocation : 16 mai 2025 L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard HELLAL, le le Bureau communautaire

Date d'affichage de la  
convocation :  
16 mai 2025

**Etaient présents :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART, Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEOEUF, Benjamin OURY, Jean-Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS, Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT, Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET, Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD, Arielle FRANÇOIS

**Ont donné pouvoir :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY

Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

**Étaient absents excusés :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants

présents ou ayant donné  
pouvoir :  
24

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

**Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et Financements extérieurs

## **DEVELOPPEMENT DURABLE ET RISQUES MAJEURS**

### **1 - Passation d'un avenant n° 1 à la convention particulière pour les travaux de déplacement du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac liés au passage du Canal Seine Nord Europe**

Par délibération du 6 juillet 2023, le Bureau Communautaire a autorisé la signature d'une convention dite « particulière » pour les travaux de déplacement du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac liés au passage du Canal Seine Nord Europe.

Cette convention permet la prise en charge financière forfaitaire de la part de la société du Canal Seine Nord Europe des travaux et fixe le cadre du financement. Le montant estimatif était de 138 762,26 € HT et pouvait être revu à la hausse dans la limite fixée dans la convention particulière.

L'avenant n° 1 à la convention particulière, joint en annexe, a pour objet de modifier le montant estimatif des travaux de dévoiement détaillé comme suit :

- 138 762,26 € HT correspondant aux travaux de déplacement du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac (montant indiqué dans la convention initiale),
- 12 103,94 € HT correspondant au raccordement électrique par SICAE Oise, non prévu dans la convention initiale.

Il est donc proposé de signer l'avenant n° 1 à la convention particulière du 6 septembre 2023 correspondant aux travaux de raccordement électrique par SICAE Oise du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac afin d'obtenir le versement supplémentaire de la société Canal Seine Nord Europe.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur PORTEBOIS,

Vu la délibération du Bureau Communautaire du 6 juillet 2023 relative à la signature de la convention particulière pour les travaux de déplacement du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac liés au passage du Canal Seine Nord Europe,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

A reçu un avis favorable en Commission Développement Durable et Risques Majeurs du 05/05/2025

Et après en avoir délibéré,

**AUTORISE** la passation d'un avenant n° 1 à la convention particulière du 6 septembre 2023 pour les travaux de déplacement du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac liés au passage du Canal Seine Nord Europe,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à signer les pièces relatives à ce dossier,

**PRÉCISE** que la recette est inscrite au Budget Assainissement, chapitre 13.

ADOpte à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise



**CANAL  
SEINE-NORD  
EUROPE**

Envoyé en préfecture le 26/05/2025

Reçu en préfecture le 27/05/2025

Publié le

**S<sup>2</sup>LO**

ID : 060-200067965-20250522-01BC22052025-DE

# Avenant n° 1 à la Convention particulière du 6 septembre 2023

De réalisation des études et des travaux  
Pour la modification des réseaux existants nécessitée  
par la construction du Canal Seine-Nord Europe

SECTEUR 1 – Réseau Assainissement

AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE  
(ARC)

Niveau de confidentialité : Restreint

Date de mise à jour : 03/03/2025

| Émetteur | Numéro | Secteur | Phase | Classement | Domaine | Ouvrage | Type doc | Num.    | Ind. |
|----------|--------|---------|-------|------------|---------|---------|----------|---------|------|
| CSNE     | C025   | 1       | B     | SCON       | RSXD    | SECT1   | AVEN     | 0001-00 | A    |

**SOCIÉTÉ  
DU CANAL  
SEINE-NORD  
EUROPE**



## Table des révisions

| Ind. | Date       | Raison d'émission de version | Établi |
|------|------------|------------------------------|--------|
| A    | 03/03/2025 | Première émission            | SCSNE  |
|      |            |                              |        |
|      |            |                              |        |
|      |            |                              |        |
|      |            |                              |        |
|      |            |                              |        |

## Table de diffusions

| Entités | Destinataires                                          | Copies                                                |
|---------|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| MOA     | Antoine BESSEAU<br>Alice LE FUR<br>Alexandra DELABARRE | Pierre-Yves DELPORTE<br>Nicolas SAGNE<br>Benoît DELEU |
| AMO     | Gemma AUBEELUCK                                        | Sabine GENONCEAUX                                     |
| MOE     | Farid LAMRID                                           |                                                       |

## Référence du document propre à l'émetteur

CSNE-C025-1-B-SCON-RSXD-SECT1-AVEN-0001-00-A



**ENTRE**

**L'AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE (ARC)**, Etablissement Public de Coopération Intercommunal, dont le siège social est à COMPIEGNE (60200), Place de l'Hôtel de ville, enregistré à l'INSEE sous le numéro 200 067 965, représenté par Monsieur Jean-Pierre DESMOULINS, agissant en qualité de Délégué à l'assainissement et à la gestion des eaux pluviales, dûment habilité à cet effet par délibération en date du 6 juillet 2023,

Ci-après, dénommé « **le Gestionnaire** »,

D'une part,

**ET**

**La Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE)**, Etablissement public local à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé à COMPIEGNE (60200), 23 place d'Armes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COMPIEGNE, sous le numéro 829 535 996, représentée par Monsieur Pierre-Yves DELPORTE, agissant en qualité de Directeur du Secteur 1, dûment habilité à cet effet en vertu d'une délégation de signature qu'il a reçue du Directoire, suivant Décision en date du 10 décembre 2024,

Ci-après, dénommée « **la SCSNE** »,

D'autre part.

**Le Gestionnaire** et **la SCSNE** étant ci-après désignées ensemble « **les Parties** » ou individuellement « **la Partie** ».





## SOMMAIRE

|                                                   |                             |
|---------------------------------------------------|-----------------------------|
| 1. Objet de la convention PARTICULIERE .....      | 5                           |
| 2. SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU .....       | Erreur ! Signet non défini. |
| 3. TRANSCRIPTION DES DONNEES AU SIG .....         | Erreur ! Signet non défini. |
| 4. DELAIS DE REALISATION.....                     | Erreur ! Signet non défini. |
| 5. DEROULEMENT DES TRAVAUX .....                  | Erreur ! Signet non défini. |
| 6. Autorisations environnementales .....          | Erreur ! Signet non défini. |
| 7. REGLEMENTATION BARRAGES .....                  | Erreur ! Signet non défini. |
| 8. DECOUVERTE FORTUITE.....                       | Erreur ! Signet non défini. |
| 9. REGLEMENT DES PRESTATIONS.....                 | Erreur ! Signet non défini. |
| 10. CLAUSE D'ALEA DE VARIATION DU PRIX .....      | Erreur ! Signet non défini. |
| 11. MODE DE REGLEMENT DES ETUDES ET TRAVAUX ..... | Erreur ! Signet non défini. |
| 12. AVENANTS.....                                 | Erreur ! Signet non défini. |
| 13. IDENTIFICATION DES INTERLOCUTEURS.....        | Erreur ! Signet non défini. |

## 1. EXPOSE PREALABLE

Les Parties ont signé une Convention particulière en date du 6 septembre 2023, qui prévoyait un montant estimatif des coûts relatifs au dévoiement du réseau d'assainissement.

Le montant ayant évolué depuis, notamment du fait qu'une prestation ne figurait pas au descriptif des travaux, il a été convenu entre les Parties un ajustement de la partie financière.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :



## 2. OBJET DE L'AVENANT A LA CONVENTION PARTICULIERE

Le présent Avenant à la Convention particulière a pour objet de modifier le montant estimatif des travaux de dévoiement.

L'ensemble des autres clauses demeurent inchangées.

## 3. MODIFICATIONS

Le paragraphe « 7. Règlement des prestations » est modifié comme suit :

| VERSION INITIALE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | VERSION MODIFIEE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La prise en charge par la SCSNE des dépenses résultant du Projet détaillé et des Travaux s'effectuera conformément aux stipulations de l'Article 5 <i>Modalités de fixation des couts et principes généraux de financement</i> de la Convention générale conclue entre les Parties.</p> <p>Etant ici rappelé que si cette prise en charge a lieu, elle correspondra in fine au <u>montant réel des frais engagés</u>, sur présentation des pièces justificatives, ainsi que le prévoit la Convention Générale.</p> <p>Ce montant pourra varier à la hausse dans la limite fixée au paragraphe 8 ci-dessous.<br/>Etant précisé que tout dépassement du montant, même dans la limite fixée, devra être dûment justifié.</p> <p><b>Le montant estimatif global des dépenses s'établit à CENT SOIXANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUATORZE EUROS ET SOIXANTE-ET-ONZE CENTIMES (166.514,17 €) selon les annexes 3 et 4 de la présente Convention Particulière.</b></p> | <p>La prise en charge par la SCSNE des dépenses résultant du Projet détaillé et des Travaux s'effectuera conformément aux stipulations de l'Article 5 <i>Modalités de fixation des couts et principes généraux de financement</i> de la Convention générale conclue entre les Parties.</p> <p>Etant ici rappelé que si cette prise en charge a lieu, elle correspondra in fine au <u>montant réel des frais engagés</u>, sur présentation des pièces justificatives, ainsi que le prévoit la Convention Générale.</p> <p>Ce montant pourra varier à la hausse dans la limite fixée au paragraphe 8 ci-dessous.<br/>Etant précisé que tout dépassement du montant, même dans la limite fixée, devra être dûment justifié.</p> <p><b>Le montant estimatif global des dépenses s'établit à CENT CINQUANTE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SIX EUROS ET VINGT CENTIMES (150 866,20 €) HT, détaillé comme suit :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 138.762,26 € HT correspondant aux travaux</li><li>- 12.103,94 € HT correspondant au raccordement électrique par SICAE Oise</li></ul> |

## 4. INDEMNISATION DU DEPLACEMENT DU RESEAU – RAPPEL DES TERMES DES CONVENTIONS

Il est rappelé que, suivant les termes de l'**article E.2.1. Indemnisation du déplacement par le MOA SCSNE** de la Convention générale, les dépenses afférentes à l'exécution des Etudes préliminaires et des Travaux





de dévoiement à l'identique, rendus nécessaires par la construction du CSNE, demeurent à la charge exclusive de la SCSNE.

Suivant **l'article E.2.4. Fiscalité**, il est précisé que les sommes versées au Gestionnaire présentant le caractère d'une indemnité réparatrice des dommages causés à son réseau, ces sommes ne sont donc pas assujetties à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Ainsi, pour rappel, les sommes dues par la SCSNE à l'ARC, sur présentation de factures correspondantes, sont les suivantes :

| Détail               | Montant HT          |
|----------------------|---------------------|
| Etudes préliminaires | 5.852,00 €          |
| Travaux              | 150.866,20 €        |
| <b>TOTAL</b>         | <b>154.688,26 €</b> |

DONT ACTE DE SEPT (7) PAGES,  
Etabli en DEUX (2) exemplaires.

Fait à COMPIEGNE,

Le 5/3/2025

Pour la SCSNE,  
Monsieur Pierre-Yves DELPORTE,  
Directeur du Secteur 1

Fait à COMPIEGNE,

Le

Pour le Gestionnaire,  
Monsieur Jean-Pierre DESMOULINS,  
Délégué à l'assainissement et à la gestion des  
eaux pluviales de l'ARC

## Partenaires financiers

 Cofinancé par le mécanisme pour l'interconnexion en Europe de l'Union européenne



SOCIÉTÉ  
DU CANAL  
SEINE-NORD  
EUROPE

    
[www.  
canal-seine-  
nord-europe.fr](http://www.canal-seine-nord-europe.fr)

Envoyé en préfecture le 26/05/2025

Reçu en préfecture le 27/05/2025

Publié le



ID : 060-200067965-20250522-01BC22052025-DE



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**2 - Signature d'une convention d'occupation temporaire  
entre l'ARC et l'Office National des Forêts pour le maintien  
d'un réseau de fossés, d'un bac décanteur-déshuileur et  
d'une canalisation pour l'évacuation des eaux pluviales du  
lotissement de la Margenne et du quartier des Bruyères sur  
la commune de La Croix-Saint-Ouen**

Date de convocation :  
16 mai 2025

Date d'affichage de la  
convocation :  
16 mai 2025

L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est  
réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard  
HELLAL, le le Bureau communautaire

**Étaient présents :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART,  
Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEOEUF, Benjamin OURY, Jean-  
Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS,  
Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT,  
Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET,  
Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD,  
Arielle FRANÇOIS

**Ont donné pouvoir :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY  
Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants  
présents ou ayant donné  
pouvoir :  
24

**Étaient absents excusés :**

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier  
LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

**Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine  
BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle  
Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude  
CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle  
Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et  
Financements extérieurs

## **DEVELOPPEMENT DURABLE ET RISQUES MAJEURS**

### **2 - Signature d'une convention d'occupation temporaire entre l'ARC et l'Office National des Forêts pour le maintien d'un réseau de fossés, d'un bac décanteur-déshuileur et d'une canalisation pour l'évacuation des eaux pluviales du lotissement de la Margenne et du quartier des Bruyères sur la commune de La Croix-Saint-Ouen**

L'évacuation des eaux pluviales du lotissement de la Margenne et du quartier des Bruyères à La Croix-Saint-Ouen a nécessité la mise en place d'un réseau de fossés, d'une canalisation et d'un bac décanteur-déshuileur sur le domaine privé de l'État géré par l'ONF (Office National des Forêts).

Une convention initiale avait été signée avec la commune de La Croix-Saint-Ouen compétente à cette époque en gestion des eaux pluviales urbaines.

L'ARC ayant repris la compétence Gestion des eaux pluviales urbaines en 2020, et la convention arrivant à son terme, une nouvelle convention entre l'ARC et l'ONF est donc nécessaire.

Cette convention concerne un réseau de fossés d'une longueur de 545 mètres, une canalisation souterraine d'une longueur totale de 1 262 mètres longeant la route des Bruyères jusqu'au ru de la Malmaire et d'un bac décanteur-déshuileur sur une emprise d'environ 32 mètres carrés en amont du même ru.

Le code forestier prévoit le versement d'une redevance à l'ONF pour occupation du domaine privé de l'État, en fonction du tarif des concessions de l'ONF applicable en Picardie.

Dans ce cadre, il est proposé de signer la convention d'occupation temporaire jointe en annexe pour une durée de 9 ans, entraînant un versement de frais de dossier d'un montant de 150 € HT et l'application d'une redevance annuelle d'un montant de 2 865 € HT, revalorisée chaque année à hauteur de 1,5 %.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur DESESSART,

Vu le code forestier,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

A reçu un avis favorable en Commission Développement Durable et Risques Majeurs du 05/05/2025

Et après en avoir délibéré,

**AUTORISE** la signature de la convention d'occupation temporaire entre l'ARC et l'ONF pour le maintien d'un réseau de fossés, d'un bac décanteur-déshuileur et d'une canalisation pour l'évacuation des eaux pluviales du lotissement de la Margenne et du quartier des Bruyères sur la commune de La Croix-Saint-Ouen,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à signer les pièces relatives à ce dossier,



**PRÉCISE** que la dépense est inscrite au Budget Principal chapitre 011.

ADOpte à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise



# CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

## CONDITIONS PARTICULIERES

en forêt domaniale de :

### COMPIEGNE

Réf. Dossier :

N° CYPRES : CSS\_8510\_D\_COMPIEGNE\_025

N° SAP :

Entre l'**Office national des forêts**,

Établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé 2 bis avenue du Général Leclerc – 94704 MAISON-ALFORT, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662043116 RCS PARIS, agissant selon les dispositions des articles D 221-3 du Code Forestier, R 2222-36 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Représenté par Madame Véronique BORZEIX, Directrice Territoriale Seine - Nord  
Adresse Office National des Forêts - Direction territoriale Seine – Nord  
Bd de Constance, 77300 FONTAINEBLEAU

ci-après dénommé « l'ONF », d'une part,

Et le **bénéficiaire**

Société / Nom CA AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE (ARC)  
statut COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
domiciliée à COMPIEGNE (60200), place de l'Hôtel de Ville  
Représenté par Monsieur Philippe MARINI  
en sa qualité de [fonction] Président  
SIRET 20006796500034  
Carte d'identité (pour les particuliers) Sans objet

dûment habilité(e) aux fins des présentes,  
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part.

## Terminologie

### Terminologie générale des conventions d'occupation

- « **Terrain** » désigne la portion de forêt domaniale gérée par l'Office national des forêts dont le périmètre est précisé à l'annexe 2
- « **Bâtiment** » désigne les bâtiments propriétés de l'État, présents sur le terrain. Les bâtiments sont décrits dans leur forme et implantation en annexe 2.
- « **Ouvrage** » désigne, d'une manière générale, tous les éléments immobiliers implantés par le « bénéficiaire » sur le terrain mis à sa disposition.
- « **Accès** » désigne les pistes, chemins ou routes au sein de la forêt domaniale, à l'extérieur du terrain. Les accès sont identifiés géométriquement en annexe 2.
- « **Site** » désigne l'ensemble du périmètre mis à disposition par l'ONF (terrain, bâtiment, accès...)
- « **Convention d'occupation temporaire** » désigne le contrat définissant les règles d'occupation et d'utilisation du domaine privé de l'État conclu entre le bénéficiaire ou l'occupant et l'ONF. La convention d'occupation temporaire est régie par les Conditions Particulières et les Conditions Générales.
- « **Bénéficiaires** » ou « **Occupants** » désignent le(s) personne(s) morale(s) ou physique(s) cocontractante(s) de l'ONF autorisée(s) à occuper un ou des terrain(s) gérés par l'ONF en vue d'y exercer une activité, dans les conditions fixées à la convention d'occupation temporaire.
- « **Mise à disposition** » désigne la prise de possession effective du ou des terrains gérés par l'ONF et organisée dans les conditions de l'article 7 des Conditions Générales.
- « **Redevance** » désigne la contrepartie financière facturée par l'ONF pour la mise à disposition du site dans le cadre de la présente convention.
- « **Garantie financière** » désigne le dépôt de garantie d'un montant équivalent à un an de redevance, versée par le bénéficiaire à l'ONF à la signature du contrat, pour garantir le financement de la remise en état des lieux en cas de mauvais entretien des lieux pendant la durée de l'occupation.

## Préambule

Par actes successifs dont le dernier en date du 30 mai 2013, la commune de LACROIX SAINT OUEN bénéficiait de l'autorisation d'occupation de terrain pour la mise en place et le maintien d'un réseau de fossés et d'une canalisation pour l'évacuation des eaux pluviales du lotissement de la Margenne et du Quartier des Bruyères.

La précédente convention étant venue à expiration le 31 mars 2020 et la compétence assainissement ayant été déléguée à l'ARC au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les parties se sont rapprochées afin de convenir des conditions de renouvellement de l'occupation dans les conditions fixées à la présente convention.

### Rappel du contexte de l'occupation

L'ONF met à disposition des sites au profit de tiers pour leur permettre l'exercice d'activités compatibles avec la gestion durable des forêts et terrains dont l'ONF assure la gestion dans le cadre de sa politique de valorisation du domaine forestier<sup>1</sup>.

La présente convention a été  
convenue suite à une procédure  
organisée par l'ONF :

- ☐ Mise en concurrence (appel à projets ou consultation sur une activité déterminée)  
☒ Négociation de gré à gré

Organisée en date du : 29 mars 2021

Pour une activité dénommée : Occupation de terrain pour le maintien de canalisations d'évacuation d'eaux pluviales

Le bénéficiaire s'engage, dans le cadre de la présente convention, à exercer son activité dans les conditions autorisées ci-après et dans le respect de la politique de gestion durable des forêts mise en œuvre par l'ONF.

### Nature juridique de la convention

§1. La présente convention fixe les conditions d'occupation et d'utilisation par le bénéficiaire de terrains situés en forêt domaniale, domaine privé de l'État, relevant du régime forestier et gérés par l'Office national des forêts (ONF) en vertu de l'article L.221-2 du code forestier.

§2. L'activité autorisée sur le(s) terrain(s) géré(s) par l'ONF ne peut en aucun cas être assimilée à un fonds de commerce et n'ouvre aucun des droits attachés à la propriété commerciale.

<sup>1</sup> L'ONF met à disposition ses sites selon deux procédures : soit une procédure de mise en concurrence d'une activité déterminée, soit une procédure d'attribution de gré à gré, de manière exceptionnelle et sur dérogation de la Direction générale de l'ONF.



- §3. Les règles du droit commun en matière de location de locaux ou sites à usage commercial et les lois spéciales sur les baux, et notamment les dispositions des articles L.145-1 à L.145-60 et R. 145-1 à R. 145-33 du code de commerce sont inapplicables en l'espèce.
- §4. La présente convention ne constitue pas non plus une concession au sens de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique.
- §5. Le bénéficiaire de la convention n'a aucun droit réel sur les constructions ou aménagements immobiliers qu'il réalisera sur le(s) terrain(s) de l'Etat gérés par l'ONF.
- §6. Par conséquent, le bénéficiaire ne peut recourir au crédit-bail pour financer lesdites constructions et installations de caractère immobilier et il ne peut non plus les hypothéquer. Toute cession totale ou partielle des ouvrages, constructions et aménagements immobiliers réalisés par le bénéficiaire est interdite.
- §7. Le droit d'occupation du bénéficiaire est précaire et révocable. L'ONF se réserve le droit de résilier la convention pour un motif impératif lié aux contraintes de gestion des forêts de l'ONF et listé à l'article 21.2 des conditions générales.

## Article 1 Éléments constitutifs de la convention

Les présentes conditions particulières, complétées des conditions générales (annexe 1), définissent les conditions d'occupation du terrain mis à la disposition du bénéficiaire par l'ONF.

Les éléments constitutifs de la convention sont :

- Les présentes conditions particulières
- Annexe 1 - Conditions générales
- Annexe 2 - Description des terrains concernés
- Annexe 3 - Conditions techniques particulières liées aux terrains occupés
- Annexe 4 - États des lieux
- Annexe 5 - Autorisations administratives nécessaires à l'activité
- Annexe 6 - Descriptifs des travaux programmés
- Annexe 7- Fiche des pénalités contractuelles

En cas de contradiction entre les conditions générales et les conditions particulières, les stipulations contractuelles des présentes conditions particulières prévaudront.

## Article 2 Désignation du site<sup>2</sup>

### 2.1. Références ONF

|                                                      |                   |                 |
|------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|
| Forêt domaniale                                      |                   | COMPIEGNE       |
| Parcelle(s) forestière(s) /<br>aménagement forestier | 9391- 9311 - 9381 | 2012 - 2031     |
| N° REFX /SAP du bâtiment /<br>désignation            | Néant             | Sans objet      |
| Surface bâtie (m²)                                   |                   | 32 m² (8m X 4m) |
| Superficie terrain (ha)                              |                   | 0,1592 ha       |

### 2.2. Références communales et cadastrales

|                            |       |                    |
|----------------------------|-------|--------------------|
| Commune de situation       |       | LACROIX SAINT OUEN |
| Code postal et département | 60610 | Oise               |
| Références cadastrales     |       | D numéro 44        |

### 2.3. Autres références<sup>3</sup>

|                  |                                                                                                  |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Zone de risque / | Commune soumise à un territoire à risque important d'inondation, glissement de terrain, sismique |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|

<sup>2</sup> L'identification des sites est précisée en annexe 2 du contrat.

<sup>3</sup> Les informations relatives à l'urbanisme et notamment aux zones à risque sont données à titre informatives. Il appartient donc au bénéficiaire de vérifier la réglementation applicable au site.

Zone naturelle Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux (ZICO), Site Natura 2000, Espaces Naturels Sensibles, ZNIEFF de type 1 et de type 2

Autre zonage réglementaire Néant

## Article 3 Objet de l'occupation temporaire

### 3.1. Activités autorisées sur le terrain

|                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Activité autorisée                              | Maintien de canalisations d'évacuation des eaux usées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Détails de l'occupation de l'activité autorisée | <p>Occupation d'un terrain de 15a 92ca correspondant à l'ancien réseau de fossés : fossés numérotés 1 à 4 d'une longueur cumulée de 545 ml (remise en état à prévoir si plus d'utilité).</p> <p>Canalisation souterraine numérotée n° 6 sur une longueur de 462 ml, longeant la route forestière des Bruyères et traversant la parcelle 9311 et 9381 jusqu'au « Ru de la Malmaire »,</p> <p>Canalisation souterraine numérotée n°7 sur une longueur approximative de 800 ml, située dans la parcelle 9391, longeant en partie le périmètre de la FDC et se jetant pour partie dans la canalisation n°6, sur une longueur approximative de 800 ml,</p> <p>bac décanteur déshuileur en amont du « Ru de la Malmaire » sur la parcelle 9311 sur une emprise d'environ 32 m² (8mX4m).</p> |

### 3.2. Description des équipements et installations autorisés

L'ONF autorise le bénéficiaire, sous réserve d'obtention des autorisations administratives requises par les textes légaux et réglementaires, à installer ou maintenir les dispositifs et installations suivants :

|                               |                                                                 |       |
|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------|
| Clôture et portail            | Grillage autour du bac décanteur                                |       |
| Aménagements du sol           | Néant                                                           |       |
| Constructions / surfaces (m²) | Bac décanteur déshuileur                                        | 32 m² |
| Signalisation                 | Panneau d'information sur la présence et l'utilité du décanteur |       |
| Réseaux                       | Néant                                                           |       |

### 3.3. Autres autorisations à l'extérieur du terrain occupé

|                                                   |                                                                                                  |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Passage pendant l'exploitation                    | Route Forestière des Bruyères pour entretien du bac décanteur et des canalisations souterraines. |
| Passage sur un chemin pour réalisation de travaux | Néant                                                                                            |
| Autres autorisations                              | Néant                                                                                            |

## Article 4 Durée de la convention

### 4.1. Dates de début et de fin de l'autorisation

La convention est conclue à compter de la date de signature du contrat par les parties et prendra fin à l'expiration de la date sus-indiquée.

Durée 9 ans



|                      |                              |
|----------------------|------------------------------|
| Date d'effet / début | 1 <sup>er</sup> janvier 2021 |
|----------------------|------------------------------|

|             |                  |
|-------------|------------------|
| Date de fin | 31 décembre 2029 |
|-------------|------------------|

#### 4.2. Calendrier prévisionnel d'état des lieux

La date d'état des lieux de sortie devra être fixée avant le terme de la convention.

|                                                  |                           |
|--------------------------------------------------|---------------------------|
| Date prévisionnelle de l'état des lieux d'entrée | Occupation déjà existante |
|--------------------------------------------------|---------------------------|

|                                                   |                                                   |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Date prévisionnelle de l'état des lieux de sortie | Au plus tard un mois avant la fin de l'occupation |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|

#### 4.3. Prorogation – renouvellement

§1. La durée de la convention pourra, à la demande de l'occupant, être prorogée à titre exceptionnel avec l'accord exprès de l'ONF. La prorogation du contrat fera l'objet d'un avenant.

§2. L'occupation ne pourra en aucun cas être renouvelée tacitement.

### Article 5 Conditions financières

#### 5.1. Principes généraux de la condition financière

Le terrain est mis à disposition moyennant le versement d'une contrepartie financière constituée des frais de dossier, des frais de déboisement le cas échéant, d'une redevance pour l'occupation du terrain et d'un intéressement sur le volume d'activité réalisé :

1. **Les frais de dossier et de déboisement** : Les frais de dossier correspondent au temps passé par les services au moment de l'instruction du dossier. Les frais de déboisement correspondent au prix des arbres coupés calculés par l'ONF selon la valeur actuelle et selon la valeur à venir ;
2. **La redevance** pour l'occupation du terrain mis à disposition : elle est fixée par les services VALPAT sur la base des valeurs locatives locales pour des terrains similaires lorsqu'elles sont connues, ou d'une valeur fixée par l'ONF en fonction des caractéristiques du terrain mis à disposition prenant en compte son emplacement, la pression foncière et sa rareté. Cette redevance fait l'objet d'une facturation au 1<sup>er</sup> janvier pour l'année civile à venir (condition financière « à échoir »).
3. **L'intéressement** versé à l'ONF est établi selon :
  - o un pourcentage au chiffre d'affaire réalisé l'année n-1 ;
  - o un montant minimum garanti, quel que soit le chiffre d'affaire réalisé.

#### 5.2. Montant de la condition financière

##### 5.2.1. Frais de dossier et de déboisement

|                                                                      |                           |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| Frais de dossier                                                     | 150 € HT (TVA applicable) |
| Frais pour déboisement<br>(Estimation de calcul transmis séparément) | Néant                     |

##### 5.2.2. Redevance

|                                        |                                                       |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| Redevance annuelle (hors champ de TVA) | DEUX MILLE HUIT CENT SOIXANTE CINQ EUROS (2.865,00 €) |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------|

##### 5.2.3. Intéressement

|                                               |            |
|-----------------------------------------------|------------|
| Pourcentage sur le chiffre d'affaires réalisé | Néant      |
| Montant minimum garanti (TVA 20 %)            | Sans objet |

#### 5.3. Révision

Les conditions générales s'appliquent. La première révision est appliquée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

#### 5.4. Garantie financière

La garantie financière est celle prévue à l'article 7.2 des conditions générales, exigible à l'entrée dans les lieux, et correspond à une année pleine de la part fixe de la redevance.

#### 5.5. Indemnité pour occupation sans titre

§1. Dans l'hypothèse où le bénéficiaire se maintiendrait illégalement sur les terrains à l'expiration de son contrat, l'occupation sans droit ni titre entraînera obligatoirement facturation d'une indemnité d'occupation sans titre destinée à compenser la



perte de jouissance des lieux par l'ONF et qui ne pourra jamais être inférieure au montant de la redevance qui aurait été due en cas d'occupation régulièrement régie par un contrat.

§2. L'indemnité d'occupation sans titre facturée ne vaudra en aucun cas reconnaissance d'une autorisation ou d'un titre d'occupation.

### 5.6. Facturation à la signature du contrat

La première facturation à la signature du contrat sera décomposée de la manière suivante :

|                                                         |                                                   |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Frais de dossier liés à l'instruction du dossier versés | <b>150 € HT TVA applicable de 20 % soit 180 €</b> |
| Redevance 2021                                          | <b>2.865,00 € HT</b>                              |
| Redevance 2022                                          | <b>2.907,98 € HT</b>                              |
| Redevance 2023                                          | <b>2.951,60 € HT</b>                              |
| Redevance 2024                                          | <b>2.995.87 € HT</b>                              |
| Redevance 2025                                          | <b>3.040.81 € HT</b>                              |
| Facturation totale à régler                             | <b>14.761.26 € TTC</b>                            |

### 5.7. Obligation de communication du volume d'activité réalisé

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à l'ONF, de bonne foi, volontairement et sans délai, toutes informations de nature à modifier la part variable de la redevance annuelle. L'absence de communication spontanée dans le délai raisonnable utile pour actualiser la part variable entraînera automatiquement, après une mise en demeure restée infructueuse, l'application d'une pénalité (Annexe 7).

## Article 6 Modalités de paiement

§1. L'ONF percevra une redevance annuelle, à terme à échoir, par année civile, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année civile.

§2. Par dérogation aux conditions générales, la redevance annuelle sera calculée au *pro rata temporis* pour la première et la dernière année d'occupation.

Les factures seront adressées au bénéficiaire à l'adresse suivante

Facture dématérialisée via le portail Chorus

|                                                           |                                   |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Date de facturation des frais                             | A signature du contrat            |
| Date de facturation de la redevance                       | 1 <sup>er</sup> janvier, à échoir |
| Date prévisionnelle de facturation liée à l'intéressement | Sans objet                        |
| Délais de paiement                                        | 30 jours                          |

Les paiements sont à adresser à :

Office National des Forêts  
Agence Comptable Secondaire Seine Nord  
Boulevard de Constance  
77 300 FONTAINEBLEAU

## Article 7 Autorisation de travaux et d'entretien des ouvrages

Le bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions du cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) disponible sur [www.onf.fr](http://www.onf.fr).

### 7.1. Reconnaissance des lieux

§1. Le bénéficiaire affirme qu'il a pris connaissance des lieux, et a pris la mesure des contraintes directes ou indirectes liées au site mis à disposition par l'ONF ainsi que des différentes réglementations applicables.

§2. Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se retourner contre l'ONF, notamment en cas d'incompatibilité ou d'impossibilité d'exploiter le site pour l'activité autorisée pour une cause étrangère à l'ONF.

### 7.2. Prise en charge des autorisations et des frais liés à l'implantation des ouvrages

§1. Le bénéficiaire s'engage à réaliser à ses frais, risques et périls exclusifs sur le(s) terrain(s) mis à disposition les travaux nécessaires à son utilisation telle que prévue à l'Article 7Article 1.

§2. Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de l'obtention de toutes les autorisations préalables émanant des administrations ou des tiers, nécessaires à la réalisation de ces travaux et à l'exploitation de son activité (annexe 5).

### 7.3. Construction et implantation des ouvrages sur terrain nu

§1. Le bénéficiaire est autorisé, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives requises, à construire et implanter, sur le périmètre de l'autorisation visé à l'article 2, les installations nécessaires à son exploitation et décrites à l'article 3.2.

### 7.4. Conformité des travaux et obligation d'entretien

§1. Préalablement à la réalisation des travaux de construction visée à l'article 3.2, le bénéficiaire communiquera à l'ONF une description des travaux projetés et les plans des installations, lesquels seront annexés à la présente convention (annexe 6).

§2. L'ONF pourra, en cas d'incompatibilité avec les obligations et missions de gestion des forêts de l'ONF, exiger la modification de l'implantation et de la configuration des installations du bénéficiaire.

§3. Toute violation des conditions et modalités d'implantation des ouvrages fixées par l'ONF pourra entraîner la résiliation de plein droit de la convention dans les conditions de l'article 21.3 des conditions générales.

#### 7.4.1. Travaux et entretiens

§1. Le bénéficiaire s'engage à réaliser les travaux dans un délai de 3 mois à partir de la date d'autorisation donnée par l'ONF.

§2. Si les travaux réalisés ne sont pas conformes aux plans et descriptions fournis par le bénéficiaire, ou si le délai de réalisation n'est pas respecté, l'ONF pourra résilier la convention après mise en demeure restée infructueuse dans les conditions de l'article 21.3 des conditions générales.

§3. En toute hypothèse, le bénéficiaire sera redevable de plein droit, en sus de la redevance, de la pénalité fixée en annexe 7.

§4. Le bénéficiaire s'engage à entretenir le site avec ses installations et à réaliser tous travaux de réparation et d'entretien de ses ouvrages et du site mis à disposition par l'ONF (terrains & bâtiments), lesquels seront à sa charge exclusive.

#### 7.4.2. Débroussaillage, DFCI

Le bénéficiaire du présent contrat est impérativement tenu de réaliser les travaux DFCI dans l'hypothèse où il existe une servitude légale de débroussaillage s'appliquant :

- soit en vertu d'un arrêté préfectoral ou municipal à raison des ouvrages mis à disposition de l'occupant ou créés par celui-ci ou à raison des activités qu'il exerce (art L 131-11 CF),
- soit à raison d'un plan de prévention des risques (art L 131-18 et L 134-5 CF),
- soit en vertu de l'article 134-6 CF applicable aux territoires classés à risque d'incendie (art L 132-1 CF) et aux départements mentionnés à l'article L 133-1 CF où les bois et forêts sont particulièrement exposés au risque d'incendie,

il appartient au bénéficiaire de satisfaire à ses frais au respect des obligations légales de débroussaillage ainsi prévues.

## Article 8 Autorisation de sous-occupation du site mis à disposition par l'ONF

Il est rappelé que toutes formes de sous-location, sous-occupation par un tiers est strictement interdite.

## Article 9 Références administratives et financières de l'ONF

|                         |                                                                                                                                                                              |
|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Service de gestion      | Office National des Forêts<br>Direction Territoriale Seine Nord<br>Service Concessions<br>Boulevard de Constance<br>77 300 FONTAINEBLEAU                                     |
| Gestionnaire de contrat | Véronique NAVARRE – veronique.navarre@onf.fr<br>06.23.39.04.83<br>Sarah COLAS – <a href="mailto:sarah.colas@onf.fr">sarah.colas@onf.fr</a><br>(UT Compiègne Laigue Ourscamp) |
| Responsable terrain     | 3 rue du Petit Château<br>60200 COMPIEGNE<br>06.20.01.16.64                                                                                                                  |



## Relevé d'Identité Bancaire



Cadre réservé au destinataire du relevé

Coordonnées bancaires

| Identification du compte pour une utilisation nationale             |           |             |                                                                         |             |          |
|---------------------------------------------------------------------|-----------|-------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------|----------|
| 42559                                                               | 10000     | 08027186395 | 85                                                                      |             |          |
| c/Etabl.                                                            | c/guichet | n/compte    | c/rib                                                                   |             |          |
| Domiciliation                                                       |           |             |                                                                         | BIC         |          |
| CREDIT COOPERATIF                                                   |           |             |                                                                         | CCOPFRPPXXX |          |
| Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN) |           |             |                                                                         |             |          |
| FR76                                                                | 4255      | 9100        | 0008                                                                    | 0271        | 8639 585 |
| Agence<br>GRANDES CLIENTELES                                        |           |             | Intitulé du compte<br>OFFICE NATIONAL DES FORETS<br>ONF ACS SEINO       |             |          |
| 12 BOULEVARD PESARO<br>CS 10002<br>92024 NANTERRE CEDEX<br>TEL :    |           |             | 2 B AVENUE DU GENERAL LECLERC<br>CS 30042<br>94704 MAISONS ALFORT CEDEX |             |          |

## Article 10 Références administratives et financières du bénéficiaire

Service de gestion

Service et adresse de facturation

20006796500034

Coordonnées de l'interlocuteur principal pour l'ONF

Adresse :

Messagerie électronique :

Téléphone :

Pour les bénéficiaires dématérialisés

Code service :

Code d'engagement :

## Article 11 Caractère personnel de l'autorisation

- §1. La présente autorisation est accordée à titre personnel.
- §2. Le bénéficiaire ne pourra céder à un tiers, ni la présente convention, ni les droits qui lui sont conférés sans l'autorisation expresse et préalable de l'ONF.
- §3. Le bénéficiaire ne pourra pas céder les ouvrages, y compris par démembrement de la propriété, indivision, partage ou tout autre procédé ayant des effets équivalents.
- §4. Toute cession non autorisée des droits attachés à la présente convention et/ ou des ouvrages sans autorisation préalable de l'ONF pourra donner lieu à la résiliation pour faute du contrat dans les conditions de l'article 21.3 des conditions générales.

## Article 12 Pénalités

- §1. Tout manquement du bénéficiaire à ses obligations contractuelles fera l'objet de plein droit, sans mise en demeure préalable, de l'application des pénalités fixées à l'annexe 7.
- §2. Les pénalités seront facturées au bénéficiaire en sus de la redevance.
- §3. Les manquements sont constatés par les agents de l'ONF.
- §4. Les pénalités contractuelles ne font pas obstacle au paiement de dommages et intérêts dus en cas de dégradation des lieux et autres préjudices subis par l'ONF

Fait et passé, en 2 exemplaires originaux signés et paraphés, à ..... le .....

Pour le bénéficiaire,

Pour l'ONF

Signature

Signature



# Annexe 1 Conditions Générales

Les conditions générales en vigueur à signature de la convention, paraphées et signées par le bénéficiaire.



## ANNEXE 1 - CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONVENTIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE (COT)

### I - PRINCIPES GENERAUX

L'Office national des forêts (ONF) est un établissement public à caractère industriel et commercial sous tutelle de l'Etat assurée par les ministres chargés des forêts et de l'environnement. Définies de façon précise dans le Code forestier, ses missions sont de :

- Mettre en œuvre le régime forestier dans les bois et forêts de l'Etat et des collectivités (1er alinéa de l'article L221-2 du Code forestier) ;
- Gérer et équiper les forêts domaniales (2ème alinéa de l'article L221-2 et 1° de l'article D221-2 du Code forestier) ;
- Conduire des missions d'intérêt général pour le compte de l'Etat (article D221-4 du Code forestier) ;
- Réaliser des prestations de services pour le compte de personnes publiques ou privées en faveur des espaces naturels et des paysages (article L221-6 du Code forestier) ;
- Accomplir des activités particulières à des fins d'intérêt général qui lui sont imposées par l'Etat ou qu'il consent à accomplir à la demande d'autres personnes publiques (article D221-4 du Code forestier)

#### Article 1. Objet

Les présentes Conditions générales ont pour objet de déterminer les conditions applicables aux conventions d'occupation temporaire, consenties par l'ONF à un Bénéficiaire sur le Terrain situé en forêt domaniale (domaine privé de l'Etat), géré par l'Office national des forêts en vertu de l'article L221-2 du Code forestier.

#### Article 2. Terminologie

« Accès » désigne les pistes, chemins ou routes au sein de la forêt domaniale, à l'extérieur du Terrain. Les Accès sont identifiés géométriquement en annexe 2.  
« Aménagement forestier » désigne le document qui définit les objectifs de gestion durable de la forêt et approuvé par arrêté ministériel (article L212-1 et 2 du Code forestier). Ce document s'impose à l'ONF et à tous les usagers de la forêt.  
« Bâtiment » désigne les bâtiments propriétés de l'Etat ou de l'ONF, présents sur le Terrain. Les bâtiments sont décrits dans leur forme et implantation en annexe 2.  
« Bénéficiaire » désigne la personne morale ou physique qui est autorisée par l'ONF à occuper le Terrain objet de la COT.  
« Construction » désigne les édifices construits par le Bénéficiaire.  
« COT » se réfère à la convention d'occupation temporaire, définissant les règles d'occupation et d'utilisation du Terrain situé sur le domaine privé de l'Etat conclu entre le Bénéficiaire et l'ONF.  
« Equipements » désignent les infrastructures aménageant le site (voies d'accès, canalisations souterraines ou aériennes, réseaux d'alimentation en énergie...).  
« Garantie financière » désigne le dépôt de garantie d'un montant équivalent à un an de Redevance, versé par le Bénéficiaire à l'ONF à la signature de la COT, pour garantir le financement de la remise en état des lieux en cas de mauvais entretien des lieux pendant la durée de la COT.  
« Intéressement » désigne la somme versée à l'ONF par le Bénéficiaire au regard des bénéfices financiers réalisés par l'activité autorisée sur le Terrain objet de la COT.  
« ONF » ou « Office » désignent l'Office national des forêts.  
« Redevance » désigne la contrepartie financière due à l'ONF par le Bénéficiaire, pour la mise à disposition du Site dans le cadre de la COT.  
« Site » désigne le Terrain et les Bâtiments, Constructions et Equipements.  
« Terrain » désigne l'ensemble du périmètre foncier non bâti mis à disposition dans le cadre de la COT par l'ONF au Bénéficiaire.  
« Déboisement » désigne l'exploitation des bois dans le cadre d'une vocation forestière maintenue à long terme.

#### Article 3. Eléments contractuels

##### 3.1. Généralités

Toute COT d'un Terrain et/ou d'un Site en forêt domaniale est régie :

- d'une part, par les présentes Conditions générales qui fixent au niveau national l'ensemble des principes contractuels communs à toutes les COT ;
- d'autre part, par des Conditions particulières.

##### 3.2. Les Conditions générales

Les Conditions générales sont approuvées par le Conseil d'administration conformément au 13° de l'article D222-7 du Code forestier et arrêtées par le Directeur général de l'ONF. Elles s'imposent au Bénéficiaire sans réserve.

##### 3.3. Les Conditions particulières

Les Conditions particulières répondent, cas par cas, aux spécificités de chaque activité prévue par la COT. Elles sont négociées localement et précisent au moins :

- l'identité et les coordonnées du Bénéficiaire de la COT ;
- le lieu d'exécution de la COT : identification de la forêt domaniale, de la ou des parcelles intéressées, surface objet de l'occupation ;
- la durée de la COT : si la COT ne prévoit pas de durée, il est prévu de convention expresse que la durée est fixée à un an, durée non renouvelable par tacite reconduction ;
- le montant initial de la Redevance ;
- les modalités de paiement : adresse et coordonnées de facturation de l'ONF.

Y sont annexées :

- Annexe 1 : Les Conditions générales en vigueur visées à l'article 3.2 ;
- Annexe 2 : La liste et la définition géométrique des terrains mis à disposition du Bénéficiaire par la COT : les plans avec le périmètre du Terrain ;
- Annexe 3 : Les conditions techniques particulières propres à l'occupation et à la gestion du Terrain ;
- Annexe 4 : Les états des lieux d'entrée et de sortie ;
- Annexe 5 : Les autorisations administratives ;

- Annexe 6 : Les travaux autorisés ;
- Annexe 7 : Les pénalités contractuelles.

#### 3.4. Hiérarchie contractuelle

En cas de contradiction entre les Conditions générales (annexe 1) et les Conditions particulières, les Conditions générales prévalent. En cas de contradiction entre les Conditions particulières et les Annexes 2 à 7, les Conditions particulières prévalent.

### Article 4. Cadre juridique applicable aux forêts domaniales

#### 4.1. Code forestier et régime forestier

§ 1. Les forêts de l'Etat, confiées en gestion à l'ONF se voient appliquer le régime forestier (Livre II du Code forestier), régime juridique d'ordre public. L'ONF met en œuvre le régime forestier et assure la gestion durable et multifonctionnelle, l'équipement et l'exploitation des forêts domaniales, dans l'esprit et en conformité avec les principes de la politique forestière nationale, exposés notamment aux articles L21-1 et L21-4 du Code forestier.

§ 2. Dans ce cadre, chaque forêt domaniale est dotée d'un aménagement forestier qui constitue une garantie de gestion durable au sens de l'article L124-1 du Code forestier. Les objectifs fixés dans l'aménagement forestier prévalent sur toutes occupations et utilisations de la forêt domaniale. Celles-ci ne peuvent donc en aucun cas contrevenir ou remettre en cause les prescriptions de l'aménagement forestier.

§ 3. Certaines forêts domaniales situées au sein des départements d'Outre-mer ne se voient pas appliquer le régime forestier et en conséquence, ne sont pas dotées d'un aménagement forestier. Dans cette circonstance uniquement, les stipulations relatives à l'aménagement forestier présentes au sein des Conditions générales, ne trouvent pas à s'appliquer, sans que cela soit de nature à justifier une quelconque dérogation aux présentes Conditions générales.

#### 4.2. Primauté de la gestion durable forestière

La COT est accordée par l'ONF dans la mesure où l'activité envisagée s'intègre dans la gestion durable forestière, sans compromettre les objectifs fixés dans l'aménagement forestier et sans remettre en cause l'adhésion de l'Office à la certification de gestion forestière durable PEFC (« Program for the Endorsement of Forest Certification schemes ») ou FSC (Forest Stewardship Council) évoquée à l'Article 5.

#### 4.3. Statut foncier spécial propre au domaine forestier de l'Etat

§ 1. Les forêts domaniales font partie du domaine privé de l'Etat. Leur gestion patrimoniale relève de la législation du Code civil.

§ 2. Les bois et forêts de l'Etat ne sont aliénables qu'en vertu d'une loi d'autorisation préalable ou dans le cadre d'une opération déclarée d'utilité publique, et sauf les cas de dérogation exceptionnellement susceptibles d'un accord de l'Etat dans le strict respect des conditions prévues à l'article L3211-5 du Code général de la propriété des personnes publiques. Toute aliénation du Terrain à des fins privées est donc exclue.

§ 3. Le Bénéficiaire ne peut bénéficier ni d'une appropriation du sol domaniale, ni d'un droit réel sur la propriété forestière domaniale.

#### 4.4. Droit de propriété

§ 1. Le Bénéficiaire reconnaît le droit de propriété détenu par l'Etat sur le Terrain d'emprise concerné par sa COT. Il reconnaît ne disposer d'aucun droit réel sur ce Terrain et ne tenir de la COT qu'un droit personnel à occuper le Terrain.

§ 2. Le Bénéficiaire reconnaît de même que l'ONF est, au sens du 2ème alinéa de l'article L221-2 du Code forestier, gestionnaire légal du Terrain objet de la COT. Il reconnaît qu'à ce titre l'ONF a tous pouvoirs techniques et financiers pour administrer ce Terrain (article D221-2 du Code forestier) et que l'Office est donc son seul interlocuteur direct en charge de veiller au respect de la COT.

### Article 5. Engagement environnemental

#### 5.1. Engagement de l'Office

Dans le cadre de la gestion durable des massifs forestiers qui lui sont confiés, l'ONF respecte les cahiers des charges PEFC ou FSC.

#### 5.2. Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers

Les exigences correspondantes aux engagements PEFC de l'ONF sont, pour l'essentiel, retranscrites dans le Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) approuvé par le Conseil d'administration de l'Office (résolution n° 2019-16 du 28 novembre 2019). Ce document est mis à jour en fonction des évolutions du contexte réglementaire ou de la politique environnementale de l'ONF et est téléchargeable sur le site internet [www.onf.fr](http://www.onf.fr).

#### 5.3. Engagement du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- prendre connaissance du CNPTSF et à en respecter les dispositions concernant plus particulièrement son occupation du Terrain ;
- informer ses salariés, préposés, prestataires, ayants droit, etc. des prescriptions du CNPTSF et des prescriptions particulières éventuelles à respecter dans leurs interventions en forêt au titre de la COT.

### Article 6. Situation du Bénéficiaire

Le fait pour l'ONF d'accorder une COT du sol forestier domaniale ne préjuge en rien de la situation de son Bénéficiaire au regard des lois et règlements étrangers à l'objet de la COT, l'Office n'ayant aucun motif pour connaître de ces situations qui lui sont extérieures.

## II - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

### Article 7. Etat des lieux et entrée dans les lieux

#### 7.1. Obligation de réaliser un état des lieux d'entrée

§ 1. Il doit être procédé à un état des lieux avec le Bénéficiaire de la COT avant toute prise effective de possession du Terrain et/ou Site par le Bénéficiaire.

§ 2. Les modalités de réalisation de l'état des lieux sont définies en Annexe 4.

§ 3. Dans les seuls cas où le Terrain ne contient pas d'immeubles bâtis ou si l'activité n'implique pas des constructions, ouvrages, infrastructures, etc., l'ONF peut se limiter à un descriptif sommaire des lieux et inviter le Bénéficiaire à prendre possession des lieux sans autre formalité. Il appartient alors au Bénéficiaire d'alerter l'ONF par courrier dans les dix jours suivant son entrée dans les lieux s'il constate une situation



quelconque qu'il estime non conforme au descriptif fourni par l'ONF. À défaut, il est réputé acquiescer à ce descriptif.

- § 4. Si pour un motif quelconque l'ONF ne semble pas en mesure d'organiser l'état des lieux, le Bénéficiaire est fondé, pour ne pas retarder son entrée en jouissance du terrain, à recourir à ses frais à un huissier de justice pour y faire procéder. Le Bénéficiaire prend alors soin d'adresser, par courrier recommandé avec avis de réception à l'ONF, un exemplaire de l'acte établi par l'huissier.

## 7.2. Dépôt de garantie

À la signature de la COT, et excepté le cas où les Conditions particulières prévoient un autre type de garantie, le Bénéficiaire verse un dépôt de garantie équivalent à une année de la Redevance annuelle fixe hors taxes. Cette somme est restituée au Bénéficiaire après état des lieux de sortie et restitution du Terrain tel que prévu à l'article 16 des Conditions générales.

## 7.3. Déclaration

Le Bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des lieux et les connaître parfaitement. Il reconnaît les prendre dans l'état dans lequel ils se trouvent lors de la prise de possession, sans pouvoir élever ultérieurement un quelconque protestation ou réclamation pour quels motifs que ce soit se rapportant à la nature du sol, du sous-sol, des peuplements forestiers, de l'environnement et des bâtiments ou constructions qui s'y trouvent.

## Article 8. Délimitation du Terrain objet de la COT

### 8.1. Obligation

Il appartient à l'ONF, avant toute entrée du Bénéficiaire en jouissance des lieux, d'identifier et de matérialiser la délimitation du Terrain concerné, par un piquetage sommaire.

### 8.2. Définition du terrain

Le périmètre géométrique du Terrain est précisé dans l'Annexe 2 des Conditions particulières de la COT.

### 8.3. Délimitation physique du terrain

§ 1. La délimitation physique du Terrain est à la charge du Bénéficiaire. Elle est réalisée à minima par un piquetage peint permettant une identification claire des points singuliers du périmètre concédé et ceci pendant toute la durée de la COT.

§ 2. Lorsqu'un bornage du Terrain a été réalisé, les bornes géodésiques figurent sur le plan de l'Annexe 2.

### 8.4. Entretien des limites du terrain

§ 1. Le Bénéficiaire est tenu d'entretenir régulièrement le périmètre de manière à maintenir visible sur le Terrain le dispositif matérialisant l'emplacement du périmètre (la délimitation physique).

§ 2. En cas de carence de sa part, et après une mise en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR), restée infructueuse à l'issue du délai imparti, l'ONF peut procéder ou faire procéder, aux frais du Bénéficiaire, aux travaux d'entretien et de nettoyage du périmètre.

## Article 9. Respect des peuplements forestiers

### 9.1. Cas général

L'ONF exploite librement les arbres dans le cadre de l'aménagement forestier, lorsque ce dernier est en vigueur sur le Terrain mis à disposition dans le cadre de la COT.

### 9.2. Intervention sur les peuplements

Le Bénéficiaire ne dispose d'aucun droit à disposer des arbres, arbustes, « *morts-bois* », buissons composant le milieu naturel forestier sis dans le périmètre du Terrain objet de la COT, l'ONF disposant seul à la fois en sa qualité de gestionnaire légal, et au titre du régime forestier, du pouvoir d'intervenir sur les peuplements.

### 9.3. Coupes d'arbres ponctuelles - Travaux d'exploitation ponctuels

§ 1. Les coupes d'arbres sont à la charge soit de l'ONF soit du Bénéficiaire, selon la valeur marchande des bois.

§ 2. L'estimation de la valeur marchande des bois est faite par l'ONF dans le cadre de l'aménagement forestier au moment de la reconnaissance et du marquage des bois.

§ 3. Si les bois ont une valeur marchande, ils sont vendus par l'ONF à son profit.

§ 4. Si les bois n'ont pas de valeur marchande, ils peuvent être cédés par l'ONF au Bénéficiaire. L'exploitation est alors à la charge de ce dernier. Dans ce cas, les bois doivent être enlevés dans un délai de deux mois après le marquage des bois par l'ONF.

§ 5. Lorsque le Terrain mis à disposition dans le cadre de la COT ne relève pas du régime forestier et ne fait pas l'objet à ce titre d'un document d'aménagement, les Parties peuvent organiser au sein des Conditions particulières, les modalités relatives aux coupes d'arbres ponctuelles et à l'exploitation des bois.

### 9.4. Cas particulier de danger imminent

§ 1. Le Bénéficiaire est responsable du Terrain et/ou Site qui est mis à sa disposition. En ce sens, dans le cas de danger imminent pour les personnes et les biens, le Bénéficiaire peut réaliser les travaux de mise en sécurité en prenant toutes les précautions qui s'imposent pendant les travaux. Le cocontractant en informe rapidement l'ONF.

§ 2. Le Bénéficiaire est tenu d'informer l'ONF sans délai s'il constate un danger grave et imminent aux abords du périmètre du Terrain et/ou Site qui menacerait son activité, ses équipements ou les personnes amenées à être présentes sur le Terrain et/ou Site.

### 9.5. Déboisement - Respect des semis et régénérations

§ 1. La conservation des peuplements forestiers et leur renouvellement constituant un des objectifs essentiels de la gestion forestière durable dont l'ONF est le garant, le Bénéficiaire s'interdit impérativement toute intervention dans les peuplements forestiers ayant pour effet de supprimer, endommager, détruire, même à une échelle modeste, les peuplements et les jeunes plants (parcelles en régénération).

§ 2. Toute intervention de sa part pouvant produire un impact sur les peuplements et régénérations ne peut s'opérer que sur accord écrit préalable de l'ONF et dans le respect des prescriptions dont l'Office a pu assortir son autorisation. Le Bénéficiaire doit informer au moins deux semaines à l'avance l'ONF de la date du début du chantier autorisé, ceci pour permettre à l'Office, s'il le souhaite, de venir contrôler le déroulement des travaux.

§ 3. Il appartient à l'ONF d'opérer un constat des lieux en fin de chantier pour s'assurer de la bonne exécution des travaux.

### 9.6. Plantations

§ 1. Toute plantation d'arbres, arbustes, végétaux divers est interdite sans l'accord préalable de l'ONF.

§ 2. En cas de plantations réalisées sans l'accord de l'ONF, celui-ci peut - après mise en demeure (LRAR) restée sans effet à l'expiration du délai accordé - procéder à leur suppression aux frais du Bénéficiaire.

### 9.7. Élagage de branches

L'ONF et le Bénéficiaire peuvent convenir au sein des Conditions particulières, des modalités techniques et financières de l'élagage des branches d'arbres présents sur le Terrain objet de la COT.

## Article 10. Obligations de l'ONF

### 10.1. Garantie de la libre jouissance des lieux par le Bénéficiaire

§ 1. L'ONF gestionnaire légal de la forêt domaniale pour le compte de l'Etat, s'engage à ne porter aucun trouble à la libre jouissance des lieux par le Bénéficiaire de la COT. Sont exclus de la jouissance des lieux les droits de chasse et de pêche.

§ 2. Toutefois, en cas d'impératif lié à des enjeux forestiers particuliers (mesures de prévention contre des périls sanitaires, lutte contre le feu, remise en état des lieux et reboisements après aléas climatiques ou incendie de forêt, etc.), l'ONF est fondé à procéder sur le Terrain à tous travaux utiles et nécessaires de traitement phytopharmacologique, nettoiement, débroussaillage, élagage, abattage, préparation des sols et semis ou plantations etc., sans que le cocontractant puisse prétendre à indemnité à raison d'éventuels troubles de jouissance des lieux qu'il aurait subis à cette occasion.

§ 3. En dehors de l'hypothèse prévue à l'article 10.1 § 2, toute intervention de l'ONF au titre de la gestion et de l'exploitation courante du domaine forestier s'effectue dans le respect des droits du Bénéficiaire. Celui-ci est prévenu au moins deux semaines à l'avance de tout chantier que l'ONF entend effectuer, ceci de manière à lui permettre de prendre toutes dispositions utiles.

§ 4. Le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité dès lors que les troubles éventuels causés à l'occasion de ces travaux n'excèdent pas ceux qui résultent normalement d'un chantier forestier mené dans les règles de l'art.

### 10.2. Information du Bénéficiaire en cas de transfert de propriété

§ 1. En cas de mutation foncière entraînant transfert du droit de propriété de l'Etat sur tout ou partie du Terrain objet de la COT, celle-ci prend fin de plein droit au jour de la signature de l'acte de cession sans indemnité due, ni par l'Etat, ni par l'ONF.

§ 2. L'ONF s'engage à informer son cocontractant du projet de mutation foncière lorsqu'il en est informé, au moins six mois avant la signature de l'acte, de manière à donner au Bénéficiaire un délai suffisant pour opérer son retrait des lieux.

### 10.3. Données à caractère personnel

§ 1. Conformément au règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) entré en vigueur au sein de l'Union européenne le 25 mai 2018, les informations à caractère personnel fournies par le Bénéficiaire dans le cadre de l'exécution de la COT sont traitées par les personnels habilités de l'ONF, ainsi que par ses éventuels sous-traitants et ne donnent lieu à aucune autre utilisation sans son autorisation.

§ 2. Les données personnelles ne sont conservées que pour une durée strictement nécessaire à l'exécution de la COT et aux contraintes légales et réglementaires en vigueur.

§ 3. À tout moment, le Bénéficiaire ou son représentant personne physique, à la possibilité de demander à l'ONF l'accès, la rectification, l'effacement ou la portabilité de ses données. Celui-ci a également la possibilité de demander la limitation du traitement ou de s'opposer à celui-ci.

§ 4. Le Bénéficiaire peut exercer ces droits en s'adressant au responsable de traitement à l'adresse postale ou à l'adresse de la messagerie électronique mentionnée ci-après, en joignant un justificatif de son identité valide : le Directeur général, 2 bis avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons - Alfort CS 30 042 ou le délégué à la protection des données personnelles : [dp@onf.fr](mailto:dp@onf.fr).

§ 5. En cas de réclamation, ou pour plus d'informations, le Bénéficiaire peut contacter la Commission nationale informatique et liberté en se rendant sur son site internet : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

## Article 11. Obligations du Bénéficiaire

### 11.1. Caractère personnel de la COT

§ 1. La COT est accordée à titre personnel.

§ 2. Le Bénéficiaire ne peut céder ou louer à un tiers, ni la COT, ni les droits qui lui sont conférés sans l'autorisation expresse et préalable de l'ONF prévue au sein des Conditions particulières.

§ 3. La COT ne peut faire l'objet d'une cession par le biais d'un apport en société.

### 11.2. Propriété des constructions et équipements

§ 1. Le Bénéficiaire est propriétaire pendant la durée de la COT, de toute Construction qu'il édifierait sur le Terrain objet de la COT, et de tout Equipement qu'il y installerait.

§ 2. Le Bénéficiaire ne peut pas céder les Bâiments, Constructions et Equipements, y compris par démembrement de la propriété, indivision, partage ou tout autre procédé ayant des effets équivalents.

### 11.3. Apport ou allumage de feu

Sauf disposition contraire dans les Conditions particulières, l'allumage ou l'apport de feu sur le Terrain objet de la COT est rigoureusement interdit.

### 11.4. Sécurité incendie / DFCI

§ 1. Le Bénéficiaire de la COT est impérativement tenu de réaliser les travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) dans l'hypothèse où il existe une servitude légale de débroussaillage s'appliquant :

- soit en vertu d'un arrêté préfectoral ou municipal à raison du Terrain mis à disposition du Bénéficiaire ou des Constructions édifiées par celui-ci ou à raison des activités qu'il exerce (article L131-11 du Code forestier),
- soit à raison d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles en matière d'incendies de forêt (articles L131-18 et L134-5 du Code forestier),
- soit en vertu de l'article L134-6 du Code forestier applicable aux territoires classés à risque d'incendie (article L132-1 du Code forestier) et aux départements et régions mentionnés à l'article L133-1 du Code forestier où les bois et forêts sont particulièrement exposés au risque d'incendie,

§ 2. Il appartient au Bénéficiaire de satisfaire à ses frais au respect des obligations légales de débroussaillage ainsi prévues.

### 11.5. Modification des lieux

§ 1. Sauf clause particulière contraire, le Bénéficiaire ne peut entreprendre des travaux de nature à modifier l'état des lieux tels que la création d'une aire de stationnement, l'implantation de canalisation aérienne ou souterraine, la création d'ouvrage bétonné,



l'implantation d'abri démontable, la pose d'une clôture et d'une manière générale toutes constructions ayant un impact sur l'aspect du Site ou la nature des sols, sans avoir obtenu au préalable l'accord exprès de l'ONF, quand bien même il aurait obtenu les autorisations administratives nécessaires.

- § 2. A cette fin, il est tenu de l'informer par écrit (LRAR) au moins deux mois avant le début des travaux projetés.
- § 3. Il appartient à l'ONF, en sa qualité de gestionnaire du domaine privé forestier, représentant légal de l'Etat propriétaire, de faire connaître par écrit (LRAR) dans les six semaines qui suivent la réception de cette information, à son cocontractant son acceptation, son refus ou toute demande de précision sur les travaux projetés. Le silence de l'Office à l'issue des six semaines vaut refus.
- § 4. L'ONF peut assortir son autorisation de certaines Conditions particulières précisées à l'annexe 3 visant à assurer la protection des peuplements, le respect du milieu naturel, une meilleure intégration des ouvrages dans ce milieu (notamment au plan paysager), la prévention des incendies, etc...
- § 5. L'ONF peut faire établir un état des lieux contradictoire avant le début du chantier et après son achèvement.
- § 6. L'autorisation donnée par l'ONF au titre de la gestion du domaine privé forestier de l'Etat ne préjuge en rien des déclarations d'intention, autorisations ou permis que le Bénéficiaire doit solliciter auprès des autorités publiques compétentes au titre d'autres législations (notamment Code de l'urbanisme et Code de l'environnement).

#### 11.6. Destruction d'ouvrage existant

Le Bénéficiaire ne peut en aucun cas procéder à la démolition d'ouvrages, bâtiments, hangars, abris, infrastructures, équipements préexistants à son entrée dans les lieux sans avoir obtenu l'accord écrit de l'ONF.

#### 11.7. Sous-location et co-location

Sauf s'il a obtenu l'accord écrit de l'ONF, le Bénéficiaire de la COT ne peut accorder à un tiers un droit à occuper les lieux, qu'il s'agisse d'une sous-location, colocation ou toute situation assimilable à une telle sous-location ou colocation.

#### 11.8. Réglementations non forestières

- § 1. Le Bénéficiaire a l'obligation de s'informer et de respecter les éventuels statuts et réglementations applicables au Terrain intéressé.
- § 2. Il appartient au Bénéficiaire de faire toutes démarches utiles auprès des autorités administratives compétentes pour s'informer des éventuels statuts (sites classés...) et réglementations susceptibles de s'appliquer sur le terrain concerné. L'ONF ne peut en aucun cas être tenu responsable d'une absence d'information sur ce type de sujets.
- § 3. La COT est accordée sous réserve que le Bénéficiaire procède aux déclarations et obtienne sous sa seule responsabilité les diverses autorisations de toutes natures résultant des réglementations applicables à l'usage de cette COT. Elle est réputée caduque si ces autorisations ne sont pas obtenues ou si elles sont retirées durablement.
- § 4. Le Bénéficiaire s'engage à respecter les diverses réglementations en vigueur. Il est responsable personnellement de leur observation. Il s'assure de leur respect auprès de tout intervenant le cas échéant.
- § 5. Les travaux qui pourraient être rendus nécessaires pour le respect de la réglementation sont réalisés par le Bénéficiaire, à ses frais et après accord de l'ONF.
- § 6. En cas de manifestations ou de rassemblements, le Bénéficiaire est tenu de présenter au préalable à l'ONF une notice de sécurité au format demandé par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

#### 11.9. Entretien pendant la durée de la COT

- § 1. Le Bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux, Bâtiments et installations mis à disposition et les rendre en fin de COT, en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, de propreté et de réparation de toute nature, en accomplissant à temps toutes les réparations locatives et d'entretien, y compris celles prévues aux articles 606 et 1720 alinéa 2 du Code civil, ou définies par l'usage, y compris les grosses réparations et remises en état rendues nécessaires par les activités du Bénéficiaire, sans pouvoir réclamer aucune indemnité.
- § 2. En tout état de cause, l'ONF ne rembourse pas les travaux d'entretien réalisés par le Bénéficiaire ou ne prend pas en charge les éventuels coûts financiers liés à ces travaux.
- § 3. L'élagage de branches des arbres présents sur le terrain objet de la COT fait partie de l'entretien courant des lieux.

#### 11.10. Litiges avec les tiers

- § 1. L'activité du Bénéficiaire ne peut nuire aux usagers de la forêt.
- § 2. Le Bénéficiaire n'exerce aucun recours contre l'ONF du fait de tout éventuel litige ou réclamation émanant de tiers à la COT en ce compris des ayants droit de la forêt (acheteur de bois, locataire du droit de chasse, etc.). Il s'engage à garantir l'ONF de toute condamnation civile pouvant être prononcée contre lui du fait d'action engagée contre l'ONF en raison de la COT.
- § 3. Le Bénéficiaire déclare faire son affaire personnelle de tout litige et de toute contestation pouvant survenir avec des tiers se rapportant à l'exploitation de l'activité autorisée ou liée à l'implantation ou à l'entretien de ses Constructions et du Site mis à disposition.

### Article 12. Responsabilités de chaque partie

#### 12.1. Responsabilité civile du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire reconnaît être civilement et solidairement responsable de tous dommages corporels et matériels, directs et indirects, causés à l'Etat, à l'ONF ou aux tiers, de son fait ou du fait de ses préposés et salariés, à l'occasion de l'exercice des droits qu'il tient de la COT. Le Bénéficiaire est également responsable de tout dommage résultant de l'exercice de son activité.
- § 2. Le Bénéficiaire est responsable en qualité de gardien, au sens de l'article 1242 (1<sup>er</sup> alinéa) du Code civil, de tous ouvrages, infrastructures, biens meubles ou immeubles présents sur le Terrain mis à disposition dont il est propriétaire ou dont il a la détention, la maîtrise et l'usage soit dans un cadre contractuel soit de fait à quelque titre que ce soit.
- § 3. Le Bénéficiaire supporte seul toutes les conséquences des dommages que son activité pourrait générer aux tiers et aux usagers de la forêt.
- § 4. En cas de recours amiable ou contentieux exercé contre l'Etat ou l'ONF par des préposés, salariés, prestataires, fournisseurs du Bénéficiaire à raison de l'exercice de la COT, le Bénéficiaire s'engage à les garantir solidairement des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux.

#### 12.2. Assurance responsabilité civile du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire est impérativement tenu de souscrire une assurance responsabilité civile qui couvre, pendant toute sa durée, l'ensemble des risques liés à l'exercice de la COT, notamment les risques d'incendie de forêt.
- § 2. L'attestation de police d'assurance établissant que le Bénéficiaire est garanti pour les risques précités est exigible par l'ONF au moment de la signature de la COT, et durant toute la durée de son exécution.
- § 3. L'ONF se réserve le droit de ne pas signer la COT en cas de non-présentation de l'attestation d'assurance.

#### 12.3. Responsabilité de l'Office

- § 1. En revanche, l'ONF reste gardien des peuplements forestiers, végétaux, ouvrages et infrastructures dédiés à la gestion forestière et à la protection de la forêt, ainsi que des rochers et pierres qui participent naturellement de la propriété forestière.
- § 2. En cas de préjudices causés au Bénéficiaire et à ses biens, à raison de chute d'arbre, de branche, pierre ou rocher etc., faisant naturellement partie de la propriété forestière domaniale, il est admis de convention expresse que, par dérogation au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1242 du Code civil, l'ONF ne peut voir sa responsabilité engagée qu'en cas de faute.
- § 3. L'ONF n'est en aucun cas responsable des éventuels différends ou litiges nés entre le Bénéficiaire de la COT dans ses relations avec les tiers.

#### 12.4. Dommages liés au fonctionnement des installations en lien avec l'activité

- § 1. Le Bénéficiaire est gardien des Bâtiments, Constructions, et Equipements pendant toute la durée de la COT au sens de l'article 1242 du Code civil.
- § 2. Le Bénéficiaire est donc responsable de tous les dommages directs ou indirects causés par l'existence ou le fonctionnement des installations visées à l'article 12.4§1 de la COT, présents sur le Terrain.

### III - CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

#### Article 13. Conditions financières

##### 13.1. Paiement d'une Redevance

- § 1. Le Terrain ou Site est mis à disposition du Bénéficiaire par l'ONF, en contrepartie d'une Redevance pour l'occupation du Terrain et d'un intéressement sur le volume d'activité commerciale réalisé.
- § 2. La Redevance pour l'occupation du Terrain mis à disposition est fixée par les services de l'ONF sur la base des valeurs locatives locales pour des terrains similaires lorsqu'elles sont connues, ou d'une valeur fixée par l'ONF en fonction des caractéristiques du Terrain mis à disposition prenant en compte son emplacement, la pression foncière et sa rareté.
- § 3. La Redevance annuelle est fixée dans les Conditions particulières.
- § 4. Sur la première et la dernière année, la Redevance est calculée au prorata temporis. En cas de résiliation ou départ pendant la période de la COT, toute année commencée est due intégralement sauf dérogation inscrite aux Conditions particulières.
- § 5. La capitalisation des Redevances est interdite.
- § 6. La Redevance annuelle ne peut être inférieure à 400 EHT par COT, sauf si l'ONF a fixé un barème particulier propre à l'activité exercée sur le Terrain.

##### 13.2. Paiement d'un intéressement

- § 1. L'intéressement versé à l'ONF est établi selon :
  - un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé l'année n-1 ;
  - un montant minimum garanti, quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.
- § 2. L'ONF se réserve le droit de demander au Bénéficiaire sans justification, les comptes certifiés de toutes les activités réalisées en relation directe et indirecte avec la COT, afin d'évaluer le bénéfice qui en est retiré par le Bénéficiaire et d'accorder la valeur de l'intéressement avec ce bénéfice.

##### 13.3. Révision de la Redevance

- § 1. En l'absence de clause de révision spécifique prévue aux Conditions particulières de la COT, les dispositions suivantes s'appliquent.
- § 2. La Redevance est augmentée tous les ans de +1,5%.
- § 3. La première révision a lieu le 1<sup>er</sup> janvier suivant la date du début de la COT.

##### 13.4. Frais administratifs complémentaires à la Redevance

- En plus de la Redevance, le Bénéficiaire doit verser :
- les frais de dossier correspondant au temps passé par les services pour l'instruction du dossier. Leur montant ne peut être inférieur à 150 € HT, montant dû en une seule fois avant la signature de la COT, en plus de la Redevance annuelle. Ces frais peuvent être précisés au sein des Conditions particulières ;
  - les frais de déboisement correspondant, le cas échéant, au prix des arbres coupés, et calculés par l'ONF.

##### 13.5. Frais de recherche d'adresse et de coordonnées du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à l'ONF sa nouvelle adresse ainsi que ses coordonnées pour le paiement dématérialisé le cas échéant et ce dans un délai maximum de deux mois après que le changement est intervenu. Passé ce délai de deux mois, l'ONF peut facturer des frais supplémentaires d'au moins 250 € hors taxes par COT, à titre de frais de recherche et d'administration.

##### 13.6. Modalités de paiement

- § 1. Les frais de dossier et les frais de Déboisement sont facturés à la signature de la COT.
- § 2. Le premier règlement de la redevance est effectué à la signature de la COT.
- § 3. La redevance et l'intéressement sont facturés ensuite au 1<sup>er</sup> janvier pour l'année civile à venir (condition financière « à échoir »), sauf stipulations contraires prévues aux Conditions particulières.

##### 13.7. Délai de paiement, pénalité de retard

- § 1. Le paiement doit être encaissé dans les 30 jours suivant la date d'émission de la facture, sauf si les Conditions particulières précisent une modalité de paiement différente.
- § 2. Passé le délai de 30 jours, les pénalités de retard sont applicables à hauteur de 5 % du montant facturé pour le premier mois de retard, 10 % du montant facturé pour le second mois de retard, avec un montant minimum de 50 €. Passé ce délai, la résiliation de la COT peut être prononcée par l'ONF pour faute du Bénéficiaire selon les dispositions de l'article 21.3 des Conditions générales.

##### 13.8. Taxes



- § 1. Le Bénéficiaire devra supporter la charge de tous les impôts auxquels sont ou pourraient être assujettis les activités, constructions, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature et notamment :
- la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
  - la taxe d'habitation ;
  - la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;
  - les taxes éventuelles assises sur les activités développées à partir du Site mis à disposition.

§ 2. La taxe foncière sur le foncier non bâti est à la charge de l'ONF.

### 13.9. TVA

Le cas échéant, la TVA en vigueur s'applique en fonction des caractéristiques du Terrain mis à disposition.

## Article 14. Enregistrement et publicité foncière

- § 1. La COT n'est pas soumise à la procédure de l'enregistrement.
- § 2. A la demande du Bénéficiaire et si la COT est d'une durée excédant douze ans, elle peut être passée en la forme authentique aux fins d'être publiée au fichier immobilier du service chargé de la publicité foncière territorialement compétent conformément au § b) du 1<sup>er</sup> de l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière.
- § 3. La publication est faite à l'initiative du Bénéficiaire. Les frais de rédaction de l'acte authentique et de publicité foncière sont à la charge du Bénéficiaire de la COT.

## IV - LIBERATION DU TERRAIN OU SITE

### Article 15. Remise en état et état des lieux de sortie

#### 15.1. Obligation de remise en état

- § 1. Quel que soit le motif mettant fin à la COT, son Bénéficiaire est tenu de libérer et remettre en état les lieux, à ses frais, en détruisant les Constructions, Equipements, et toutes infrastructures établis par lui durant son occupation. L'évacuation des débris ou déchets restants est incluse dans l'obligation de remise en état par le Bénéficiaire.
- § 2. Les travaux nécessaires à la remise en état du Site sont à la charge du Bénéficiaire.
- § 3. Dans le cas où le Bénéficiaire n'aurait pas réalisé les travaux nécessaires à la remise en état du Site, l'ONF réalise les travaux d'office après présentation d'une facture prévisionnelle de travaux adressée au Bénéficiaire. Dans cette hypothèse, le dépôt de garantie est conservé en tout ou partie par l'ONF, sans préjudice des éventuelles pénalités applicables et prévues aux Conditions particulières.

#### 15.2. Etat des lieux de sortie

- § 1. Un état des lieux de sortie est réalisé au plus tard le jour de fin de la COT. L'ONF est présent ainsi que le Bénéficiaire.
- § 2. Une visite complète est réalisée afin de constater les écarts avec l'état des lieux d'entrée conformément à l'article 7.1 des présentes Conditions générales. Cet état des lieux de sortie est l'occasion de remettre tous les justificatifs de travaux réalisés.
- § 3. A l'issue de cet état des lieux, il peut être décidé par l'ONF la réalisation de travaux de remise en état à la charge du Bénéficiaire.
- § 4. A défaut d'état des lieux de sortie contradictoire ou d'état des lieux établi par un huissier à l'initiative du Bénéficiaire, le Bénéficiaire est considéré responsable des désordres constatés par l'ONF dans les trois mois qui suivent la libération des lieux.

### Article 16. Délais de remise en état des lieux

- § 1. Au moment de la remise en état des lieux, l'ONF peut choisir de conserver gratuitement les Constructions réalisées sur le site par le Bénéficiaire ou de demander la remise en état intégrale des lieux aux frais du Bénéficiaire.
- § 2. Au jour de l'expiration de la COT, les lieux doivent être remis en état. En cas de résiliation anticipée de la COT par rapport à la date prévue de son expiration, l'ONF fixe le délai accordé au Bénéficiaire pour la remise en état.
- § 3. Des pénalités de retard sont appliquées en cas de retard dans la remise en état et la restitution du Site.
- § 4. Au-delà du délai imparti au Bénéficiaire pour procéder à la remise en état du Site, le Bénéficiaire qui se maintient dans les lieux sans droit ni titre fait l'objet d'une procédure d'expulsion par la voie judiciaire. Une pénalité forfaitaire par jour de retard dans la restitution du Site, fixée aux Conditions particulières, est en outre appliquée sans mise en demeure.

### Article 17. Occupation sans titre et abandon des lieux

- § 1. L'« occupation sans titre » est caractérisée dès lors que l'occupant, qui ne peut se prévaloir d'une COT en cours de validité, ne détient pas de droit à occuper le Terrain.
- § 2. L'« occupation sans titre » rend l'occupant illégitime et redevable d'une pénalité d'occupation sans titre.
- § 3. La pénalité d'occupation sans titre est égale à un pourcentage du montant total annuel constitué du cumul de la redevance et de l'intéressement, facturé au titre de l'année précédente ou, à défaut, prévu au contrat. Cette pénalité est calculée prorata temporis de la durée de l'occupation sans titre constatée. Elle est forfaitairement fixée à 130 % du montant total annuel durant les six premiers mois, puis à 200 % du même montant à partir du septième mois d'occupation illicite.
- § 4. Cette pénalité est indépendante de toute indemnité pouvant être due à raison d'un préjudice subi par l'ONF du fait de cette occupation sans titre.
- § 5. En cas d'« abandon des lieux » sans remise en état et nettoiement complet, l'ONF signifie par huissier à son ancien cocontractant le montant des travaux qu'il reste à accomplir et fixe un ultime délai pour qu'il y procède de lui-même. En cas d'inexécution à l'issue de ce délai, l'ONF y procède d'office aux frais de son ancien cocontractant.
- § 6. L'ancien cocontractant est tenu de s'acquitter du remboursement des frais ainsi avancés par l'ONF auxquels s'ajoute une pénalité contractuelle minimum de 3000 euros.

### Article 18. Biens délaissés après la libération des lieux

- § 1. Le Bénéficiaire de la COT expirée ou résiliée est tenu d'enlever du Site tous les biens meubles lui appartenant lors de la libération des lieux.
- § 2. Si à l'expiration du mois qui suit la date à laquelle la COT a pris fin, le Bénéficiaire a quitté les lieux en y délaissant des biens et objets mobiliers tels que véhicule automobile, vélo ou cyclomoteur, abri démontable, outillages divers, etc., ces objets

et mobiliers sont expressément réputés abandonnés et sans maître, et l'ONF peut alors en disposer librement.

## V - TERME - SANCTIONS - LITIGES

### Article 19. Terme de la COT

- § 1. Sauf résiliation anticipée, la COT prend fin à son terme contractuel.
- § 2. Aucune reconduction tacite n'est possible.

### Article 20. Pénalités contractuelles

- § 1. Tout manquement du Bénéficiaire à ses obligations contractuelles fait l'objet de plein droit, de l'application des pénalités fixées à l'annexe 7 de la COT sans mise en demeure préalable.
- § 2. Les pénalités sont facturées au Bénéficiaire en sus de la redevance. Les manquements sont constatés par les agents de l'ONF.
- § 3. L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle au paiement de dommages et intérêts que l'ONF est susceptible de réclamer au Bénéficiaire en cas de préjudices subis du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de ses obligations contractuelles, ni à la capacité pour l'ONF de procéder à une résiliation-sanction de la COT dans les conditions prévues à l'article 21.3.

### Article 21. Résiliation

#### 21.1. Résiliation à l'initiative du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire peut décider à tout moment de mettre fin à la COT. Dans ce cas, il informe l'ONF de cette intention au moins six mois avant la date prévue de prise d'effet de la résiliation par LRAR.
- § 2. Le Bénéficiaire étant à l'initiative de la résiliation, il ne peut réclamer aucune indemnité quand bien même il prétendrait avoir réalisé récemment des investissements non encore amortis.
- § 3. Dans le cas où une procédure collective serait ouverte à l'encontre du Bénéficiaire et que ce dernier ou son représentant souhaiterait mettre fin à la COT, l'ONF et le Bénéficiaire ou son représentant peuvent s'accorder sur la date prévue pour son terme.

#### 21.2. Résiliation à l'initiative de l'Office

- § 1. En-dehors de toute faute imputable au Bénéficiaire, l'ONF peut résilier la COT avant son terme en respectant un préavis de six mois, signifié par LRAR si sa décision est motivée par un impératif sérieux lié à :
- un objectif nouveau de gestion durable forestière ;
  - la protection des milieux naturels et de la biodiversité ;
  - la prévention d'un risque naturel ;
  - l'accueil du public en forêt domaniale aux abords des terrains occupés.
- § 2. L'ONF peut également prononcer la résiliation de la COT de plein droit, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants :
- expiration ou retrait des autorisations administratives permettant au Bénéficiaire d'exercer son activité ;
  - ouverture d'une procédure collective à l'encontre du Bénéficiaire dans le respect des dispositions prévues au Code de commerce ;
  - aléas naturels tels qu'incendie de forêt, éboulement, inondation, glissement de terrain...

#### 21.3. Résiliation-sanction pour faute du Bénéficiaire

- § 1. La COT peut être résiliée par l'ONF pour faute du Bénéficiaire ou ses préposés ou salariés, prestataires, fournisseurs, après mise en demeure restée infructueuse, pour tout manquement à ses obligations contractuelles et notamment pour les motifs suivants :
- refus ou retard de paiement répété des Redevances et frais de dossier ;
  - exercice d'une activité non autorisée sur le Terrain ou le Site mis à disposition ;
  - réalisation de travaux d'implantation et de construction non conforme aux études de faisabilité validées par l'ONF ;
  - cession non autorisée des droits attachés à la COT et/ ou des ouvrages sans autorisation préalable de l'ONF ;
  - dommages causés au milieu forestier, notamment incendie de forêt.
- § 2. La résiliation pour faute est prononcée sans préjudice des éventuelles pénalités prévues aux Conditions particulières. L'ONF se réserve en outre le droit de solliciter la réparation de ses préjudices, notamment en cas de surcoûts induits par la résiliation pour faute de la COT.
- § 3. Indépendamment du motif de résiliation, les redevances sont dues jusqu'à la date de prises d'effet de la décision de résiliation de l'ONF. Par ailleurs, aucune indemnité ou dommages intérêts de quelque nature que ce soit, ne sont versés au Bénéficiaire en cas de résiliation pour les motifs prévus au présent article 21.3, quand bien même il prétendrait avoir réalisé des investissements non encore amortis.

### Article 22. Litiges – Compétence de juridiction

- § 1. Les contestations qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des Conditions de la COT font l'objet d'une tentative d'accord amiable.
- § 2. En cas d'échec, tout litige est porté devant la juridiction compétente du lieu de la situation des terrains faisant l'objet de la COT.
- § 3. Il est expressément souligné que le juge judiciaire est seul compétent lorsque le litige porte :
- sur le refus de l'ONF d'autoriser une modification des lieux ;
  - une destruction d'ouvrages anciens ;
  - un Déboisement, ces refus étant indissociables de la gestion du domaine privé forestier ;
  - sur une demande d'expulsion exercée après résiliation ou expiration de la COT, l'absence de tout titre d'occupation impliquant nécessairement la compétence du juge judiciaire pour occupation sans titre du domaine privé de l'Etat.

Les présentes Conditions générales prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Elles ont été approuvées par la résolution n° 2022-25 du Conseil d'administration de l'ONF en date du 13 décembre 2022 et arrêtées par la Directrice générale le

4/4/2026

La Directrice Générale

Valérie METRICH HECCQUET

4/4

paraphes : \_\_\_\_\_

Conditions générales applicables aux Conventions d'occupation temporaire en forêt domaniale – 1<sup>er</sup> janvier 2023



## Annexe 2

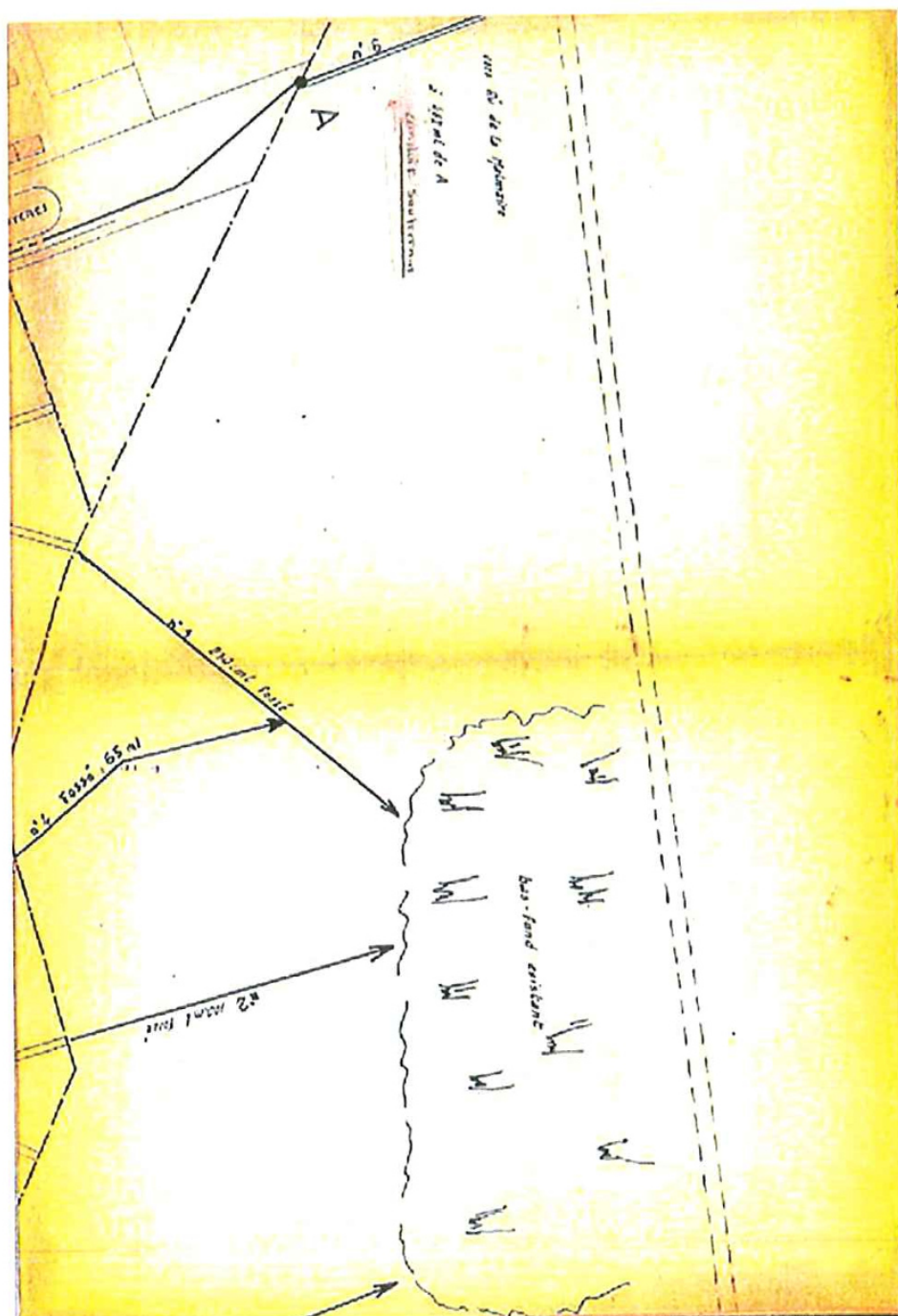
### Description du site

#### Documents présentés

Plans

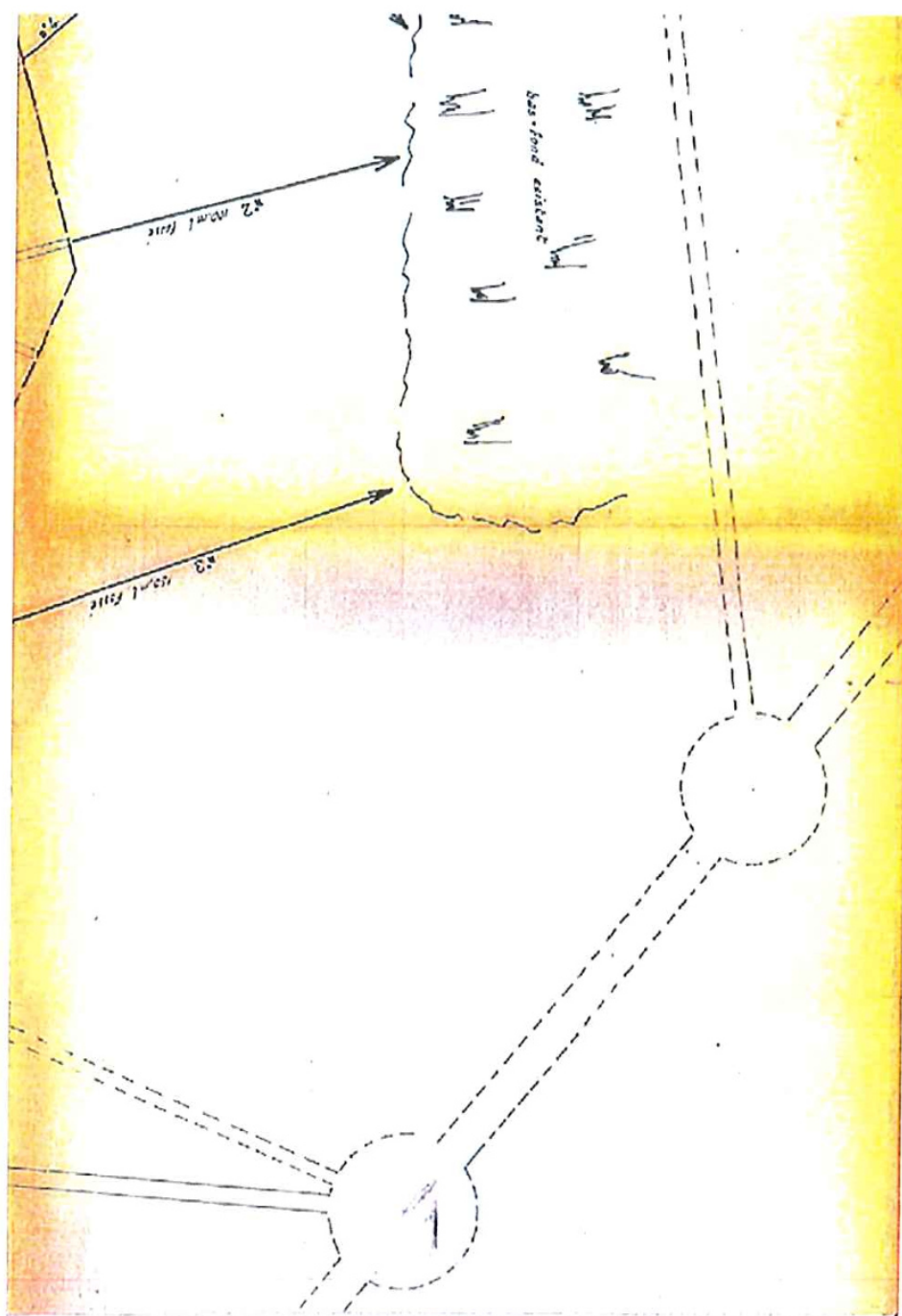
Date

Plan des fossés n°1-2-4

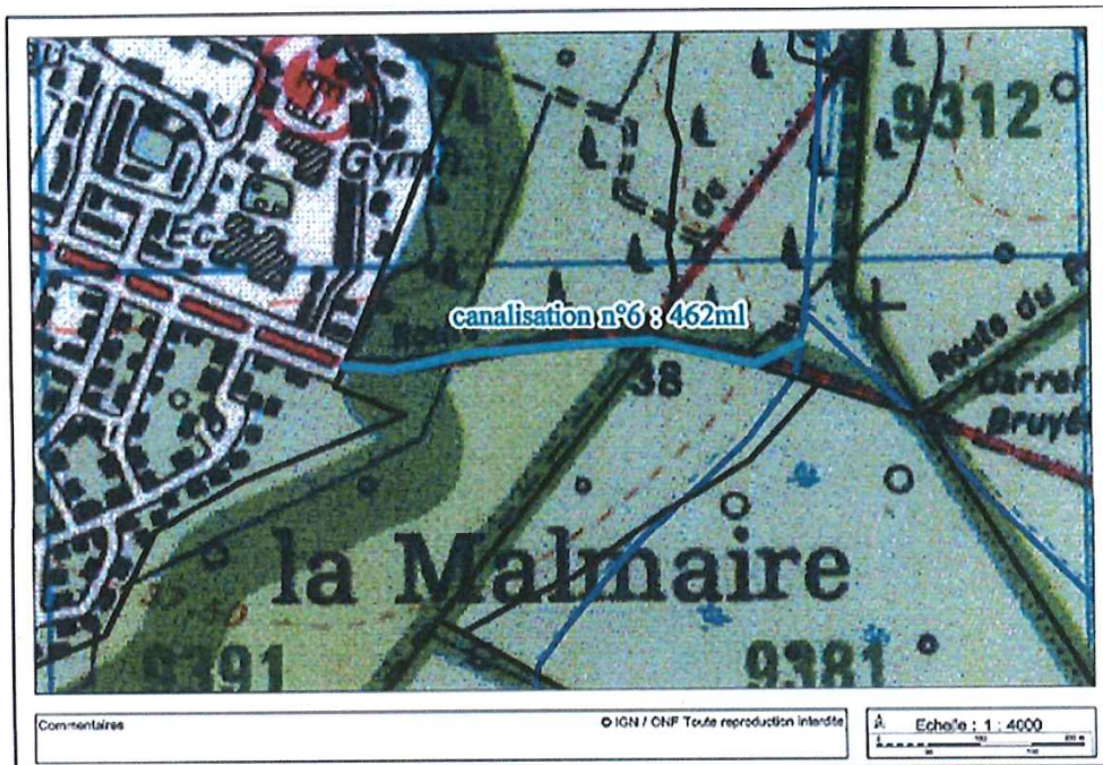




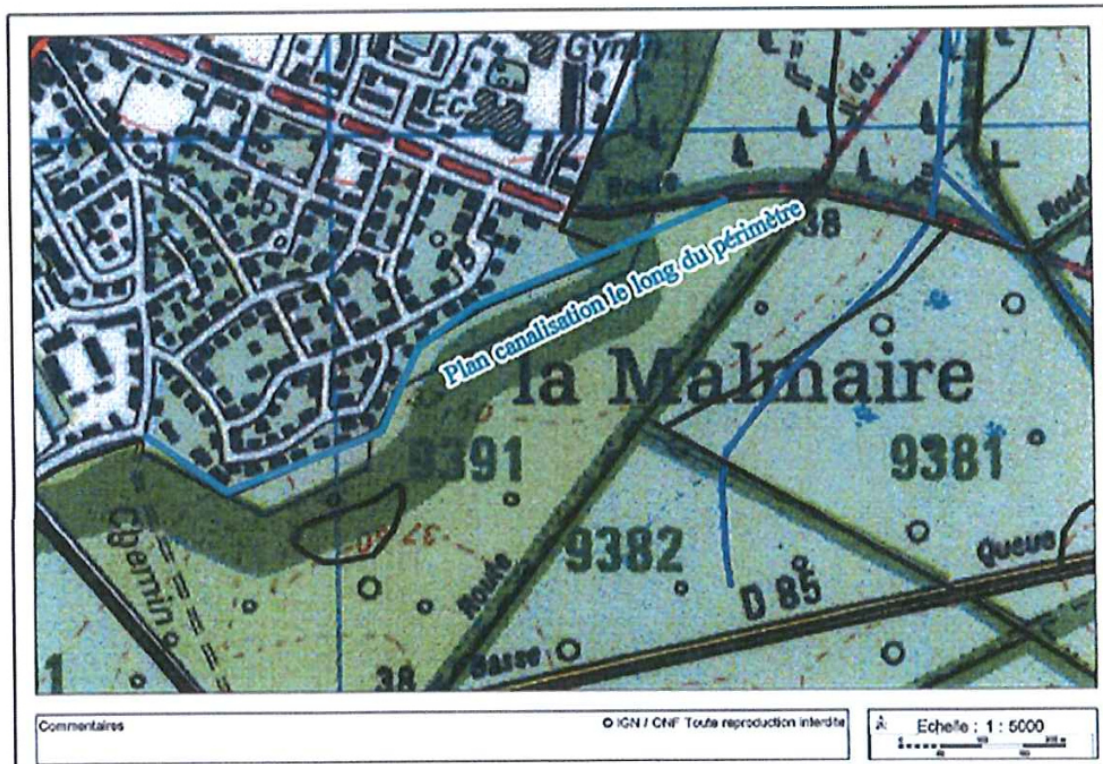
Plan des fossés n°2 et 3



Plan canalisation souterraine n°6

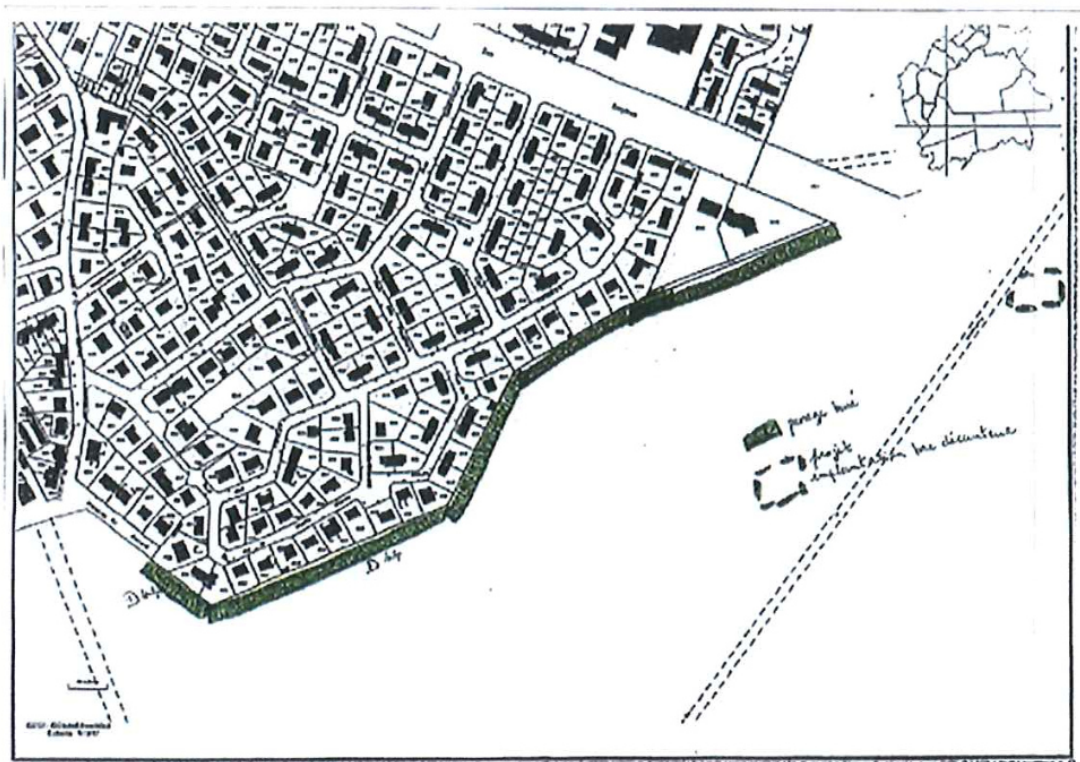


Plan canalisation souterraine n°7





Plan canalisation n°7 + bac décanteur





# Annexe 3

## Conditions techniques particulières

Liste des conditions techniques particulières donnée à titre informatif par l'ONF liées aux terrains occupés et à l'accueil des activités autorisées à l'Article 3 Objet de l'occupation temporaire. Il appartient à l'occupant de respecter les réglementations applicables au terrain (urbanisme, environnement) et liées à l'activité. L'ONF ne sera en aucun cas responsable des conditions d'occupation du terrain et de tout éventuel manquement de l'occupant à ces réglementations.

### Respect des autres usagers de la forêt domaniale

- Il est formellement interdit de faire stationner des véhicules sur le sol forestier en dehors du parking ONF.

### Calendrier de chasse et de travaux forestiers

- Le terrain est situé sur le lot de chasse n° 2. Le calendrier de chasse est disponible sur le site [www.onf.fr](http://www.onf.fr). Le bénéficiaire devra se renseigner sur les jours de chasse avant toute intervention.

### Entretien des abords, du terrain et des installations

- Les abords du terrain devront être entièrement respectés, tout comme les arbres situés en bordure et sur le terrain autorisé, étant la propriété de l'État.
- Le bénéficiaire à la garde de ses équipements, de son matériel, de ses installations et du réseau de fossés qu'il a creusé en forêt domaniale de Compiègne. A ce titre, il en assure la pleine et entière responsabilité. Il est responsable de tout dommage qui pourrait être causé aux personnes ou aux biens du fait de leur présence en forêt et ce, jusqu'à retrait complet des équipements, du matériel, des installations et du comblement des fossés selon les indications de l'ONF.

La mainlevée de responsabilité ne sera expressément accordée qu'après procès-verbal contradictoire de remise en état des lieux daté et signé des parties.

La simple arrivée à terme ou résiliation de la convention pour quelle que cause que ce soit ne sera pas de nature à lever la responsabilité du bénéficiaire du fait de la présence des fossés et équipements en forêt.

A ce sujet, demande est faite au bénéficiaire de combler les fossés devenus inutiles pour l'évacuation des eaux pluviales afin d'assurer la sécurité des riverains.

- Le bénéficiaire sera tenu d'exécuter à toute réquisition des services de l'ONF les travaux nécessaires à la réparation des dégradations notamment celles occasionnées au terrain, à ses abords ou aux routes forestières d'accès provenant de son utilisation ou de celle des personnes intervenant pour son compte.
- Le bénéficiaire sera tenu d'entretenir à ses frais les canalisations souterraines ainsi que le bac décanteur concédés. Les emprises de canalisations souterraines seront régulièrement faucardées et déblayées, en tout état de cause au moins un passage par an. Le responsable local de l'ONF en sera informé au préalable. Le bac décanteur déshuileur quant à lui sera entretenu constamment avec au minimum deux visites de nettoyage par an, conformément aux prescriptions de la DDT60, et ceci afin d'éviter toutes pollutions dans le ru de la Malmaire. Les boues issues du curage du bac seront exportées du site.
- Le bénéficiaire devra engrillager l'emprise du bac décanteur afin de sécuriser le site et éviter toute dégradation particulière. Un panneau d'information sera installé afin d'informer les usagers de la forêt sur la présence et l'utilité du bac décanteur.

### Règlementation DFCI – Défense forestière contre l'incendie

- L'apport du feu sous toutes ses formes est strictement interdit.

### Règlementation NATURA 2000

Site Natura 2000

### Communication particulière à l'ONF

- Toute intervention pour travaux donnera lieu à une demande formalisée auprès de l'Office National des Forêts qui délivrera alors une autorisation de travaux et réalisera des états des lieux contradictoires de début et fin d'intervention. Selon l'impact des travaux sur l'occupation du sol et la gestion sylvicole, l'ONF pourra demander en sus de la facturation des états des lieux, une redevance spécifique et appliquer des pénalités en cas de non-conformité des travaux.

### Gestion des déchets et ordures

- Le bénéficiaire ne pourra déposer même temporairement sur le sol domanial, des déchets végétaux, des immondices, des débris, matériaux ou ordures quelconques.

### Urbanisme

- Les informations relatives à l'urbanisme sont disponibles sur le site Internet [Accueil - Géoportail de l'Urbanisme \(geoportail-urbanisme.gouv.fr\)](http://Accueil - Géoportail de l'Urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr))

### Risques

- Les informations relatives à l'état des risques naturels, miniers et technologiques sont disponibles sur le site Internet [Accueil | Géorisques \(georisques.gouv.fr\)](http://Accueil | Géorisques (georisques.gouv.fr))

## Annexe 4

# États des lieux

### État des lieux d'ENTREE

Date

Présent pour l'ONF

Présent pour le  
bénéficiaire

Note sur la qualité  
du site

Occupation déjà existante

Remarque

### État des lieux de SORTIE

Date

Présent pour l'ONF

Présent pour le  
bénéficiaire

Correspondance  
avec l'état initial

Travaux à prévoir

## Annexe 5

# Autorisations administratives

Description des autorisations administratives requises pour l'aménagement et/ ou l'exploitation du site tel qu'autorisée à l'Article 3 Objet de l'occupation temporaire.

### Documents présentés

### Date

Néant



## Annexe 6

# Travaux autorisés

Description des aménagements et travaux prévus par le bénéficiaire :

- Les plans des ouvrages sont réalisés par le bénéficiaire.
- Il est rappelé que tous les travaux doivent être autorisés par l'ONF avant début de chantier.
- Les aménagements sont autorisés sous réserve de l'obtention préalable par le bénéficiaire des autorisations administratives nécessaires.

**Opération prévue**

**Superficie**

**Date prévisionnelle**

## Annexe 7

# Pénalités contractuelles

Les pénalités sont appliquées en sus de la redevance.

Les manquements sont constatés par les agents de l'ONF (art. 15 des clauses particulières).

### Sur le suivi de l'occupation

|    |                                                                                                                                                                           |                                         |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| A1 | Non déclaration d'un opérateur télécom                                                                                                                                    | 5000 € par opérateur                    |
| A2 | Changement de domicile ou d'adresse de facturation sans information à l'ONF                                                                                               | 250 € par contrat                       |
| A3 | Occupation irrégulière ou sans titre (soit après expiration, soit après résiliation du contrat)                                                                           | 500 € par jour de retard                |
| A4 | Retard de paiement de la redevance, au-delà de 60 jours de retard et en complément de la pénalité prévue à l'article 13.7 des conditions générales                        | 100 € par jour de retard                |
| A5 | Défaut d'entretien des constructions ou installations du bénéficiaire et des équipements techniques des opérateurs (art. 7 des conditions particulières)                  | 500 € par manquement constaté           |
| A6 | Modification de l'adresse sans information à l'ONF                                                                                                                        | 235 € par modification                  |
| A7 | Difficulté dans l'état des lieux de sortie                                                                                                                                | 600 € par état des lieux                |
| A8 | Non-respect des prescriptions du CNPTSF                                                                                                                                   | 5000 € par manquement constaté          |
| A9 | Non transmission des éléments comptables pour établissement de la valeur annuelle de l'intéressement (Article 5). <b>L'intéressement</b> versé à l'ONF est établi selon : | Majoration de 25 % de la part variable. |

### Sur la tenue des installations

|    |                                                                                                                                                                                                              |                                      |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| T1 | Non-conformité des travaux autorisés par l'ONF (art. 7.3 des conditions particulières)                                                                                                                       | 5000 € par installation non conforme |
| T2 | Intervention sur site sans autorisation de l'ONF                                                                                                                                                             | 500 € par intervention               |
| T3 | Modification du site sans l'autorisation de l'ONF (art. 11.5 des conditions générales)                                                                                                                       | 500 € par manquement constaté        |
| T4 | Violation de la réglementation de protection de la forêt contre l'incendie (art. 11.4 des conditions générales)                                                                                              | 500 € par manquement constaté        |
| T5 | Endommagement du site ou violation des conditions et modalités d'implantation des constructions ou installations mis à disposition (art. 7 des conditions particulières et art. 11 des conditions générales) | 500 € par manquement constaté        |
| T6 | Retard dans la remise en état des lieux et restitution du site (art. 16 des conditions générales)                                                                                                            | 300 € par jour de retard             |



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**3 - Signature d'une convention de mandat entre la commune  
de La Croix-Saint-Ouen et l'ARC pour la réalisation de  
travaux d'eaux pluviales**

Date de convocation : 16 mai 2025 L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard HELLAL, le le Bureau communautaire

Date d'affichage de la convocation : 16 mai 2025 **Etaient présents :**

Nombre de Conseillers communautaires membres présents 19 Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART, Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEBOEUF, Benjamin OURY, Jean-Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS, Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT, Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET, Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD, Arielle FRANÇOIS

Nombre de Conseillers communautaires membres représentés : 5 **Ont donné pouvoir :**

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEBOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY  
Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

Nombre de Conseillers communautaires membres en exercice : 30 **Étaient absents excusés :**

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

Nombre de Conseillers communautaires membres votants présents ou ayant donné pouvoir : 24 **Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et Financements extérieurs



## **DEVELOPPEMENT DURABLE ET RISQUES MAJEURS**

### **3 - Signature d'une convention de mandat entre la commune de La Croix-Saint-Ouen et l'ARC pour la réalisation de travaux d'eaux pluviales**

La commune de La Croix-Saint-Ouen réalise des travaux d'aménagement rue Nationale. Ces aménagements nécessitent la mise en place d'avaloirs et d'ouvrages d'infiltration afin de gérer les eaux pluviales sur cette partie de la rue.

L'ARC ayant la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines, et afin de faciliter la réalisation de ce chantier, il est proposé de confier à la commune de La Croix-Saint-Ouen la maîtrise d'ouvrage de l'opération, en concertation avec le service assainissement de l'ARC pour le contrôle et la validation des éléments depuis la conception du projet jusqu'à la mise en œuvre des travaux.

Le service assainissement participera aux réunions de chantier et à la réception des travaux. La commune de La Croix-Saint-Ouen aura en charge tous les travaux et études nécessaires ainsi que leur vérification.

L'ARC prendra en charge le coût total des travaux correspondant à l'eau pluviale s'élevant à 10 607,20 € HT. La commune de La Croix-Saint-Ouen avancera le coût des travaux et sera remboursée par l'ARC.

Il est donc proposé d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de mandat jointe en annexe reprenant toutes les modalités.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur DESESSART,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

A reçu un avis favorable en Commission Développement Durable et Risques Majeurs du 05/05/2025

Et après en avoir délibéré,

**AUTORISE** la signature de la convention de mandat entre la commune de La Croix-Saint-Ouen et l'ARC,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à signer tous les documents afférents à ce dossier,

**PRÉCISE** que la dépense sera inscrite Budget Principal, chapitre 23.

ADOPTE à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise

Envoyé en préfecture le 26/05/2025

Reçu en préfecture le 27/05/2025

Publié le



ID : 060-200067965-20250522-03BC22052025-DE

## CONVENTION DE MANDAT

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

**La Commune de Lacroix Saint Ouen**, représentée par Jean DESESSART Maire, en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du .....,

désignée ci-après par « le mandataire »

D'UNE PART,

**ET :**

**L'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne**, représentée par Jean-Pierre DESMOULINS, Vice-président, agissant en vertu de la décision ..... en date du .....,

ci-après désignée « le mandant »

D'AUTRE PART,

### **IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

En application des articles L.2224-1 et L.2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'Agglomération de la région de Compiègne et de la Basse Automne exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence « Gestion des Eaux Pluviales Urbaines ».

La commune souhaitant requalifier les trottoirs de la rue Nationale, cela suppose une modification de la voirie actuelle et impose la mise en place d'avaloirs et d'un ouvrage d'infiltration afin de gérer les eaux pluviales sur cette partie de la rue.

Pour faciliter la réalisation du chantier, il est proposé que les travaux relevant de la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines, soient réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la commune de Lacroix Saint Ouen. Ils seront néanmoins financés par l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne.

### **IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser au nom et pour le compte de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne, les travaux d'installation d'avaloirs et d'ouvrages d'infiltration sur le fondement de l'article L5215-27 du code général des collectivités territoriales, validés par le service assainissement.

La mission sera exécutée dans les conditions définies ci-après.



## **ARTICLE 2 : Consistance des travaux**

Dans le cadre des travaux d'aménagement de la rue Nationale, à Lacroix Saint Ouen assure la réalisation des ouvrages d'infiltration et des avaloirs suite à la modification de l'aménagement ainsi que les contrôles de fin de réalisation et la fourniture des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi que le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

## **ARTICLE 3 : Exécution et contrôle des travaux**

La commune de Lacroix Saint Ouen assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. A ce titre, elle est chargée de tous les travaux et des études nécessaires à la réalisation des travaux ainsi qu'à leur vérification. L'ensemble sera réalisé en concertation avec l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne.

La commune de Lacroix Saint Ouen transmettra à l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne la copie des factures.

Après réalisation, l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne sera propriétaire des ouvrages et des avaloirs et en assurera la gestion.

## **ARTICLE 4 : Financement**

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne s'engage à verser à la commune de Lacroix Saint Ouen l'intégralité du coût des travaux, qui est de 10 607.20 € HT.

La commune de Lacroix Saint Ouen assurera gratuitement l'ensemble des prestations confiées par le mandant.

Les règlements seront effectués par les soins de M. le Receveur des Finances par virement au compte ouvert au nom de l'Agglomération de Région de Compiègne et de la Basse Automne.

## **ARTICLE 5 : Prise d'effet - Durée**

La présente convention prendra effet à sa date de signature. Elle arrivera à expiration à la date du versement effectif de la participation à la commune de Jonquières.

## **ARTICLE 6 : Résiliation**

En cas de non-réalisation des travaux, mentionnés à l'article 2, la présente convention sera résiliée, dans un délai de 2 ans à compter de sa signature.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

**Fait à Compiègne, le.....**

**Pour l'Agglomération de la Région de  
Compiègne et de la Basse Automne,**  
Le Délégué à l'Assainissement et à la gestion des  
Eaux Pluviales

Jean-Pierre DESMOULINS

**Pour la Commune de  
Lacroix Saint Ouen**  
Le Maire,

Jean DESESSART



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**4 - Plan vélo - Réalisation d'une piste cyclable  
bidirectionnelle à Compiègne sur le pont SNCF rue de Noyon  
- Signature d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage avec le  
Conseil Départemental de l'Oise pour les travaux  
d'investissement à réaliser sur le domaine public routier  
départemental**

Date de convocation :  
16 mai 2025

Date d'affichage de la  
convocation :  
16 mai 2025

L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est  
réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard  
HELLAL, le le Bureau communautaire

**Étaient présents :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART,  
Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEOEUF, Benjamin OURY, Jean-  
Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS,  
Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT,  
Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET,  
Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD,  
Arielle FRANÇOIS

**Ont donné pouvoir :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY  
Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants  
présents ou ayant donné  
pouvoir :  
24

**Étaient absents excusés :**

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier  
LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

**Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine  
BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle  
Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude  
CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle  
Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et  
Financements extérieurs

## **TRANSPORTS, MOBILITE ET GESTION DES VOIRIES**

### **4 - Plan vélo - Réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle à Compiègne sur le pont SNCF rue de Noyon - Signature d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage avec le Conseil Départemental de l'Oise pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental**

Par délibération du Conseil d'Agglomération du 6 mars 2025 portant sur l'adoption du programme 2025 et 2026 du plan vélo, la liaison assurant la connexion entre les deux principales communes de l'Agglomération, à savoir la création d'une piste cyclable sur la rue de Noyon (RD932) via l'ouvrage SNCF à Compiègne, a été retenue pour une réalisation à l'été 2025. Un plan de situation et un dossier de plans d'avant-projet sont joints.

Ces travaux d'un montant estimé à 430 000 € TTC comportent notamment :

- l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle,
- la mise en place de nouveaux garde-corps sur l'ouvrage SNCF d'une hauteur de 1,20 m,
- la mise en place d'un nouveau dispositif de retenue (glissière en béton armé),
- la création de dispositifs de soutènements,
- la signalisation horizontale et verticale adaptée.

À ce titre, il est nécessaire d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage délégué pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération avec le Conseil départemental.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur LEDAY,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du 6 mars 2025 relative à la programmation 2025-2026 des opérations du plan vélo de l'ARC,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

A reçu un avis favorable en Commission Transports - Mobilité et Gestion des Voiries du 24/04/2025

Et après en avoir délibéré,

**S'ENGAGE** à respecter les règles et les normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite prescrites par la loi n° 2002-102 du 11 février 2005,



**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention générale de maîtrise d'ouvrage précitée et jointe en annexe.

ADOpte à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise

# **CONVENTION GENERALE DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT A REALISER SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL EN AGGLOMERATION**

## **ENTRE D'UNE PART,**

Le département de l'Oise, représenté par sa Présidente, en la personne de Madame Nadège LEFEBVRE, dûment habilitée aux termes d'une délibération du 01 juillet 2021.

## **ET D'AUTRE PART,**

L'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) représentée par M. Philippe MARINI, dûment habilité(e) par délibération du Conseil d'agglomération en date du 22 mai 2025.

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1615-2, L2212-2, L2213-1 et L3221- 4,

**VU** le code de la voirie routière et notamment ses articles L.131-2 à L.131-7,

**VU** la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique modifiée,

**VU** le règlement de voirie départementale approuvé par arrêté du Président du conseil départemental le 4 mars 2016,

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 228-2, L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38,

**VU** la décision II-01 de la commission permanente en date du 19 novembre 2012 portant approbation de la convention type générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération,

**CONSIDERANT** la volonté de clarifier les rôles et les responsabilités du département et de l'ARC lorsque des travaux sont entrepris sur le domaine public routier départemental en agglomération, ainsi que sur ses dépendances.

**CONSIDERANT** que l'attribution, par dérogation, du fonds de compensation pour la T.V.A. aux communes et leurs groupements maîtres d'ouvrage de travaux d'investissement, notamment d'aménagement de sécurité et de bordures-trottoirs-canalisation, réalisés dans ce cadre, est subordonnée à la passation d'une convention entre la collectivité maître d'ouvrage et le département propriétaire.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

## ***TITRE 1<sup>ER</sup> – ECONOMIE GENERALE DE LA CONVENTION***

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente convention a pour objet de préciser les équipements à réaliser, le programme des travaux et les engagements financiers des parties conformément à l'article L1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les compétences de maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement intéressant les routes départementales en agglomération, et les responsabilités qui en découlent, étoient partiellement tant au département qu'à l'ARC.

Par ailleurs, elle vise à régler les dispositions particulières d'occupation du domaine public départemental, pour les travaux définis à l'article 6, réalisés par l'ARC.

### **ARTICLE 2 – PRISE D'EFFET ET DUREE**

La présente convention prend effet à compter de sa notification aux parties, après signature par celles-ci et réception par le contrôle de légalité.

Elle prendra fin à la suppression de l'équipement ou à l'issue de toute modification substantielle ce qui dans ce dernier cas donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle convention.

### **ARTICLE 3 – MODIFICATION – RESILIATION – LITIGES**

La présente convention pourra être modifiée par avenant signé par les deux parties lorsque les évolutions juridiques ou réglementaires conduiraient à en contredire les dispositions.

Chacune des parties pourra demander la résiliation de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie. La résiliation ne prendra effet que trois mois après réception de cette lettre.

En cas de non-respect des obligations contractuelles qui incombent à l'ARC, le département pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception après une mise en demeure restée infructueuse pendant un mois et demander soit des adaptations soit une remise en l'état initial de la voie.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention et non susceptibles d'un accord amiable, seront portés devant le Tribunal Administratif d'AMIENS.

## ***TITRE II – CONDITIONS GENERALES DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT***

### **ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE**



#### 4-1 – GENERALITES

Conformément à l'article 2 de la loi n° 85-704 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, « le maître d'ouvrage est la personne morale pour laquelle l'ouvrage est construit. Responsable principal de l'ouvrage, il remplit une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre ».

En application des articles L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage consulte, directement ou via un prestataire dûment conventionné à cette fin, le guichet unique de l'institut national de l'environnement industriel et des risques au stade de l'élaboration du projet. Ainsi, avant réalisation de travaux pouvant nuire à l'intégrité des réseaux enterrés, le maître d'ouvrage se doit d'adresser aux exploitants des réseaux concernés une déclaration de travaux (DT). En réponse sous 9 jours et au plus tard sous 15 jours en cas de non dématérialisation, l'exploitant du réseau renvoie un récépissé.

Le maître d'ouvrage annexe le récépissé dans le dossier de consultation des entreprises. Si les travaux ne font pas l'objet d'un marché signé ou d'une commande dans les trois mois suivants la consultation du guichet unique, le maître d'ouvrage « *renouvelle sa déclaration sauf si le marché de travaux prévoit des mesures techniques et financières permettant de prendre en compte d'éventuels ouvrages supplémentaires ou modifications d'ouvrages, et si les éléments nouveaux dont le responsable de projet a connaissance ne remettent pas en cause le projet* » (article R. 554-22 V du code de l'environnement).

Le maître d'ouvrage peut être amené également à procéder à des investigations complémentaires, par un prestataire certifié, si l'incertitude sur la localisation de l'ouvrage est inférieure ou égale à 1,50m et à faire des visites sur site avec l'exploitant.

Enfin, le maître d'ouvrage procède ou fait procéder sous sa responsabilité et à ses frais à un marquage ou à un piquetage permettant pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de l'ouvrage.

En application de l'article L 228-2 du code de l'environnement, « à l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines, doivent être mis au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements sous forme de pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation.

L'aménagement de ces itinéraires cyclables doit tenir compte des orientations du plan de déplacements urbains, lorsqu'il existe ».

La réalisation ou la non réalisation de l'aménagement cyclable fera l'objet d'une décision motivée du conseil d'agglomération.

La décision est annexée à la présente convention.

#### 4-2 – MAITRISE D'OUVRAGE DU DEPARTEMENT

La Présidente du conseil départemental gère le domaine public routier du département.

En tant que de besoin, le département procède ou fait procéder à l'expertise de la chaussée et programme si nécessaire les travaux de rénovation et l'entretien de la voirie.

Le département est maître d'ouvrage des travaux ainsi programmés.

En cas de réalisation de travaux communautaires et si l'état de dégradation de la voirie le nécessite, la réfection de la couche de roulement ne sera engagée par le département qu'après un délai de 6 mois suivant la réalisation des travaux intercommunaux pour permettre le tassement des matériaux mis en place précédemment et éviter ainsi la remontée de fissures dans la couche supérieure.

#### **4-3 – MAITRISE D'OUVRAGE DE L'AGGLOMERATION**

L'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) assure la maîtrise d'ouvrage sur le domaine public routier départemental de tous travaux autres que ceux qui relèvent de la compétence du département en application de l'article 4-2 supra.

A ce titre, elle fait son affaire des procédures administratives préalables à la réalisation des travaux.

Durant les travaux et jusqu'à la remise en service de la route, l'ARC doit s'assurer en permanence de l'état de la chaussée et de sa capacité à permettre une circulation des piétons, des deux roues et des véhicules dans de bonnes conditions de sécurité.

Les caractéristiques techniques des aménagements seront conformes aux règles de l'Art et notamment aux normes, circulaires et recommandations existantes au moment de la réalisation des travaux.

Tous travaux non conformes devront faire l'objet de reprise en conformité aux frais de l'ARC.

Par ailleurs, si l'ARC fait le choix de mettre en œuvre des aménagements non compatibles avec les interventions en viabilité hivernale, elle devra assurer à ses frais le salage et le déneigement de la voie en agglomération (notamment les aménagements de type coussin berlinois).

De plus, le projet de l'ARC devra respecter les règles et normes en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et notamment la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et ses décrets d'application.

L'ARC devra s'assurer de l'état de la chaussée et de sa capacité à permettre une circulation des piétons et des véhicules dans de bonnes conditions de sécurité avant sa remise en service à l'issue des travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage.

#### **ARTICLE 5 – RESPONSABILITE**

Le département sera seul responsable de tous les dommages causés aux biens et aux personnes du fait du mauvais état de la chaussée, exceptés en cas de non-respect par l'ARC des obligations conclues dans le cadre de la présente convention ou en l'absence d'une signalisation adaptée.

De même, l'ARC sera seule responsable de tous les dommages causés aux biens et aux personnes du fait du mauvais état d'un équipement ou aménagement relevant de la maîtrise d'ouvrage intercommunale.

L'ARC est informée que, le cas échéant, sa responsabilité pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager ou un tiers-riverain du domaine public du fait du non-respect par l'agglomération des obligations découlant de la présente convention ou encore dans le cadre de l'exécution des travaux d'entretien prévus par la présente convention.

### **TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIERES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

#### **ARTICLE 6 – DEFINITION ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES TRAVAUX**

L'agglomération de la Région de Compiègne (ARC) s'engage à réaliser sur la route départementale n° 932 aux PR 4 +515 et PR 4 +873 à l'intérieur de l'agglomération de Compiègne, les équipements suivants :

- *L'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle du PR 4 + 515 au PR 4 +873 et elle est créée côté gauche dans le sens croissant des PR.*
- *La largeur de la piste cyclable est de 3 mètres sauf au niveau de l'OA où elle mesure 2,5 mètres.*
- *Mise en place de nouveaux garde-corps sur l'ouvrage SNCF d'une hauteur de 1m20 qui vont du PR 4 +596 au PR + 650 et qui sont situés côté gauche dans le sens croissant des PR.*
- *Mise en place d'un nouveau dispositif de retenue niveau H2 (GBA) qui va du PR 4 +596 au PR 4 +644 et qui est situé côté gauche dans le sens des PR.*
- *Création de dispositifs de soutènements : Mur de soutènements entre le PR 4 +515 et PR 4 +563 et il est côté gauche dans le sens croissant des PR.*
- *Ajout de mobiliers urbains (pour sécurisation du virage et pour prévenir les chutes) qui va du PR 4 +656 au PR 4 +694 côté gauche dans le sens croissant des PR.*
- *La signalisation horizontale et verticale adapté sur l'ensemble de l'aménagement.*

(cf. plans de principe ci-joint)

#### **ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX**

1 - Le département de l'Oise autorise l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) à réaliser les travaux susvisés sur le domaine public départemental.

Conformément à l'article 4.3 de la présente convention, l'ARC assurera la maîtrise d'ouvrage desdits travaux.

2 - Pendant les travaux, la signalisation temporaire sera conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière – livre I – Huitième Partie « Signalisation Temporaire », approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992.



3 – L'ARC informera le département de l'Oise, au moins 15 jours à l'avance, de la date d'ouverture du chantier et de l'achèvement des travaux. Pendant sa réalisation, le président de l'ARC sera entièrement responsable des dommages pouvant intervenir de ce fait.

4 - Le département de l'Oise, ou son représentant, se réserve le droit d'effectuer des contrôles sur la fourniture des matériaux, sur la mise en œuvre de ceux-ci pendant le déroulement du chantier, ainsi que sur la géométrie des ouvrages construits.

5 - A l'issue de ceux-ci, le département sera invité aux opérations préalables à la réception.

6 - Dans le cadre des garanties contractuelles (article 44 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux), et en cas de malfaçon, l'ARC restera engagée et fera son affaire des poursuites envers les entreprises concernées.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATIONS APORTEES AUX AMENAGEMENTS ET AUX EQUIPEMENTS**

Les modifications éventuelles envisagées par l'ARC devront être compatibles avec les objectifs de sécurité des différentes catégories d'usagers de la route. En conséquence, elles devront être soumises au préalable à l'avis de Madame la Présidente du Conseil départemental.

Le département quant à lui pourra modifier à son initiative les aménagements réalisés dès lors que l'aménagement, la conservation du domaine public et l'intérêt des usagers le justifieront sans que l'agglomération ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## **ARTICLE 9 – PLAN DE RECOLEMENT**

A la fin des travaux et dans un délai de 3 mois (en application de l'article 56 du règlement de la voirie départementale), l'ARC remet obligatoirement au gestionnaire de la voie un plan de récolement des aménagements réalisés, sous format papier et informatique (type .dwg ou .dxf), accompagné du procès-verbal de réception des travaux. Passé ce délai, les travaux seront réputés conformes au projet validé par l'accord technique du gestionnaire de la voie.

Le dossier de récolement comprendra un plan ainsi que les notices des matériaux mis en œuvre et le résultat des contrôles effectués.

Le plan mentionnera la position des travaux dans l'ARC ainsi que celle des aménagements effectués. Dans le cas de tranchées réalisées, il sera précisé leurs dimensions, leur mode d'ouverture et de comblement ainsi que la nature des matériaux utilisés et leur épaisseur.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

L'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) assurera le financement des ouvrages précédemment cités.

Le montant prévisionnel des travaux est égal à **430 000 euros TTC** indépendamment des subventions qu'elle pourrait obtenir par ailleurs.

Elle assurera à ses frais l'entretien à titre permanent des aménagements ainsi que des différents équipements routiers correspondants.

Elle assurera également leur viabilité hivernale en cas de mauvais fonctionnement des engins de déneigement dû à leur configuration.

Si un mauvais entretien venait à être constaté et risquait de causer un dommage à l'utilisateur, la Présidente du Conseil départemental s'autorise, après mise en demeure, à se substituer au Président de l'ARC et à pourvoir d'urgence au défaut d'entretien aux frais et risques de ce dernier.

En cas d'extrême urgence, si un mauvais entretien principalement sur la chaussée, venait à être constaté, et risquerait de causer un dommage à l'utilisateur, la Présidente du Conseil départemental s'autorise, avant mise en demeure, à se substituer au Président de l'ARC, et à pourvoir d'urgence au défaut d'entretien aux frais et risques de ce dernier.

### **ARTICLE 11 – FCTVA**

La présente convention établie en deux exemplaires originaux et conformément à l'article L.1615-2 du code général des collectivités territoriales, permet de conférer aux dépenses ainsi réalisées sur le domaine public routier départemental le caractère de dépenses éligibles au FCTVA dès lors que les critères ci-après énumérés sont satisfaits :

- avoir été réalisées par une **personne bénéficiaire du FCTVA et compétente en matière de voirie**,
- se rapporter à des **travaux d'équipement**, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement,
- avoir été réalisées **sur le domaine public routier du département**,
- avoir été impérativement **précédées de la signature de la présente convention** entre le département, propriétaire de la voirie, et l'ARC qui prend en charge et réalise les travaux d'investissement, précisant :
  - le lieu,
  - les équipements à réaliser,
  - le programme technique des travaux,
  - les engagements financiers des parties.

**La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.**

Fait à BEAUVAIS, le

Fait à COMPIEGNE  
le

Pour le département

Pour l'agglomération

Nadège LEFEBVRE

Philippe MARINI

Présidente du Conseil départemental

Président de l'Agglomération de la Région de  
Compiègne







Maîtrise d'ouvrage



Maîtrise d'œuvre / Groupement



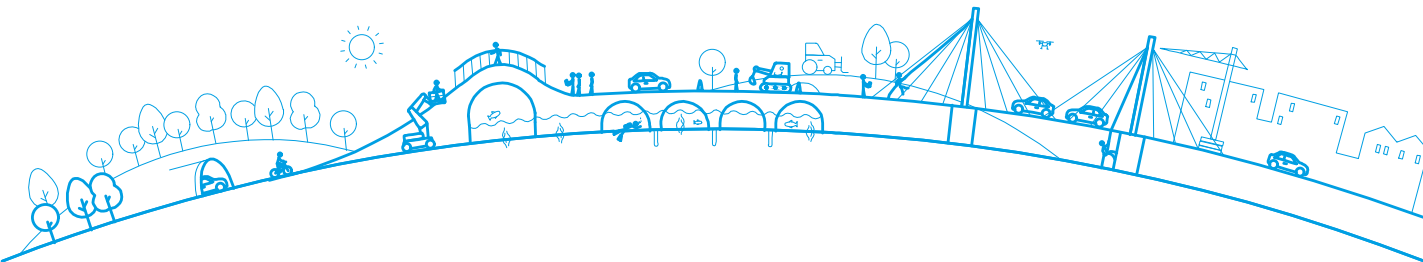
Envoyé en préfecture le 26/05/2025  
Reçu en préfecture le 26/05/2025  
Publié le  
ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE



# Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne

Avant-Projet

## Dossier plans



| INDICE | DATE          | MODIFICATIONS                           |
|--------|---------------|-----------------------------------------|
| 0      | Octobre 2024  | Création du document                    |
| 1      | Novembre 2024 | Etude de giration d'un bus non articulé |
| 2      | Février2025   | Mise à jour des plans                   |

|                |               |               |                  |           |          |          |
|----------------|---------------|---------------|------------------|-----------|----------|----------|
| N° d'affaire : | Dessiné par : | Vérifié par : | Niveau d'étude : | Echelle : | Format : | Plan n°: |
| 24-ACO-230     | D.R.          | D.P.          | AVP              |           | A3       | 01       |

|    |                                                                 |
|----|-----------------------------------------------------------------|
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
|    |                                                                 |
| 17 | Essai de giration - Situation projetée                          |
| 16 | Coupes transversales sur la rampe Nord - Situation projetée     |
| 15 | Coupes transversales du virage Nord - Situation projetée        |
| 14 | Coupes transversales sur la rampe Sud - Situation projetée      |
| 13 | Coupe transversale sur ouvrage - Situation projetée             |
| 12 | Vue en plan de la rampe Nord - Situation projetée               |
| 11 | Vue en plan de la rampe Sud - Situation projetée                |
| 10 | Vue en plan de l'ouvrage et du virage Nord - Situation projetée |
| 09 | Coupe transversale - Situation travaux                          |
| 08 | Vue en plan - Situation travaux                                 |
| 07 | Coupes transversales de la rampe Nord - Situation existante     |
| 06 | Coupes transversales du virage Nord - Situation existante       |
| 05 | Coupes transversales de la rampe Sud - Situation existante      |
| 04 | Coupe transversale - Situation existante                        |
| 03 | Vue en plan - Situation existante                               |
| 02 | Liste des plans                                                 |
| 01 | Page de garde                                                   |

|            |                 |
|------------|-----------------|
| N° DE PLAN | LIBELLE DU PLAN |
|------------|-----------------|

Maîtrise d'ouvrage



Maîtrise d'œuvre / Groupement



Envoyé en préfecture le 26/05/2025

Reçu en préfecture le 26/05/2025

Publié le

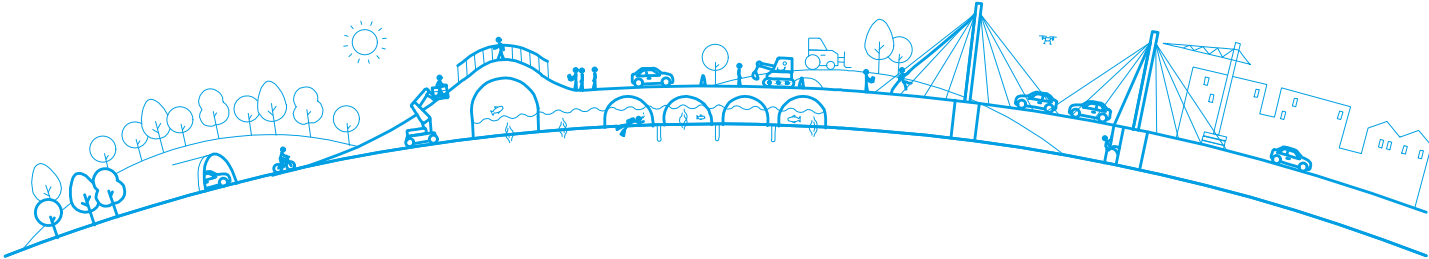
ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE



Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne

Avant-Projet

Liste des plans



| INDICE | DATE          | MODIFICATIONS                           |
|--------|---------------|-----------------------------------------|
| 0      | Octobre 2024  | Création du document                    |
| 1      | Novembre 2024 | Etude de giration d'un bus non articulé |
| 2      | Février2025   | Mise à jour des plans                   |

N° d'affaire :

24-ACO-230

Dessiné par :

D.R.

Vérifié par :

D.P.

Niveau d'étude :

AVP

Echelle :

Format :

A3

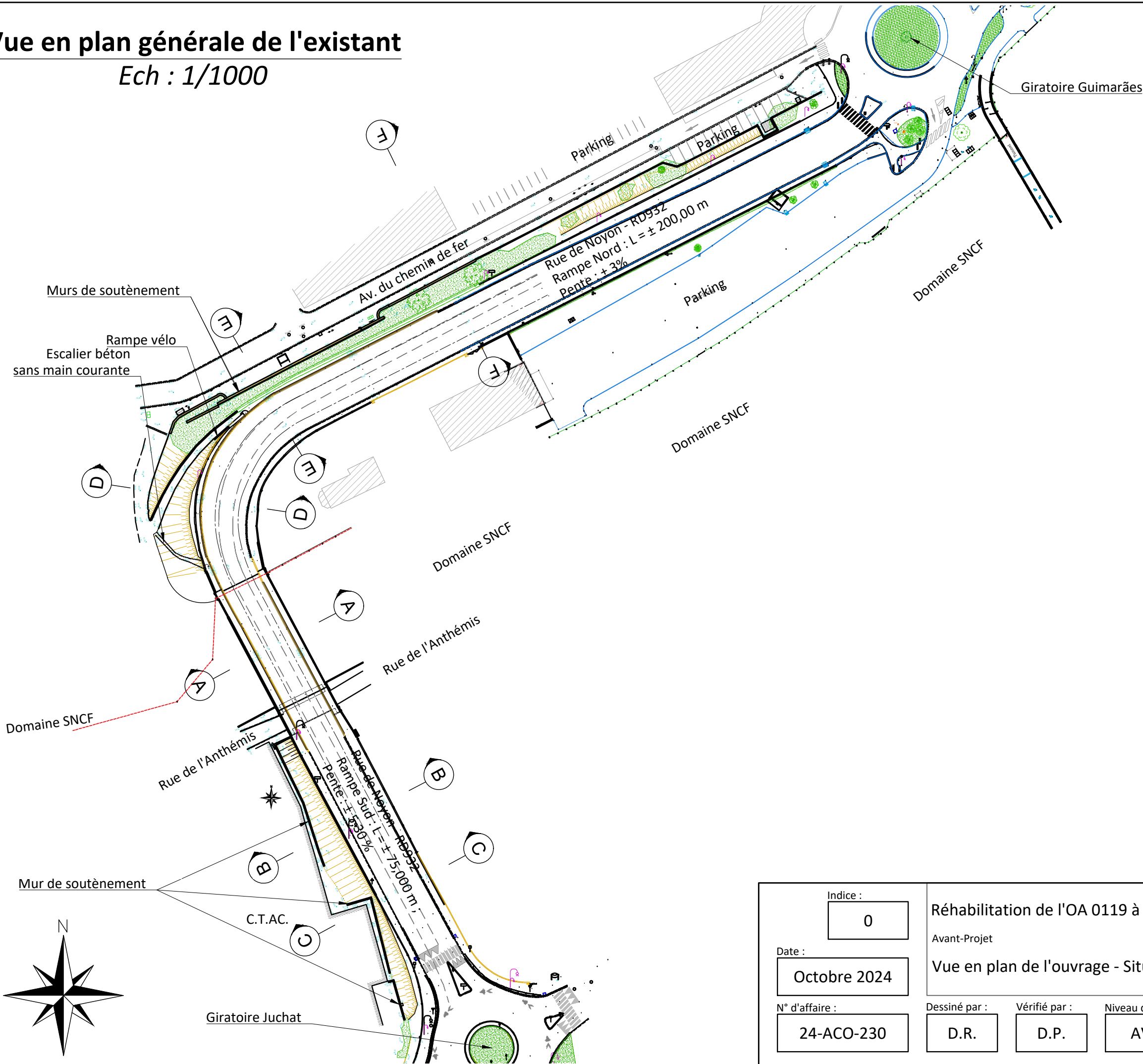
Plan n°:

02

Vue en plan générale de l'existant

Ech : 1/1000

Envoyé en préfecture le 26/05/2025  
Reçu en préfecture le 26/05/2025  
Publié le  
ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE

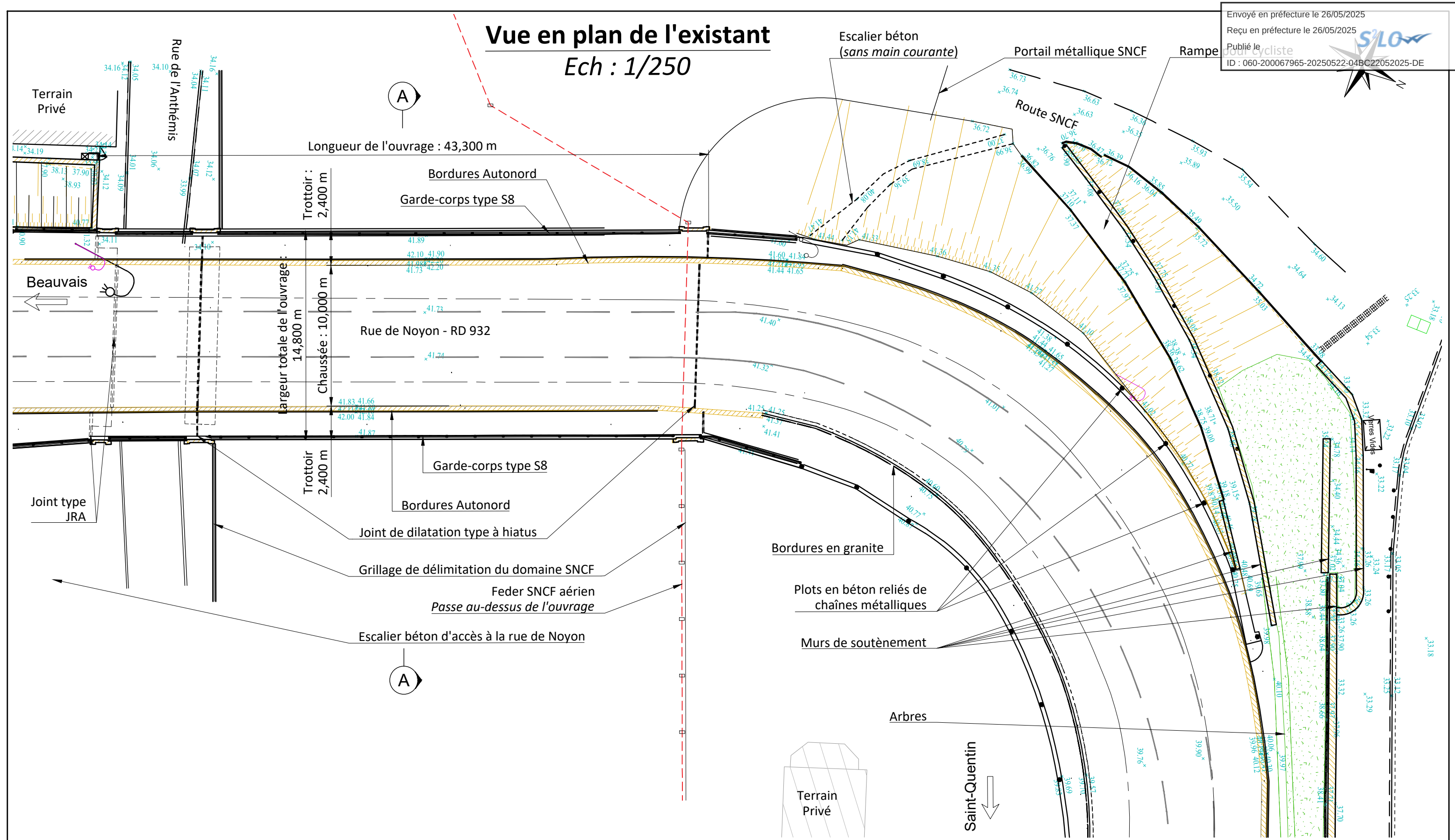


|                |                                                |               |                  |           |          |                      |  |
|----------------|------------------------------------------------|---------------|------------------|-----------|----------|----------------------|--|
| Indice :       | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne        |               |                  |           |          | Maîtrise d'ouvrage : |  |
|                | Avant-Projet                                   |               |                  |           |          | Maîtrise d'œuvre :   |  |
| Date :         | Vue en plan de l'ouvrage - Situation existante |               |                  |           |          |                      |  |
| N° d'affaire : | Dessiné par :                                  | Vérifié par : | Niveau d'étude : | Echelle : | Format : | Plan n°:             |  |
| 24-ACO-230     | D.R.                                           | D.P.          | AVP              | 1/250     | A3       | 03                   |  |



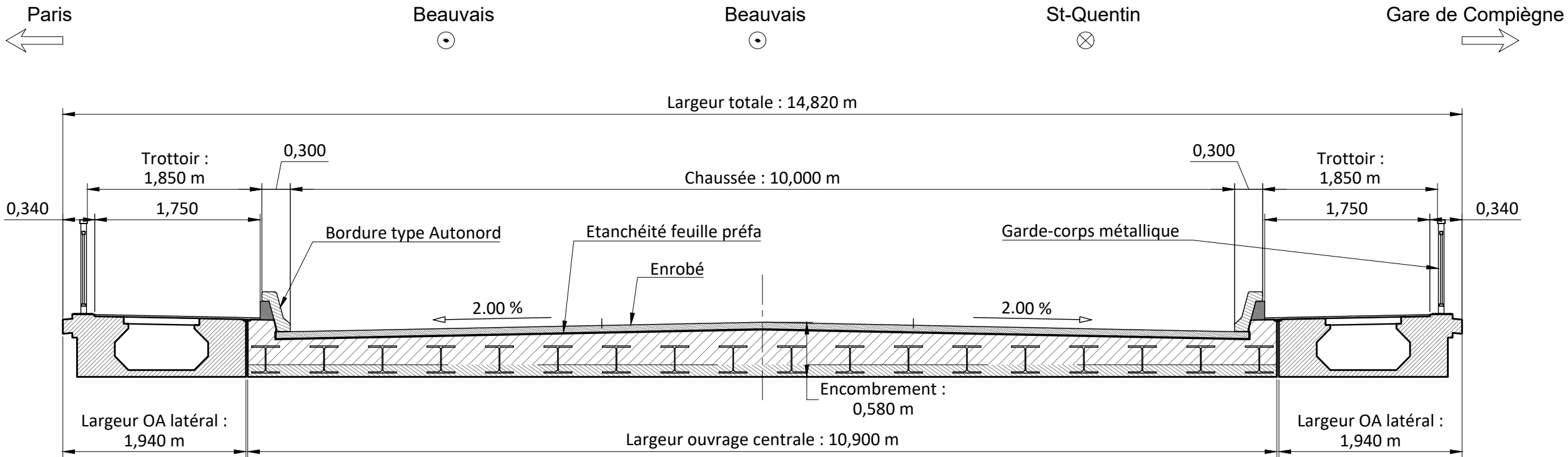
**Vue en plan de l'existant**  
**Ech : 1/250**

Envoyé en préfecture le 26/05/2025  
Reçu en préfecture le 26/05/2025  
Publié le 26/05/2025  
ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE

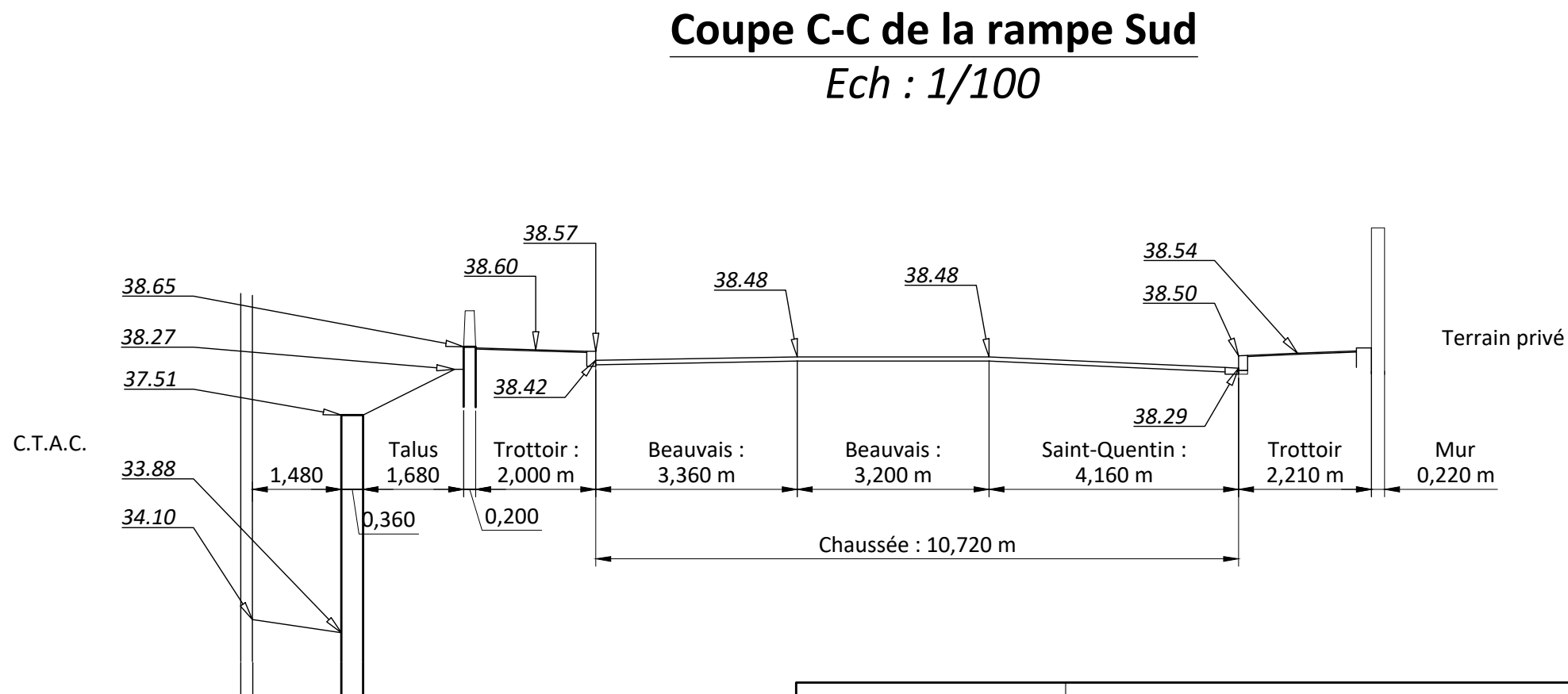
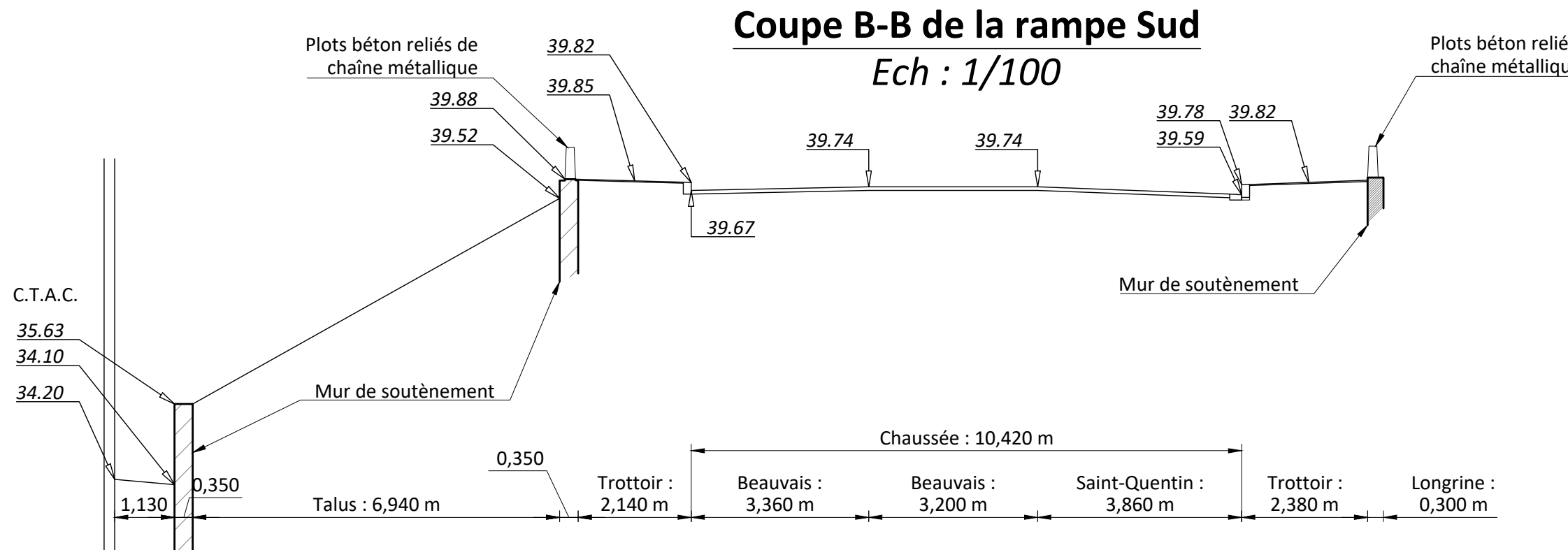


|                                     |                                                |                              |                                |                           |                       |                                                                                                                                                                |  |
|-------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------|--------------------------------|---------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Indice :<br><b>0</b>                | <b>Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne</b> |                              |                                |                           |                       | Maîtrise d'ouvrage :<br><br>ARC<br>Associations de la Région de Compiègne |  |
| Date :<br><b>Octobre 2024</b>       | Avant-Projet                                   |                              |                                |                           |                       | Maîtrise d'œuvre :<br><br>PCM<br>Projet de Construction et de Maintenance |  |
| N° d'affaire :<br><b>24-ACO-230</b> | Dessiné par :<br><b>D.R.</b>                   | Vérifié par :<br><b>D.P.</b> | Niveau d'étude :<br><b>AVP</b> | Echelle :<br><b>1/250</b> | Format :<br><b>A3</b> | Plan n°:<br><b>03</b>                                                                                                                                          |  |

Coupe transversale (A-A) de l'existant  
Ech : 1/50



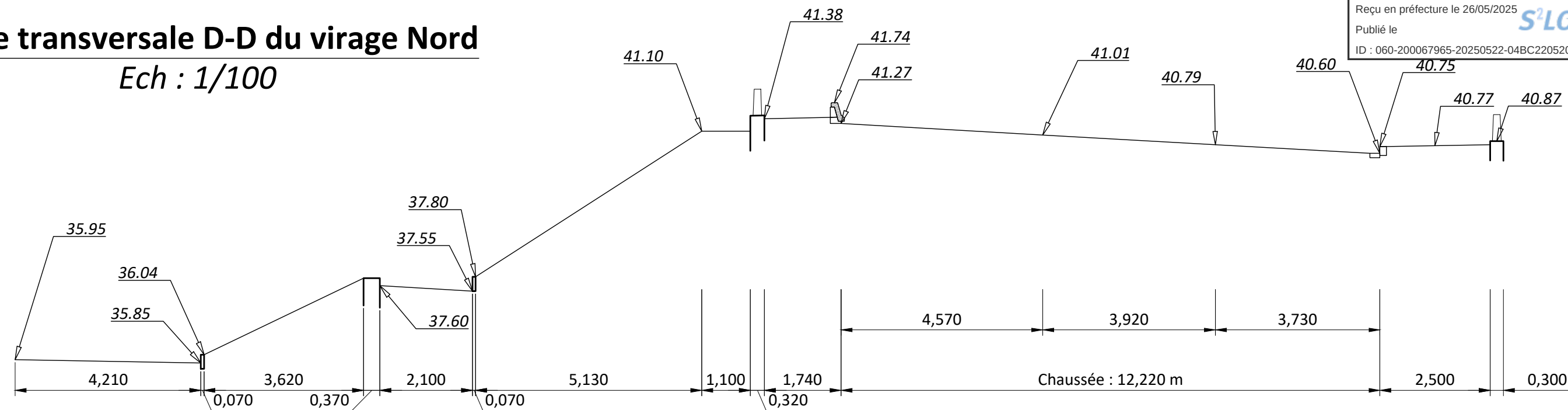
|                              |                                         |                       |                         |                   |                |                |                                                                           |
|------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-------------------|----------------|----------------|---------------------------------------------------------------------------|
| Indice :<br>0                | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |                       |                         |                   |                |                | Maîtrise d'ouvrage :<br>ARC<br>AGGLOMERATION DE LA REGION DE<br>COMPIEGNE |
| Date :<br>Octobre 2024       | Avant-Projet                            |                       |                         |                   |                |                | Maîtrise d'œuvre :<br>PCM<br>PARIS COMPIEGNE METROPOLE                    |
| N° d'affaire :<br>24-ACO-230 | Dessiné par :<br>D.R.                   | Vérifié par :<br>D.P. | Niveau d'étude :<br>AVP | Echelle :<br>1/50 | Format :<br>A3 | Plan n°:<br>04 |                                                                           |



|                                         |                                         |                                  |                                    |                              |                           |                           |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Indice :<br><div>0</div>                | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |                                  | Maîtrise d'ouvrage :<br>Logo ARC   |                              |                           |                           |
| Date :<br><div>Octobre 2024</div>       | Avant-Projet                            |                                  | Maîtrise d'œuvre :<br>Logo PCM     |                              |                           |                           |
| N° d'affaire :<br><div>24-ACO-230</div> | Dessiné par :<br><div>D.R.</div>        | Vérifié par :<br><div>D.P.</div> | Niveau d'étude :<br><div>AVP</div> | Echelle :<br><div>1/50</div> | Format :<br><div>A3</div> | Plan n°:<br><div>05</div> |



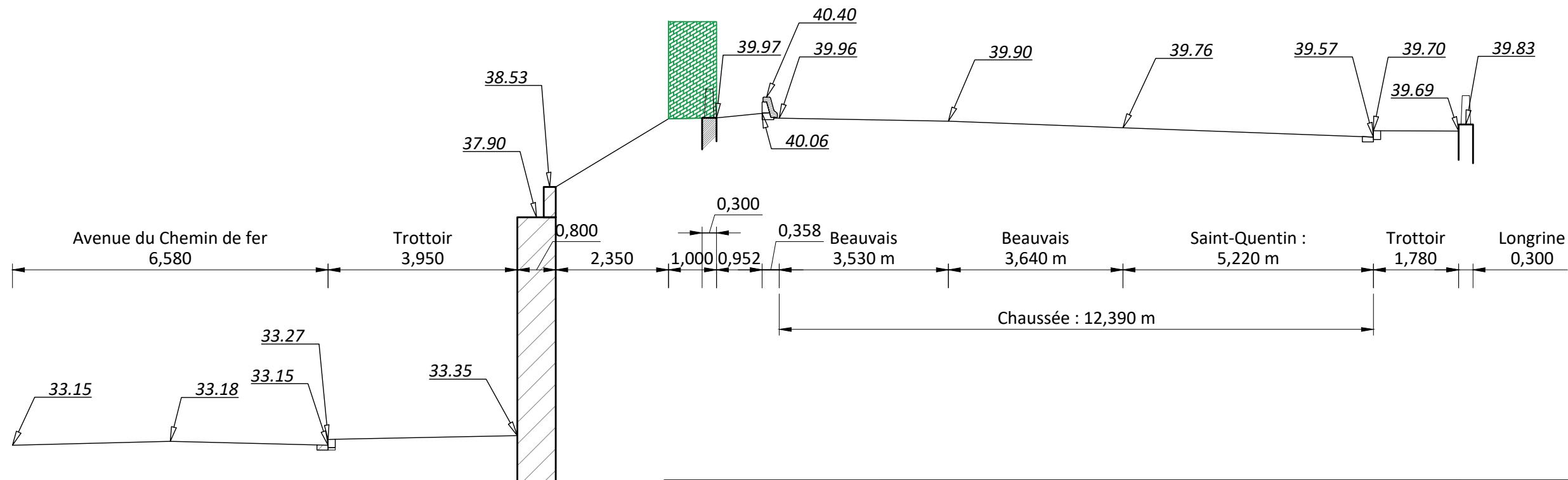
Coupe transversale D-D du virage Nord  
Ech : 1/100



Envoyé en préfecture le 26/05/2025  
Reçu en préfecture le 26/05/2025  
Publié le  
ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE



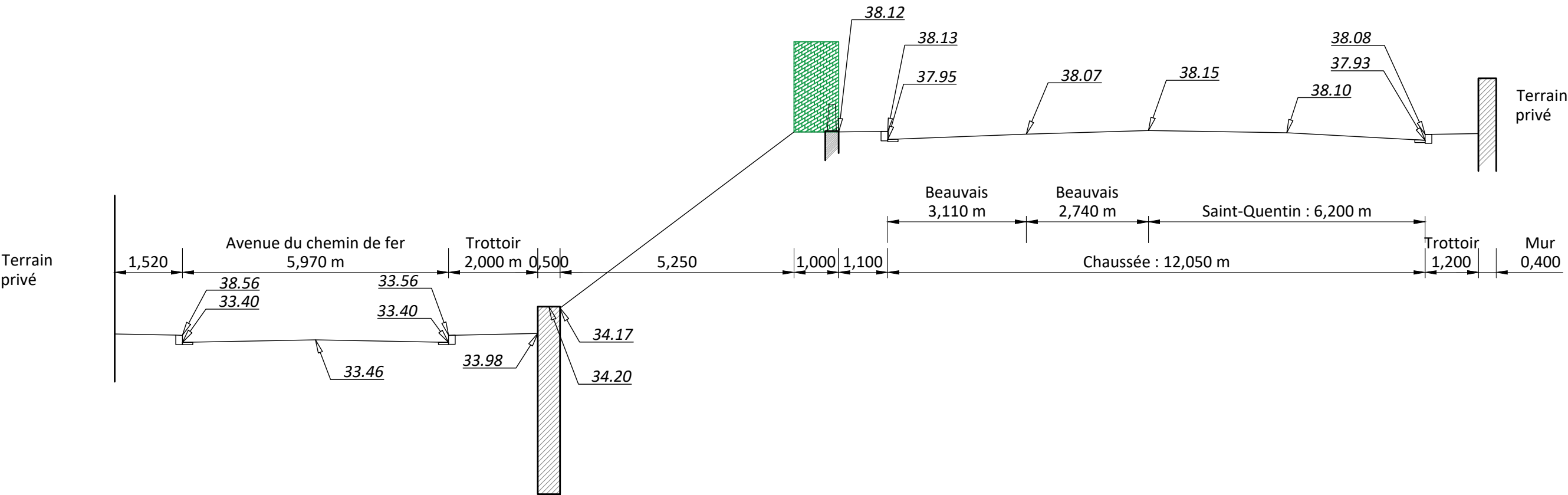
Coupe transversale E-E du virage Nord  
Ech : 1/100



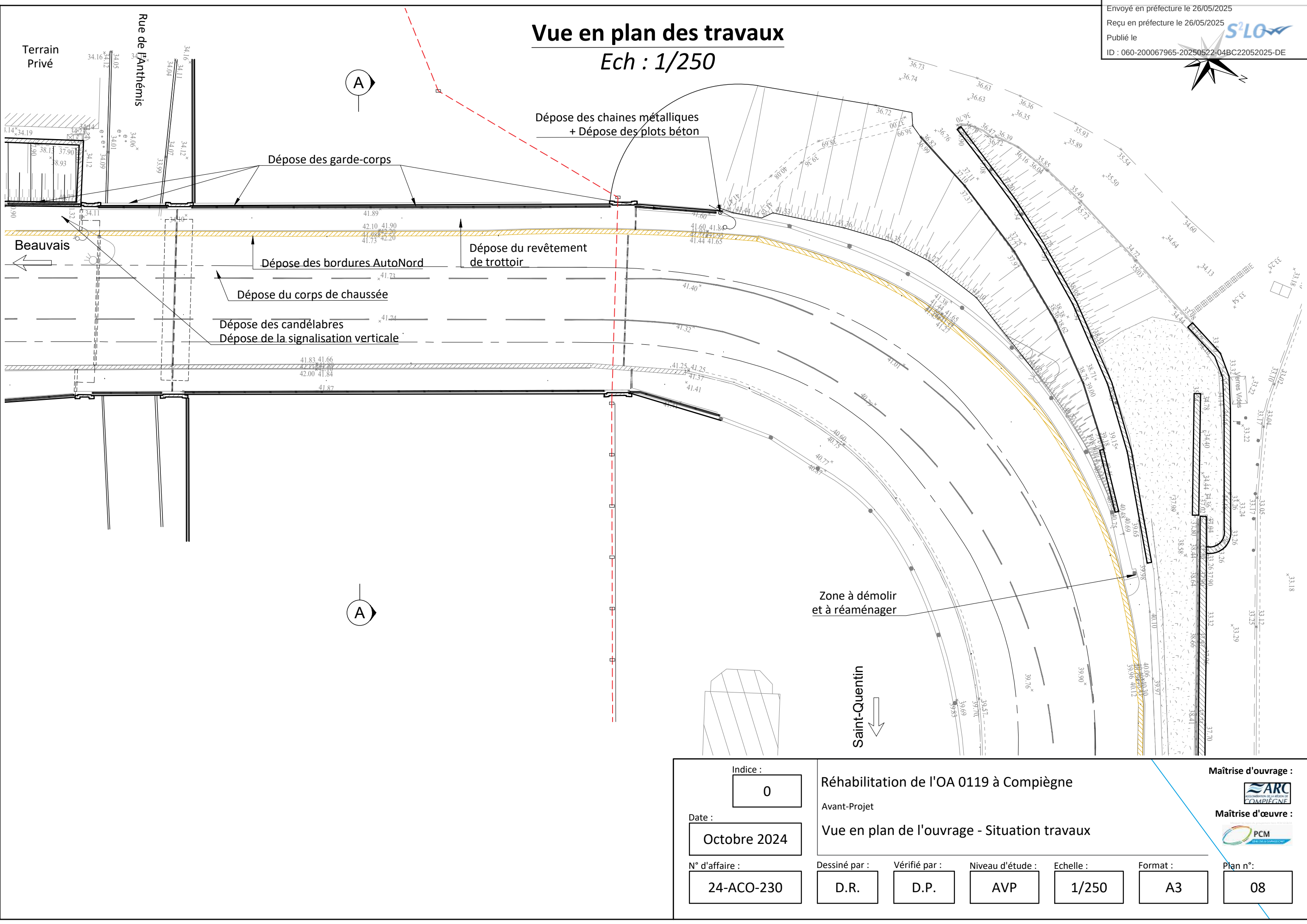
|                              |                                         |                       |                         |                   |                |                |                                                                         |  |
|------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-------------------|----------------|----------------|-------------------------------------------------------------------------|--|
| Indice :<br>0                | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |                       |                         |                   |                |                | Maîtrise d'ouvrage :<br>ARC<br>Association de la Région de<br>Compiègne |  |
| Date :<br>Octobre 2024       | Avant-Projet                            |                       |                         |                   |                |                | Maîtrise d'œuvre :<br>PCM<br>Projet de Construction et de Maintenance   |  |
| N° d'affaire :<br>24-ACO-230 | Dessiné par :<br>D.R.                   | Vérifié par :<br>D.P. | Niveau d'étude :<br>AVP | Echelle :<br>1/50 | Format :<br>A3 | Plan n°:<br>06 |                                                                         |  |

Coupe transversale F-F de la rampe Nord

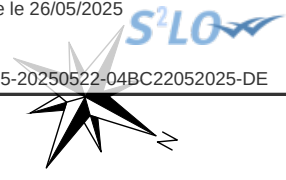
Ech : 1/100



|                              |                                         |                       |                         |                   |                |                                                                                                               |
|------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-------------------|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Indice :<br>0                | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |                       |                         |                   |                | Maîtrise d'ouvrage :<br> |
| Date :<br>Octobre 2024       | Avant-Projet                            |                       |                         |                   |                | Maîtrise d'œuvre :<br>   |
| N° d'affaire :<br>24-ACO-230 | Dessiné par :<br>D.R.                   | Vérifié par :<br>D.P. | Niveau d'étude :<br>AVP | Echelle :<br>1/50 | Format :<br>A3 | Plan n°:<br>07                                                                                                |



Envoyé en préfecture le 26/05/2025  
Reçu en préfecture le 26/05/2025  
Publié le  
ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE

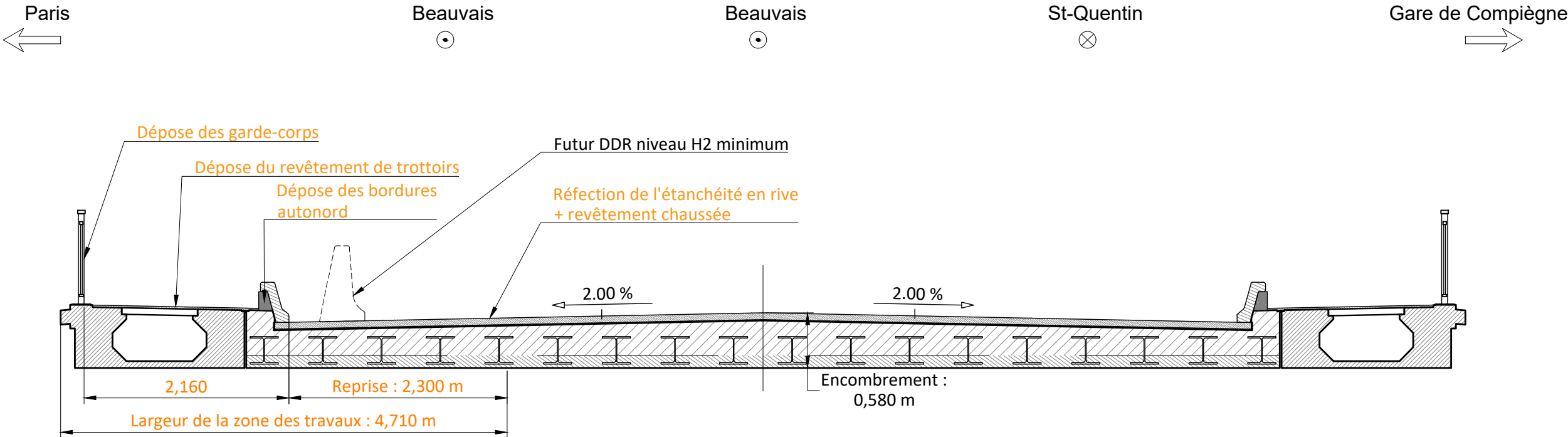


|                |                                              |               |                  |           |          |                      |  |
|----------------|----------------------------------------------|---------------|------------------|-----------|----------|----------------------|--|
| Indice :       | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne      |               |                  |           |          | Maîtrise d'ouvrage : |  |
|                | 0                                            |               |                  |           |          |                      |  |
| Date :         | Avant-Projet                                 |               |                  |           |          | Maîtrise d'œuvre :   |  |
|                | Vue en plan de l'ouvrage - Situation travaux |               |                  |           |          |                      |  |
| N° d'affaire : | Dessiné par :                                | Vérifié par : | Niveau d'étude : | Echelle : | Format : | Plan n°:             |  |
| 24-ACO-230     | D.R.                                         | D.P.          | AVP              | 1/250     | A3       | 08                   |  |



Coupe transversale des travaux

Ech : 1/50

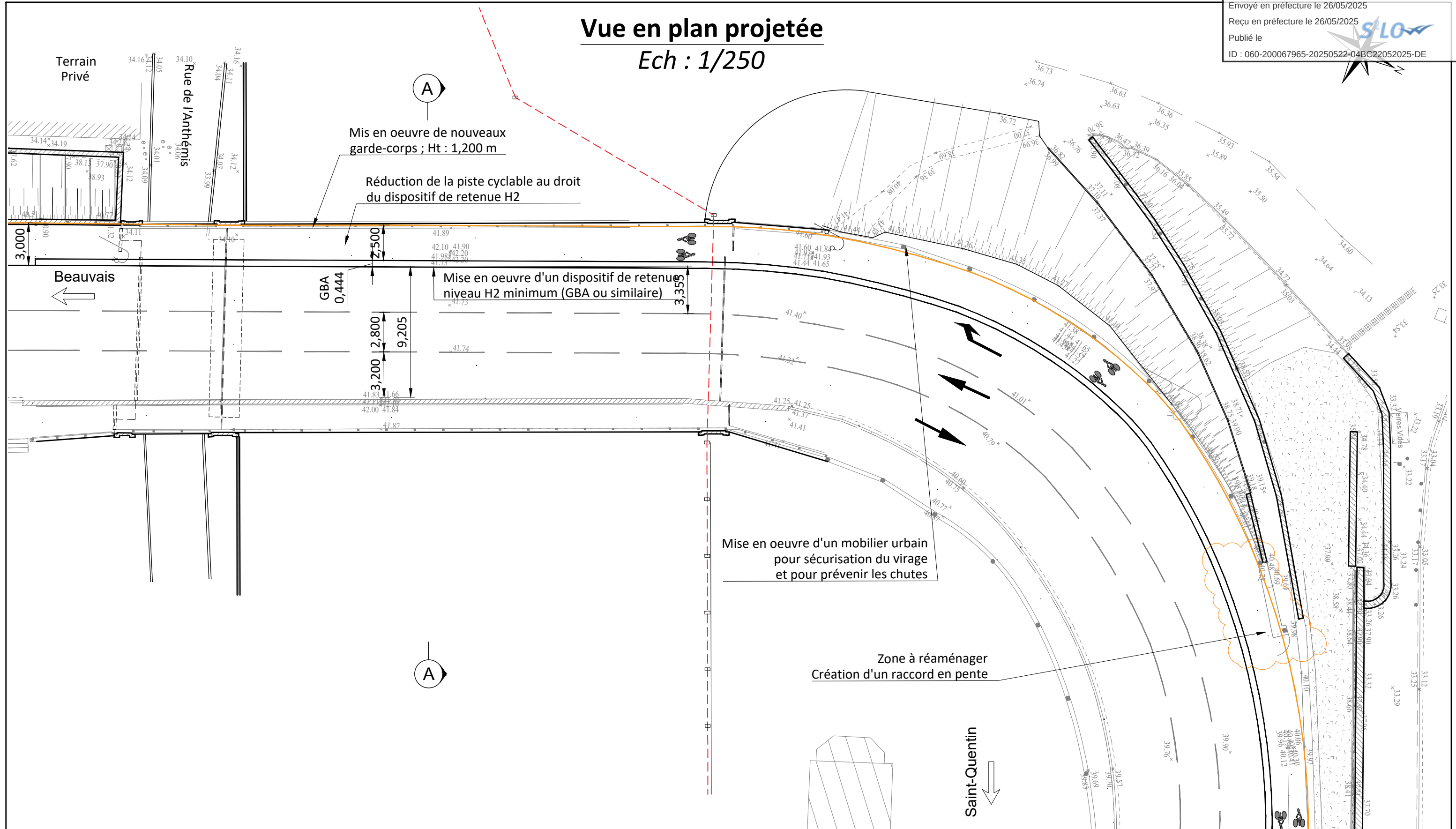
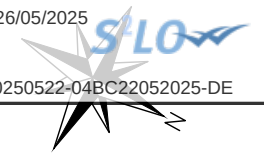


|                |                                         |               |                  |           |          |          |                                                                                       |
|----------------|-----------------------------------------|---------------|------------------|-----------|----------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| Indice :       | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |               |                  |           |          |          | Maîtrise d'ouvrage :                                                                  |
| 0              | Avant-Projet                            |               |                  |           |          |          |  |
| Date :         | Coupe transversale - Situation travaux  |               |                  |           |          |          | Maîtrise d'œuvre :                                                                    |
| Octobre 2024   |                                         |               |                  |           |          |          |  |
| N° d'affaire : | Dessiné par :                           | Vérifié par : | Niveau d'étude : | Echelle : | Format : | Plan n°: |                                                                                       |
| 24-ACO-230     | D.R.                                    | D.P.          | AVP              | 1/50      | A3       | 09       |                                                                                       |

# Vue en plan projetée

## Ech : 1/250

Envoyé en préfecture le 26/05/2025  
Reçu en préfecture le 26/05/2025  
Publié le  
ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE



Indice :

0

Date :

Octobre 2024

N° d'affaire :

24-ACO-230

Dessiné par :

D.R.

Vérifié par :

D.P.

Niveau d'étude :

AVP

Echelle :

1/250

Format :

A3

Plan n°:

10

Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne

Avant-Projet

Vue en plan de l'ouvrage - Situation projetée

Maîtrise d'ouvrage :

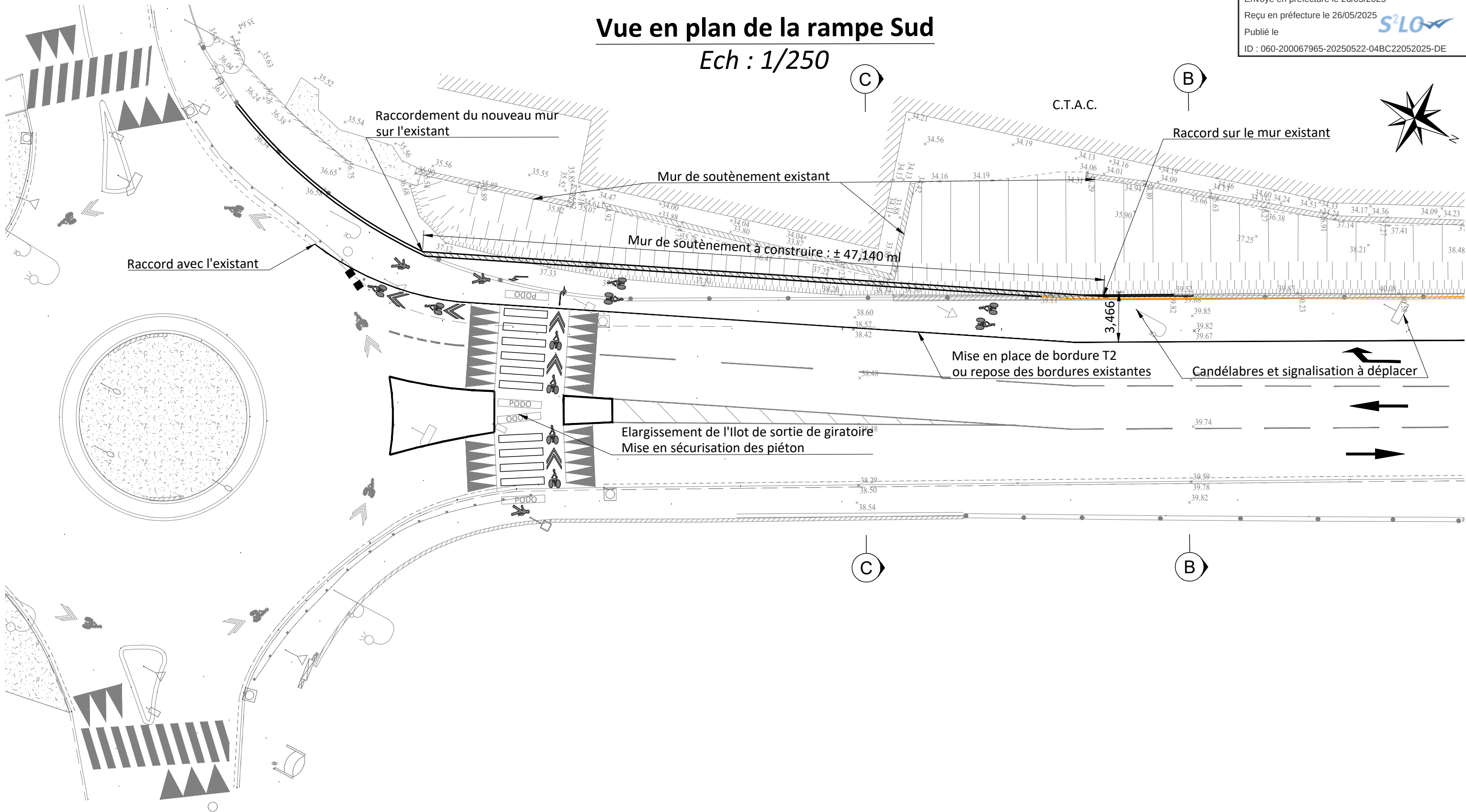


Maîtrise d'œuvre :



Vue en plan de la rampe Sud  
Ech : 1/250

Envoyé en préfecture le 26/05/2025  
Reçu en préfecture le 26/05/2025  
Publié le  
ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE



|                              |  |                                         |                       |                         |                    |                                                                          |                |
|------------------------------|--|-----------------------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Indice :<br>0                |  | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |                       |                         |                    | Maîtrise d'ouvrage :<br>ARC<br>Associations de la Région de<br>COMPIÈGNE |                |
| Date :<br>Octobre 2024       |  | Avant-Projet                            |                       |                         |                    | Maîtrise d'œuvre :<br>PCM<br>Prestataires de Compiègne                   |                |
| N° d'affaire :<br>24-ACO-230 |  | Dessiné par :<br>D.R.                   | Vérifié par :<br>D.P. | Niveau d'étude :<br>AVP | Echelle :<br>1/250 | Format :<br>A3                                                           | Plan n°:<br>11 |

Vue en plan de la rampe Nord

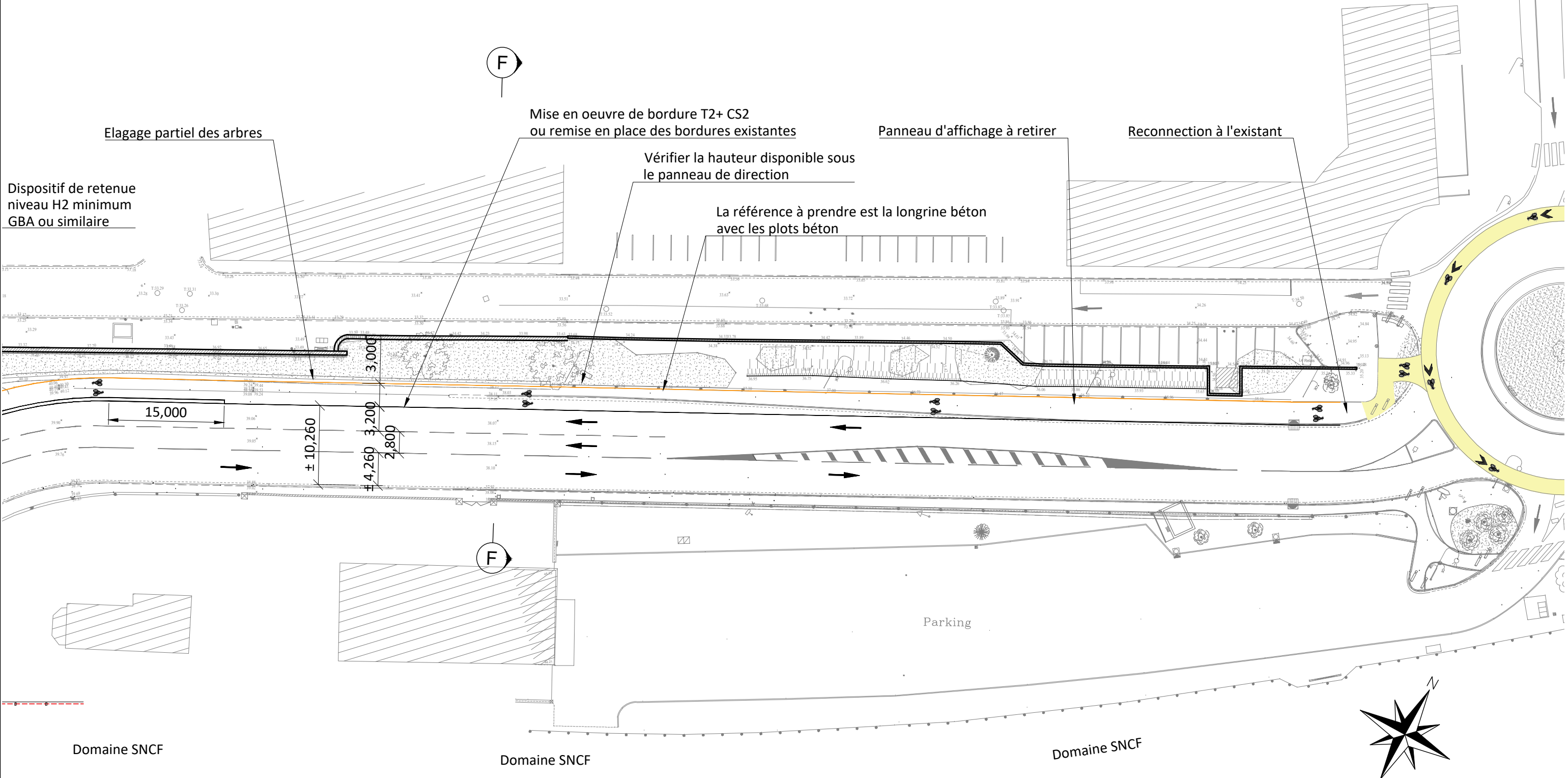
Ech : 1/500

Envoyé en préfecture le 26/05/2025

Reçu en préfecture le 26/05/2025

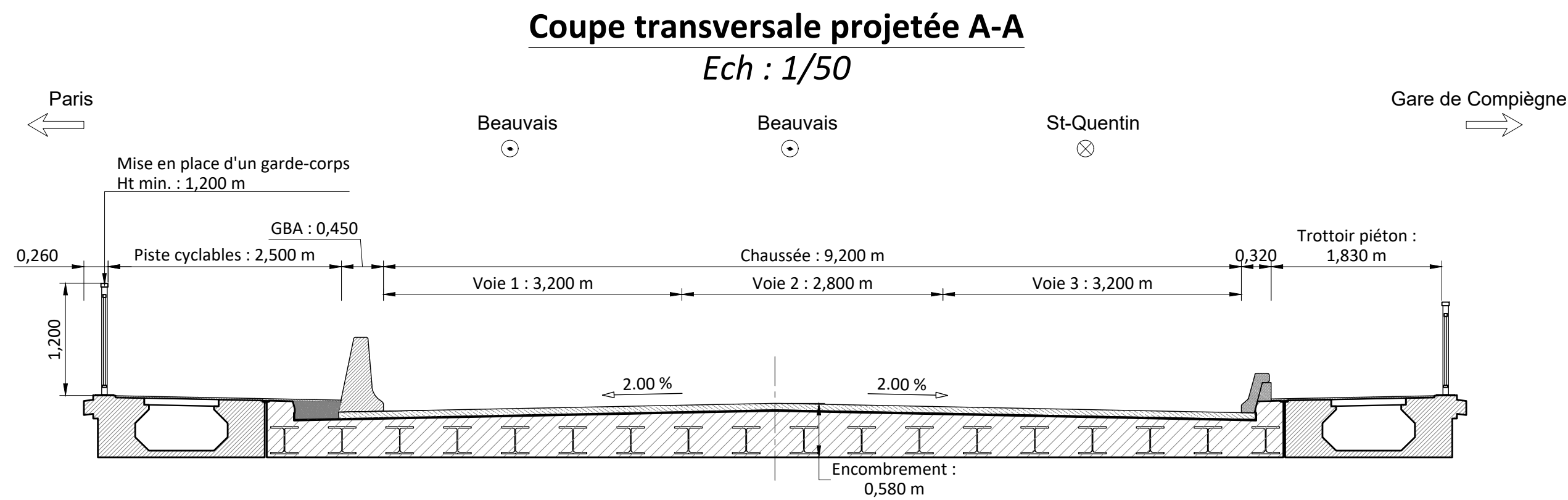
Publié le

ID : 060-200067965-20250522-04BC22052025-DE



|                |               |                                                   |                  |           |          |          |                                                                                       |  |
|----------------|---------------|---------------------------------------------------|------------------|-----------|----------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Indice :       |               | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne           |                  |           |          |          | Maîtrise d'ouvrage :                                                                  |  |
| 0              |               | Avant-Projet                                      |                  |           |          |          |  |  |
| Date :         |               | Vue en plan de la rampe Nord - Situation projetée |                  |           |          |          | Maîtrise d'œuvre :                                                                    |  |
| Octobre 2024   |               |                                                   |                  |           |          |          |  |  |
| N° d'affaire : | Dessiné par : | Vérifié par :                                     | Niveau d'étude : | Echelle : | Format : | Plan n°: |                                                                                       |  |
| 24-ACO-230     | D.R.          | D.P.                                              | AVP              | 1/250     | A3       | 12       |                                                                                       |  |

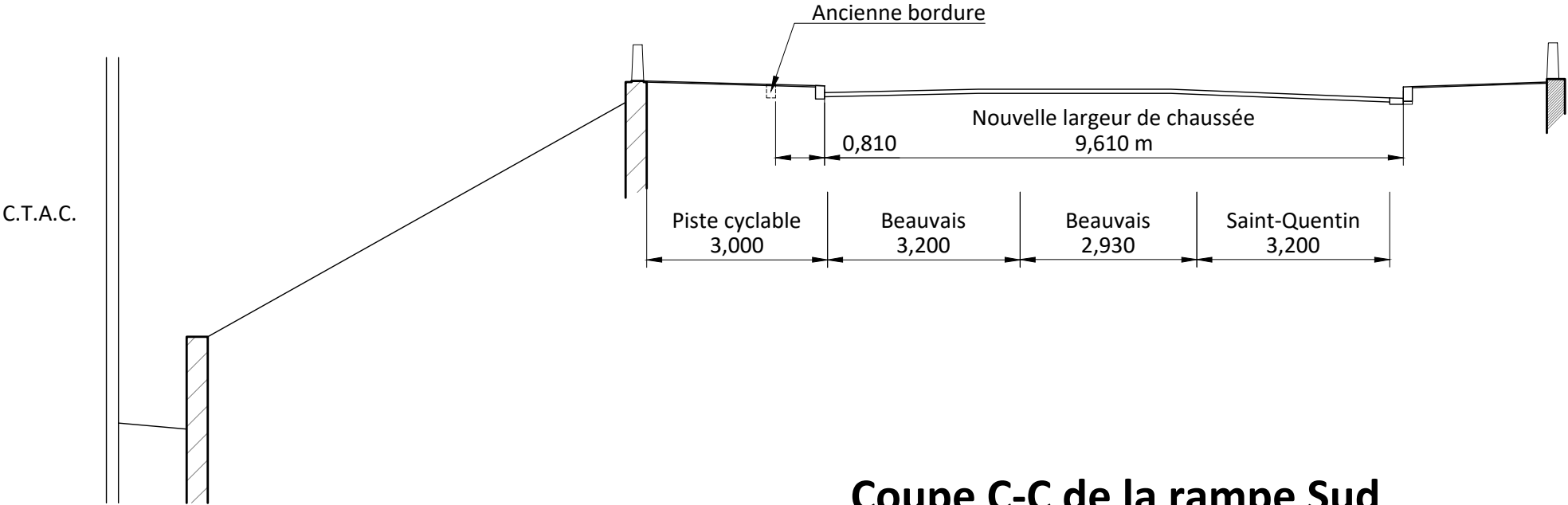




|                              |                                         |                       |                                                                      |                    |                |                |
|------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------|----------------|
| Indice :<br>0                | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |                       | Maîtrise d'ouvrage :<br>ARC<br>Association de la Région de Compiègne |                    |                |                |
| Date :<br>Octobre 2024       | Avant-Projet                            |                       | Maîtrise d'œuvre :<br>PCM<br>Projet de Compiègne                     |                    |                |                |
| N° d'affaire :<br>24-ACO-230 | Dessiné par :<br>D.R.                   | Vérifié par :<br>D.P. | Niveau d'étude :<br>AVP                                              | Echelle :<br>1/250 | Format :<br>A3 | Plan n°:<br>13 |

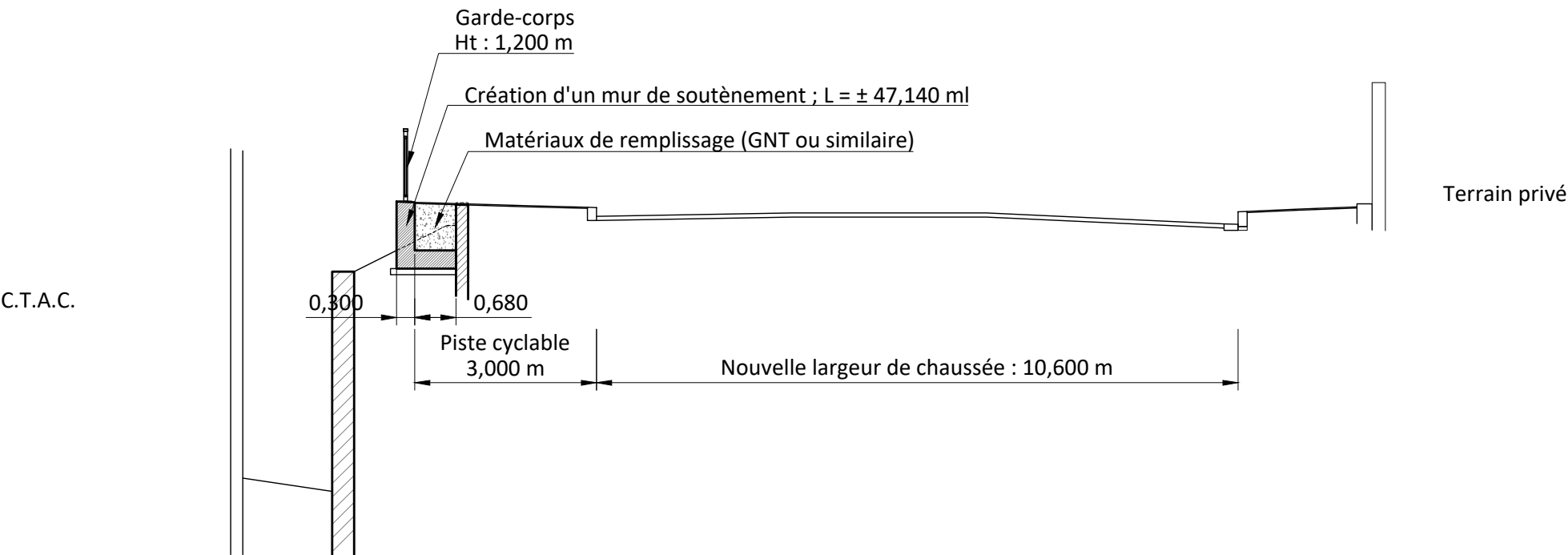
Coupe B-B de la rampe Sud

Ech : 1/100



Coupe C-C de la rampe Sud

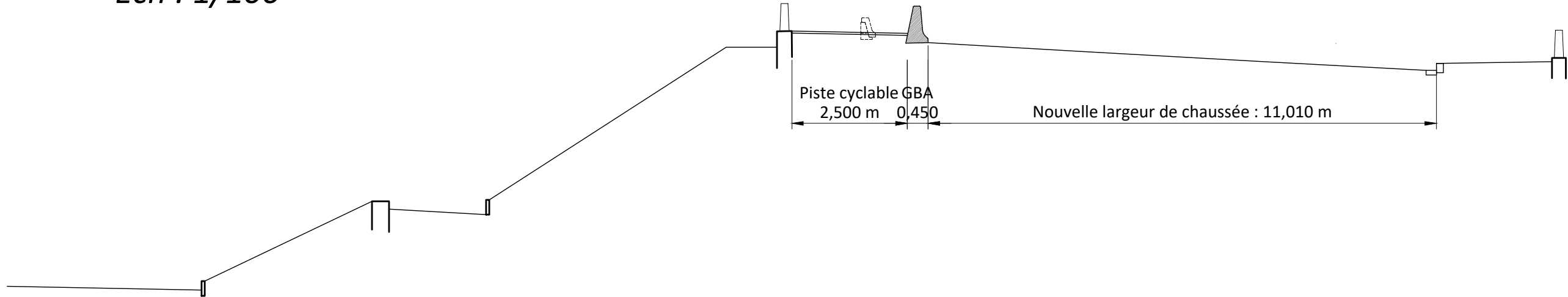
Ech : 1/100



|                              |                                         |                       |                         |                    |                |                                                                                                               |  |
|------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Indice :<br>0                | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |                       |                         |                    |                | Maîtrise d'ouvrage :<br> |  |
| Date :<br>Octobre 2024       | Avant-Projet                            |                       |                         |                    |                | Maîtrise d'œuvre :<br>   |  |
| N° d'affaire :<br>24-ACO-230 | Dessiné par :<br>D.R.                   | Vérifié par :<br>D.P. | Niveau d'étude :<br>AVP | Echelle :<br>1/500 | Format :<br>A3 | Plan n°:<br>14                                                                                                |  |

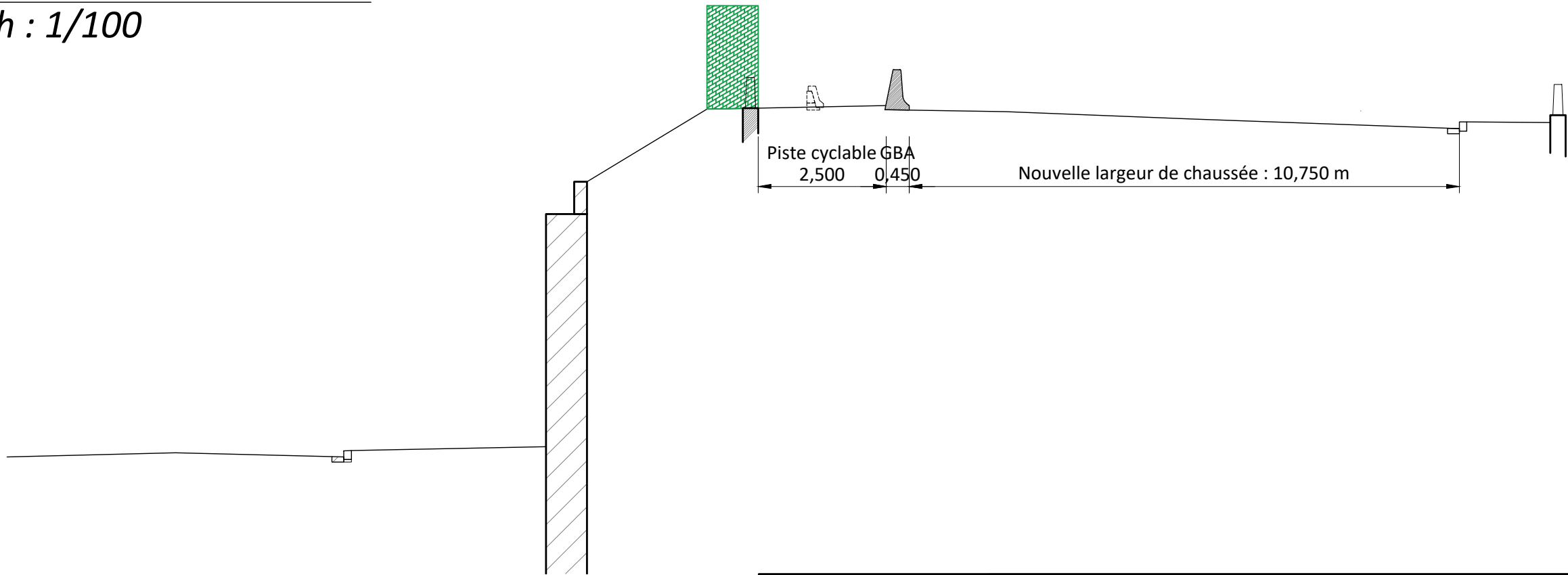
Coupe transversale D-D du virage Nord

Ech : 1/100



Coupe transversale E-E du virage Nord

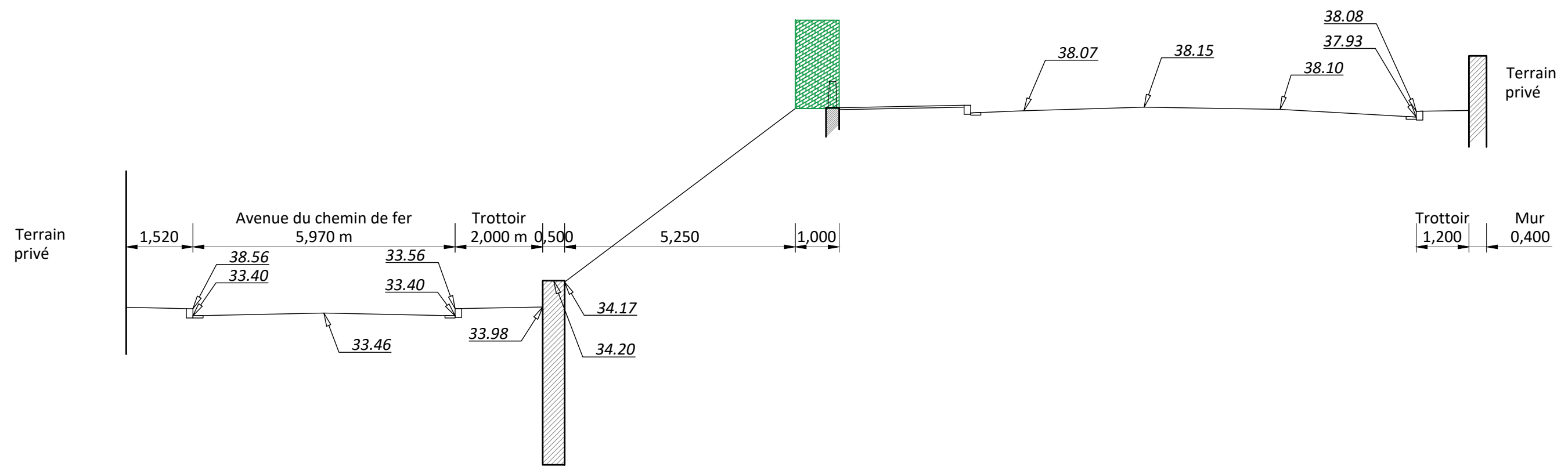
Ech : 1/100



|                |                                                          |               |                  |           |          |          |                      |
|----------------|----------------------------------------------------------|---------------|------------------|-----------|----------|----------|----------------------|
| Indice :       | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne                  |               |                  |           |          |          | Maîtrise d'ouvrage : |
| 0              | Avant-Projet                                             |               |                  |           |          |          |                      |
| Date :         | Coupes transversales du virage nord - Situation projetée |               |                  |           |          |          | Maîtrise d'œuvre :   |
| Octobre 2024   |                                                          |               |                  |           |          |          |                      |
| N° d'affaire : | Dessiné par :                                            | Vérifié par : | Niveau d'étude : | Echelle : | Format : | Plan n°: |                      |
| 24-ACO-230     | D.R.                                                     | D.P.          | AVP              | 1/500     | A3       | 15       |                      |

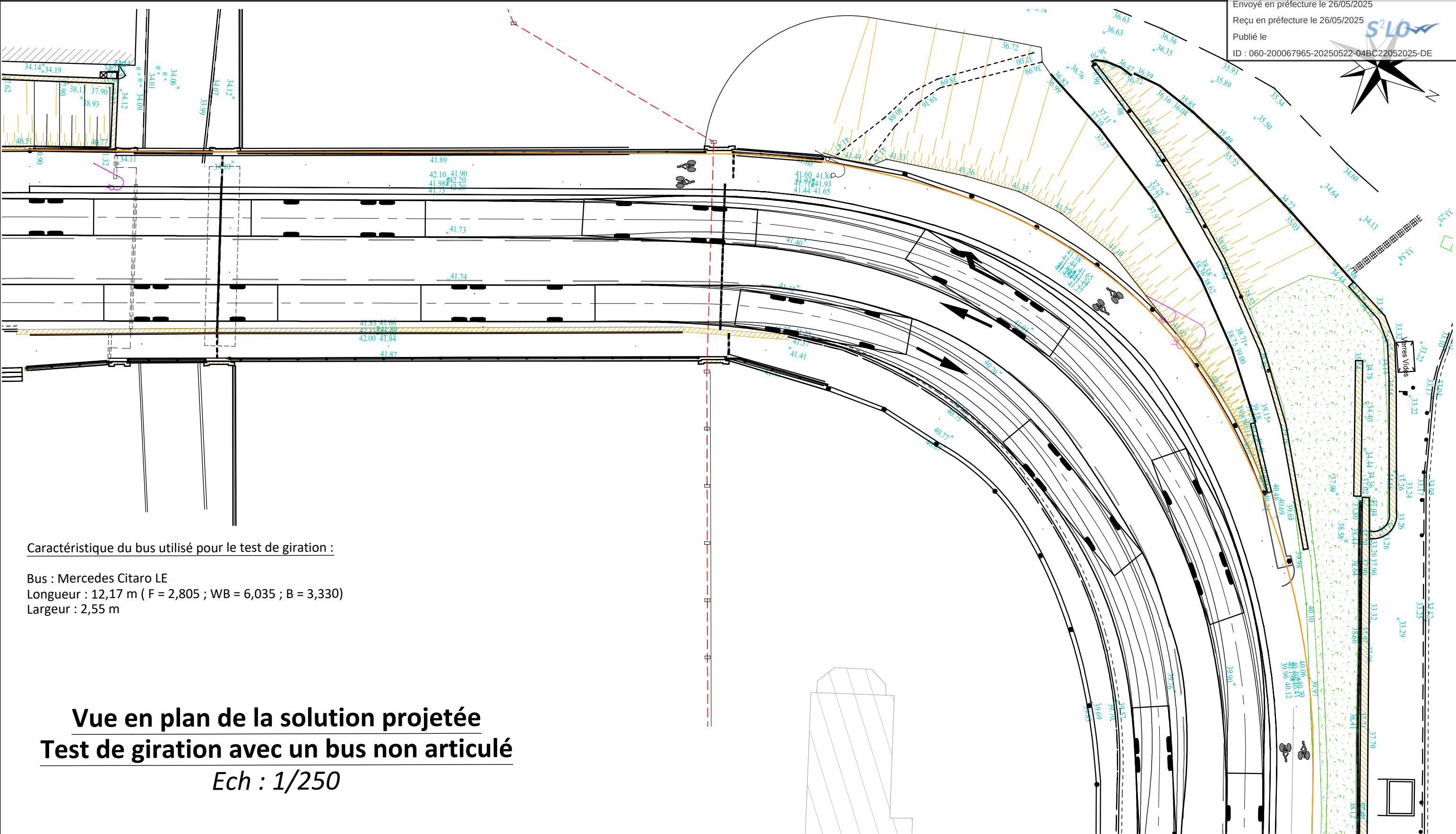
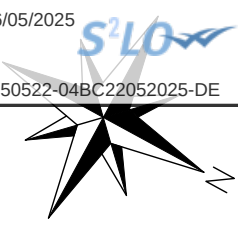
Coupe transversale F-F de la rampe Nord

Ech : 1/100



|                                                            |                                         |                       |                         |                    |                |                                                                                                               |
|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Indice :<br>0                                              | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne |                       |                         |                    |                | Maîtrise d'ouvrage :<br> |
| Date :<br>Octobre 2024                                     | Avant-Projet                            |                       |                         |                    |                | Maîtrise d'œuvre :<br>   |
| N° d'affaire :<br>24-ACO-230                               | Dessiné par :<br>D.R.                   | Vérifié par :<br>D.P. | Niveau d'étude :<br>AVP | Echelle :<br>1/500 | Format :<br>A3 | Plan n°:<br>16                                                                                                |
| Coupes transversales de la rampe Nord - Situation projetée |                                         |                       |                         |                    |                |                                                                                                               |





Caractéristique du bus utilisé pour le test de giration :

Bus : Mercedes Citaro LE  
Longueur : 12,17 m ( F = 2,805 ; WB = 6,035 ; B = 3,330)  
Largeur : 2,55 m

**Vue en plan de la solution projetée**  
**Test de giration avec un bus non articulé**  
*Ech : 1/250*

|                |                                                   |               |                  |           |          |                                                                                       |  |
|----------------|---------------------------------------------------|---------------|------------------|-----------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Indice :       | Réhabilitation de l'OA 0119 à Compiègne           |               |                  |           |          | Maîtrise d'ouvrage :                                                                  |  |
|                | 0                                                 |               |                  |           |          |  |  |
| Date :         | Avant-Projet                                      |               |                  |           |          | Maîtrise d'œuvre :                                                                    |  |
|                | Essai de giration d'un bus non articulé - 20 km/h |               |                  |           |          |  |  |
| N° d'affaire : | Dessiné par :                                     | Vérifié par : | Niveau d'étude : | Echelle : | Format : | Plan n°:                                                                              |  |
| 24-ACO-230     | D.R.                                              | D.P.          | AVP              | 1/250     | A3       | 17                                                                                    |  |



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**5 - Plan vélo - Réalisation d'une piste cyclable  
bidirectionnelle à Compiègne sur le pont SNCF rue de Noyon  
- Signature d'une convention SNCF-Réseau pour une  
prestation "étude de mission de sécurité ferroviaire"**

Date de convocation : 16 mai 2025 L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard HELLAL, le le Bureau communautaire

Date d'affichage de la  
convocation :  
16 mai 2025

**Etaient présents :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART, Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEBOEUF, Benjamin OURY, Jean-Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS, Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT, Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET, Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD, Arielle FRANÇOIS

**Ont donné pouvoir :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEBOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY

Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

**Étaient absents excusés :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants

présents ou ayant donné  
pouvoir :  
24

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

**Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et Financements extérieurs

## **TRANSPORTS, MOBILITE ET GESTION DES VOIRIES**

### **5 - Plan vélo - Réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle à Compiègne sur le pont SNCF rue de Noyon - Signature d'une convention SNCF-Réseau pour une prestation "étude de mission de sécurité ferroviaire"**

Par délibération du Conseil d'Agglomération du 6 mars 2025 portant sur l'adoption du programme 2025 et 2026 du plan vélo, la liaison assurant la connexion entre les deux principales communes de l'Agglomération, à savoir la création d'une piste cyclable sur la rue de Noyon (RD932) via l'ouvrage SNCF à Compiègne, a été retenue pour une réalisation à l'été 2025.

Ces travaux d'un montant estimé à 430 000 € TTC comportent notamment :

- l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle,
- la mise en place de nouveaux garde-corps sur l'ouvrage SNCF d'une hauteur de 1,20 m,
- la mise en place d'un nouveau dispositif de retenue (glissière en béton armé),
- la création de dispositifs de soutènements,
- la signalisation horizontale et verticale adaptée.

À ce titre, SNCF-Réseau doit au préalable étudier la compatibilité des travaux envisagés avec la sécurité du réseau. C'est pourquoi, il est nécessaire d'établir une convention de prestation « étude de mission de sécurité ferroviaire » avec SNCF-Réseau.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur LEDAY,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du 6 mars 2025 relative à la programmation 2025-2026 des opérations du plan vélo de l'ARC,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

A reçu un avis favorable en Commission Transports - Mobilité et Gestion des Voiries du 24/04/2025

Et après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de prestation « étude de mission de sécurité ferroviaire » avec SNCF-Réseau, jointe en annexe,

**PRÉCISE** que la dépense sera inscrite au programme du plan vélo de l'ARC – Ligne 1004 du Budget Principal.

ADOPTE à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise



**AMENAGEMENT SUR L'OA 119**  
**PONT-ROUTE sis Rue de Noyon**  
**COMPIEGNE (60)**

**Ligne n° 242 000 de Creil à Jeumont - Pk 082+170**

**MOA : Agglomération de la Région de Compiègne**

**CONVENTION DE PRESTATION ETUDE**  
**DE MISSION DE SECURITE FERROVIAIRE**

**Entre**

**SNCF Réseau**, société anonyme au capital de 621.773.700 euros, ayant son siège social 15-17 rue Jean-Philippe Rameau à Saint Denis (93200), immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 412 280 737, représentée par Madame Sophie LACOMBE, en qualité de Responsable de la Cellule MSF au sein de la Direction Déléguée Territoriale de l'Ile de France, dûment habilitée aux fins de la présente convention,

d'une part,

**Et**

**L'AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE (ARC)**, dont le siège social est situé Place de l'Hôtel de Ville à Compiègne (60200), identifié au Registre du commerce et des sociétés de Compiègne sous le n° 200 067 965, représentée par Monsieur Philippe MARINI, en sa qualité de Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne, dûment habilité aux fins de la présente convention,

d'autre part,

**PREAMBULE**

L'article R554-26 du Code de l'environnement classe le Réseau Ferré National (RFN) en ouvrage sensible. Par conséquent, tout aménageur ou propriétaire désirant construire ou aménager à proximité des voies ferrées (jusqu'à 300m en cas d'utilisation d'engins explosifs) doit s'entourer d'un maître d'ouvrage délégué et/ou d'un maître d'oeuvre compétent pour réaliser une opération à proximité du chemin de fer. Le MOAD ou MOE doit donc intégrer les référentiels SNCF et identifier les interfaces entre le projet d'aménagement et le domaine public ferroviaire.

A ce titre, SNCF Réseau, en sa qualité de Gestionnaire d'Infrastructures pour le compte de l'Etat et conformément aux articles L 2111-9 et suivants du Code des Transports s'assurera que les travaux envisagés à proximité, au-dessus ou au-dessous du Réseau Ferré National n'impactent pas les installations, ouvrages et circulations ferroviaires ou si tel devait être le cas, vérifiera que les préconisations ferroviaires ont bien été intégrées dans le dossier de conception de la MOA Tiers et l'accompagnera sur la programmation de mesures adéquates et dispositifs de sécurité à mettre en place sur les circulations ferroviaires (Interruption des Circulations, Coupures Caténaires, Limitation de Vitesse, mise à disposition de personnel SNCF, ...) si nécessaire.

SNCF Réseau est seule habilitée à pouvoir fournir cette prestation dénommée Mission de Sécurité Ferroviaire (MSF), objet de la présente convention et se trouve ainsi en situation de monopole. Cette convention n'est donc soumise aux obligations de publicité et de mise en concurrence préalable et un marché concurrentiel n'est pas nécessaire.

En aucun cas, dans ce cadre SNCF Réseau ne saurait être engagée de quelque manière que ce soit sur ces opérations non ferroviaires ni sur la conception de l'opération, ni sur le planning opérationnel.

Les coûts et dépenses résultant de ces vérifications et mesures que SNCF Réseau doit ainsi mettre en œuvre sont directement imputables à l'opération précitée.

Les parties se sont donc rapprochées pour convenir des modalités techniques et financières du traitement de ces interfaces entre l'opération réalisée et les ouvrages, installations et circulations du Réseau Ferré National durant la phase étude de l'opération.

## **Cahier des Conditions Particulières**

Applicables aux contrats de prestations ponctuelles

### **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **1. OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités financières et techniques d'une prestation étude de Mission de Sécurité Ferroviaire (MSF), portant sur les travaux d'aménagement de surface relatifs à la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur le Pont-Route sis rue de Noyon à Compiègne.  
Ces travaux sont en interface avec les voies ferrées de la Ligne n° 242 000 reliant Creil à Jeumont au PK 082+170.

Cette opération est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) désignée ci-dessous par « MOA ARC ».

Cette prestation consiste à vérifier uniquement la prise en compte du risque ferroviaire dans la conception du projet afin que les travaux envisagés n'aient pas de conséquences non gérées sur les circulations et installations ferroviaires.

La sécurité ferroviaire sera évaluée par rapport aux principaux (liste non exhaustive) textes réglementaires ferroviaires suivants :

- IG94589 « Directives de Sécurité Ferroviaire »
- IG90033 « Règles de Conception, Réalisation et Contrôle concernant les ouvrages provisoires et opérations de construction dans le RFN ou à proximité »
- MT3003 dès lors de réalisation de fouilles (tranchées, fondations, ouvrages d'assainissement) a proximité ou sous les voies susceptibles d'occasionner leurs déstabilisations en affectant leurs assises et/ou le profil de ballast
- IN0116 « bases de la sécurité ferroviaire »
- IG91884 V2 « Petits ouvrages neufs sous et à proximité des voies réalisés sans tranchée ouverte »
- MT40200 « Valeurs de seuils de nivellement »
- IN1226 « Prescriptions techniques relatives à l'utilisation d'engins puissants à proximité des voies »

Il est donc ici rappelé que la MOA de l'opération dispose de toutes les autorisations administratives (Permis de Démolir, Permis de construire, Certificats d'Urbanisme, plans locaux d'urbanisme, prévention des risques naturels et raccordement aux réseaux, etc.). La SA SNCF Réseau se dégage de toute responsabilité si la MOA de cette opération ne dispose pas de ces documents.

#### **2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents suivants constituent la présente convention :

A. La présente convention dénommée « Clauses et Conditions Particulières » (CCP) précise les conditions particulières relatives à la fourniture de la prestation ponctuelle définie aux articles ci-après.

B. Les Conditions Générales de Vente (CGV) annexées à la présente convention.

L'ordre de priorité d'application de ces deux documents est le suivant (ordre de priorité décroissant) :

- CCP,
- CGV.

Les bons de commandes qui seront, les cas échéant, émis par la MOA ARC et acceptés par SNCF Réseau auront dans tous les cas une force contractuelle inférieure à ces deux documents qui prévaudront en cas de contradiction.

## **Cahier des Conditions Particulières**

Applicables aux contrats de prestations ponctuelles

### **3. PRESTATION SNCF RESEAU**

D'une manière générale, la MOA ARC s'engage à fournir en temps utile et gratuitement à SNCF Réseau toute la documentation et toutes les informations nécessaires pour le bon déroulement des prestations détaillées ci-après.

#### **3.1 - Fourniture d'un Dossier de Conception Spécifique (DCS) par la MOA ARC**

Afin que SNCF Réseau puisse vérifier l'intégrité de ses ouvrages, équipements et circulations ferroviaires par rapport à cette opération située au-dessus des voies ferrées du Réseau Ferré National, la MOA ARC s'engage à fournir un Dossier de Conception Spécifique (DCS) complet correspondant strictement au contenu défini dans l'annexe 2 des Directives de Sécurité Ferroviaires (DSF - IG 94589).

Ce Référentiel Ferroviaire a été fourni à la MOA ARC le 31/01/2025 ainsi que la Fiche N°1 de Traitement des opérations Tiers par SNCF Réseau fixant les différentes étapes et délais associés.

Par ailleurs, la MOA ARC s'engage à informer SNCF Réseau de toutes modifications apportées à ses méthodologies présentées et le cas échéant, prendra en charge les incidences financières de ces modifications si celles-ci nécessitent que SNCF Réseau procède à de nouvelles vérifications ou mesures complémentaires.

D'une manière générale, la MOA ARC reste responsable de la complétude des documents adressés et du planning correspondant.

#### **3.2 - Fourniture d'un Planning des Capacités Ferroviaires par la MOA ARC**

Selon l'analyse des risques ferroviaires vis-à-vis de l'exploitation ferroviaire exprimée dans la NSF, la MOA ARC doit identifier et planifier les besoins en mesures de sécurité ferroviaire (Interruption temporaire de circulation, Coupures Caténaires, Limitation Temporaire de Vitesse, travaux sous annonces avec Circulations ferroviaires) appelées dans ce document « capacités ferroviaires ».

Ce processus de réservation capacitaire est très complexe et fait intervenir de nombreux acteurs et entités du Groupe SNCF. Afin de simplifier les démarches, il est convenu ci-dessous que la Cellule MSF accompagnera la MOA ARC au cours de ce processus sur la base néanmoins d'une expression de besoins et/ou d'un planning prévisionnel élaboré et fourni par cette dernière.

Cette expression de besoins et/ou planning prévisionnel peuvent être amenés à évoluer selon les analyses produites par la Direction des Etudes IDF de SNCF Réseau et des possibilités capacitaires que SNCF Réseau dispose.

#### **3.3 - Données d'Acquisition pour la MOA ARC**

Pour permettre à la MOA de prendre en compte les ouvrages et installations de SNCF Réseau et établir les plans topographiques et autres données nécessaires à la constitution du DCS, il est convenu ce qui suit :

##### **3.3.1 - Fournitures de documents**

Les plans des infrastructures ferroviaires (installations caténaires, ouvrages ferroviaires, Pont-Route, etc. ...) peuvent être demandés auprès du Guichet Archives de la Direction des Etudes IDF de SNCF Réseau en adressant cette requête, dans un premier temps, par mail auprès de M. Hervé Antonioli : [herve.antonioli@reseau.sncf.fr](mailto:herve.antonioli@reseau.sncf.fr)  
Il est précisé que SNCF Réseau ne fournira que les archives disponibles sachant qu'elles peuvent être incomplètes et/ou ni mises à jour.

## **Cahier des Conditions Particulières**

### **Applicables aux contrats de prestations ponctuelles**

#### **3.3.2 - Plans topographiques et Sondages / Prestation d'accompagnement dans les emprises ferroviaires**

Sur demande de la MOA ARC en adressant un mail à M. Hervé Antonioli, SNCF Réseau fournira les plans topographiques des voies ferrées uniquement dans le cas où ces derniers sont à jour.

Dans le cas contraire, il appartiendra à la MOA ARC d'obtenir ces données d'entrées indispensables et de mandater un géomètre expert pour réaliser ces levés topographiques. A cet effet, il est ici rappelé que l'accès dans les emprises du Domaine Public Ferroviaire est strictement interdit à toute personne ne possédant pas les habilitations ferroviaires délivrées par SNCF Réseau. Un accompagnement doit donc être organisé par un représentant de l'Infrapôle SNCF Réseau Paris Nord à cet effet.

Cette prestation d'accompagnement n'inclut aucun conseil technique sauf conseils ou prescriptions en matière de sécurité de la part des agents SNCF Réseau. Elle doit être demandée au moins 4 mois avant la date envisagée et sa programmation sera organisée selon les délais affichés de SNCF Réseau et selon la complexité des dispositifs d'encadrement à mettre en place. Elle fera l'objet d'une contractualisation payante avec l'Infrapôle Paris Nord.

Également et si la MOA ARC le juge nécessaire, un accompagnement pourra être requis afin de procéder à des études de sol où toutes autres données utiles situées dans les emprises ferroviaires.

#### **3.4 - Prestation par SNCF Réseau**

A réception du DCS avec les Infrastructures Ferroviaires (DCS repris au point 3.1 ci-dessus) complet et exploitable, SNCF Réseau fournira les prestations ci-dessous :

##### **3.4.1 - Prestation de la Direction de la Modernisation et du Développement – Cellule MSF**

- A. Identification des Interfaces en première analyse pour nécessité d'une prestation
- B. Contractualisation et gestion de la convention
- C. Accompagnement de la MOA/MOE Tiers dans le processus Mission Sécurité Ferroviaire (compréhension des procédures, des référentiels SNCF et aide à la production des documents attendus)
- D. Fourniture du canevas NSF comprenant les annexes à fournir
- E. Réception et vérification de la complétude du DCS
- F. Toutes formes de coordination entre la MOA/MOE Tiers et les contributeurs de SNCF Réseau
- G. Pilotage et suivi de la prestation étude par les pôles Etudes
- H. Organisation et pilotage des réunions en présence des différents acteurs
- I. Accompagnement de la MOA/MOE Tiers pour la planification des demandes capacitaires (ITC, CC, LTV, Annonces, etc.) et ressources SNCF Réseau associées par rapport aux avis délivrés par le pôle Etudes

##### **3.4.2 - Prestation réalisée par la Direction des Etudes Ile-de-France**

- A. Recherche d'information sur l'environnement ferroviaire :
  - a. Fourniture des données ARMEN
  - b. Recherche des OT sensibles
  - c. Recherche des OA
- B. Analyse technique du DCS (incluant 2 allers-retours jusqu'à avis favorable) :
  - a. Identification uniquement des besoins en travaux connexes (adaptation du RFN au projet Tiers)
  - b. Etude de la complétude du DCS au regard de l'annexe 2 de l'IG94589
  - c. Sur la base d'un DCS recevable, rédaction d'une analyse technique (AT) liée exclusivement au contenu de l'IG94589 (Interface des travaux avec le RFN sans modification de ce dernier) comprenant :
    - Les recommandations éventuelles sur les compétences du MOE et l'organisation des contrôles
    - Des avis sur la conformité des documents aux textes mentionnés dans l'IG94589
    - Des avis sur le classement des ouvrages et opérations de 1ère catégorie au sens de l'IG90033
    - Des avis sur l'analyse de risque, les méthodologies et mesures conservatoires proposées
    - Le détail des mesures minimales à appliquer
    - La liste des opérations qui nécessitent des mesures de sécurité ferroviaire (ITC, LTV, CC...) en concertation avec l'Infrapôle Paris Nord
    - L'identification des besoins en (ITC, LTV, CC...) en concertation avec l'Infrapôle Paris Nord



## Cahier des Conditions Particulières

### Applicables aux contrats de prestations ponctuelles

C. Initialisation du canevas NSF en concertation avec l'Infrapôle Paris Nord

D. Avis technique sur la NSF produite par la MOA ARC

- a. Vérification de la cohérence entre la NSF et le DCS.
- b. Vérification de la prise en compte des prescriptions techniques et des préconisations faites antérieurement.

E. Participation aux réunions (2 maximum)

#### **3.4.3 - Prestation de l'Infrapôle Paris Nord**

A. Accompagnement pour la planification et mise en œuvre des demandes capacitaires et réservation des ressources en personnel SNCF Réseau.

- a) Les besoins capacitaires (plages travaux) demandés qu'ils soient inscrits ou non dans le programme général des travaux de SNCF Réseau par la MOA Tiers ne sont pas soumis pour SNCF Réseau à un engagement de résultat **mais à un engagement de moyen exclusivement**. En effet, l'obtention d'une capacité ne peut être garantie.

La MOA ARC reconnaît ici avoir expressément connaissance de cet engagement de moyen et également qu'il **n'existe ni de durée ni de coût standard pour une prestation de dispositif de sécurité** (ITC, CC, LTV) par SNCF Réseau. A ce titre, SNCF Réseau n'est soumis à aucun engagement de résultat quant à la durée des ITC qui seront accordées aux entreprises. Ces prestations, tant sur leurs durées que sur leurs coûts dépendent du nombre de chantiers, du nombre de voies concernées, du linéaire concerné, de la nécessité de consignation caténaire, de la densité du trafic ferroviaire par les entreprises ferroviaires.

- b) La mise à disposition du personnel SNCF Réseau assurant les dispositifs de sécurité nécessitent d'être programmée et intégrées dans la Commande de Production des Unités de l'Infrapôle concerné selon les délais affichés par SNCF Réseau. SNCF Réseau n'est soumis à aucun engagement de résultat quant à l'affectation du personnel SNCF Réseau.

La MOA ARC reconnaît ici avoir expressément connaissance de cet engagement de moyen uniquement.

D'autre part, les demandes capacitaires qui auront fait l'objet d'une proposition durant le processus d'instruction de la présente prestation seront notifiées par mail à la MOA ARC par la Cellule MSF et/ou par l'Infrapôle Paris Nord. Cette proposition ne pourra avoir le statut validé que sous réserve de la mise à disposition du personnel SNCF Réseau associé et confirmée par une notification par mail par la Cellule MSF et/ou par l'Infrapôle Paris Nord auprès de la MOA ARC.

En cas de refus des dates demandées par la MOA ARC, SNCF Réseau représenté par l'Infrapôle Paris Nord proposera de nouvelles dates.

Également, certaines réservations capacitaires pourront peut-être nécessiter la mise en place de substitutions par voie routière. Dans ce cas, cette proposition sera soumise à accord de la MOA ARC et à ses frais exclusifs.

B. Participation aux réunions concernant cet item

C. Participation à l'élaboration et vérification du contenu de la NSF

#### **3.4.4 - Limites de la prestation par SNCF Réseau**

Sont exclues, les prestations suivantes :

- A. La définition exacte des travaux connexes nécessaires à cette opération et de spécialité SNCF Réseau (MOA et MOE) ; c'est-à-dire les travaux de modification des installations ferroviaires si nécessaire à l'opération de la MOA. Ces derniers sont obligatoirement réalisés sous MOA Réseau et sous financement de la MOA ARC.
- B. L'organisation et les prestations études pour les travaux dits connexes
- C. Toutes formes de missions de Maitrise d'œuvre ou de Maitrise d'Ouvrage, d'assistance à la Maitrise d'Ouvrage ou à la Maitrise d'œuvre portant sur la définition ou la conception du projet ou des travaux
- D. Les renseignements sur les réseaux et servitudes SNCF Réseau et autres, pouvant être impactés par les travaux
- E. L'analyse des documents d'exécutions qui pourra faire l'objet d'une contractualisation particulière
- F. Les aspects fonciers éventuels liés à ce projet
- G. Toutes formes de prestations études (calculs, contre calculs, vérification de notes d'hypothèses, VISA,

## Cahier des Conditions Particulières

### Applicables aux contrats de prestations ponctuelles

vérification de plans de coffrages, ferrallages, assemblages, soudages...)

- H. Toutes formes de coactivité
- I. La réalisation des contrôles extérieurs ou externes
- J. L'organisation de la Sécurité du Personnel de la MOA ARC
- K. La prestation d'accompagnement spécifique liée à la mise en œuvre des préconisations définies lors de la phase conception qui fera l'objet d'une autre convention rémunérée dénommée « convention Prestation de MSF en phase travaux ». Il sera requis l'intervention de l'Infrapôle Paris Nord pour la mise en œuvre des dispositifs de sécurité vis-à-vis de l'infrastructure et des circulations ferroviaires (ITC, CC, RAL) nécessaires aux travaux de la MOA ARC et identifiés dans la NSF. Les travaux ne pourront commencer qu'après la signature de cette convention travaux et l'obtention des autorisations administratives correspondantes.

#### 3.4.5 - Livrables

Les livrables (Analyse Technique, Fiches d'Observations, NSF) seront remis par diffusion électronique sous format PDF (mail) à la MOA ARC et/ou au représentant désigné par cette dernière.

La MOA ARC sera alors tenue de respecter ces observations et prescriptions émises et s'engagera à les faire respecter par sa maîtrise d'œuvre et l'ensemble de ses entreprises.

Ces avis émis par SNCF Réseau ne sont pas consultatifs. Leurs bonnes prises en compte constituent un point d'arrêt pour la poursuite de l'opération par la MOA ARC pour les travaux en interface avec le Réseau Ferré National.

## 4. DELAIS

La prestation désignée à l'article 3.4 ci-dessus commencera, sous réserve de la signature de la présente convention et de la réception du DCS complet et exploitable produit par la MOA ARC pour s'achever dès validation de la NSF produite et visée par la Maîtrise d'Ouvrage, sa MOE Tiers et les entreprises.

Ces 2 éléments sont additionnels pour permettre l'instruction de la prestation reprise à l'article 3.4 ci-dessus.

Il est ici précisé que :

- L'envoi du DCS sans la convention signée et la commande associée ne démarre pas la prestation décrite à l'article 3.4 ;
- L'envoi d'un DCS incomplet ne peut permettre le démarrage de la prestation décrite à l'article 3.4 ;
- Pour le retour de la première Analyse Technique (AT) sur le DCS, le délai est de quatre (4) mois maximum ; Ce délai pourra être porté à six (6) mois si l'intervention de la Direction Générale Industrielle et Ingénierie (DGII) devrait être requise pour cette opération. Dans ce cas, un avenant contractuel sera proposé à la MOA ARC afin de prendre en charge le coût financier de cette étude complémentaire ;
- Pour les avis successifs jusqu'à la fourniture de l'avis favorable sur l'Analyse Technique, le délai est de deux (2) mois maximum à condition que les éléments complémentaires demandés par SNCF Réseau à la MOA ARC soient transmis dans un délai inférieur à trois (3) mois ; dans le cas contraire le délai de deux (2) mois sera porté à trois (3) mois ;
- Le canevas de la Notice de Sécurité Ferroviaire (NSF) sera fourni dès avis favorable sur l'Analyse Technique (AT) du DCS ;
- Pour les avis successifs jusqu'à l'avis favorable sur la NSF, le délai est de deux (2) mois maximum à condition que les éléments complémentaires demandés par SNCF Réseau à la MOA ARC soient transmis dans un délai inférieur à trois (3) mois ; dans le cas contraire le délai de deux (2) mois sera porté à trois (3) mois ;
- Les délais de quatre (4), trois (3) et deux (2) mois ci-dessus sont susceptibles d'être augmentés d'un (1) mois si les mois de juillet, août et décembre sont compris dans les délais d'instruction du DCS, des avis successifs et de la NSF ;

Il est ici rappelé que ces délais de production par SNCF Réseau doivent donc être pris en compte dans le planning d'opération de la MOA ARC et doivent être augmentés des délais de production des documents attendus par SNCF Réseau. En aucun cas et d'aucune manière, SNCF Réseau ne saurait être engagée sur le planning opérationnel de l'opération sous MOA ARC.

En cas de modifications des études et méthodologies du fait de la MOA ARC, les délais de production seront identiques et l'instruction de l'avis modificatif commencera dès réception des nouveaux documents et de la régularisation de l'avenant contractuel à la présente convention.

## 5. MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DE LA PRESTATION

Les modifications ou annulations des prestations seront dans ce cas transmises aux entités concernées aux coordonnées suivantes ci-dessous.

Il est ici précisé que :

- Toute prestation déjà instruite par SNCF Réseau sera facturée ;
- Sans la réception par SNCF Réseau des éléments demandés aux articles 3.1 et 3.2 ci-dessus dans un délai maximum de 12 mois à compter de la signature de la présente convention, cette dernière sera réputée nulle et cela malgré le règlement des factures reprises à l'article 7 ci-dessous.

|                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| En cas de demande par SNCF RESEAU | A l'attention de M. Florent SOCHA<br>Par courriel à : <a href="mailto:florent.socha@agglo-compiegne.fr">florent.socha@agglo-compiegne.fr</a><br>Avec copie à M. Amaury GUERRAND<br>Par courriel à : <a href="mailto:amaury.guerrand@agglo-compiegne.fr">amaury.guerrand@agglo-compiegne.fr</a> |
| En cas de demande par La MOA ARC  | A l'attention de Mme Sophie LACOMBE<br>Par courriel à : <a href="mailto:sophie.lacombe@reseau.sncf.fr">sophie.lacombe@reseau.sncf.fr</a><br>Avec copie à M. Hervé ANTONIOLLI<br>Par courriel à : <a href="mailto:herve.antoniolli@reseau.sncf.fr">herve.antoniolli@reseau.sncf.fr</a>          |

## 6. DISPOSITIONS FINANCIERES

Il est convenu que cette opération ne devant entraîner aucune dépense spécifique pour SNCF Réseau, la totalité des dépenses liées aux prestations de SNCF Réseau détaillées à l'article 3.4 ci-dessus sont à la charge exclusive de la MOA ARC.

Les dépenses relatives aux prestations de SNCF Réseau sont évaluées à 11 930 € Hors Taxes (Onze Mille Neuf-Cent-Trente euros hors taxes) et sont décomposés comme suit :

| Moyen mis en œuvre                                                    | Prix (€ HT) |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------|
| Prestation assurée par la Direction des Etudes IDF (paragraphe 3.4.2) | 5 902 €     |
| Prestation assurée par Infrapôle Paris Nord (paragraphe 3.4.3)        | 1 157 €     |
| Prestation assurée par DMD – Cellule MSF (paragraphe 3.4.1)           | 4 871 €     |
| Montant total HT                                                      | 11 930 €    |

## 7. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des factures doit intervenir suivant les règles définies dans les CGV, annexées à la présente convention. Par dérogation à l'article 10.6 des CGV, il est convenu qu'une facture représentant 100 % du montant repris à l'article 6 ci-dessus sera émise à la signature de la présente convention.

Le mandatement devra être porté à la connaissance du responsable de la « Direction Financière Et Trésorerie – Unité Crédit Management » – 15-17 rue Jean Philippe RAMEAU – 93210 SAINT DENIS.

Le signataire se libérera des sommes dues au titre du présent contrat en faisant porter leurs montants au crédit du compte-chèques n° 30003-03630-00020071862 Clé 87 LA SOCIETE GENERALE.

Le comptable assignataire est le responsable de la « Direction Financière Et Trésorerie – Unité Crédit Management ».

## **Cahier des Conditions Particulières**

Applicables aux contrats de prestations ponctuelles

### **8. FACTURATION**

La facture sera adressée à :

Agglomération de la Région de Compiègne  
Direction Transports, Mobilité  
Bureau 211, 2<sup>ème</sup> étage  
Place de l'Hôtel de Ville  
60200 COMPIEGNE

Processus de facturation :

La facture sera à envoyer via Chorus sur le SIRET 200 067 965 00018.

### **9. REPRESENTANTS DES PARTIES**

#### **9.1 - Pour SNCF Réseau**

Pour la gestion générale de la convention, l'interlocutrice est :

Madame Sophie LACOMBE  
Responsable de la Cellule MSF  
DIRECTION GENERALE ILE DE FRANCE  
Direction de la Modernisation et du Développement  
Direction Déléguée Territoriale IDF  
Campus Rimbaud  
10, rue Camille Moke - 93212 La Plaine Saint Denis Cedex  
Courriel : [sophie.lacombe@reseau.sncf.fr](mailto:sophie.lacombe@reseau.sncf.fr)

Elle sera représentée, pour la présente convention par :

Monsieur Hervé ANTONIOLLI  
DIRECTION GENERALE ILE DE FRANCE  
Direction de la Modernisation et du Développement  
Direction Déléguée Territoriale IDF  
Cellule MSF  
Campus Rimbaud  
10, rue Camille Moke - 93212 La Plaine Saint Denis Cedex  
Courriel : [herve.antoniolli@reseau.sncf.fr](mailto:herve.antoniolli@reseau.sncf.fr)

#### **9.2 - Pour la MOA ARC**

Pour la gestion générale de la convention, l'interlocuteur est :

GUERRAND, Amaury  
Chargé de Projet Mobilité Durable, Direction Transports, Mobilité de l'ARC  
Place de l'Hôtel de Ville - 60200 COMPIEGNE  
03 44 86 76 87 / 06 22 83 42 20  
Courriel : [amaury.guerrand@agglo-compiegne.fr](mailto:amaury.guerrand@agglo-compiegne.fr)

Il sera représenté, pour tout ce qui concerne la réalisation des prestations par :

SOCHA, Florent  
Ingénieur VRD, Adjoint Directeur de l'Ingénierie, Bureau d'Études de l'ARC  
Petite Chancellerie, 4 Rue de la Sous-Préfecture - 60200 COMPIEGNE  
03 44 85 54 25 / 07 88 53 45 83  
Courriel : [florent.socha@agglo-compiegne.fr](mailto:florent.socha@agglo-compiegne.fr)



## Cahier des Conditions Particulières

Applicables aux contrats de prestations ponctuelles

### 10. ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les deux parties.

Elle prendra fin à la date de remise de l'avis technique favorable sur la NSF produite par la MOA ARC et jusqu'au règlement de l'intégralité des sommes dues.

Par la signature du présent document, la MOA ARC reconnaît :

- avoir pris connaissance et accepté les termes du présent document ;
- avoir pris connaissance et accepté les termes des CGV applicables aux prestations réalisées par SNCF Réseau.

Fait en deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties.

**Le représentant de SNCF Réseau <sup>(1)</sup>**

**Le représentant de la MOA ARC <sup>(1)</sup>**

Date

Nom

Madame Sophie LACOMBE  
Responsable de la Cellule MSF

Monsieur Philippe MARINI  
Président de l'Agglomération de la Région de  
Compiègne

Signature

Tampon de la  
Société



|                                                                                     |              |                    |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------------|-----------|
|  |              |                    |           |
| SOCIETE GENERALE                                                                    |              |                    |           |
| RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE                                                          |              |                    |           |
| TITULAIRE DU COMPTE                                                                 |              |                    |           |
| <b>SNCF RESEAU RECETTES 4</b>                                                       |              |                    |           |
| <b>15-17 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU</b>                                               |              |                    |           |
| <b>93418 ST DENIS LA PLAINE</b>                                                     |              |                    |           |
| DOMICILIATION : PARIS CHATELET ENTREPRISE<br>(03630)                                |              |                    |           |
| Banque                                                                              | Guichet      | N° de compte       | Clé RIB   |
| <b>30003</b>                                                                        | <b>03630</b> | <b>00020071862</b> | <b>87</b> |
| Identification Internationale (IBAN)                                                |              |                    |           |
| <b>IBAN FR76 3000 3036 3000 0200 7186 287</b>                                       |              |                    |           |
| Identification internationale de la Banque (BIC)                                    |              |                    |           |
| <b>SOGEFRPP</b>                                                                     |              |                    |           |

1) Personnes habilitées à engager la responsabilité de leur entreprise

*Fin du contrat. Tout texte ci-dessous dans cette page est nul.*



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**6 - Plan vélo - Réalisation d'une voie verte le long de la  
RD13A dans la ZAC Jaux-Venette - Signature d'une  
convention de Maitrise d'Ouvrage avec le Conseil  
Départemental de l'Oise pour les travaux d'investissement à  
réaliser sur le domaine public routier départemental**

Date de convocation :  
16 mai 2025

L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est  
réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard  
HELLAL, le le Bureau communautaire

Date d'affichage de la  
convocation :  
16 mai 2025

**Étaient présents :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART,  
Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEOEUF, Benjamin OURY, Jean-  
Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS,  
Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT,  
Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET,  
Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD,  
Arielle FRANÇOIS

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

**Ont donné pouvoir :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY  
Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants  
présents ou ayant donné  
pouvoir :  
24

**Étaient absents excusés :**

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier  
LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

**Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine  
BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle  
Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude  
CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle  
Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et  
Financements extérieurs

## **TRANSPORTS, MOBILITE ET GESTION DES VOIRIES**

### **6 - Plan vélo - Réalisation d'une voie verte le long de la RD13A dans la ZAC Jaux-Venette - Signature d'une convention de Maitrise d'Ouvrage avec le Conseil Départemental de l'Oise pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental**

Par délibération du Conseil d'Agglomération du 6 mars 2025 portant sur l'adoption du programme 2025 et 2026 du plan vélo, la liaison assurant les connexions entre les pôles générateurs de déplacement de la commune, à savoir la création d'une voie verte sur la ZAC Jaux-Venette sud a été retenue pour une réalisation en septembre 2025.

Ces travaux d'un montant estimé à 271 000 € TTC comportent notamment :

- l'aménagement d'une voie verte le long de la RD 13A,
- la mise en place d'un séparateur provisoire sur l'ouvrage routier traversant la RD 1131,
- la signalisation horizontale et verticale adaptée.

À ce titre, il est nécessaire d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage délégué pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental hors agglomération avec le Conseil départemental.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Madame MUSELET,

Vu le code général des collectivités territoriales,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

A reçu un avis favorable en Commission Transports - Mobilité et Gestion des Voiries du 24/04/2025

Et après en avoir délibéré,

**S'ENGAGE** à respecter les règles et les normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite prescrites par la loi n° 2002-102 du 11 février 2005,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention générale de maîtrise d'ouvrage précitée et jointe en annexe.

ADOpte à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise

# **CONVENTION GENERALE DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT A REALISER SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL**

## **ENTRE D'UNE PART,**

Le département de l'Oise, représenté par sa Présidente en la personne de Madame Nadège LEFEBVRE, dûment habilité aux termes d'une délibération du 01 juillet 2021.

## **ET D'AUTRE PART,**

L'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) représentée par M. Philippe MARINI, dûment habilité(e) par délibération du Conseil d'agglomération en date du 22 mai 2025.

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1615-2, L2212-2 et L3221- 4,

**VU** le code de la voirie routière et notamment ses articles L.131-2 à L.131-7,

**VU** la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique modifiée,

**VU** le règlement de voirie départementale approuvé par arrêté du Président du Conseil départemental le 4 mars 2016,

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38,

**CONSIDERANT** la volonté de clarifier les rôles et les responsabilités du département et de l'ARC lorsque des travaux sont entrepris sur le domaine public routier départemental sur le territoire communal, ainsi que sur ses dépendances.

**CONSIDERANT** que l'attribution, par dérogation, du fonds de compensation pour la T.V.A. aux intercommunalités et leurs groupements maîtres d'ouvrage de travaux d'investissement, notamment d'aménagement de sécurité et de bordures-trottoirs-canalisation, réalisés dans ce cadre, est subordonnée à la passation d'une convention entre la collectivité maître d'ouvrage et le département propriétaire.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**



## ***TITRE 1<sup>ER</sup> – ECONOMIE GENERALE DE LA CONVENTION***

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente convention a pour objet de préciser les équipements à réaliser, le programme des travaux et les engagements financiers des parties conformément à l'article L1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les compétences de maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement intéressant les routes départementales, et les responsabilités qui en découlent, échoient partiellement tant au département qu'à l'ARC.

Par ailleurs, elle vise à régler les dispositions particulières d'occupation du domaine public départemental, pour les travaux définis à l'article 6, réalisés par l'ARC.

### **ARTICLE 2 – PRISE D'EFFET ET DUREE**

La présente convention prend effet à compter de sa notification aux parties, après signature par celles-ci et réception par le contrôle de légalité.

Elle prendra fin à la suppression de l'équipement ou à l'issue de toute modification substantielle ce qui dans ce dernier cas donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle convention.

### **ARTICLE 3 – MODIFICATION – RESILIATION – LITIGES**

La présente convention pourra être modifiée par avenant signé par les deux parties lorsque les évolutions juridiques ou réglementaires conduiraient à en contredire les dispositions.

Chacune des parties pourra demander la résiliation de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie. La résiliation ne prendra effet que trois mois après réception de cette lettre.

En cas de non-respect des obligations contractuelles qui incombent à l'ARC, le département pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception après une mise en demeure restée infructueuse pendant un mois et demander soit des adaptations soit une remise en l'état initial de la voie.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention et non susceptibles d'un accord amiable, seront portés devant le Tribunal Administratif d'AMIENS.

## ***TITRE II – CONDITIONS GENERALES DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT***

### **ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE**

#### 4-1 – GENERALITES

Conformément à l'article 2 de la loi n° 85-704 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, « le maître d'ouvrage est la personne morale pour laquelle l'ouvrage est construit. Responsable principal de l'ouvrage, il remplit une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre ».

En application des articles L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage consulte, directement ou via un prestataire dûment conventionné à cette fin, le guichet unique de l'institut national de l'environnement industriel et des risques au stade de l'élaboration du projet. Ainsi, avant réalisation de travaux pouvant nuire à l'intégrité des réseaux enterrés, le maître d'ouvrage se doit d'adresser aux exploitants des réseaux concernés une déclaration de travaux (DT). En réponse sous 9 jours et au plus tard sous 15 jours en cas de non dématérialisation, l'exploitant du réseau renvoie un récépissé.

Le maître d'ouvrage annexe le récépissé dans le dossier de consultation des entreprises. Si les travaux ne font pas l'objet d'un marché signé ou d'une commande dans les trois mois suivants la consultation du guichet unique, le maître d'ouvrage « *renouvelle sa déclaration sauf si le marché de travaux prévoit des mesures techniques et financières permettant de prendre en compte d'éventuels ouvrages supplémentaires ou modifications d'ouvrages, et si les éléments nouveaux dont le responsable de projet a connaissance ne remettent pas en cause le projet* » (article R. 554-22 V du code de l'environnement).

Le maître d'ouvrage peut être amené également à procéder à des investigations complémentaires, par un prestataire certifié, si l'incertitude sur la localisation de l'ouvrage est inférieure ou égal à 1,50m et à faire des visites sur site avec l'exploitant.

Enfin, le maître d'ouvrage procède ou fait procéder sous sa responsabilité et à ses frais à un marquage ou à un piquetage permettant pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de l'ouvrage.

#### 4-2 – MAITRISE D'OUVRAGE DU DEPARTEMENT

La Présidente du conseil départemental gère le domaine public routier du département.

En tant que de besoin, le département procède ou fait procéder à l'expertise de la chaussée et programme si nécessaire les travaux de rénovation et l'entretien de la voirie.

Le département est maître d'ouvrage des travaux ainsi programmés.

En cas de réalisation de travaux communautaires et si l'état de dégradation de la voirie le nécessite, la réfection de la couche de roulement ne sera engagée par le département qu'après un délai de 6 mois suivant la réalisation des travaux intercommunaux pour permettre le tassement des matériaux mis en place précédemment et éviter ainsi la remontée de fissures dans la couche supérieure.

#### **4-3 – MAITRISE D'OUVRAGE DE L'AGGLOMERATION**

Le département de l'Oise autorise L'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) à réaliser les travaux visés à l'article 6.

A ce titre, elle fait son affaire des procédures administratives préalables à la réalisation des travaux.

Durant les travaux et jusqu'à la remise en service de la route, l'ARC doit s'assurer en permanence de l'état de la chaussée et de sa capacité à permettre une circulation des piétons, des deux roues et des véhicules dans de bonnes conditions de sécurité.

Les caractéristiques techniques des aménagements seront conformes aux règles de l'Art et notamment aux normes, circulaires et recommandations existantes au moment de la réalisation des travaux.

Tous travaux non conformes devront faire l'objet de reprise en conformité aux frais de l'ARC.

Par ailleurs, si l'ARC fait le choix de mettre en œuvre des aménagements non compatibles avec les interventions en viabilité hivernale, elle devra assurer à ses frais le salage et le déneigement de la voie en agglomération (notamment les aménagements de type coussin berlinois).

De plus, le projet de l'ARC devra respecter les règles et normes en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et notamment la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et ses décrets d'application.

L'ARC devra s'assurer de l'état de la chaussée et de sa capacité à permettre une circulation des piétons et des véhicules dans de bonnes conditions de sécurité avant sa remise en service à l'issue des travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage.

#### **ARTICLE 5 – RESPONSABILITE**

Le département sera seul responsable de tous les dommages causés aux biens et aux personnes du fait du mauvais état de la chaussée, exceptés en cas de non-respect par l'ARC des obligations conclues dans le cadre de la présente convention ou en l'absence d'une signalisation adaptée.

De même, l'ARC sera seule responsable de tous les dommages causés aux biens et aux personnes du fait du mauvais état d'un équipement ou aménagement relevant de la maîtrise d'ouvrage communale.

L'ARC est informée que, le cas échéant, sa responsabilité pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager ou un tiers-riverain du domaine public du fait du non-respect par l'ARC des obligations découlant de la présente convention ou encore dans le cadre de l'exécution des travaux d'entretien prévus par la présente convention.

### **TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIERES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

#### **ARTICLE 6 – DEFINITION ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES TRAVAUX**

L'agglomération de la Région de Compiègne (ARC) s'engage à réaliser sur la route départementale n° 13A aux PR 1 +138 et PR 1 +703 à l'intérieur de des ZAC de Jaux et de Venette, les équipements suivants :

- *L'aménagement d'une voie verte le long de la RD 13A sur le piétonnier existant côté gauche dans le sens croissant des PR du PR 1 +138 au PR 1 +653.*
- *Réduction de voies : Entrée du giratoire « Boulanger » qui passe de 2 voies dans la configuration actuelle à 1 voie dans le projet pour sécuriser une traversée. Cette modification concerne la RD 13A du PR 1 +647 au PR 1 +703.*
- *Création de traversées piétonnes et cyclables : Une traversée de créée sur la RD 13A et elle est au PR 1 +653 ; Une deuxième traversée est créée et décalée sur la bretelle RD 1131B4 au PR 0 +16.*
- *Mise en place de séparateurs caoutchoucs sur l'ouvrage de la RD 13AG dans le sens croissant des PR du PR début +383 au PR début +457*
- *La signalisation horizontale et verticale adapté sur l'ensemble de l'aménagement*

(cf. plans de principe ci-joint)

#### **ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX**

- Le département de l'Oise autorise l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) à réaliser les travaux susvisés sur le domaine public départemental.

Conformément à l'article 4.3 de la présente convention, l'ARC assurera la maîtrise d'ouvrage desdits travaux.

- Pendant les travaux, la signalisation temporaire sera conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière – livre I – Huitième Partie « Signalisation Temporaire », approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992.

- L'ARC informera le département de l'Oise, au moins 15 jours à l'avance, de la date d'ouverture du chantier et de l'achèvement des travaux. Pendant sa réalisation, le maire sera entièrement responsable des dommages pouvant intervenir de ce fait.

- Le département de l'Oise, ou son représentant, se réserve le droit d'effectuer des contrôles sur la fourniture des matériaux, sur la mise en œuvre de ceux-ci pendant le déroulement du chantier, ainsi que sur la géométrie des ouvrages construits.

- A l'issue de ceux-ci, le département sera invité aux opérations préalables à la réception.



- Dans le cadre des garanties contractuelles (article 44 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux), et en cas de malfaçon, l'ARC restera engagée et fera son affaire des poursuites envers les entreprises concernées.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATIONS APORTEES AUX AMENAGEMENTS ET AUX EQUIPEMENTS**

Les modifications éventuelles envisagées par l'ARC devront être compatibles avec les objectifs de sécurité des différentes catégories d'utilisateurs de la route. En conséquence, elles devront être soumises au préalable à l'avis de Madame le Présidente du Conseil départemental.

Le département quant à lui pourra modifier à son initiative les aménagements réalisés dès lors que l'aménagement, la conservation du domaine public et l'intérêt des utilisateurs le justifieront sans que l'ARC ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## **ARTICLE 9 – PLAN DE RECOLEMENT**

A la fin des travaux et dans un délai de 3 mois (en application de l'article 56 du règlement de la voirie départementale), l'ARC remet obligatoirement au gestionnaire de la voie un plan de récolement des aménagements réalisés, sous format papier et informatique (type .dwg ou .dxf), accompagné du procès-verbal de réception des travaux. Passé ce délai, les travaux seront réputés conformes au projet validé par l'accord technique du gestionnaire de la voie.

Le dossier de récolement comprendra un plan ainsi que les notices des matériaux mis en œuvre et le résultat des contrôles effectués.

Le plan mentionnera la position des travaux dans l'ARC ainsi que celle des aménagements effectués. Dans le cas de tranchées réalisées, il sera précisé leurs dimensions, leur mode d'ouverture et de comblement ainsi que la nature des matériaux utilisés et leur épaisseur.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

L'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) assurera le financement des ouvrages précédemment cités.

Le montant prévisionnel des travaux est égal à **271 000 euros TTC** indépendamment des subventions qu'elle pourrait obtenir par ailleurs.

Elle assurera à ses frais l'entretien à titre permanent des aménagements ainsi que des différents équipements routiers correspondants.

Elle assurera également leur viabilité hivernale en cas de mauvais fonctionnement des engins de déneigement dû à leur configuration.

Si un mauvais entretien venait à être constaté et risquait de causer un dommage à l'utilisateur, la Présidente du Conseil départemental s'autorise, après mise en demeure, à se substituer au Président de l'ARC et à pourvoir d'urgence au défaut d'entretien aux frais et risques de ce dernier.

En cas d'extrême urgence, si un mauvais entretien principalement sur la chaussée, venait à être constaté, et risquerait de causer un dommage à l'utilisateur, la Présidente du Conseil départemental s'autorise, avant mise en demeure, à se substituer au Président de l'ARC, et à pourvoir d'urgence au défaut d'entretien aux frais et risques de ce dernier.

## **ARTICLE 11 – FCTVA**

La présente convention établie en deux exemplaires originaux et conformément à l'article L.1615-2 du code général des collectivités territoriales, permet de conférer aux dépenses ainsi réalisées sur le domaine public routier départemental le caractère de dépenses éligibles au FCTVA dès lors que les critères ci-après énumérés sont satisfaits :

- avoir été réalisées par une **personne bénéficiaire du FCTVA et compétente en matière de voirie**,
- se rapporter à des **travaux d'équipement**, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement,
- avoir été réalisées **sur le domaine public routier du département**,
- avoir été impérativement **précédées de la signature de la présente convention** entre le département, propriétaire de la voirie, et l'ARC qui prend en charge et réalise les travaux d'investissement, précisant :
  - le lieu,
  - les équipements à réaliser,
  - le programme technique des travaux,
  - les engagements financiers des parties.

**La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.**

FAIT A BEAUVAIS, le

FAIT A COMPIEGNE

le

Pour le département

Pour l'agglomération

Nadège LEFEBVRE  
Présidente du conseil départemental

Philippe MARINI  
Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne

Envoyé en préfecture le 26/05/2025

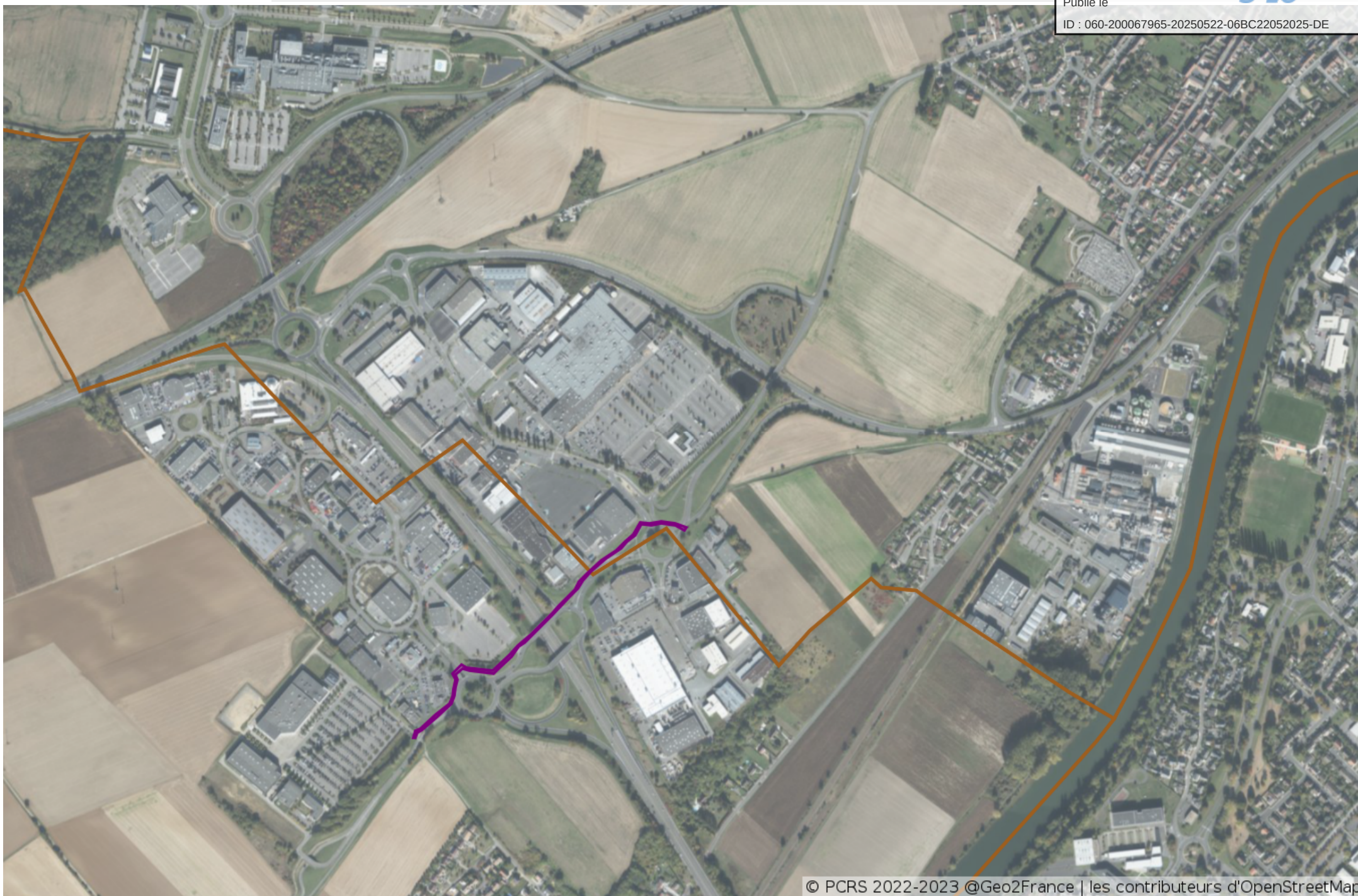
Reçu en préfecture le 26/05/2025

Publié le



ID : 060-200067965-20250522-06BC22052025-DE









# AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE

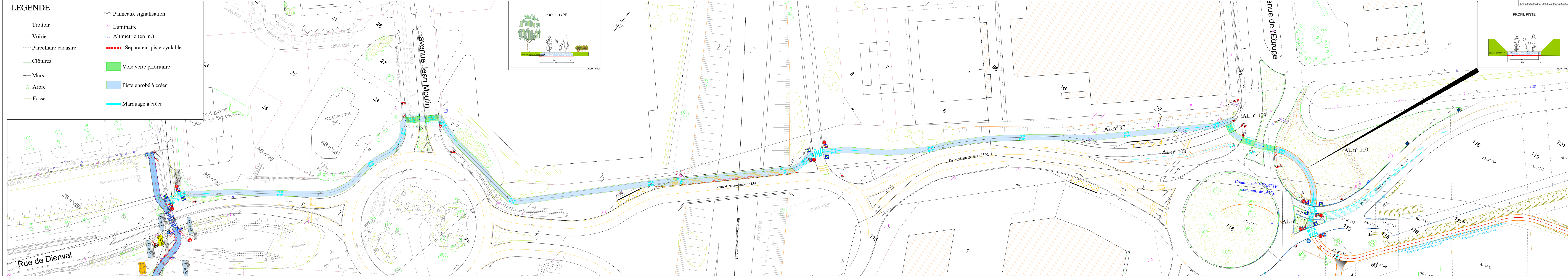
## PLAN VELO 2021/2026

### Liaison n°11 bis ZAC Camp du Roy - ZAC Jaux-Venette

|                 |            |         |
|-----------------|------------|---------|
| Echelle : 1/500 | 17/10/2024 | MM - CM |
|-----------------|------------|---------|

| Ind. | Date     | Modifications :                                    | Dessin. |
|------|----------|----------------------------------------------------|---------|
| 0    | 17/10/24 | Première Emission                                  | CM      |
| 1    | 28/01/25 | Modification traversée voie                        | CM      |
| 2    | 28/02/25 | Modification séparateur piste cyclable - pont RD13 | CM      |
| 3    | 24/04/25 | Ajout séparateur et pictos vélo                    | CM      |
|      |          |                                                    |         |
|      |          |                                                    |         |

PLAN D.A.O. Réf : 250129-Plan vélo 21-26-Liaison 11b-13 - avenue de l'Europe.dwg







**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**7 - COMPIEGNE - ZAC multisites des Musiciens et des  
Maréchaux - Convention avec GRDF relative à l'alimentation  
en gaz de la zone d'aménagement**

Date de convocation : 16 mai 2025 L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard HELLAL, le le Bureau communautaire

Date d'affichage de la convocation : 16 mai 2025 **Etaient présents :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART, Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEOEUF, Benjamin OURY, Jean-Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS, Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT, Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET, Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD, Arielle FRANÇOIS

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

**Ont donné pouvoir :**

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY  
Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

**Étaient absents excusés :**

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants  
présents ou ayant donné  
pouvoir :  
24

**Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et Financements extérieurs

## **AMENAGEMENT**

### **7 - COMPIEGNE - ZAC multisites des Musiciens et des Maréchaux - Convention avec GRDF relative à l'alimentation en gaz de la zone d'aménagement**

Dans le cadre de la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC multisites des Musiciens et des Maréchaux, il est proposé de conclure une convention avec GRDF relative à l'alimentation en gaz des logements neufs (collectifs et maisons individuelles) à la fois pour le quartier des Musiciens et pour le quartier des Maréchaux.

Il est à noter qu'au sein du quartier des Musiciens, il est prévu de raccorder les immeubles collectifs au réseau de chauffage urbain pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire.

Au travers de ces deux conventions (une par quartier), les engagements de GRDF sont les suivants :

- La réalisation des travaux d'amenée incluant :
  - les ouvrages en amont des Ouvrages Intérieurs de la zone d'aménagement et concourant à l'alimentation en gaz de cette zone (Réseau d'Amenée),
  - les éventuels renforcements du réseau de distribution existant et/ou l'extension du réseau à partir du réseau de distribution existant en polyéthylène (PE),
- La fourniture des tubes PE, les accessoires (prises, manchons, boules marqueurs...) destinés à être posés au titre des Ouvrages Intérieurs de la zone,
- La fourniture des éléments nécessaires aux branchements, coffrets, postes de livraisons et socles.

L'ARC s'engage à réaliser les travaux de terrassement liés aux Ouvrages intérieurs de la zone d'aménagement (y compris matériau meuble mis en fond de fouille et pose du grillage avertisseur de couleur jaune).

Aussi, les coûts afférents se répartissent ainsi :

- pour les Musiciens : le montant de ces travaux s'élève à 44 700 € HT : GRDF prend en charge 33 798 € HT ; l'ARC versera une participation financière à hauteur de 10 902.00 € HT,
- pour les Maréchaux : le montant de ces travaux s'élève à 50 164 € HT : GRDF prend en charge 28 666.20 € HT ; l'ARC versera une participation financière à hauteur de 21 497.80 € HT.

Les deux conventions sont ci-après annexées.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur OURY,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 23 du 14 décembre 2023 portant création de la ZAC multisites des Musiciens et des Maréchaux,

Vu les délibérations n° 37 et 38 du 11 avril 2024 portant approbation du programme des équipements publics et réalisation de la ZAC multisites des Musiciens et des Maréchaux,

Considérant qu'il convient d'assurer les amenées de réseaux de gaz au sein des deux ZAC des Musiciens et des Maréchaux,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

A reçu un avis favorable en Commission Aménagement - Equipement - Urbanisme du 28/04/2025

Et après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention relative à l'alimentation en gaz du quartier des Musiciens et la convention relative à l'alimentation en gaz du quartier des Maréchaux proposées par GRDF, ci-après annexées,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer les contrats afférents, et tout document relatif à cette affaire,

**PRÉCISE** que les dépenses seront inscrites au budget Aménagement, chapitre 011 et les recettes au budget Aménagement, chapitre 70.

ADOPTE à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise



Version  
24/04/2025

Délégation marché d'affaires  
GRDF NORD OUEST  
Référence affaire : 20241194688  
Référence SIROCCO : RE2-2500214

CA AGGLOMERATION DE LA REGION DE  
COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE  
PL DE L HOTEL DE VILLE  
60200 Compiègne

# Convention pour l'alimentation en gaz de la zone d'aménagement QUARTIERS DES MUSICIENS

entre

**GRDF**

et

**CA AGGLOMERATION DE LA REGION DE  
COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE**

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.

## Sommaire :

|                                                                                                                                       |                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <a href="#">Article 1. OBJET DE LA CONVENTION</a>                                                                                     | <a href="#">6</a>  |
| <a href="#">Article 2. DUREE DE LA CONVENTION</a>                                                                                     | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">Article 3. MODALITES DE COOPERATION DES PARTIES</a>                                                                       | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.1. Désignation d'interlocuteurs dédiés</a>                                                                              | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.1.1. Pour GRDF</a>                                                                                                      | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.1.2. Pour l'AMENAGEUR</a>                                                                                               | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.2. Suivi commercial de la CONVENTION</a>                                                                                | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.3. Accompagnement de la réflexion "Energie" de l'AMENAGEUR</a>                                                          | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.4. Informations sur la présence du réseau de distribution gaz</a>                                                       | <a href="#">8</a>  |
| <a href="#">3.5. Identification des acquéreurs de lots</a>                                                                            | <a href="#">8</a>  |
| <a href="#">3.6. Communication</a>                                                                                                    | <a href="#">9</a>  |
| <a href="#">3.7. Réalisation des travaux</a>                                                                                          | <a href="#">9</a>  |
| <a href="#">Article 4. MODALITES FINANCIERES</a>                                                                                      | <a href="#">9</a>  |
| <a href="#">4.1. Rentabilité de l'alimentation au gaz naturel</a>                                                                     | <a href="#">9</a>  |
| <a href="#">4.2. Conditions financières et modalités de mise en oeuvre</a>                                                            | <a href="#">10</a> |
| <a href="#">4.2.1. Principes de financement des travaux</a>                                                                           | <a href="#">10</a> |
| <a href="#">4.2.2. Investissements à la charge des Ayants droit</a>                                                                   | <a href="#">11</a> |
| <a href="#">4.2.3. Frais relatifs aux contrôles ponctuels ou continus à l'initiative de GRDF</a>                                      | <a href="#">11</a> |
| <a href="#">4.2.4. Participation financière pour les maisons individuelles</a>                                                        | <a href="#">12</a> |
| <a href="#">4.3. Modalités de paiement et de facturation</a>                                                                          | <a href="#">12</a> |
| <a href="#">4.3.1. Facturation et règlement de la participation financière de l'aménageur</a>                                         | <a href="#">12</a> |
| <a href="#">4.3.2. Remboursement des travaux de pose pris en charge par l'AMENAGEUR</a>                                               | <a href="#">13</a> |
| <a href="#">4.3.3. Facturation et règlement de la participation forfaitaire par lots individuels de GRDF</a>                          | <a href="#">13</a> |
| <a href="#">4.4. Pénalités de retard</a>                                                                                              | <a href="#">14</a> |
| <a href="#">4.5. Révisions des conditions financières</a>                                                                             | <a href="#">14</a> |
| <a href="#">Article 5. MODALITES TECHNIQUES DE REALISATION DES OUVRAGES</a>                                                           | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.1. Réalisation de l'Etude Technique préalable</a>                                                                       | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.1.1. Engagements de l'AMENAGEUR</a>                                                                                     | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.1.2. Engagements de GRDF</a>                                                                                            | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.2. Réalisation du Réseau d'amenée</a>                                                                                   | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.2.1. Engagements de GRDF</a>                                                                                            | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.3. Réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                                     | <a href="#">16</a> |
| <a href="#">5.3.1. Engagements de l'AMENAGEUR concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>          | <a href="#">16</a> |
| <a href="#">5.3.1.1. Conformité aux normes et règlements applicables</a>                                                              | <a href="#">16</a> |
| <a href="#">5.3.1.2. Coordination Sécurité Protection de la Santé</a>                                                                 | <a href="#">16</a> |
| <a href="#">5.3.1.3. Appréciation du niveau de compétence de l'Entreprise retenu par l'AMENAGEUR</a>                                  | <a href="#">17</a> |
| <a href="#">5.3.1.4. Réalisation des ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                              | <a href="#">17</a> |
| <a href="#">5.3.1.5. Réception des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT par l'AMENAGEUR</a> | <a href="#">18</a> |
| <a href="#">5.3.2. Engagements de GRDF concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la</a>                                    |                    |

|                                                                                                                                                                                               |                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <a href="#">ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                                                                                                                                            | <a href="#">18</a> |
| <a href="#">5.3.2.1. Réalisation des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                                                       | <a href="#">18</a> |
| <a href="#">5.3.2.2. Remise de la tranchée ouverte</a>                                                                                                                                        | <a href="#">19</a> |
| <a href="#">5.3.2.3. Remise des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                                                            | <a href="#">19</a> |
| <a href="#">5.3.2.4. Transmission des plans géoréférencés</a>                                                                                                                                 | <a href="#">20</a> |
| <a href="#">Article 6. DELAIS</a>                                                                                                                                                             | <a href="#">20</a> |
| <a href="#">Article 7. REGIME DES CANALISATIONS ET ASPECT FONCIER</a>                                                                                                                         | <a href="#">20</a> |
| <a href="#">7.1. Ouvrages en concession et accessibilité des compteurs</a>                                                                                                                    | <a href="#">21</a> |
| <a href="#">7.1.1. Constitution de Servitude</a>                                                                                                                                              | <a href="#">21</a> |
| <a href="#">7.1.2. Classement des voies en domaine public</a>                                                                                                                                 | <a href="#">21</a> |
| <a href="#">7.2. Règles d'implantation des compteurs - règles en matière de plantation d'arbres - Règles en matière de constructions à proximité du réseau de distribution de gaz naturel</a> | <a href="#">22</a> |
| <a href="#">7.3. Non-obtention des autorisations</a>                                                                                                                                          | <a href="#">22</a> |
| <a href="#">Article 8. CESSION - CLAUSE D'AGREMENT</a>                                                                                                                                        | <a href="#">23</a> |
| <a href="#">Article 9. RESILIATION DE LA CONVENTION</a>                                                                                                                                       | <a href="#">23</a> |
| <a href="#">Article 10. CONFIDENTIALITE</a>                                                                                                                                                   | <a href="#">23</a> |
| <a href="#">Article 11. LITIGES ET DROITS APPLICABLES</a>                                                                                                                                     | <a href="#">24</a> |
| <a href="#">Article 12. RESPONSABILITE</a>                                                                                                                                                    | <a href="#">24</a> |
| <a href="#">Article 13. DOCUMENTS CONTRACTUELS</a>                                                                                                                                            | <a href="#">24</a> |

## CONVENTION POUR L'ALIMENTATION EN GAZ D'UNE ZONE D'AMENAGEMENT

Entre

### **CA AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE**

Domicilié à PL DE L HOTEL DE VILLE, 60200 Compiègne,

Représenté par son Président en exercice, MARINI Phillipe

Désigné ci-après par l'**AMENAGEUR**,

et

**GRDF** Société anonyme au capital de 1 835 695 000 €, dont le siège social est situé au 17 rue des Bretons 93200 Saint Denis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511 RCS,

Représenté par Guillaume VIRMAUX, Délégué Marché d'Affaires , dûment habilité(e) à cet effet,

Désigné ci-après par **GRDF**,

Ci-après individuellement désignées par la **Partie** et collectivement par les **Parties**

.  
.



## PREAMBULE

La commune (ou établissement public compétent) de Compiègne initiatrice de la ZONE D'AMENAGEMENT QUARTIERS DES MUSICIENS a prévu de réaliser l'aménagement et l'équipement de la ZONE D'AMENAGEMENT. La ZONE D'AMENAGEMENT a été créée par la délibération de l'organe délibérant de la collectivité publique en date du .

La loi Energie Climat fixe des objectifs ambitieux de réduction des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables, notamment dans le secteur du bâtiment et du transport, principaux secteurs consommateurs d'énergie et contributeurs aux émissions de Gaz à Effet de Serre. A l'échelle locale, les projets d'aménagements durables sont clés pour répondre à ces objectifs car ils peuvent agir de manière transverse sur tous les leviers d'optimisation des ressources : intégration urbaine, conception bioclimatique, mobilité, accompagnement des futurs usagers, etc...

Les acteurs de l'aménagement jouent un rôle essentiel : ils traduisent opérationnellement les ambitions nationales en matière de transition énergétique, tout en garantissant l'attractivité pour les futurs acquéreurs, la commercialisation de la zone et la bonne réalisation des travaux.

Pour y parvenir, le réseau de gaz est leur outil d'aménagement durable : disponible, souple, évolutif et vecteur d'énergies renouvelables avec le gaz vert, il permet de répondre à tous les usages énergétiques d'un quartier grâce à des solutions gaz et gaz vert performantes et économiques pour les acteurs de lots. Dans le cadre de ses missions de service public, GRDF accompagne Aménageurs et Maîtres d'Ouvrages dans leurs choix énergétiques et dans la construction de solutions adaptées à leurs enjeux.

Compte tenu de leurs ambitions partagées de maîtrise des consommations et de mise en œuvre opérationnelle de la transition énergétique, les Parties ont donc convenu de ce qui suit :

## Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention, ci-après dénommée la "CONVENTION", a pour objet de définir les conditions partenariales, financières et techniques dans lesquelles les parties conviennent de coopérer pour l'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT QUARTIERS DES MUSICIENS que l'AMENAGEUR envisage de réaliser à Compiègne et décrite en Annexe 3 (ci-après le "PROJET").

Les définitions des termes employés dans la présente CONVENTION sont données en annexe 1. Ces termes sont identifiés dans la convention avec une majuscule.

## Article 2. DUREE DE LA CONVENTION

La présente CONVENTION prend effet à compter de la signature par la dernière des parties pour une durée fixée à 5 ans. Par dérogation, l'article 3.5 des présentes demeurera applicable à l'issue de cette période pour la durée requise pour l'application dudit article.

## Article 3. MODALITES DE

# COOPERATION DES PARTIES

## 3.1. Désignation d'interlocuteurs dédiés

Les noms, fonctions et coordonnées des interlocuteurs du projet sont synthétisés en annexe 2. Les Parties conviennent de s'avertir mutuellement de tous changements d'interlocuteurs.

### 3.1.1. Pour GRDF

Afin de faciliter l'ensemble de son accompagnement, GRDF met à la disposition de l'AMENAGEUR un interlocuteur commercial et un interlocuteur technique dédiés au PROJET. Les interlocuteurs désignés seront les points d'entrée privilégiés de l'AMENAGEUR et des acquéreurs de lots. Ils faciliteront l'ensemble des étapes administratives et contractuelles, et feront appel aux compétences de GRDF nécessaires à l'aménagement du PROJET.

### 3.1.2. Pour l'AMENAGEUR

Pendant la phase de réalisation du PROJET, l'AMENAGEUR désigne de son côté le ou les interlocuteurs privilégiés de sa structure pour assurer le suivi commercial et technique de la CONVENTION. L'AMENAGEUR communique à son interlocuteur commercial GRDF les coordonnées du responsable de commercialisation et l'indique en Annexe 2.

## 3.2. Suivi commercial de la CONVENTION

Les parties se réunissent chaque fois que nécessaire pour la bonne exécution de la CONVENTION.

Toutefois, l'AMENAGEUR et l'interlocuteur commercial de GRDF conviennent de se rencontrer à un rythme régulier et a minima annuel pour faire le point d'avancement du projet, des engagements respectifs des parties et de l'acquisition des lots.

## 3.3. Accompagnement de la réflexion "Energie" de l'AMENAGEUR

GRDF informe l'AMENAGEUR sur les solutions gaz naturel performantes lui permettant de répondre aux ambitions énergétiques et environnementales de son PROJET.

GRDF fournit à l'AMENAGEUR les informations dont il dispose et qu'il jugera utiles à la rédaction du cahier des charges de cessions des lots.

## 3.4. Informations sur la présence du réseau de distribution gaz

L'AMENAGEUR s'engage à :

- Faire figurer la présence du réseau de distribution de gaz naturel sur la ZONE D'AMENAGEMENT dans le cahier des charges de cession de terrains annexé aux actes de vente ainsi que dans tous ses supports de communication et de promotion de la ZONE D'AMENAGEMENT (plaquette de présentation du projet, communication digitale, etc.),
- Communiquer aux acquéreurs de lot le n° de l'Accueil Gaz Raccordement et Conseil

(09 69 36 35 34) et l'adresse du site de GRDF [www.grdf.fr](http://www.grdf.fr),

- Annexer aux actes de cession de terrains, à titre d'information, les informations relatives à la performance des solutions gaz naturel transmises par l'interlocuteur commercial de GRDF.

De son côté, GRDF s'engage à :

- Fournir aux utilisateurs potentiels de gaz naturel de la zone les modalités techniques et financières de raccordement au gaz naturel,
- Répondre à toute demande d'information sur les techniques liées à la réalisation du réseau et la mise en place de solutions énergétiques performantes gaz naturel,
- Fournir aux maîtres d'ouvrages et aux bureaux d'études de maîtrise d'oeuvre (BET, architecte) les informations nécessaires pour les accompagner dans leur choix de solutions énergétiques adaptées à leurs projets et ambitions,
- Informer sur les technologies disponibles sur le marché, leur pertinence par rapport à d'autres solutions énergétiques et leur positionnement pour atteindre la réglementation en vigueur.

### 3.5. Identification des acquéreurs de lots

L'AMENAGEUR communiquera au prestataire retenu et désigné par GRDF les coordonnées (nom et téléphone) des acquéreurs de lot (personne morale ou physique) et de préférence les réservataires de parcelles (au moment de la promesse de vente ou de l'acte de vente définitif), après les avoir préalablement informés du destinataire des données (GRDF) et de la finalité de la collecte (permettre à GRDF de les recontacter afin de leur apporter un conseil personnalisé sur le choix de leur énergie), dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les coordonnées des acquéreurs de lots seront fournies par l'AMENAGEUR selon le modèle en annexe 4. La liste et la qualification des éventuels acquéreurs de lot connus à la date de la signature de la convention sont présentées à l'annexe 3.

### 3.6. Communication

Dans le cadre de la CONVENTION, l'AMENAGEUR autorise GRDF à communiquer sur le projet à des fins internes et externes, sauf mention contraire écrite de l'AMENAGEUR.

### 3.7. Réalisation des travaux

Les engagements des Parties s'agissant de la réalisation des travaux pour l'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT sont définis à l'article 5.

## Article 4. MODALITES FINANCIERES

### 4.1. Rentabilité de l'alimentation au gaz naturel

GRDF réalise une étude technico-économique de rentabilité pour le PROJET sur la base des éléments fournis par l'AMENAGEUR en annexe 3, notamment du descriptif du

programme prévisionnel de la ZONE D'AMENAGEMENT et du ~~planning~~.  
Cette étude technico-économique de rentabilité est effectuée à partir d'un calcul de B/I (Bénéfice/Investissement), ou bénéfice net actualisé par euro investi. Ce calcul permet, grâce à une actualisation sur une durée d'étude actuellement de 30 ans, d'évaluer aujourd'hui la valeur d'une décision économique en prenant en compte les dépenses et les recettes intervenant dans l'avenir à des dates différentes :

Recettes : recettes d'acheminement du gaz naturel sur la zone à desservir, concernées par la présente CONVENTION

Dépenses comprenant : investissements, dépenses d'exploitation de GRDF, dépenses éventuelles de renforcement de réseau pour alimenter le périmètre concerné par la présente CONVENTION, participation de GRDF aux travaux éventuels de pose réalisés par l'AMENAGEUR.

Selon cette étude, le montant total des travaux à réaliser pour l'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT s'élève à 44 700 € HT, incluant :

- 0 € HT pour le Réseau d'Amenée
- 44 700 € HT pour les Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT

Au vu des résultats de l'étude technico - économique de rentabilité et des engagements définis à l'ARTICLE 3, le montant de la participation financière **de l'AMENAGEUR est de 10 902.00 € HT**. Ce montant est précisé à l'article 4.2.1. GRDF prend à sa charge 33 798 € HT

## 4.2. Conditions financières et modalités de mise en oeuvre

### 4.2.1. Principes de financement des travaux

Au regard de l'étude technico-économique de rentabilité, GRDF et l'AMENAGEUR se répartissent le coût correspondant aux travaux d'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT. Ces travaux comprennent :

- La réalisation des travaux d'amenée incluant :
  - les ouvrages en amont des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT et concourant à l'alimentation en gaz de cette ZONE (Réseau d'Amenée);
  - les éventuels renforcements du réseau de distribution existant et/ou l'Extension du réseau à partir du réseau de distribution existant en PE;
- La fourniture des tubes PE, les accessoires (prises, manchons, boules marqueurs...) destinés à être posés au titre des Ouvrages Intérieurs de la zone;
- La fourniture des éléments nécessaires aux Branchements, coffrets, postes de livraisons et socles pour :
  - Les lots de maisons individuelles de la ZONE D'AMENAGEMENT
- La réalisation des travaux de pose et de soudure de tous les tubes PE et accessoires en PE à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT , y compris les Branchements, coffrets et postes prévus dans le présent article.

Il est à noter que :

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.



- Les travaux de terrassement liés aux Ouvrages Intérieurs de la Zone d'Aménagement, y compris matériau meuble mis en fond de fouille et pose du grillage avertisseur de couleur jaune, seront réalisés et financés par l'AMENAGEUR
- Les coûts définis au 4.2.2 seront le cas échéant, à la charge des Ayants droit concernés.

La répartition de la prise en charges des coûts des travaux de raccordement de la ZONE D'AMENAGEMENT décrits ci-dessus s'établit comme suit :

- GRDF prend en charge 33 798 € HT.
- L'AMENAGEUR verse une participation financière à hauteur de 10 902.00 €HT, suivant le détail ci-dessous :

**Participation pour raccordement :**

|             |              |           |
|-------------|--------------|-----------|
| TVA : 20,0% | Total €HT =  | 10 902.00 |
|             | TVA =        | 2 180.4   |
|             | Total €TTC = | 13 082.4  |

La TVA et le montant TTC sont calculés en application du (des) taux de TVA en vigueur à la date de rédaction de la CONVENTION et sont susceptibles de modifications en cas de changement des taux légaux. Les travaux de pose réalisés par l'AMENAGEUR faisant partie de l'investissement pris en charge par GRDF sont remboursés par GRDF aux conditions décrites à l'article 4.3.2.

**4.2.2. Investissements à la charge des Ayants droit**

Les Parties reconnaissent que, au jour de la signature des présentes, pour certains lots du PROJET, les acquéreurs ne sont pas connus, le choix de l'énergie - quel que soit l'usage - n'a pas encore été fait ou l'énergie choisie n'est pas le gaz naturel.

Pour ces lots, les Parties reconnaissent que les acquéreurs ou futurs acquéreurs qui souhaitent faire raccorder leur(s) bâtiment(s) au réseau public de gaz naturel prendront à leur charge les coûts y afférents, conformément au catalogue des prestations annexes de GRDF. Cela inclut notamment :

- les charges liées aux Branchements individuels et aux prestations réalisées après la pose des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT,
- les charges liées à la location du Poste de livraison.

Les Parties reconnaissent que le raccordement de ces lots fera l'objet de travaux de voiries. GRDF réalisera les travaux dans les conditions définies dans l'offre de raccordement qui leur sera proposé par GRDF et notamment après obtention des autorisations nécessaires et cela quelque soit l'état des enrobés, définitifs ou provisoires.

Pour tous les lots du PROJET, la réalisation des Installations Intérieures est à la charge des Ayants droit.

**4.2.3. Frais relatifs aux contrôles ponctuels ou continus à l'initiative de GRDF**

GRDF s’engage à prendre en charge les frais relatifs aux contrôles ponctuels ou continus effectuées à son initiative et portant sur des travaux réalisés par l’AMENAGEUR sur les

Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT, dans les termes de l'article. Les parties reconnaissent que les contrôles effectués par GRDF n'exonèrent en aucun cas l'AMENAGEUR de sa responsabilité au titre des travaux réalisés sur les Ouvrages à l'Intérieur de la zone.

#### 4.2.4. Participation financière pour les maisons individuelles

GRDF s'engage à verser à l'AMENAGEUR une participation financière de 45 € HT par maisons individuelles dont le nombre figure en annexe 3.

### 4.3. Modalités de paiement et de facturation

#### 4.3.1. Facturation et règlement de la participation financière de l'aménageur

A la signature de la convention, GRDF transmettra à l'AMENAGEUR la facture correspondant à sa participation financière telle que définie au 4.2.1.

L'AMENAGEUR procédera au règlement de 0 % de la participation financière à la signature de la présente CONVENTION. L'AMENAGEUR reconnaît que les travaux ne pourront pas débiter tant qu'il n'aura pas versé l'acompte à GRDF.

**Par chèque bancaire** à l'ordre de [GRDF - 3 rue Armand Benet- 27018 EVREUX]  
transmis à l'adresse suivante :

GRDF  
Accueil Clients Marché d'Affaires  
TSA 85101  
27091 EVREUX Cedex

**Ou par virement** : BRED BANQUE POPULAIRE, N°IBAN : FR76 1010 7001 0900  
6120 2031 632

Lors de son paiement par chèque ou virement, l'AMENAGEUR devra indiquer la référence suivante :

**N°SIROCCO  
figurant en 1ère page de la présente  
CONVENTION  
RE2-2500214**

Le règlement du solde fera l'objet d'une facture adressée à l'AMENAGEUR et sera effectué au plus tard le jour de la date de la Mise en gaz.

L'AMENAGEUR reconnaît qu'en l'absence de paiement du solde de la facture le jour de la date de la Mise en gaz prévu, GRDF pourra refuser la Mise en gaz.

#### 4.3.2. Remboursement des travaux de pose pris en charge par l'AMENAGEUR

GRDF s'engage à rembourser les travaux de pose réalisés par l'AMENAGEUR et pris en charge par

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.

GRDF, conformément à l'article 4.2.1 selon le tarif défini dans le **canovis technique**, fourni en annexe 7.

La demande de remboursement des travaux réalisés par l'AMENAGEUR fait l'objet d'une facture envoyée en deux exemplaires à GRDF à l'adresse suivante :  
[GRDF - 3 rue Armand Benet- 27018 EVREUX]

L'AMENAGEUR mentionnera dans toutes les factures la référence suivante :

**N°SIROCCO  
figurant en 1ère page de la présente  
CONVENTION  
RE2-2500214**

Cette demande sera adressée à GRDF dans un délai de trois mois à compter de la date de Mise en Gaz à GRDF précisé à l'article 5.3.2.2. En l'absence de facture reçue par GRDF dans ce délai, l'AMENAGEUR sera réputé avoir renoncé à son droit de paiement.

#### **4.3.3. Facturation et règlement de la participation forfaitaire par lots individuels de GRDF**

La demande de participation forfaitaire par lots individuels par l'AMENAGEUR fait l'objet d'une facture envoyée en deux exemplaires à GRDF à l'adresse suivante :  
[GRDF - 3 rue Armand Benet- 27018 EVREUX]

L'AMENAGEUR mentionnera dans toutes les factures la référence suivante :

**N°SIROCCO  
figurant en 1ère page de la présente  
CONVENTION  
RE2-2500214**

Cette demande sera adressée à GRDF dans un délai de trois mois à compter de la date de Remise d'ouvrage à GRDF précisé à l'article 5.3.2.2. En l'absence de facture reçue par GRDF dans ce délai, l'AMENAGEUR sera réputé avoir renoncé à son droit de paiement.

#### **4.4. Pénalités de retard**

Conformément à l'article L441-6 du code du commerce, tout retard de paiement entraînera l'application de plein droit de retard d'un montant égal à trois fois le taux d'intérêt légal ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) Euros.

Ces pénalités et indemnités forfaitaires sont exigibles le jour suivant la date de règlement prévu à la présente CONVENTION. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire susmentionnée, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire sur justification.

## 4.5. Révisions des conditions financières

Toute modification des éléments précisés en Annexe 3 (augmentation des longueurs d'alimentation extérieure à la zone, modification du nombre de lots, modification des tracés intérieurs, modification du phasage du projet, modification des besoins en gaz naturel prévisionnels, ...) entraînera la réalisation d'une nouvelle étude technico-économique, et la révision, le cas échéant, des conditions financières.

Dans le cas où le résultat de cette nouvelle étude serait favorable (c'est-à-dire dans le cas d'une baisse de la participation financière de l'AMENAGEUR ou dans le cas où la rentabilité des travaux puisse être assurée sans participation financière de l'AMENAGEUR), les Parties conviennent de poursuivre la CONVENTION et de définir par voie d'avenant les nouvelles conditions financières (participation financière éventuelle à la charge de l'AMENAGEUR).

Dans le cas où le résultat de cette étude technico-économique serait défavorable (c'est-à-dire impliquant une augmentation de la participation financière), la CONVENTION pourra faire l'objet d'une résiliation de l'une ou l'autre des Parties. A défaut, un avenant traduira les nouvelles conditions financières.

Toute adaptation du réseau après pose des Ouvrages Intérieurs résultant d'une modification de voirie et/ou limites parcellaires fera l'objet d'une facturation au demandeur.

# Article 5. MODALITES TECHNIQUES DE REALISATION DES OUVRAGES

## 5.1. Réalisation de l'Etude Technique préalable

### 5.1.1. Engagements de l'AMENAGEUR

Dans un délai de 3 mois avant le démarrage des travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'AMENAGEUR, celui-ci s'engage à fournir à GRDF les éléments du dossier projet qu'il n'aurait pas transmis à GRDF au jour de la signature de la CONVENTION.

Ce dossier comprend les renseignements suivants :

- Les caractéristiques des bâtiments au regard du descriptif du programme prévisionnel du PROJET joint en Annexe 3 et la définition des utilisations du gaz,
- La fiche information et planning conformément à l'Annexe 3,
- Le plan masse, plan de situation, plan de voiries et réseaux divers (VRD) du PROJET, joints en Annexe 3,
- Le tracé projeté des Ouvrages à l'Intérieur de la zone comprenant les Branchements, le réseau et présentant l'emplacement projeté des coffrets / postes lorsque ceux-ci sont connus au moment de la signature de la présente CONVENTION,
- Les prescriptions en matière de santé et de sécurité.

L'AMENAGEUR s'engage à fournir tous les ans la mise à jour des documents correspondant à l'avancée du planning prévisionnel de réalisation de l'aménagement ainsi

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.



qu'à la livraison des bâtiments.

### **5.1.2. Engagements de GRDF**

Dans un délai maximum de un (1) mois à compter de la réception des documents cités ci-dessus, GRDF s'engage à réaliser avec l'AMENAGEUR l'étude technique du projet de tracé des Ouvrages considérés sur la base des éléments fournis par l'AMENAGEUR et à en transmettre les résultats à l'AMENAGEUR.

## **5.2. Réalisation du Réseau d'amenée**

### **5.2.1. Engagements de GRDF**

GRDF s'engage à réaliser les travaux en amont des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT ainsi que les éventuels renforcements du réseau de distribution et/ou l'Extension du réseau à partir du réseau de distribution existant en PE, jusqu'aux Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT.

## **5.3. Réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT**

### **5.3.1. Engagements de l'AMENAGEUR concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT**

#### **5.3.1.1. Conformité aux normes et règlements applicables**

L'AMENAGEUR s'engage à réaliser les travaux qui lui incombent en application de la présente CONVENTION, comme décrits à l'article 5.3.1.4 dans le respect des règles de sécurité, notamment de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité pour la distribution de gaz combustible par canalisations et les cahiers des charges Règlement de Sécurité de la Distribution de Gaz (dits "RSDG") associés.

L'AMENAGEUR s'engage également à se conformer :

- Aux exigences supplémentaires contenues dans les spécifications techniques de GRDF remises à l'AMENAGEUR à la signature de la présente CONVENTION,
- Pour tous les travaux qu'il réalise dans le cadre de la présente CONVENTION, l'AMENAGEUR s'engage à se conformer au "Guide des bonnes pratiques : Réalisation des ouvrages gaz dans les programmes immobiliers, les lotissements ou les zones d'aménagement" (Référence 2RDB0410) remis par GRDF ou téléchargeable sur [www.grdf.fr](http://www.grdf.fr). Ce document précise sous forme condensée et illustrée, les exigences de GRDF en matière de construction des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT. En complément de ce guide, il est précisé que le tracé des canalisations de distribution de gaz naturel et les équipements et accessoires associés ne passent en aucun cas à l'intérieur des parcelles privatives ou destinées à le devenir.

#### **5.3.1.2. Coordination Sécurité Protection de la Santé**

L'AMENAGEUR reconnaît être maître d'ouvrage des travaux réalisés en application de la présente CONVENTION, au sens des articles R. 4532-4 et suivants du code du travail, ces

travaux étant réalisés dans le cadre général de l'opération d'aménagement de la ZONE qu'il réalise.

Ainsi, l'opération étant vue dans son ensemble, l'AMENAGEUR désigne un "Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé" (ci-après "Coordonnateur SPS"), pour l'ensemble de l'opération, conformément à la législation en vigueur (en application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993).

Le nom et l'adresse du Coordonnateur SPS sera communiqué à GRDF au moins 15 jours avant le début des travaux.

Les intervenants travaillant pour le compte de GRDF devront être inclus dans le plan général de coordination et transmettront au Coordonnateur SPS leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

#### **5.3.1.3. Appréciation du niveau de compétence de l'Entreprise retenu par l'AMENAGEUR**

L'AMENAGEUR s'engage à faire réaliser les travaux considérés par une entreprise réunissant toutes les qualités nécessaires à ladite réalisation. GRDF apprécie le niveau de compétence de l'entreprise afin de déterminer le type et la fréquence des contrôles à mettre en oeuvre selon son référencement ou non au panel GRDF.

Pour les entreprises référencées au panel GRDF et sous contrat, le dispositif national d'évaluation de la performance des Entreprises permet l'attribution d'une note de performance spécifique au segment de travaux "lotissements / zones d'aménagement", de mieux connaître le panel de ces entreprises et d'ajuster l'organisation des contrôles. Pour les entreprises avec prestations de pose de réseau et sans référencement au panel GRDF, une proposition de référencement au panel GRDF sera faite.

En cas de refus, GRDF met en place un dispositif de contrôle renforcé.

#### **5.3.1.4. Réalisation des ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT**

L'AMENAGEUR réalise ou fait réaliser sous sa responsabilité (et à ses frais conformément à l'article 4.2.1) les travaux de terrassement, en tenant compte des exigences contenues dans les spécifications techniques de GRDF qui lui seront remises à la signature de la présente CONVENTION :

- La réalisation de la fouille, commune ou non, destinée à recevoir les Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, la fourniture et la pose de fourreau pour passage ultérieur de Branchement en traversée de voirie le cas échéant ,
- Le remblayage de la fouille (y compris matériau meuble en fond de fouille et pose du grillage avertisseur de couleur jaune) et remise en état des sols.

L'AMENAGEUR réalise ou fait réaliser sous sa seule et entière responsabilité la pose des coffrets, postes de livraisons et de leur socle fournis par GRDF tel que précisé au 5.3.2.1, conformément aux dispositions en vigueur, notamment celles de l'arrêté du 2 Août 1977 modifié et exigences contenues dans les spécifications techniques de GRDF.

La pose des coffrets, postes de livraison et de leur socle sera systématiquement réalisée avant les branchements.

Dans le cas où il constaterait une malfaçon, GRDF demande à l'AMENAGEUR d'y remédier à ses frais. A défaut, GRDF se réserve le droit d'arrêter le chantier, aux torts exclusifs de l'AMENAGEUR.

### **5.3.1.5. Réception des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT par l'AMENAGEUR**

L'AMENAGEUR procède, sous sa responsabilité, à la Réception des ouvrages dont il a commandé la réalisation à un ou plusieurs entrepreneurs. La Réception des ouvrages est matérialisée par la signature entre l'AMENAGEUR et l'entrepreneur du Procès Verbal de Réception d'Ouvrages (selon modèle en Annexe 6). Il est rappelé que d'un point de vue légal, la date de Réception d'ouvrage fixe le jour de départ des garanties durées par le ou les entrepreneurs ayant réalisé les travaux pour le compte de l'AMENAGEUR.

Dans le cas où il constaterait une malfaçon, GRDF demande à l'AMENAGEUR d'y remédier. A défaut, GRDF se réserve le droit d'arrêter le chantier, aux torts exclusifs de l'AMENAGEUR. Si les défauts constatés, le cas échéant, ne sont pas réparés dans le délai d'un an à compter de la date de Remise des ouvrages, GRDF sera en droit de faire exécuter les travaux correspondants aux frais et risques de l'AMENAGEUR après mise en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé et notifié par Lettre Recommandée avec Avis de Réception.

## **5.3.2. Engagements de GRDF concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT**

### **5.3.2.1. Réalisation des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT**

GRDF fournit le matériel (les tubes PE, les accessoires (prises, manchons, boules marqueurs...)) destinés à être posés au titre des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT.

GRDF fait réaliser sous sa responsabilité la pose et la soudure de tous les tubes PE et accessoires en PE à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT (à l'exception des travaux décrits à l'article 5.3.1.3), y compris les éventuels Branchements prévus à l'article 4.2.1. GRDF fournit les coffrets, postes de livraison et socles nécessaires au PROJET et communique à l'AMENAGEUR leurs spécifications techniques de pose. A partir de ces spécifications, l'AMENAGEUR réalise ou fait réaliser, sous sa seule et entière responsabilité, la pose des coffrets et de leurs socles qui sera systématiquement réalisée avant les Branchements.

Dans le cas de Branchements prévus depuis le domaine public, GRDF se charge d'effectuer les démarches afin d'obtenir les autorisations administratives requises pour effectuer les travaux des Branchements correspondants. Les travaux seront pris en charge par GRDF et réalisés par l'entreprise de son choix. Ces travaux sont planifiés en même temps que ceux réalisés à l'intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT.

La responsabilité de GRDF ne pourrait être engagée en cas de refus d'autorisation administrative de réalisation des travaux.

#### **5.3.2.2. Remise de la tranchée ouverte**

A la remise, à titre gratuit, de la tranchée ouverte, GRDF et l'AMENAGEUR signent de façon contradictoire un "Procès Verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE" (Annexe 5).

#### **5.3.2.3. Remise des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT**

GRDF procédera aussi à la Remise des ouvrages réalisés par l'AMENAGEUR. Dans le cas où GRDF émettrait des réserves, GRDF pourra demander le déplacement ou la modification des ouvrages dont la réalisation ne serait pas conforme aux spécifications de pose du réseau ou des coffrets. Les coûts afférents à ces déplacements ou modifications seront à la charge de l'AMENAGEUR.

Afin de garantir la bonne construction des ouvrages (absence de non conformité) et le succès de la réception technique, GRDF propose, à titre informatif, à l'AMENAGEUR, une fiche d'autocontrôle de conformité des ouvrages en lotissement ou zone d'aménagement (annexe 8) sans préjudice de tout autre contrôle que l'AMENAGEUR jugerait utile.

A l'issue de la Remise des Ouvrages, GRDF incorporera les Ouvrages de distribution de gaz naturel réalisés à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT dans la Concession, conformément au cahier des charges de Concession établi entre GRDF et l'autorité concédante.

GRDF transfère au Concédant la propriété des Ouvrages en tant que bien de retour et le bénéfice des garanties légales dont il bénéficie auprès des entreprises qui ont réalisé les travaux, et en particulier de la garantie de parfait achèvement et de la garantie décennale.

#### **5.3.2.4. Transmission des plans géoréférencés**

L'AMENAGEUR s'engage à remettre à GRDF un fond de plan numérisé géo référencé de la ZONE D'AMENAGEMENT comportant la représentation des bâtis et des affleurants des VRD dont il dispose. Les supports de restitution sont au format DAO, à l'échelle 1/200 ème. Les données doivent répondre aux exigences de précision (classe A, tel que défini dans l'arrêté du 13 février 2012 modifié). La remise de plans par l'AMENAGEUR emporte cession définitivement à GRDF des droits de propriétés, d'usage et de diffusion des fonds de plans.

Sous réserve de la transmission de ce fond de plan, GRDF s'engage à transmettre à l'AMENAGEUR le plan numérisé des réseaux de distribution de gaz sur la ZONE D'AMENAGEMENT. Ces plans sont transmis au format shape. L'AMENAGEUR s'interdit de communiquer à tout tiers (hors association syndicale ou collectivité à qui les espaces publics sont rétrocédées) par quelque média que ce soit, ni à titre gratuit, ni à titre onéreux tout ou partie des plans des réseaux de distribution de gaz.



## Article 6. DELAIS

Le délai pour le démarrage des travaux par GRDF est de 90 jours après la date d'entrée en vigueur de la convention.

L'AMENAGEUR s'engage à prévenir GRDF de la date de remise des tranchées 8 semaines avant que celle-ci ne soit réalisée.

Les interlocuteurs dédiés de l'AMENAGEUR et de GRDF conviennent de se rencontrer au moins 45 jours avant le début du chantier pour déterminer le planning définitif des travaux relatifs aux Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, ainsi que celui du Réseau d'amenée. Il comprendra notamment la date prévue de Mise en gaz.

Ce planning des travaux ainsi qu'une fiche précisant l'identité et la qualité des intervenants sur le chantier sont dûment signés par chacune des parties de la présente CONVENTION.

Toute modification du projet ou du planning à l'origine d'une des parties fera l'objet d'un accord avec l'autre Partie.

## Article 7. REGIME DES CANALISATIONS ET ASPECT FONCIER

### 7.1. Ouvrages en concession et accessibilité des compteurs

GRDF, en tant que concessionnaire du réseau de distribution publique de gaz naturel, assure l'exploitation et la maintenance de l'ensemble des ouvrages concédés dans le cadre du Cahier des charges de Concession établi entre GRDF et l'autorité concédante.

GRDF ou toute entreprise intervenant pour son compte ou dûment habilitée par GRDF doit avoir à tout moment libre accès aux Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, destinés à l'alimentation en gaz naturel des constructions qui sont ou seront édifiées pendant l'exécution des présentes et à l'issue.

#### 7.1.1. Constitution de Servitude

L'AMENAGEUR autorise GRDF ou toute entreprise intervenant pour son compte ou dûment habilitée par GRDF, pendant toute la période des travaux, jusqu'à la rétrocession en domaine public à pénétrer dans les parties communes de la ZONE D'AMENAGEMENT et à y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction ou au raccordement de nouveaux ouvrages, avec leurs accessoires. Cette autorisation s'étend à ce qui est utile à l'exploitation, la surveillance, l'entretien, le renforcement, la réparation, l'allongement, l'enlèvement de tout ou partie de canalisations et d'ouvrages ou accessoires qui seraient déjà en place.

Dès lors que les canalisations, poste de détente, ouvrages et accessoires se trouvent dans les parties privatives de la ZONE D'AMENAGEMENT et notamment dès lors que les voies n'auraient pas fait l'objet d'une rétrocession en domaine public, L'AMENAGEUR consent

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.

expressément à GRDF, de part la signature de la présente CONVENTION, une servitude sous seing privé pour établir à demeure dans l'emprise des parties communes de la ZONE D'AMENAGEMENT, les ouvrages destinés à l'alimentation en gaz naturel des constructions qui sont ou seront édifiées.

Toutefois, les parties conviennent pour tenir compte des ouvrages et de leur localisation, de signer une convention de servitude, selon le modèle proposé par GRDF.

GRDF prendra la décision de publier à ses frais, devant notaire la convention de servitude. Les frais de publicité foncière seront dans ce cas intégrés dans le calcul de rentabilité de l'opération, prévu à l'article 4.

### **7.1.2. Classement des voies en domaine public**

Dès lors que les voies sont en domaine public, GRDF bénéficie d'un droit d'occupation légal en tant que concessionnaire du réseau de distribution public de gaz (article L 433.3 du code de l'Energie).

## **7.2. Règles d'implantation des compteurs - règles en matière de plantation d'arbres - Règles en matière de constructions à proximité du réseau de distribution de gaz naturel**

L'AMENAGEUR s'engage à respecter les règles suivantes et à les rendre opposables, même après la fin du PROJET d'aménagement, à tout acquéreur de lot de partie commune ou privative de la ZONE D'AMENAGEMENT :

- Implanter les compteurs en limite de propriété privée pour assurer leur accessibilité,
- Toute plantation d'arbre à proximité du réseau de GRDF doit respecter les prescriptions de la Norme NF P 98-332 de février 2005, intitulée "Règle de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinages entre les réseaux et végétaux",
- Toute construction de bâtiments est interdite sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre du réseau de distribution de gaz naturel de GRDF, cette distance étant réduite, du côté de la canalisation le plus proche de la limite des parcelles privatives, à un mètre afin de prémunir l'ouvrage des travaux de tranchées réalisés en domaine privatif par l'acquéreur de tout lot notamment l'édification ultérieure d'un muret en limite de propriété,
- Le mobilier urbain non pourvu de fondations, tel que bancs, abribus, panneau d'affichage ne sera pas considéré comme un bâtiment au sens de la présente CONVENTION.

L'AMENAGEUR s'engage à prendre en charge le coût des déplacements d'ouvrage qu'il aura réalisés ou qu'un acquéreur aura réalisés, consécutifs au non respect des règles ci-dessus et découlant d'une défaillance de sa part.

## 7.3. Non-obtention des autorisations

La non-obtention des autorisations nécessaires à l'exécution de la présente CONVENTION, notamment l'autorisation d'aménager par l'AMENAGEUR, à l'issue d'un délai de un an à compter de la date de signature de la présente CONVENTION ou la non-obtention des autorisations administratives nécessaires à l'implantation du Réseau d'amenée par GRDF impliquent la résolution de la présente CONVENTION.

## Article 8. CESSION - CLAUSE D'AGREMENT

En application de l'article 1216 du code civil et dans le cas où la compétence pour l'aménagement de la ZONE D'AMENAGEMENT serait transférée, GRDF autorise l'AMENAGEUR à céder sa qualité de partie à la présente Convention à la nouvelle entité ayant compétence pour l'aménagement de la ZONE D'AMENAGEMENT. L'Aménageur s'engage à notifier à GRDF sans délai le transfert de compétence.

## Article 9. RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention sera automatiquement résiliée, sans formalités, dans les situations suivantes :

- En cas de non obtention, par l'AMENAGEUR, des autorisations administratives nécessaires - ou assimilées -, à l'issue d'un délai de un an à compter de la date de signature de la présente CONVENTION ou de la non obtention des autorisations administratives nécessaires à l'implantation du Réseau d'amenée de GRDF,
- Si les travaux ne débutent pas au maximum un (1) an après la signature de la CONVENTION,
- En cas de non respect de ses obligations, dûment constatée, de l'une ou l'autre des Parties, et d'échec de conciliation stipulée à l'ARTICLE 11, la présente CONVENTION sera résiliée de plein droit.

Les frais des études déjà réalisées par GRDF seront facturés à l'AMENAGEUR. Par ailleurs, la résiliation n'emporte pas abandon des dommages et intérêts éventuellement dûs par la partie défaillante qui ne pourront être inférieurs aux frais déjà engagés par GRDF au jour de la résiliation.

## Article 10. CONFIDENTIALITE

Les parties s'interdisent de porter à la connaissance de tout tiers, y compris leurs cocontractants, et par quelque voie que ce soit, le texte intégral ou des extraits de la présente CONVENTION, sauf pour se conformer à une obligation légale ou pour satisfaire

aux nécessités d'une action en justice.

Il est de plus, expressément convenu que les indications, informations, propositions, renseignements, etc. de toute nature échangés à l'occasion, notamment, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution de la présente CONVENTION, présentent un caractère strictement confidentiel.

## Article 11. LITIGES ET DROITS APPLICABLES

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout litige relatif à la formation, la validité, l'exécution ou l'interprétation de la CONVENTION.

A défaut d'accord amiable, ces litiges sont soumis à l'appréciation du tribunal compétent dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Il est rappelé que la Commission de Régulation de l'Energie peut être saisie en cas de différend entre un opérateur de réseau et ses utilisations lié à l'accès au réseau, aux ouvrages ou installations ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des contrats et protocoles.

La CONVENTION est soumise au droit français tant sur le fond que sur la procédure applicable.

## Article 12. RESPONSABILITE

Chacune des parties ne pourra être reconnue responsable que des dommages matériels directs causés par sa faute et/ou celle de ses prestataires ou sous-traitants éventuels, à l'occasion de l'exécution de ses travaux, dans la limite des montants des dits travaux précisés à l'article 4.1, à l'exclusion de tous dommages immatériels ou pertes d'exploitation. Chacune des parties ne sera pas responsable des conséquences de toute cause étrangère à l'exécution des travaux.

L'AMENAGEUR garantit GRDF contre tout recours qui serait engagé par les acquéreurs de lots, les Ayants droit ou tout autre tiers, du fait de dommages de quelle que nature que ce soit trouvant leur origine dans les travaux réalisés par l'AMENAGEUR.

## Article 13. DOCUMENTS CONTRACTUELS

La CONVENTION est constituée des documents suivants :

- La présente CONVENTION
- Ses annexes :

- ANNEXE 1 : Définitions
- ANNEXE 2 : Interlocuteurs
- ANNEXE 3 : Descriptif du programme prévisionnel de la ZONE D'AMENAGEMENT et planning, inclus Plan de situation et Plan masse de la ZONE D'AMENAGEMENT (à insérer localement) tracé prévisionnel GRDF extérieur à la ZONE

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.



D'AMENAGEMENT précisant le(s) point(s) d'entrée(s), trace provisionner des  
canalisations défini par GRDF à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT

- ANNEXE 4 : Fiche contact Acquéreur
- ANNEXE 5 : Procès Verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de PE
- ANNEXE 6 : Modèle - Procès Verbal de Réception d'Ouvrages
- ANNEXE 7 : Canevas technique de paiement
- ANNEXE 8 : Contrôle de conformité des ouvrages en lotissement ou zone d'aménagement

Au cas où des données figurant dans les Annexes seraient inconnues à la date de signature de la CONVENTION, les éléments manquants seront complétés au fur et à mesure de l'avancement du projet, et au plus tard 1 mois avant la date de démarrage des travaux. Au delà de ce délai et au cas où des données figurant dans les Annexes seraient amenées à évoluer, leur intégration fera l'objet d'un avenant.

La CONVENTION, telle que décrite ci-dessus, se substitue à tous accords écrits et verbaux antérieurs à sa prise d'effet, ainsi que à toutes propositions, offres, devis émanant de l'une ou l'autre des Parties et ayant le même objet. Aucune des Parties ne pourra être tenue à autre chose que ce qui expressément convenu dans la présente CONVENTION.

Fait en deux exemplaires originaux,  
A ISNEAUVILLE,  
Date de signature : 24/04/2025

**GRDF,**

Représenté par  
Guillaume VIRMAUX,  
Délégué Marché d'Affaires



A \_\_\_\_\_,

Le \_\_\_\_\_

**L'AMENAGEUR,**

Représenté par  
Marini PHILIPPE  
Président

## ANNEXE 1 - Définitions

**Ayant droit** : les ayants droit sont les propriétaires successifs d'un même Lot.

**Branchement** : ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution de gaz naturel existante ou l'Extension et la bride amont du poste de livraison ou l'organe de coupure générale.

**Concession** : Conformément à l'article L433-3 du code de l'énergie, la concession de distribution confère au concessionnaire le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions du Cahier des Charges de Concession et des règlements de voiries routière, en particulier L113-3 et L122-3

**Extension** : si nécessaire, au plan technique, ouvrage assurant la liaison entre le réseau de distribution existant et le(s) Branchement(s).

**Mise en gaz** : opération consistant à remplir une Extension et/ou un Branchement et/ou un Poste de livraison de gaz naturel tout en empêchant un débit permanent de ce gaz

**Mise en service** : opération consistant à rendre possible un débit permanent de gaz naturel dans une extension et/ou un branchement et/ou un poste de livraison ayant fait préalablement l'objet d'une mise en gaz.

**Programme d'aménagement** : programme qui contient les VRD ainsi que les caractéristiques du projet d'aménagement (nombre de logements, surface au plancher, destination des bâtiments, etc) des équipements publics et des futures constructions.

**Réseau d'amenée** : ensemble des ouvrages et installations amenant le gaz depuis le réseau de distribution existant jusqu'à l'entrée des Ouvrages à l'intérieur de la zone d'aménagement ou de lotissement.

**Retrocession des voiries** : le transfert de voies dans le domaine public communal peut intervenir sur le fondement de l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme qui prévoit que "la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voiries sont situées"

**Ouvrages à l'intérieur de la zone** : avant la Remise d'ouvrage, ensemble des ouvrages et installations n'appartenant pas au réseau de distribution et situés en aval du Réseau d'amenée : les canalisations et branchements PE[1] (ou acier) et accessoires, situées à l'aval du Réseau d'amenée et, le cas échéant, les conduites montantes, et tous organes tels que robinets, protection cathodique (réseau acier), nécessaires au bon fonctionnement et à la conservation de l'ensemble des ouvrages. A l'issue de la Remise d'ouvrage, ces ouvrages entrent alors en Concession. Seules les installations intérieures à chaque Lot, en aval du compteur, restent en propriété privée.

**Plan de masse** : plan représentant l'emplacement du projet d'aménagement et précisant les limites et l'orientation du terrain, la répartition entre les terrains réservés à des équipements collectifs et les terrains destinés à une utilisation privative, le tracé des voies de desserte et de raccordement et l'altimétrie des voies.

**Plan de situation** : plan donnant la situation géographique du terrain concerné dans le périmètre de la commune dont il dépend.

**Réception d'ouvrage** : acte par lequel l'AMENAGEUR procède, sous sa responsabilité, à la réception des ouvrages dont il a commandé la réalisation à un ou plusieurs entrepreneurs. La date de Réception d'ouvrage fixe le jour de départ des garanties dues par le ou les constructeur(s).

**Remise d'ouvrage** : acte matérialisé par un dossier de remise d'ouvrage par lequel GRDF accepte d'incorporer les ouvrages réalisés par l'AMENAGEUR à sa concession, et signé par les deux parties.

**Installations intérieures** : les installations intérieures correspondent à toutes les installations en aval du coffret ou poste de livraison.



## ANNEXE 2

### Interlocuteurs chez GRDF et l'AMENAGEUR pendant la durée de l'opération

#### **A - Les interlocuteurs chez GRDF pendant la durée de l'opération sont les suivants :**

|               | <b>Interlocuteur dédié Commercial</b>   | <b>Interlocuteur Technique</b> |
|---------------|-----------------------------------------|--------------------------------|
| Nom et prénom | AUORE DANIEL                            |                                |
| Adresse       | 89 rue Nicole ORESME, 76230 Isneauville |                                |
| Tel fixe      | 0969363534                              |                                |
| Tel mobile    | 0674718960                              |                                |
| Email         | aurore.daniel@grdf.fr                   |                                |

#### **B - Les interlocuteurs chez l'AMENAGEUR pendant la durée de l'opération sont les suivants :**

##### **Interlocuteur privilégié du chargé d'affaires de GRDF :**

Nom et prénom : Jean-pierre SZUWALSKI

Fonction : Chargé d'études

Adresse: PL DE L HOTEL DE VILLE, 60200 Compiègne

Tél fixe et mobile : 0344867686

0649731431

Email : jean-pierre.szuwalski@agglo-compiegne.fr

##### **Responsable de la commercialisation, chargé de transmettre les coordonnées des acquéreurs à GRDF :**

Nom et prénom :

Fonction :

Adresse :

Tél fixe et mobile :

Email :

**L'AMENAGEUR et GRDF s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'interlocuteur dans les meilleurs délais.**

**En cas d'interlocuteurs supplémentaires, préciser leurs noms, prénoms, fonction et téléphone.**

### ANNEXE 3

#### Descriptif du programme prévisionnel de la zone d'aménagement et planning (établi par l'AMENAGEUR)

(inclus Plan de situation et plan de masse de la zone d'aménagement)

#### **Planning de l'opération - A REMPLIR OBLIGATOIREMENT**

Si ZAC :

- Date de création de la ZAC :
- Date du dossier de réalisation :

Date prévue d'achèvement de la zone :

Date prévue de démarrage des travaux d'aménagement :

Date de pose des réseaux souples :

Date prévisible du début des terrassements pour la réalisation des réseaux:

Date souhaitée du démarrage du chantier :

Nom de l'entreprise retenue par l'Aménageur pour la pose des réseaux souples :

#### **Etude d'impact et étude de faisabilité pour le développement des énergies renouvelables**

*Si le projet est soumis à étude d'impact, inclure un résumé de l'étude d'impact ainsi que l'étude de faisabilité pour le développement des énergies renouvelables.*

#### **Programme de construction de la ZONE D'AMENAGEMENT**

|                                                                                                                                                                   |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Nombre de tranches avec phasage prévisionnel de livraison                                                                                                         |  |
| Surface cessible de terrain de la ZONE D'AMENAGEMENT                                                                                                              |  |
| Surface de construction (en m <sup>2</sup> surface de plancher)                                                                                                   |  |
| Nombre de parcelle ou lot total de la ZONE D'AMENAGEMENT                                                                                                          |  |
| Nombre de logements prévus :<br>- dont nombre de lots nus individuels<br>- dont nombre de maisons individuelles groupées<br>- Dont nombre de logements collectifs |  |
| Nombre de lots Tertiaire / Industrie et surface de construction prévisible pour ces lots (en m <sup>2</sup> de plancher)                                          |  |
| Nombre de branchements sur voie publique                                                                                                                          |  |

#### **Programme détaillé**

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
 Quel que soit votre fournisseur.





| Parcelle ou lot Bâtiment | Destination de la construction * | m <sup>2</sup> SP | Nb de logements | date de livraison prévue | Nom et coordonnées du MOA si identifié ** | Puissance en kW ** | Consos en MWh ** | Débit en m3/h ** |
|--------------------------|----------------------------------|-------------------|-----------------|--------------------------|-------------------------------------------|--------------------|------------------|------------------|
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |

\*

*Préciser le type de destination prévue pour la parcelle / le bâtiment : logements individuels, logements collectifs, activités en précisant le type d'activités dont il s'agit, équipements publics en précisant le type d'équipement public dont il s'agit.*

*\*\* Conformément à l'article 4.2.1, GRDF s'engage à réaliser les Branchements seulement des lots dont le Maître d'Ouvrage est identifié et le projet qualifié, c'est-à-dire pour lesquels la puissance, la consommation et le débit de gaz naturel sont définis.*



**ANNEXE 4**  
**FICHE CONTACT ACQUEREURS**  
**A retourner par l'AMENAGEUR à GRDF**

L'AMENAGEUR s'engage à transmettre à GRDF, au fil des ventes des parcelles, les coordonnées des acquéreurs :

Contact GRDF pour la transmission de la fiche :

|                       |                                           |
|-----------------------|-------------------------------------------|
| Nom du contact GRDF : | AUORE DANIEL                              |
| Tel :                 | 0969363534                                |
| Mail :                | aurore.daniel@grdf.fr                     |
| Adresse :             | 89 rue Nicole ORESME,<br>76230Isneauville |

Contacts de l'acquéreur de lots :

| N° / référence<br>de la parcelle ou<br>du lot concerné<br>(*) | Date<br>entrée en<br>portefeuille | Destination de la<br>construction et m <sup>2</sup><br>ou nombre de<br>logements | Acquéreur |         |           |                 | Statut |         |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------|-----------|-----------------|--------|---------|
|                                                               |                                   |                                                                                  | Nom       | Adresse | Téléphone | Adresse<br>mail | Acquis | Réservé |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |

(\*) joindre un plan de la zone pour localiser le lot.

**Raccordement gaz :**

Dans le cas où l'acquéreur de lot aurait indiqué à l'AMENAGEUR vouloir se raccorder au réseau de gaz naturel, indiquer :

- La date de raccordement gaz naturel souhaitée
- Si possible, l'emplacement (en limite de propriété) du poste de livraison gaz naturel

*L'AMENAGEUR s'engage à informer préalablement les acquéreurs du destinataire des données, à savoir GRDF , et de la finalité de la collecte : permettre à GRDF et/ou à son prestataire de les recontacter afin de leur apporter un conseil personnalisé sur le choix de leur énergie, dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés , ainsi que des modalités d'exercice de leurs droit d'accès, de rectification et opposition.*

## ANNEXE 5

### Procès verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE

#### Descriptif GRDF de l'affaire :

N°Affaire :

Adresse :

Commune :

#### Coordonnées des intervenants :

Aménageur :

Maître d'oeuvre :

Entreprise de travaux :

Interlocuteur GRDF :

Le ..... à ..... , nous soussignés GRDF, représenté par le chargé d'affaires en présence du maître d'ouvrage ou de son représentant, après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires de la tranchée ouverte, branchements et coffrets, déclarons:

#### X - L'admission de la réception de tranchée ouverte avant déroulage du PE

#### X - L'admission avec réserves de la réception de tranchée ouverte avant déroulage du PE :

sous réserve de l'exécution des travaux énumérés ci-après avant le / / et en l'absence de constat de nouvelles réserves, la réception de la tranchée sera prononcée.

La programmation des travaux de pose de réseau et de mise en gaz dépendent de la date de réception de la tranchée.

#### Travaux à réaliser si réserves constatées :

#### Liste non exhaustive des contrôles

|                                                                               | Conforme | Non conforme |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| Propreté de la tranchée (fond de fouille sans eau, gravats, etc)              |          |              |
| Accessibilité de la tranchée                                                  |          |              |
| Largeur de tranchée permet le respect de la distance entre les réseaux        |          |              |
| Présence d'un lit de sable                                                    |          |              |
| Nature du sable                                                               |          |              |
| Présence de fourreau en traversée de chaussée de type TPC1                    |          |              |
| Cohérence du diamètre du fourreau en fonction du tube PE à poser              |          |              |
| Fouille branchement perpendiculaire à la fouille réseau                       |          |              |
| Piquetage avec altimétrie                                                     |          |              |
| Pose des coffrets (limite propriété, hauteur, présence fourreaux de remontée) |          |              |
| Respect des distances aux végétaux                                            |          |              |
| Mise en place de protections mécaniques le cas échéant                        |          |              |

Date de signature de l'entreprise  
 L'AMENAGEUR

Date de signature de



**ANNEXE 6**  
**Modèle - PROCES VERBAL DE RECEPTION D'OUVRAGES**

L'entreprise ..... représentée par

M.....

Dès la signature de la présente attestation concernant les travaux ci-après définis :

Adresse du chantier

.....

.....

Consistance des travaux

.....

.....

Dossier :..... Plan(s)

.....

.....

.....

.....

• Certifie :

- Que les travaux lui incombant sont réalisés conformément à la commande passée
- Que les travaux lui incombant sont réalisés conformément aux exigences réglementaires de sécurité

• Précise :

- Que les travaux sont complètement achevés (1)

- Que les travaux ci-après restent à exécuter (1)

.....

.....

- S'interdit de faire intervenir le personnel placé sous son autorité sur ou à proximité de cet ouvrage sans autorisation du chef d'exploitation de Gaz Réseau Distribution France si l'ouvrage est mis en exploitation.

Le représentant de l'entreprise intervenante

M.....

Le :..... Heure :.....

Signature :

Le Promoteur/Aménageur (ou son représentant) :

M.....

Le :..... Heure :.....

Signature :

**ANNEXE 7**  
**CANEVAS TECHNIQUE DE PAIEMENT**  
**EN VIGUEUR AU 24/04/2025**

**Conditions maximales de remboursement par GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE des  
travaux de pose des Ouvrages à l'intérieur de la zone et des Branchements associés  
réalisés par l'AMENAGEUR**

| <i>Articles</i>                                  | <i>Montant du paiement en €HT</i> | <i>Unité de référence</i> |
|--------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|
| <b>Réseau</b>                                    |                                   |                           |
| <b>Pose des tubes PE + Accessoires de réseau</b> |                                   |                           |
| de calibre 63/110                                | 7.7                               | Mètre linéaire            |
| de calibre 125                                   | 8.3                               | Mètre linéaire            |
| <b>Pose des tubes Acier + Accessoires réseau</b> | Au cas par cas                    | Mètre linéaire            |
| <b>Branchement</b>                               |                                   |                           |
| Pose de tubes et prises                          | 121                               | Unité                     |
| <b>Coffret</b>                                   |                                   |                           |
| Pose de socles et coffrets                       | 180                               | unité (coffret)           |

## ANNEXE 8

### Contrôle de conformité des ouvrages en lotissement ou zone d'aménagement

#### Fiche d'auto-contrôle Entreprise / GRDF

#### Descriptif GRDF de l'affaire :

N°Affaire :  
 Date début des travaux :  
 Adresse :  
 Commune :

#### Coordonnées des intervenants :

Aménageur :  
 Maître d'oeuvre :  
 Entreprise de travaux :  
 Interlocuteur GRDF :

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Conforme | Non conforme |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| <b>Phase d'étude</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |              |
| Transmission, à GRDF, du nom du coordonnateur par l'aménageur en matière de santé et sécurité<br>Nom du coordonnateur :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |          |              |
| Envoi de l'étude technique à GRDF pour approbation<br>Date d'envoi :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |              |
| Réception et validation de l'étude technique par GRDF avant le début des travaux<br>Date de réception :<br>Date de validation :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |              |
| Prise en compte des points singuliers à photographier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |              |
| <b>Phase travaux</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |              |
| Piquetage avec altimétrie du sol fini                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |              |
| Bornage des limites des lots                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |              |
| Fouilles branchement perpendiculaires à la fouille canalisation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |              |
| Pose du Réseau <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect des distances inter-fluides</li> <li>• Respect des distances aux végétaux</li> <li>• En cas d'utilisation de fourreau, respect d'utilisation de fourreau annelé jaune</li> <li>• Mise en place de protections mécaniques le cas échéant</li> <li>• Respect des valeurs de couverture (profondeur de pose)</li> <li>• Pose de grillage avertisseur jaune à la bonne profondeur</li> <li>• Nettoyage des canalisations</li> <li>• Séchage des canalisations</li> <li>• Massif béton Chambre TV ou Télécommunication à 20 cm de l'ouvrage gaz</li> <li>• Pose de marqueurs enterrés type boules : en bout de réseau, tous les 15 m en partie droite et tous les changements de direction (pose à côté de la canalisation et maintien par collier Rilsan)</li> </ul> |          |              |
| Pose des coffrets et branchements <ul style="list-style-type: none"> <li>• Alignement et altimétrie par rapport aux limites de lot</li> <li>• Respect du niveau de sol fini (définitif)</li> <li>• Utilisation de fourreaux préformés pour la remontée dans les coffrets</li> <li>• Raccordement des tubes PE de branchement sur les robinets d'entrée de coffret</li> <li>• Obturation des pénétrations</li> <li>• Repérage étiquetage prises PDBI</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |          |              |
| Réalisation de la voirie <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conformité du compactage</li> <li>• Réalisation des voiries effectives à -10cm du sol fini</li> <li>• Pose des bordures de trottoir et/ou du 1<sup>er</sup> rang de parpaing des lots</li> <li>• Respect des prescriptions du gestionnaire de voirie</li> <li>• Respect des prescriptions de GRDF pour l'enrobage des tubes</li> <li>• Lit de pose (10cm) et zone d'enrobage (10cm) en 0/6,3mm naturel (0/4mm en recyclé)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |          |              |
| Conformité de la pose du Polyéthylène <ul style="list-style-type: none"> <li>• Essai de résistance mécanique</li> <li>• Essai d'étanchéité</li> <li>• Nettoyage de la canalisation (Passage du piston)</li> <li>• Qualification des opérateurs</li> <li>• Respect des règles d'électrosoudage (extraction machine, cycle de soudage, température)</li> <li>• Obturation des pénétrations</li> <li>• Respect des conditions de stockage / aspect extérieur des tubes</li> <li>• Respect des efforts de tractions lors du déroulage</li> <li>• Respect des rayons de courbure</li> <li>• Respect des prescriptions de déroulage</li> <li>• Aspect visuel du PE</li> </ul>                                                                                                                                                          |          |              |
| Utilisation de matériel approvisionné par SERVAL                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |          |              |
| <b>Phase de réception</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |          |              |

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
 Quel que soit votre fournisseur.

- Complétude du dossier de réception
  - Levé numérisé et géoréférencé du réseau posé (XYZ et cotes) et quelques points fixes
  - PV de compactage
  - Fiches techniques produits (FTP) des matériaux d'apport
  - PV d'essai mécanique et d'étanchéité
  - Eléments de traçabilité de tubes et des accessoires
  - Titres de qualification des opérateurs soudeurs
  - Certificats d'étalonnage des postes à souder
  - Fourniture de l'ensemble des paramètres de soudage des accessoires posés
  - Fourniture des photos des points singuliers
  - Liasse exhaustive des comptes rendus des rendez-vous de chantier concernant le gaz
  - Coordonnées des entreprises intervenues sur le réseau gaz, choisies par l'aménag

| Contrôles complémentaires effectués |       |                    |                   |           |
|-------------------------------------|-------|--------------------|-------------------|-----------|
| Date                                | Phase | Entreprise ou GRDF | Contrôle effectué | Résultats |
|                                     |       |                    |                   |           |
|                                     |       |                    |                   |           |
|                                     |       |                    |                   |           |
|                                     |       |                    |                   |           |

Date de signature de l'entreprise  
l'AMENAGEUR

Date de signature de



Version  
09/02/2025

Délégation marché d'affaires  
GRDF NORD OUEST  
Référence affaire : 20241194796  
Référence SIROCCO : RE2-2500183

CA AGGLOMERATION DE LA REGION DE  
COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE  
PL DE L HOTEL DE VILLE  
60200 Compiègne

# Convention pour l'alimentation en gaz de la zone d'aménagement **QUARTIERS DES MARECHAUX**

entre

**GRDF**

et

**CA AGGLOMERATION DE LA REGION DE  
COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE**

## Sommaire :

|                                                                                                                                       |                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <a href="#">Article 1. OBJET DE LA CONVENTION</a>                                                                                     | <a href="#">6</a>  |
| <a href="#">Article 2. DUREE DE LA CONVENTION</a>                                                                                     | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">Article 3. MODALITES DE COOPERATION DES PARTIES</a>                                                                       | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.1. Désignation d'interlocuteurs dédiés</a>                                                                              | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.1.1. Pour GRDF</a>                                                                                                      | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.1.2. Pour l'AMENAGEUR</a>                                                                                               | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.2. Suivi commercial de la CONVENTION</a>                                                                                | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.3. Accompagnement de la réflexion "Energie" de l'AMENAGEUR</a>                                                          | <a href="#">7</a>  |
| <a href="#">3.4. Informations sur la présence du réseau de distribution gaz</a>                                                       | <a href="#">8</a>  |
| <a href="#">3.5. Identification des acquéreurs de lots</a>                                                                            | <a href="#">8</a>  |
| <a href="#">3.6. Communication</a>                                                                                                    | <a href="#">9</a>  |
| <a href="#">3.7. Réalisation des travaux</a>                                                                                          | <a href="#">9</a>  |
| <a href="#">Article 4. MODALITES FINANCIERES</a>                                                                                      | <a href="#">9</a>  |
| <a href="#">4.1. Rentabilité de l'alimentation au gaz naturel</a>                                                                     | <a href="#">9</a>  |
| <a href="#">4.2. Conditions financières et modalités de mise en oeuvre</a>                                                            | <a href="#">10</a> |
| <a href="#">4.2.1. Principes de financement des travaux</a>                                                                           | <a href="#">10</a> |
| <a href="#">4.2.2. Investissements à la charge des Ayants droit</a>                                                                   | <a href="#">11</a> |
| <a href="#">4.2.3. Frais relatifs aux contrôles ponctuels ou continus à l'initiative de GRDF</a>                                      | <a href="#">11</a> |
| <a href="#">4.2.4. Participation financière pour les maisons individuelles</a>                                                        | <a href="#">12</a> |
| <a href="#">4.3. Modalités de paiement et de facturation</a>                                                                          | <a href="#">12</a> |
| <a href="#">4.3.1. Facturation et règlement de la participation financière de l'aménageur</a>                                         | <a href="#">12</a> |
| <a href="#">4.3.2. Remboursement des travaux de pose pris en charge par l'AMENAGEUR</a>                                               | <a href="#">13</a> |
| <a href="#">4.3.3. Facturation et règlement de la participation forfaitaire par lots individuels de GRDF</a>                          | <a href="#">13</a> |
| <a href="#">4.4. Pénalités de retard</a>                                                                                              | <a href="#">14</a> |
| <a href="#">4.5. Révisions des conditions financières</a>                                                                             | <a href="#">14</a> |
| <a href="#">Article 5. MODALITES TECHNIQUES DE REALISATION DES OUVRAGES</a>                                                           | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.1. Réalisation de l'Etude Technique préalable</a>                                                                       | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.1.1. Engagements de l'AMENAGEUR</a>                                                                                     | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.1.2. Engagements de GRDF</a>                                                                                            | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.2. Réalisation du Réseau d'amenée</a>                                                                                   | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.2.1. Engagements de GRDF</a>                                                                                            | <a href="#">15</a> |
| <a href="#">5.3. Réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                                     | <a href="#">16</a> |
| <a href="#">5.3.1. Engagements de l'AMENAGEUR concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>          | <a href="#">16</a> |
| <a href="#">5.3.1.1. Conformité aux normes et règlements applicables</a>                                                              | <a href="#">16</a> |
| <a href="#">5.3.1.2. Coordination Sécurité Protection de la Santé</a>                                                                 | <a href="#">16</a> |
| <a href="#">5.3.1.3. Appréciation du niveau de compétence de l'Entreprise retenu par l'AMENAGEUR</a>                                  | <a href="#">17</a> |
| <a href="#">5.3.1.4. Réalisation des ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                              | <a href="#">17</a> |
| <a href="#">5.3.1.5. Réception des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT par l'AMENAGEUR</a> | <a href="#">18</a> |
| <a href="#">5.3.2. Engagements de GRDF concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la</a>                                    |                    |

|                                                                                                                                                                                               |                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <a href="#">ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                                                                                                                                            | <a href="#">18</a> |
| <a href="#">5.3.2.1. Réalisation des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                                                       | <a href="#">18</a> |
| <a href="#">5.3.2.2. Remise de la tranchée ouverte</a>                                                                                                                                        | <a href="#">19</a> |
| <a href="#">5.3.2.3. Remise des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT</a>                                                                            | <a href="#">19</a> |
| <a href="#">5.3.2.4. Transmission des plans géoréférencés</a>                                                                                                                                 | <a href="#">20</a> |
| <a href="#">Article 6. DELAIS</a>                                                                                                                                                             | <a href="#">20</a> |
| <a href="#">Article 7. REGIME DES CANALISATIONS ET ASPECT FONCIER</a>                                                                                                                         | <a href="#">20</a> |
| <a href="#">7.1. Ouvrages en concession et accessibilité des compteurs</a>                                                                                                                    | <a href="#">21</a> |
| <a href="#">7.1.1. Constitution de Servitude</a>                                                                                                                                              | <a href="#">21</a> |
| <a href="#">7.1.2. Classement des voies en domaine public</a>                                                                                                                                 | <a href="#">21</a> |
| <a href="#">7.2. Règles d'implantation des compteurs - règles en matière de plantation d'arbres - Règles en matière de constructions à proximité du réseau de distribution de gaz naturel</a> | <a href="#">22</a> |
| <a href="#">7.3. Non-obtention des autorisations</a>                                                                                                                                          | <a href="#">22</a> |
| <a href="#">Article 8. CESSION - CLAUSE D'AGREMENT</a>                                                                                                                                        | <a href="#">23</a> |
| <a href="#">Article 9. RESILIATION DE LA CONVENTION</a>                                                                                                                                       | <a href="#">23</a> |
| <a href="#">Article 10. CONFIDENTIALITE</a>                                                                                                                                                   | <a href="#">23</a> |
| <a href="#">Article 11. LITIGES ET DROITS APPLICABLES</a>                                                                                                                                     | <a href="#">24</a> |
| <a href="#">Article 12. RESPONSABILITE</a>                                                                                                                                                    | <a href="#">24</a> |
| <a href="#">Article 13. DOCUMENTS CONTRACTUELS</a>                                                                                                                                            | <a href="#">24</a> |

## CONVENTION POUR L'ALIMENTATION EN GAZ D'UNE ZONE D'AMENAGEMENT

Entre

### **CA AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE**

Domicilié à PL DE L HOTEL DE VILLE, 60200 Compiègne,

Représenté par son Président en exercice, Philippe MARINI,

Désigné ci-après par l'**AMENAGEUR**,

et

**GRDF** Société anonyme au capital de 1 835 695 000 €, dont le siège social est situé au 17 rue des Bretons 93200 Saint Denis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511 RCS,

Représenté par Guillaume VIRMAUX, Délégué Marché d'Affaires , dûment habilité(e) à cet effet,

Désigné ci-après par **GRDF**,

Ci-après individuellement désignées par la **Partie** et collectivement par les **Parties**

·  
·



## PREAMBULE

La commune (ou établissement public compétent) de Compiègne initiatrice de la ZONE D'AMENAGEMENT QUARTIERS DES MARECHAUXa prévu de réaliser l'aménagement et l'équipement de la ZONE D'AMENAGEMENT. La ZONE D'AMENAGEMENT a été créée par la délibération de l'organe délibérant de la collectivité publique en date du .

La loi Energie Climat fixe des objectifs ambitieux de réduction des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables, notamment dans le secteur du bâtiment et du transport, principaux secteurs consommateurs d'énergie et contributeurs aux émissions de Gaz à Effet de Serre. A l'échelle locale, les projets d'aménagements durables sont clés pour répondre à ces objectifs car ils peuvent agir de manière transverse sur tous les leviers d'optimisation des ressources : intégration urbaine, conception bioclimatique, mobilité, accompagnement des futurs usagers, etc...

Les acteurs de l'aménagement jouent un rôle essentiel : ils traduisent opérationnellement les ambitions nationales en matière de transition énergétique, tout en garantissant l'attractivité pour les futurs acquéreurs, la commercialisation de la zone et la bonne réalisation des travaux.

Pour y parvenir, le réseau de gaz est leur outil d'aménagement durable : disponible, souple, évolutif et vecteur d'énergies renouvelables avec le gaz vert, il permet de répondre à tous les usages énergétiques d'un quartier grâce à des solutions gaz et gaz vert performantes et économiques pour les acteurs de lots. Dans le cadre de ses missions de service public, GRDF accompagne Aménageurs et Maîtres d'Ouvrages dans leurs choix énergétiques et dans la construction de solutions adaptées à leurs enjeux.

Compte tenu de leurs ambitions partagées de maîtrise des consommations et de mise en œuvre opérationnelle de la transition énergétique, les Parties ont donc convenu de ce qui suit :

## Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention, ci-après dénommée la "CONVENTION", a pour objet de définir les conditions partenariales, financières et techniques dans lesquelles les parties conviennent de coopérer pour l'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT QUARTIERS DES MARECHAUX que l'AMENAGEUR envisage de réaliser à Compiègne et décrite en Annexe 3 (ci-après le "PROJET").

Les définitions des termes employés dans la présente CONVENTION sont données en annexe 1. Ces termes sont identifiés dans la convention avec une majuscule.

## Article 2. DUREE DE LA CONVENTION

La présente CONVENTION prend effet à compter de la signature par la dernière des parties pour une durée fixée à 5 ans. Par dérogation, l'article 3.5 des présentes demeurera applicable à l'issue de cette période pour la durée requise pour l'application dudit article.

## Article 3. MODALITES DE

# COOPERATION DES PARTIES

## 3.1. Désignation d'interlocuteurs dédiés

Les noms, fonctions et coordonnées des interlocuteurs du projet sont synthétisés en annexe 2. Les Parties conviennent de s'avertir mutuellement de tous changements d'interlocuteurs.

### 3.1.1. Pour GRDF

Afin de faciliter l'ensemble de son accompagnement, GRDF met à la disposition de l'AMENAGEUR un interlocuteur commercial et un interlocuteur technique dédiés au PROJET. Les interlocuteurs désignés seront les points d'entrée privilégiés de l'AMENAGEUR et des acquéreurs de lots. Ils faciliteront l'ensemble des étapes administratives et contractuelles, et feront appel aux compétences de GRDF nécessaires à l'aménagement du PROJET.

### 3.1.2. Pour l'AMENAGEUR

Pendant la phase de réalisation du PROJET, l'AMENAGEUR désigne de son côté le ou les interlocuteurs privilégiés de sa structure pour assurer le suivi commercial et technique de la CONVENTION. L'AMENAGEUR communique à son interlocuteur commercial GRDF les coordonnées du responsable de commercialisation et l'indique en Annexe 2.

## 3.2. Suivi commercial de la CONVENTION

Les parties se réunissent chaque fois que nécessaire pour la bonne exécution de la CONVENTION.

Toutefois, l'AMENAGEUR et l'interlocuteur commercial de GRDF conviennent de se rencontrer à un rythme régulier et a minima annuel pour faire le point d'avancement du projet, des engagements respectifs des parties et de l'acquisition des lots.

## 3.3. Accompagnement de la réflexion "Energie" de l'AMENAGEUR

GRDF informe l'AMENAGEUR sur les solutions gaz naturel performantes lui permettant de répondre aux ambitions énergétiques et environnementales de son PROJET.

GRDF fournit à l'AMENAGEUR les informations dont il dispose et qu'il jugera utiles à la rédaction du cahier des charges de cessions des lots.

## 3.4. Informations sur la présence du réseau de distribution gaz

L'AMENAGEUR s'engage à :

- Faire figurer la présence du réseau de distribution de gaz naturel sur la ZONE D'AMENAGEMENT dans le cahier des charges de cession de terrains annexé aux actes de vente ainsi que dans tous ses supports de communication et de promotion de la ZONE D'AMENAGEMENT (plaquette de présentation du projet, communication digitale, etc.),
- Communiquer aux acquéreurs de lot le n° de l'Accueil Gaz Raccordement et Conseil

(09 69 36 35 34) et l'adresse du site de GRDF [www.grdf.fr](http://www.grdf.fr),

- Annexer aux actes de cession de terrains, à titre d'information, les informations relatives à la performance des solutions gaz naturel transmises par l'interlocuteur commercial de GRDF.

De son côté, GRDF s'engage à :

- Fournir aux utilisateurs potentiels de gaz naturel de la zone les modalités techniques et financières de raccordement au gaz naturel,
- Répondre à toute demande d'information sur les techniques liées à la réalisation du réseau et la mise en place de solutions énergétiques performantes gaz naturel,
- Fournir aux maîtres d'ouvrages et aux bureaux d'études de maîtrise d'oeuvre (BET, architecte) les informations nécessaires pour les accompagner dans leur choix de solutions énergétiques adaptées à leurs projets et ambitions,
- Informer sur les technologies disponibles sur le marché, leur pertinence par rapport à d'autres solutions énergétiques et leur positionnement pour atteindre la réglementation en vigueur.

### 3.5. Identification des acquéreurs de lots

L'AMENAGEUR communiquera au prestataire retenu et désigné par GRDF les coordonnées (nom et téléphone) des acquéreurs de lot (personne morale ou physique) et de préférence les réservataires de parcelles (au moment de la promesse de vente ou de l'acte de vente définitif), après les avoir préalablement informés du destinataire des données (GRDF) et de la finalité de la collecte (permettre à GRDF de les recontacter afin de leur apporter un conseil personnalisé sur le choix de leur énergie), dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les coordonnées des acquéreurs de lots seront fournies par l'AMENAGEUR selon le modèle en annexe 4. La liste et la qualification des éventuels acquéreurs de lot connus à la date de la signature de la convention sont présentées à l'annexe 3.

### 3.6. Communication

Dans le cadre de la CONVENTION, l'AMENAGEUR autorise GRDF à communiquer sur le projet à des fins internes et externes, sauf mention contraire écrite de l'AMENAGEUR.

### 3.7. Réalisation des travaux

Les engagements des Parties s'agissant de la réalisation des travaux pour l'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT sont définis à l'article 5.

## Article 4. MODALITES FINANCIERES

### 4.1. Rentabilité de l'alimentation au gaz naturel

GRDF réalise une étude technico-économique de rentabilité pour le PROJET sur la base des éléments fournis par l'AMENAGEUR en annexe 3, notamment du descriptif du

programme prévisionnel de la ZONE D'AMENAGEMENT et du ~~planning~~. Cette étude technico-économique de rentabilité est effectuée à partir d'un calcul de B/I (Bénéfice/Investissement), ou bénéfice net actualisé par euro investi. Ce calcul permet, grâce à une actualisation sur une durée d'étude actuellement de 30 ans, d'évaluer aujourd'hui la valeur d'une décision économique en prenant en compte les dépenses et les recettes intervenant dans l'avenir à des dates différentes :

Recettes : recettes d'acheminement du gaz naturel sur la zone à desservir, concernées par la présente CONVENTION

Dépenses comprenant : investissements, dépenses d'exploitation de GRDF, dépenses éventuelles de renforcement de réseau pour alimenter le périmètre concerné par la présente CONVENTION, participation de GRDF aux travaux éventuels de pose réalisés par l'AMENAGEUR.

Selon cette étude, le montant total des travaux à réaliser pour l'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT s'élève à 50 164 € HT, incluant :

- 9 209 € HT pour le Réseau d'Amenée
- 40 955 € HT pour les Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT

Au vu des résultats de l'étude technico - économique de rentabilité et des engagements définis à l'ARTICLE 3, le montant de la participation financière **de l'AMENAGEUR est de 21 497.80 € HT**. Ce montant est précisé à l'article 4.2.1. GRDF prend à sa charge 28 666.2 € HT

## 4.2. Conditions financières et modalités de mise en oeuvre

### 4.2.1. Principes de financement des travaux

Au regard de l'étude technico-économique de rentabilité, GRDF et l'AMENAGEUR se répartissent le coût correspondant aux travaux d'alimentation en gaz naturel de la ZONE D'AMENAGEMENT. Ces travaux comprennent :

- La réalisation des travaux d'amenée incluant :
  - les ouvrages en amont des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT et concourant à l'alimentation en gaz de cette ZONE (Réseau d'Amenée);
  - les éventuels renforcements du réseau de distribution existant et/ou l'Extension du réseau à partir du réseau de distribution existant en PE;
- La fourniture des tubes PE, les accessoires (prises, manchons, boules marqueurs...) destinés à être posés au titre des Ouvrages Intérieurs de la zone;
- La fourniture des éléments nécessaires aux Branchements, coffrets, postes de livraisons et socles pour :
  - Les lots de maisons individuelles de la ZONE D'AMENAGEMENT
- La réalisation des travaux de pose et de soudure de tous les tubes PE et accessoires en PE à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT , y compris les Branchements, coffrets et postes prévus dans le présent article.

Il est à noter que :

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.



- Les travaux de terrassement liés aux Ouvrages Intérieurs de la Zone d'Aménagement, y compris matériau meuble mis en fond de fouille et pose du grillage avertisseur de couleur jaune, seront réalisés et financés par l'AMENAGEUR
- Les coûts définis au 4.2.2 seront le cas échéant, à la charge des Ayants droit concernés.

La répartition de la prise en charges des coûts des travaux de raccordement de la ZONE D'AMENAGEMENT décrits ci-dessus s'établit comme suit :

- GRDF prend en charge 28 666.2 € HT.
- L'AMENAGEUR verse une participation financière à hauteur de 21 497.80 €HT, suivant le détail ci-dessous :

#### Participation pour raccordement :

|             |              |           |
|-------------|--------------|-----------|
| TVA : 20,0% | Total €HT =  | 21 497.80 |
|             | TVA =        | 4 299.56  |
|             | Total €TTC = | 25 797.36 |

La TVA et le montant TTC sont calculés en application du (des) taux de TVA en vigueur à la date de rédaction de la CONVENTION et sont susceptibles de modifications en cas de changement des taux légaux. Les travaux de pose réalisés par l'AMENAGEUR faisant partie de l'investissement pris en charge par GRDF sont remboursés par GRDF aux conditions décrites à l'article 4.3.2.

### 4.2.2. Investissements à la charge des Ayants droit

Les Parties reconnaissent que, au jour de la signature des présentes, pour certains lots du PROJET, les acquéreurs ne sont pas connus, le choix de l'énergie - quel que soit l'usage - n'a pas encore été fait ou l'énergie choisie n'est pas le gaz naturel.

Pour ces lots, les Parties reconnaissent que les acquéreurs ou futurs acquéreurs qui souhaitent faire raccorder leur(s) bâtiment(s) au réseau public de gaz naturel prendront à leur charge les coûts y afférents, conformément au catalogue des prestations annexes de GRDF. Cela inclut notamment :

- les charges liées aux Branchements individuels et aux prestations réalisées après la pose des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT,
- les charges liées à la location du Poste de livraison.

Les Parties reconnaissent que le raccordement de ces lots fera l'objet de travaux de voiries. GRDF réalisera les travaux dans les conditions définies dans l'offre de raccordement qui leur sera proposé par GRDF et notamment après obtention des autorisations nécessaires et cela quelque soit l'état des enrobés, définitifs ou provisoires. Pour tous les lots du PROJET, la réalisation des Installations Intérieures est à la charge des Ayants droit.

### 4.2.3. Frais relatifs aux contrôles ponctuels ou continus à l'initiative de GRDF

GRDF s'engage à prendre en charge les frais relatifs aux contrôles ponctuels ou continus effectuées à son initiative et portant sur des travaux réalisés par l'AMENAGEUR sur les

Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT, dans les termes de l'article. Les parties reconnaissent que les contrôles effectués par GRDF n'exonèrent en aucun cas l'AMENAGEUR de sa responsabilité au titre des travaux réalisés sur les Ouvrages à l'Intérieur de la zone.

#### 4.2.4. Participation financière pour les maisons individuelles

GRDF s'engage à verser à l'AMENAGEUR une participation financière de 45 € HT par maisons individuelles dont le nombre figure en annexe 3.

### 4.3. Modalités de paiement et de facturation

#### 4.3.1. Facturation et règlement de la participation financière de l'aménageur

A la signature de la convention, GRDF transmettra à l'AMENAGEUR la facture correspondant à sa participation financière telle que définie au 4.2.1.

L'AMENAGEUR procédera au règlement de 0 % de la participation financière à la signature de la présente CONVENTION. L'AMENAGEUR reconnaît que les travaux ne pourront pas débiter tant qu'il n'aura pas versé l'acompte à GRDF.

**Par chèque bancaire** à l'ordre de GRDF transmis à l'adresse suivante :

GRDF  
Accueil Clients Marché d'Affaires  
TSA 85101  
27091 EVREUX Cedex

**Ou par virement** : BRED BANQUE POPULAIRE, N°IBAN : FR76 1010 7001 0900  
6120 2031 632

Lors de son paiement par chèque ou virement, l'AMENAGEUR devra indiquer la référence suivante :

**N°SIROCCO  
figurant en 1ère page de la présente  
CONVENTION  
RE2-2500183**

Le règlement du solde fera l'objet d'une facture adressée à l'AMENAGEUR et sera effectué au plus tard le jour de la date de la Mise en gaz.

L'AMENAGEUR reconnaît qu'en l'absence de paiement du solde de la facture le jour de la date de la Mise en gaz prévu, GRDF pourra refuser la Mise en gaz.

#### 4.3.2. Remboursement des travaux de pose pris en charge par l'AMENAGEUR

GRDF s'engage à rembourser les travaux de pose réalisés par l'AMENAGEUR et pris en charge par GRDF, conformément à l'article 4.2.1 selon le tarif défini dans le canevas technique, fourni en

annexe 7.

La demande de remboursement des travaux réalisés par l'AMENAGEUR fait l'objet d'une facture envoyée en deux exemplaires à GRDF à l'adresse suivante :  
[GRDF - 3 rue Armand Benet- 27018 EVREUX]

L'AMENAGEUR mentionnera dans toutes les factures la référence suivante :

**N°SIROCCO  
figurant en 1ère page de la présente  
CONVENTION  
RE2-2500183**

Cette demande sera adressée à GRDF dans un délai de trois mois à compter de la date de Mise en Gaz à GRDF précisé à l'article 5.3.2.2. En l'absence de facture reçue par GRDF dans ce délai, l'AMENAGEUR sera réputé avoir renoncé à son droit de paiement.

#### **4.3.3. Facturation et règlement de la participation forfaitaire par lots individuels de GRDF**

La demande de participation forfaitaire par lots individuels par l'AMENAGEUR fait l'objet d'une facture envoyée en deux exemplaires à GRDF à l'adresse suivante :  
[GRDF - 3 rue Armand Benet- 27018 EVREUX]

L'AMENAGEUR mentionnera dans toutes les factures la référence suivante :

**N°SIROCCO  
figurant en 1ère page de la présente  
CONVENTION  
RE2-2500183**

Cette demande sera adressée à GRDF dans un délai de trois mois à compter de la date de Remise d'ouvrage à GRDF précisé à l'article 5.3.2.2. En l'absence de facture reçue par GRDF dans ce délai, l'AMENAGEUR sera réputé avoir renoncé à son droit de paiement.

#### **4.4. Pénalités de retard**

Conformément à l'article L441-6 du code du commerce, tout retard de paiement entraînera l'application de plein droit de retard d'un montant égal à trois fois le taux d'intérêt légal ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) Euros.

Ces pénalités et indemnités forfaitaires sont exigibles le jour suivant la date de règlement prévu à la présente CONVENTION. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire susmentionnée, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire sur justification.

#### **4.5. Révisions des conditions financières**

Toute modification des éléments précisés en Annexe 3 (augmentation des longueurs d'alimentation extérieure à la zone, modification du nombre de lots, modification des

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.

tracés intérieurs, modification du phasage du projet, modification des besoins en gaz naturel prévisionnels, ...) entraînera la réalisation d'une nouvelle étude technico-économique, et la révision, le cas échéant, des conditions financières.

Dans le cas où le résultat de cette nouvelle étude serait favorable (c'est-à-dire dans le cas d'une baisse de la participation financière de l'AMENAGEUR ou dans le cas où la rentabilité des travaux puisse être assurée sans participation financière de l'AMENAGEUR), les Parties conviennent de poursuivre la CONVENTION et de définir par voie d'avenant les nouvelles conditions financières (participation financière éventuelle à la charge de l'AMENAGEUR).

Dans le cas où le résultat de cette étude technico-économique serait défavorable (c'est-à-dire impliquant une augmentation de la participation financière), la CONVENTION pourra faire l'objet d'une résiliation de l'une ou l'autre des Parties. A défaut, un avenant traduira les nouvelles conditions financières.

Toute adaptation du réseau après pose des Ouvrages Intérieurs résultant d'une modification de voirie et/ou limites parcellaires fera l'objet d'une facturation au demandeur.

## **Article 5. MODALITES TECHNIQUES DE REALISATION DES OUVRAGES**

### **5.1. Réalisation de l'Etude Technique préalable**

#### **5.1.1. Engagements de l'AMENAGEUR**

Dans un délai de 3 mois avant le démarrage des travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'AMENAGEUR, celui-ci s'engage à fournir à GRDF les éléments du dossier projet qu'il n'aurait pas transmis à GRDF au jour de la signature de la CONVENTION.

Ce dossier comprend les renseignements suivants :

- Les caractéristiques des bâtiments au regard du descriptif du programme prévisionnel du PROJET joint en Annexe 3 et la définition des utilisations du gaz,
- La fiche information et planning conformément à l'Annexe 3,
- Le plan masse, plan de situation, plan de voiries et réseaux divers (VRD) du PROJET, joints en Annexe 3,
- Le tracé projeté des Ouvrages à l'Intérieur de la zone comprenant les Branchements, le réseau et présentant l'emplacement projeté des coffrets / postes lorsque ceux-ci sont connus au moment de la signature de la présente CONVENTION,
- Les prescriptions en matière de santé et de sécurité.

L'AMENAGEUR s'engage à fournir tous les ans la mise à jour des documents correspondant à l'avancée du planning prévisionnel de réalisation de l'aménagement ainsi qu'à la livraison des bâtiments.



### **5.1.2. Engagements de GRDF**

Dans un délai maximum de un (1) mois à compter de la réception des documents cités ci-dessus, GRDF s'engage à réaliser avec l'AMENAGEUR l'étude technique du projet de tracé des Ouvrages considérés sur la base des éléments fournis par l'AMENAGEUR et à en transmettre les résultats à l'AMENAGEUR.

## **5.2. Réalisation du Réseau d'amenée**

### **5.2.1. Engagements de GRDF**

GRDF s'engage à réaliser les travaux en amont des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT ainsi que les éventuels renforcements du réseau de distribution et/ou l'Extension du réseau à partir du réseau de distribution existant en PE, jusqu'aux Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT.

## **5.3. Réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT**

### **5.3.1. Engagements de l'AMENAGEUR concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT**

#### **5.3.1.1. Conformité aux normes et règlements applicables**

L'AMENAGEUR s'engage à réaliser les travaux qui lui incombent en application de la présente CONVENTION, comme décrits à l'article 5.3.1.4 dans le respect des règles de sécurité, notamment de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité pour la distribution de gaz combustible par canalisations et les cahiers des charges Règlement de Sécurité de la Distribution de Gaz ( dits "RSDG") associés.

L'AMENAGEUR s'engage également à se conformer :

- Aux exigences supplémentaires contenues dans les spécifications techniques de GRDF remises à l'AMENAGEUR à la signature de la présente CONVENTION,
- Pour tous les travaux qu'il réalise dans le cadre de la présente CONVENTION, l'AMENAGEUR s'engage à se conformer au "Guide des bonnes pratiques : Réalisation des ouvrages gaz dans les programmes immobiliers, les lotissements ou les zones d'aménagement" (Référence 2RDB0410) remis par GRDF ou téléchargeable sur [www.grdf.fr](http://www.grdf.fr). Ce document précise sous forme condensée et illustrée, les exigences de GRDF en matière de construction des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT. En complément de ce guide, il est précisé que le tracé des canalisations de distribution de gaz naturel et les équipements et accessoires associés ne passent en aucun cas à l'intérieur des parcelles privatives ou destinées à le devenir.

#### **5.3.1.2. Coordination Sécurité Protection de la Santé**

L'AMENAGEUR reconnaît être maître d'ouvrage des travaux réalisés en application de la présente CONVENTION, au sens des article R. 4532-4 et suivants du code du travail, ces travaux étant réalisés dans le cadre général de l'opération d'aménagement de la ZONE qu'il réalise.

Ainsi , l'opération étant vu dans son ensemble, l'AMENAGEUR désigne un "Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé" (ci-après "Coordonnateur SPS"), pour l'ensemble de l'opération, conformément à la législation en vigueur (en application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993).

Le nom et l'adresse du Coordonnateur SPS sera communiqué à GRDF au moins 15 jours avant le début des travaux.

Les intervenants travaillant pour le compte de GRDF devront être inclus dans le plan général de coordination et transmettront au Coordonnateur SPS leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

#### **5.3.1.3. Appréciation du niveau de compétence de l'Entreprise retenu par l'AMENAGEUR**

L'AMENAGEUR s'engage à faire réaliser les travaux considérés par une entreprise réunissant toutes les qualités nécessaires à ladite réalisation. GRDF apprécie le niveau de compétence de l'entreprise afin de déterminer le type et la fréquence des contrôles à mettre en oeuvre selon son référencement ou non au panel GRDF.

Pour les entreprises référencées au panel GRDF et sous contrat, le dispositif national d'évaluation de la performance des Entreprises permet l'attribution d'une note de performance spécifique au segment de travaux " lotissements / zones d'aménagement", de mieux connaître le panel de ces entreprises et d'ajuster l'organisation des contrôles. Pour les entreprises avec prestations de pose de réseau et sans référencement au panel GRDF, une proposition de référencement au panel GRDF sera faite.

En cas de refus, GRDF met en place un dispositif de contrôle renforcé.

#### **5.3.1.4. Réalisation des ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT**

L'AMENAGEUR réalise ou fait réaliser sous sa responsabilité (et à ses frais conformément à l'article 4.2.1) les travaux de terrassement, en tenant compte des exigences contenues dans les spécifications techniques de GRDF qui lui seront remises à la signature de la présente CONVENTION :

- La réalisation de la fouille, commune ou non, destinée à recevoir les Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, la fourniture et la pose de fourreau pour passage ultérieur de Branchement en traversée de voirie le cas échéant ,
- Le remblayage de la fouille (y compris matériau meuble en fond de fouille et pose du grillage avertisseur de couleur jaune) et remise en état des sols.

L'AMENAGEUR réalise ou fait réaliser sous sa seule et entière responsabilité la pose des coffrets, postes de livraisons et de leur socle fournis par GRDF tel que précisé au 5.3.2.1, conformément aux dispositions en vigueur, notamment celles de l'arrêté du 2 Août 1977 modifié et exigences contenues dans les spécifications techniques de GRDF.

La pose des coffrets, postes de livraison et de leur socle sera systématiquement réalisée avant les branchements.

Dans le cas où il constaterait une malfaçon, GRDF demande à l'AMENAGEUR d'y remédier à ses frais. A défaut, GRDF se réserve le droit d'arrêter le chantier, aux torts exclusifs de

L'AMENAGEUR.

### **5.3.1.5. Réception des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT par l'AMENAGEUR**

L'AMENAGEUR procède, sous sa responsabilité, à la Réception des ouvrages dont il a commandé la réalisation à un ou plusieurs entrepreneurs. La Réception des ouvrages est matérialisée par la signature entre l'AMENAGEUR et l'entrepreneur du Procès Verbal de Réception d'Ouvrages (selon modèle en Annexe 6). Il est rappelé que d'un point de vue légal, la date de Réception d'ouvrage fixe le jour de départ des garanties durées par le ou les entrepreneurs ayant réalisé les travaux pour le compte de l'AMENAGEUR.

Dans le cas où il constaterait une malfaçon, GRDF demande à l'AMENAGEUR d'y remédier. A défaut, GRDF se réserve le droit d'arrêter le chantier, aux torts exclusifs de l'AMENAGEUR. Si les défauts constatés, le cas échéant, ne sont pas réparés dans le délai d'un an à compter de la date de Remise des ouvrages, GRDF sera en droit de faire exécuter les travaux correspondants aux frais et risques de l'AMENAGEUR après mise en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé et notifié par Lettre Recommandée avec Avis de Réception.

## **5.3.2. Engagements de GRDF concernant la réalisation des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT**

### **5.3.2.1. Réalisation des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT**

GRDF fournit le matériel (les tubes PE, les accessoires (prises, manchons, boules marqueurs...)) destinés à être posés au titre des Ouvrages Intérieurs de la ZONE D'AMENAGEMENT.

GRDF fait réaliser sous sa responsabilité la pose et la soudure de tous les tubes PE et accessoires en PE à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT (à l'exception des travaux décrits à l'article 5.3.1.3), y compris les éventuels Branchements prévus à l'article 4.2.1. GRDF fournit les coffrets, postes de livraison et socles nécessaires au PROJET et communique à l'AMENAGEUR leurs spécifications techniques de pose. A partir de ces spécifications, l'AMENAGEUR réalise ou fait réaliser, sous sa seule et entière responsabilité, la pose des coffrets et de leurs socles qui sera systématiquement réalisée avant les Branchements.

Dans le cas de Branchements prévus depuis le domaine public, GRDF se charge d'effectuer les démarches afin d'obtenir les autorisations administratives requises pour effectuer les travaux des Branchements correspondants. Les travaux seront pris en charge par GRDF et réalisés par l'entreprise de son choix. Ces travaux sont planifiés en même temps que ceux réalisés à l'intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT.

La responsabilité de GRDF ne pourrait être engagée en cas de refus d'autorisation administrative de réalisation des travaux.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.

### **5.3.2.2. Remise de la tranchée ouverte**

A la remise, à titre gratuit, de la tranchée ouverte, GRDF et l'AMENAGEUR signent de façon contradictoire un "Procès Verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE" (Annexe 5).

### **5.3.2.3. Remise des Ouvrages de distribution de gaz naturel à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT**

GRDF procédera aussi à la Remise des ouvrages réalisés par l'AMENAGEUR. Dans le cas où GRDF émettrait des réserves, GRDF pourra demander le déplacement ou la modification des ouvrages dont la réalisation ne serait pas conforme aux spécifications de pose du réseau ou des coffrets. Les coûts afférents à ces déplacements ou modifications seront à la charge de l'AMENAGEUR.

Afin de garantir la bonne construction des ouvrages (absence de non conformité) et le succès de la réception technique, GRDF propose, à titre informatif, à l'AMENAGEUR, une fiche d'autocontrôle de conformité des ouvrages en lotissement ou zone d'aménagement (annexe 8) sans préjudice de tout autre contrôle que l'AMENAGEUR jugerait utile.

A l'issue de la Remise des Ouvrages, GRDF incorporera les Ouvrages de distribution de gaz naturel réalisés à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT dans la Concession, conformément au cahier des charges de Concession établi entre GRDF et l'autorité concédante.

GRDF transfère au Concédant la propriété des Ouvrages en tant que bien de retour et le bénéfice des garanties légales dont il bénéficie auprès des entreprises qui ont réalisé les travaux, et en particulier de la garantie de parfait achèvement et de la garantie décennale.

### **5.3.2.4. Transmission des plans géoréférencés**

L'AMENAGEUR s'engage à remettre à GRDF un fond de plan numérisé géo référencé de la ZONE D'AMENAGEMENT comportant la représentation des bâtis et des affleurants des VRD dont il dispose. Les supports de restitution sont au format DAO, à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>. Les données doivent répondre aux exigences de précision (classe A, tel que défini dans l'arrêté du 13 février 2012 modifié). La remise de plans par l'AMENAGEUR emporte cession définitivement à GRDF des droits de propriétés, d'usage et de diffusion des fonds de plans.

Sous réserve de la transmission de ce fond de plan, GRDF s'engage à transmettre à l'AMENAGEUR le plan numérisé des réseaux de distribution de gaz sur la ZONE D'AMENAGEMENT. Ces plans sont transmis au format shape. L'AMENAGEUR s'interdit de communiquer à tout tiers (hors association syndicale ou collectivité à qui les espaces publics sont rétrocédées) par quelque média que ce soit, ni à titre gratuit, ni à titre onéreux tout ou partie des plans des réseaux de distribution de gaz.



## Article 6. DELAIS

Le délai pour le démarrage des travaux par GRDF est de 90 jours après la date d'entrée en vigueur de la convention.

L'AMENAGEUR s'engage à prévenir GRDF de la date de remise des tranchées 8 semaines avant que celle-ci ne soit réalisée.

Les interlocuteurs dédiés de l'AMENAGEUR et de GRDF conviennent de se rencontrer au moins 45 jours avant le début du chantier pour déterminer le planning définitif des travaux relatifs aux Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, ainsi que celui du Réseau d'amenée. Il comprendra notamment la date prévue de Mise en gaz.

Ce planning des travaux ainsi qu'une fiche précisant l'identité et la qualité des intervenants sur le chantier sont dûment signés par chacune des parties de la présente CONVENTION.

Toute modification du projet ou du planning à l'origine d'une des parties fera l'objet d'un accord avec l'autre Partie.

## Article 7. REGIME DES CANALISATIONS ET ASPECT FONCIER

### 7.1. Ouvrages en concession et accessibilité des compteurs

GRDF, en tant que concessionnaire du réseau de distribution publique de gaz naturel, assure l'exploitation et la maintenance de l'ensemble des ouvrages concédés dans le cadre du Cahier des charges de Concession établi entre GRDF et l'autorité concédante.

GRDF ou toute entreprise intervenant pour son compte ou dûment habilitée par GRDF doit avoir à tout moment libre accès aux Ouvrages à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT, destinés à l'alimentation en gaz naturel des constructions qui sont ou seront édifiées pendant l'exécution des présentes et à l'issue.

#### 7.1.1. Constitution de Servitude

L'AMENAGEUR autorise GRDF ou toute entreprise intervenant pour son compte ou dûment habilitée par GRDF, pendant toute la période des travaux, jusqu'à la rétrocession en domaine public à pénétrer dans les parties communes de la ZONE D'AMENAGEMENT et à y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction ou au raccordement de nouveaux ouvrages, avec leurs accessoires. Cette autorisation s'étend à ce qui est utile à l'exploitation, la surveillance, l'entretien, le renforcement, la réparation, l'allongement, l'enlèvement de tout ou partie de canalisations et d'ouvrages ou accessoires qui seraient déjà en place.

Dès lors que les canalisations, poste de détente, ouvrages et accessoires se trouvent dans les parties privatives de la ZONE D'AMENAGEMENT et notamment dès lors que les voies n'auraient pas fait l'objet d'une rétrocession en domaine public, L'AMENAGEUR consent

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.

expressément à GRDF, de part la signature de la présente CONVENTION, une servitude sous seing privé pour établir à demeure dans l'emprise des parties communes de la ZONE D'AMENAGEMENT, les ouvrages destinés à l'alimentation en gaz naturel des constructions qui sont ou seront édifiées.

Toutefois, les parties conviennent pour tenir compte des ouvrages et de leur localisation, de signer une convention de servitude, selon le modèle proposé par GRDF.

GRDF prendra la décision de publier à ses frais, devant notaire la convention de servitude. Les frais de publicité foncière seront dans ce cas intégrés dans le calcul de rentabilité de l'opération, prévu à l'article 4.

### **7.1.2. Classement des voies en domaine public**

Dès lors que les voies sont en domaine public, GRDF bénéficie d'un droit d'occupation légal en tant que concessionnaire du réseau de distribution public de gaz (article L 433.3 du code de l'Energie).

## **7.2. Règles d'implantation des compteurs - règles en matière de plantation d'arbres - Règles en matière de constructions à proximité du réseau de distribution de gaz naturel**

L'AMENAGEUR s'engage à respecter les règles suivantes et à les rendre opposables, même après la fin du PROJET d'aménagement, à tout acquéreur de lot de partie commune ou privative de la ZONE D'AMENAGEMENT :

- Planter les compteurs en limite de propriété privée pour assurer leur accessibilité,
- Toute plantation d'arbre à proximité du réseau de GRDF doit respecter les prescriptions de la Norme NF P 98-332 de février 2005, intitulée "Règle de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinages entre les réseaux et végétaux",
- Toute construction de bâtiments est interdite sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre du réseau de distribution de gaz naturel de GRDF, cette distance étant réduite, du côté de la canalisation le plus proche de la limite des parcelles privatives, à un mètre afin de prémunir l'ouvrage des travaux de tranchées réalisés en domaine privatif par l'acquéreur de tout lot notamment l'édification ultérieure d'un muret en limite de propriété,
- Le mobilier urbain non pourvu de fondations, tel que bancs, abribus, panneau d'affichage ne sera pas considéré comme un bâtiment au sens de la présente CONVENTION.

L'AMENAGEUR s'engage à prendre en charge le coût des déplacements d'ouvrage qu'il aura réalisés ou qu'un acquéreur aura réalisés, consécutifs au non respect des règles ci-dessus et découlant d'une défaillance de sa part.

## 7.3. Non-obtention des autorisations

La non-obtention des autorisations nécessaires à l'exécution de la présente CONVENTION, notamment l'autorisation d'aménager par l'AMENAGEUR, à l'issue d'un délai de un an à compter de la date de signature de la présente CONVENTION ou la non-obtention des autorisations administratives nécessaires à l'implantation du Réseau d'amenée par GRDF impliquent la résolution de la présente CONVENTION.

## Article 8. CESSION - CLAUSE D'AGREMENT

En application de l'article 1216 du code civil et dans le cas où la compétence pour l'aménagement de la ZONE D'AMENAGEMENT serait transférée, GRDF autorise l'AMENAGEUR à céder sa qualité de partie à la présente Convention à la nouvelle entité ayant compétence pour l'aménagement de la ZONE D'AMENAGEMENT. L'Aménageur s'engage à notifier à GRDF sans délai le transfert de compétence.

## Article 9. RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention sera automatiquement résiliée, sans formalités, dans les situations suivantes :

- En cas de non obtention, par l'AMENAGEUR, des autorisations administratives nécessaires - ou assimilées -, à l'issue d'un délai de un an à compter de la date de signature de la présente CONVENTION ou de la non obtention des autorisations administratives nécessaires à l'implantation du Réseau d'amenée de GRDF,
- Si les travaux ne débutent pas au maximum un (1) an après la signature de la CONVENTION,
- En cas de non respect de ses obligations, dûment constatée, de l'une ou l'autre des Parties, et d'échec de conciliation stipulée à l'ARTICLE 11, la présente CONVENTION sera résiliée de plein droit.

Les frais des études déjà réalisées par GRDF seront facturés à l'AMENAGEUR. Par ailleurs, la résiliation n'emporte pas abandon des dommages et intérêts éventuellement dûs par la partie défaillante qui ne pourront être inférieurs aux frais déjà engagés par GRDF au jour de la résiliation.

## Article 10. CONFIDENTIALITE

Les parties s'interdisent de porter à la connaissance de tout tiers, y compris leurs cocontractants, et par quelque voie que ce soit, le texte intégral ou des extraits de la présente CONVENTION, sauf pour se conformer à une obligation légale ou pour satisfaire

aux nécessités d'une action en justice.

Il est de plus, expressément convenu que les indications, informations, propositions, renseignements, etc. de toute nature échangés à l'occasion, notamment, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution de la présente CONVENTION, présentent un caractère strictement confidentiel.

## Article 11. LITIGES ET DROITS APPLICABLES

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout litige relatif à la formation, la validité, l'exécution ou l'interprétation de la CONVENTION.

A défaut d'accord amiable, ces litiges sont soumis à l'appréciation du tribunal compétent dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Il est rappelé que la Commission de Régulation de l'Energie peut être saisie en cas de différend entre un opérateur de réseau et ses utilisations lié à l'accès au réseau, aux ouvrages ou installations ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des contrats et protocoles.

La CONVENTION est soumise au droit français tant sur le fond que sur la procédure applicable.

## Article 12. RESPONSABILITE

Chacune des parties ne pourra être reconnue responsable que des dommages matériels directs causés par sa faute et/ou celle de ses prestataires ou sous-traitants éventuels, à l'occasion de l'exécution de ses travaux, dans la limite des montants des dits travaux précisés à l'article 4.1, à l'exclusion de tous dommages immatériels ou pertes d'exploitation. Chacune des parties ne sera pas responsable des conséquences de toute cause étrangère à l'exécution des travaux.

L'AMENAGEUR garantit GRDF contre tout recours qui serait engagé par les acquéreurs de lots, les Ayants droit ou tout autre tiers, du fait de dommages de quelle que nature que ce soit trouvant leur origine dans les travaux réalisés par l'AMENAGEUR.

## Article 13. DOCUMENTS CONTRACTUELS

La CONVENTION est constituée des documents suivants :

- La présente CONVENTION
- Ses annexes :

- ANNEXE 1 : Définitions
- ANNEXE 2 : Interlocuteurs
- ANNEXE 3 : Descriptif du programme prévisionnel de la ZONE D'AMENAGEMENT et planning, inclus Plan de situation et Plan masse de la ZONE D'AMENAGEMENT (à insérer localement) tracé prévisionnel GRDF extérieur à la ZONE

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
Quel que soit votre fournisseur.

D'AMENAGEMENT précisant le(s) point(s) d'entrée(s), trace provisionner des canalisations défini par GRDF à l'Intérieur de la ZONE D'AMENAGEMENT

- ANNEXE 4 : Fiche contact Acquéreur
- ANNEXE 5 : Procès Verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de PE
- ANNEXE 6 : Modèle - Procès Verbal de Réception d'Ouvrages
- ANNEXE 7 : Canevas technique de paiement
- ANNEXE 8 : Contrôle de conformité des ouvrages en lotissement ou zone d'aménagement

Au cas où des données figurant dans les Annexes seraient inconnues à la date de signature de la CONVENTION, les éléments manquants seront complétés au fur et à mesure de l'avancement du projet, et au plus tard 1 mois avant la date de démarrage des travaux. Au delà de ce délai et au cas où des données figurant dans les Annexes seraient amenées à évoluer, leur intégration fera l'objet d'un avenant.

La CONVENTION, telle que décrite ci-dessus, se substitue à tous accords écrits et verbaux antérieurs à sa prise d'effet, ainsi que à toutes propositions, offres, devis émanant de l'une ou l'autre des Parties et ayant le même objet. Aucune des Parties ne pourra être tenue à autre chose que ce qui expressément convenu dans la présente CONVENTION.

Fait en deux exemplaires originaux,  
A Isneauville ,  
Date de signature : 09/02/2025

**GRDF,**

Représenté par  
Guillaume VIRMAUX,  
Délégué Marché d'Affaires



A  
Le

**L'AMENAGEUR,**

Représenté par  
Philippe MARINI  
Président



## ANNEXE 1 - Définitions

**Ayant droit** : les ayants droit sont les propriétaires successifs d'un même Lot.

**Branchement** : ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution de gaz naturel existante ou l'Extension et la bride amont du poste de livraison ou l'organe de coupure générale.

**Concession** : Conformément à l'article L433-3 du code de l'énergie, la concession de distribution confère au concessionnaire le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions du Cahier des Charges de Concession et des règlements de voiries routière, en particulier L113-3 et L122-3

**Extension** : si nécessaire, au plan technique, ouvrage assurant la liaison entre le réseau de distribution existant et le(s) Branchement(s).

**Mise en gaz** : opération consistant à remplir une Extension et/ou un Branchement et/ou un Poste de livraison de gaz naturel tout en empêchant un débit permanent de ce gaz

**Mise en service** : opération consistant à rendre possible un débit permanent de gaz naturel dans une extension et/ou un branchement et/ou un poste de livraison ayant fait préalablement l'objet d'une mise en gaz.

**Programme d'aménagement** : programme qui contient les VRD ainsi que les caractéristiques du projet d'aménagement (nombre de logements, surface au plancher, destination des bâtiments, etc) des équipements publics et des futures constructions.

**Réseau d'amenée** : ensemble des ouvrages et installations amenant le gaz depuis le réseau de distribution existant jusqu'à l'entrée des Ouvrages à l'intérieur de la zone d'aménagement ou de lotissement.

**Retrocession des voiries** : le transfert de voies dans le domaine public communal peut intervenir sur le fondement de l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme qui prévoit que "la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voiries sont situées"

**Ouvrages à l'intérieur de la zone** : avant la Remise d'ouvrage, ensemble des ouvrages et installations n'appartenant pas au réseau de distribution et situés en aval du Réseau d'amenée : les canalisations et branchements PE[1] (ou acier) et accessoires, situées à l'aval du Réseau d'amenée et, le cas échéant, les conduites montantes, et tous organes tels que robinets, protection cathodique (réseau acier), nécessaires au bon fonctionnement et à la conservation de l'ensemble des ouvrages. A l'issue de la Remise d'ouvrage, ces ouvrages entrent alors en Concession. Seules les installations intérieures à chaque Lot, en aval du compteur, restent en propriété privée.

**Plan de masse** : plan représentant l'emplacement du projet d'aménagement et précisant les limites et l'orientation du terrain, la répartition entre les terrains réservés à des équipements collectifs et les terrains destinés à une utilisation privative, le tracé des voies de desserte et de raccordement et l'altimétrie des voies.

**Plan de situation** : plan donnant la situation géographique du terrain concerné dans le périmètre de la commune dont il dépend.

**Réception d'ouvrage** : acte par lequel l'AMENAGEUR procède, sous sa responsabilité, à la réception des ouvrages dont il a commandé la réalisation à un ou plusieurs entrepreneurs. La date de Réception d'ouvrage fixe le jour de départ des garanties dues par le ou les constructeur(s).

**Remise d'ouvrage** : acte matérialisé par un dossier de remise d'ouvrage par lequel GRDF accepte d'incorporer les ouvrages réalisés par l'AMENAGEUR à sa concession, et signé par les deux parties.

**Installations intérieures** : les installations intérieures correspondent à toutes les installations en aval du coffret ou poste de livraison.



## ANNEXE 2

### Interlocuteurs chez GRDF et l'AMENAGEUR pendant la durée de l'opération

#### **A - Les interlocuteurs chez GRDF pendant la durée de l'opération sont les suivants :**

|               | <b>Interlocuteur dédié Commercial</b>   | <b>Interlocuteur Technique</b> |
|---------------|-----------------------------------------|--------------------------------|
| Nom et prénom | AUORE DANIEL                            |                                |
| Adresse       | 89 rue Nicole ORESME, 76230 Isneauville |                                |
| Tel fixe      | 0969363534                              |                                |
| Tel mobile    | 0674718960                              |                                |
| Email         | aurore.daniel@grdf.fr                   |                                |

#### **B - Les interlocuteurs chez l'AMENAGEUR pendant la durée de l'opération sont les suivants :**

##### **Interlocuteur privilégié du chargé d'affaires de GRDF :**

Nom et prénom : Jean-pierre SZUWALSKI

Fonction : Chargé d'études

Adresse: PL DE L HOTEL DE VILLE, 60200 Compiègne

Tél fixe et mobile : 0344867686

0649731431

Email : jean-pierre.szuwalski@agglo-compiegne.fr

##### **Responsable de la commercialisation, chargé de transmettre les coordonnées des acquéreurs à GRDF :**

Nom et prénom : BERTHE Sébastien

Fonction : Directeur du foncier

Adresse :

Tél fixe et mobile : 03 44 40 76 25

Email : affaires.foncieres@agglo-compiegne.fr

**L'AMENAGEUR et GRDF s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'interlocuteur dans les meilleurs délais.**

**En cas d'interlocuteurs supplémentaires, préciser leurs noms, prénoms, fonction et téléphone.**

### ANNEXE 3

#### Descriptif du programme prévisionnel de la zone d'aménagement et planning (établi par l'AMENAGEUR)

(inclus Plan de situation et plan de masse de la zone d'aménagement)

#### **Planning de l'opération - A REMPLIR OBLIGATOIREMENT**

Si ZAC :

- Date de création de la ZAC :
- Date du dossier de réalisation :

Date prévue d'achèvement de la zone :

Date prévue de démarrage des travaux d'aménagement :

Date de pose des réseaux souples :

Date prévisible du début des terrassements pour la réalisation des réseaux:

Date souhaitée du démarrage du chantier :

Nom de l'entreprise retenue par l'Aménageur pour la pose des réseaux souples :

#### **Etude d'impact et étude de faisabilité pour le développement des énergies renouvelables**

*Si le projet est soumis à étude d'impact, inclure un résumé de l'étude d'impact ainsi que l'étude de faisabilité pour le développement des énergies renouvelables.*

#### **Programme de construction de la ZONE D'AMENAGEMENT**

|                                                                                                                                                                   |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Nombre de tranches avec phasage prévisionnel de livraison                                                                                                         |  |
| Surface cessible de terrain de la ZONE D'AMENAGEMENT                                                                                                              |  |
| Surface de construction (en m <sup>2</sup> surface de plancher)                                                                                                   |  |
| Nombre de parcelle ou lot total de la ZONE D'AMENAGEMENT                                                                                                          |  |
| Nombre de logements prévus :<br>- dont nombre de lots nus individuels<br>- dont nombre de maisons individuelles groupées<br>- Dont nombre de logements collectifs |  |
| Nombre de lots Tertiaire / Industrie et surface de construction prévisible pour ces lots (en m <sup>2</sup> de plancher)                                          |  |
| Nombre de branchements sur voie publique                                                                                                                          |  |

#### **Programme détaillé**

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
 Quel que soit votre fournisseur.



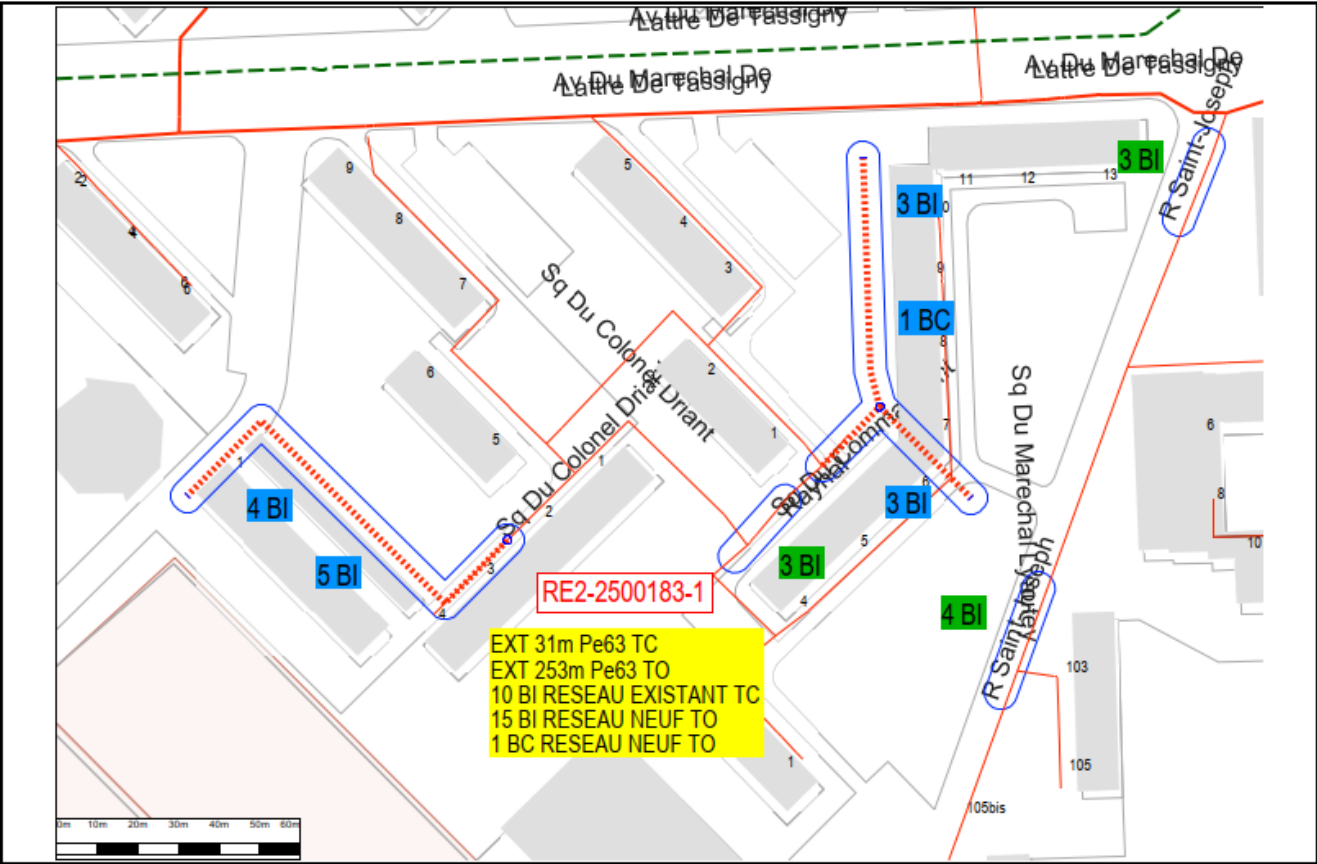
| Parcelle ou lot Bâtiment | Destination de la construction * | m <sup>2</sup> SP | Nb de logements | date de livraison prévue | Nom et coordonnées du MOA si identifié ** | Puissance en kW ** | Consos en MWh ** | Débit en m3/h ** |
|--------------------------|----------------------------------|-------------------|-----------------|--------------------------|-------------------------------------------|--------------------|------------------|------------------|
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |
|                          |                                  |                   |                 |                          |                                           |                    |                  |                  |

\*

*Préciser le type de destination prévue pour la parcelle / le bâtiment : logements individuels, logements collectifs, activités en précisant le type d'activités dont il s'agit, équipements publics en précisant le type d'équipement public dont il s'agit.*

*\*\* Conformément à l'article 4.2.1, GRDF s'engage à réaliser les Branchements seulement des lots dont le Maître d'Ouvrage est identifié et le projet qualifié, c'est-à-dire pour lesquels la puissance, la consommation et le débit de gaz naturel sont définis.*

**PLAN DE SITUATION ET PLAN DE MASSE au 1/200ème de la ZONE D'AMENAGEMENT**  
Tracé prévisionnel GRDF extérieur à la zone d'AMENAGEMENT précisant le(s) point(s) d'entrée(s)  
(fourni par GRDF)  
Tracé prévisionnel des canalisations à l'intérieur de la zone (fourni par GRDF)



**DESCRIPTION DE L'OPERATION**  
Joindre L'Avant Projet Sommaire

|         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objet : | <p>Depuis réseau existant Square du Colonel Driant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisation d'une extension en tranchée classique de 31 mètres puis d'une extension de 121 mètres en tranchée ouverte par le client pour alimenter 9 branchements individuels sur réseau neuf.</li> <li>- réalisation d'une extension de 132 mètres en tranchée ouverte par le client pour alimenter 6 branchements individuels et 1 branchement collectif de 17 logements.</li> <li>- création de 3 branchements individuels sur réseau existant.</li> </ul> <p>Depuis réseau existant Rue Saint Joseph:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- création de 7 branchements individuels sur réseau existant.</li> </ul> <p>Les coffrets seront fournis par GRDF et posés sur socle par le client en limite de propriété.</p> |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|



**ANNEXE 4**  
**FICHE CONTACT ACQUEREURS**  
**A retourner par l'AMENAGEUR à GRDF**

L'AMENAGEUR s'engage à transmettre à GRDF, au fil des ventes des parcelles, les coordonnées des acquéreurs :

Contact GRDF pour la transmission de la fiche :

|                       |                                           |
|-----------------------|-------------------------------------------|
| Nom du contact GRDF : | AUORE DANIEL                              |
| Tel :                 | 0969363534                                |
| Mail :                | aurore.daniel@grdf.fr                     |
| Adresse :             | 89 rue Nicole ORESME,<br>76230Isneauville |

Contacts de l'acquéreur de lots :

| N° / référence<br>de la parcelle ou<br>du lot concerné<br>(*) | Date<br>entrée en<br>portefeuille | Destination de la<br>construction et m <sup>2</sup><br>ou nombre de<br>logements | Acquéreur |         |           |                 | Statut |         |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------|-----------|-----------------|--------|---------|
|                                                               |                                   |                                                                                  | Nom       | Adresse | Téléphone | Adresse<br>mail | Acquis | Réservé |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |
|                                                               |                                   |                                                                                  |           |         |           |                 |        |         |

(\*) joindre un plan de la zone pour localiser le lot.

**Raccordement gaz :**

Dans le cas où l'acquéreur de lot aurait indiqué à l'AMENAGEUR vouloir se raccorder au réseau de gaz naturel, indiquer :

- La date de raccordement gaz naturel souhaitée
- Si possible, l'emplacement (en limite de propriété) du poste de livraison gaz naturel

*L'AMENAGEUR s'engage à informer préalablement les acquéreurs du destinataire des données, à savoir GRDF , et de la finalité de la collecte : permettre à GRDF et/ou à son prestataire de les recontacter afin de leur apporter un conseil personnalisé sur le choix de leur énergie, dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés , ainsi que des modalités d'exercice de leurs droit d'accès, de rectification et opposition.*

## ANNEXE 5

### Procès verbal de remise à titre gratuit de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE

#### Descriptif GRDF de l'affaire :

N°Affaire :

Adresse :

Commune :

#### Coordonnées des intervenants :

Aménageur :

Maître d'oeuvre :

Entreprise de travaux :

Interlocuteur GRDF :

Le ..... à ..... , nous soussignés GRDF, représenté par le chargé d'affaires en présence du maître d'ouvrage ou de son représentant, après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires de la tranchée ouverte, branchements et coffrets, déclarons:

#### X - L'admission de la réception de tranchée ouverte avant déroulage du PE

#### X - L'admission avec réserves de la réception de tranchée ouverte avant déroulage du PE :

sous réserve de l'exécution des travaux énumérés ci-après avant le / / et en l'absence de constat de nouvelles réserves, la réception de la tranchée sera prononcée.

La programmation des travaux de pose de réseau et de mise en gaz dépendent de la date de réception de la tranchée.

#### Travaux à réaliser si réserves constatées :

#### Liste non exhaustive des contrôles

|                                                                               | Conforme | Non conforme |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| Propreté de la tranchée (fond de fouille sans eau, gravats, etc)              |          |              |
| Accessibilité de la tranchée                                                  |          |              |
| Largeur de tranchée permet le respect de la distance entre les réseaux        |          |              |
| Présence d'un lit de sable                                                    |          |              |
| Nature du sable                                                               |          |              |
| Présence de fourreau en traversée de chaussée de type TPC1                    |          |              |
| Cohérence du diamètre du fourreau en fonction du tube PE à poser              |          |              |
| Fouille branchement perpendiculaire à la fouille réseau                       |          |              |
| Piquetage avec altimétrie                                                     |          |              |
| Pose des coffrets (limite propriété, hauteur, présence fourreaux de remontée) |          |              |
| Respect des distances aux végétaux                                            |          |              |
| Mise en place de protections mécaniques le cas échéant                        |          |              |

Date de signature de l'entreprise  
 L'AMENAGEUR

Date de signature de

**ANNEXE 6**  
**Modèle - PROCES VERBAL DE RECEPTION D'OUVRAGES**

L'entreprise ..... représentée par

M.....

Dès la signature de la présente attestation concernant les travaux ci-après définis :

Adresse du chantier

.....

.....

Consistance des travaux

.....

.....

Dossier :..... Plan(s)

.....

.....

.....

.....

• Certifie :

- Que les travaux lui incombant sont réalisés conformément à la commande passée
- Que les travaux lui incombant sont réalisés conformément aux exigences réglementaires de sécurité

• Précise :

- Que les travaux sont complètement achevés (1)

- Que les travaux ci-après restent à exécuter (1)

.....

.....

- S'interdit de faire intervenir le personnel placé sous son autorité sur ou à proximité de cet ouvrage sans autorisation du chef d'exploitation de Gaz Réseau Distribution France si l'ouvrage est mis en exploitation.

Le représentant de l'entreprise intervenante

M.....

Le :..... Heure :.....

Signature :

Le Promoteur/Aménageur (ou son représentant) :

M.....

Le :..... Heure :.....

Signature :

**ANNEXE 7**  
**CANEVAS TECHNIQUE DE PAIEMENT**  
**EN VIGUEUR AU 09/02/2025**

**Conditions maximales de remboursement par GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE des  
 travaux de pose des Ouvrages à l'intérieur de la zone et des Branchements associés  
 réalisés par l'AMENAGEUR**

| <i>Articles</i>                                  | <i>Montant du paiement en €HT</i> | <i>Unité de référence</i> |
|--------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|
| <b>Réseau</b>                                    |                                   |                           |
| <b>Pose des tubes PE + Accessoires de réseau</b> |                                   |                           |
| de calibre 63/110                                | 7.7                               | Mètre linéaire            |
| de calibre 125                                   | 8.3                               | Mètre linéaire            |
| <b>Pose des tubes Acier + Accessoires réseau</b> | Au cas par cas                    | Mètre linéaire            |
| <b>Branchement</b>                               |                                   |                           |
| Pose de tubes et prises                          | 121                               | Unité                     |
| <b>Coffret</b>                                   |                                   |                           |
| Pose de socles et coffrets                       | 180                               | unité (coffret)           |

## ANNEXE 8

### Contrôle de conformité des ouvrages en lotissement ou zone d'aménagement

#### Fiche d'auto-contrôle Entreprise / GRDF

#### Descriptif GRDF de l'affaire :

N°Affaire :  
 Date début des travaux :  
 Adresse :  
 Commune :

#### Coordonnées des intervenants :

Aménageur :  
 Maître d'oeuvre :  
 Entreprise de travaux :  
 Interlocuteur GRDF :

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Conforme | Non conforme |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------|
| <b>Phase d'étude</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |              |
| Transmission, à GRDF, du nom du coordonnateur par l'aménageur en matière de santé et sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |          |              |
| Nom du coordonnateur :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |          |              |
| Envoi de l'étude technique à GRDF pour approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |          |              |
| Date d'envoi :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |          |              |
| Réception et validation de l'étude technique par GRDF avant le début des travaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |          |              |
| Date de réception :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |          |              |
| Date de validation :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |              |
| Prise en compte des points singuliers à photographier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |              |
| <b>Phase travaux</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |              |
| Piquetage avec altimétrie du sol fini                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |              |
| Bornage des limites des lots                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |              |
| Fouilles branchement perpendiculaires à la fouille canalisation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |              |
| Pose du Réseau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |          |              |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect des distances inter-fluides</li> <li>• Respect des distances aux végétaux</li> <li>• En cas d'utilisation de fourreau, respect d'utilisation de fourreau annelé jaune</li> <li>• Mise en place de protections mécaniques le cas échéant</li> <li>• Respect des valeurs de couverture (profondeur de pose)</li> <li>• Pose de grillage avertisseur jaune à la bonne profondeur</li> <li>• Nettoyage des canalisations</li> <li>• Séchage des canalisations</li> <li>• Massif béton Chambre TV ou Télécommunication à 20 cm de l'ouvrage gaz</li> <li>• Pose de marqueurs enterrés type boules : en bout de réseau, tous les 15 m en partie droite et tous les changements de direction (pose à côté de la canalisation et maintien par collier Rilsan</li> </ul> |          |              |
| Pose des coffrets et branchements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |          |              |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Alignement et altimétrie par rapport aux limites de lot</li> <li>• Respect du niveau de sol fini (définitif)</li> <li>• Utilisation de fourreaux préformés pour la remontée dans les coffrets</li> <li>• Raccordement des tubes PE de branchement sur les robinets d'entrée de coffret</li> <li>• Obturation des pénétrations</li> <li>• Repérage étiquetage prises PDBI</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |              |
| Réalisation de la voirie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |              |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conformité du compactage</li> <li>• Réalisation des voiries effectives à -10cm du sol fini</li> <li>• Pose des bordures de trottoir et/ou du 1<sup>er</sup> rang de parpaing des lots</li> <li>• Respect des prescriptions du gestionnaire de voirie</li> <li>• Respect des prescriptions de GRDF pour l'enrobage des tubes</li> <li>• Lit de pose (10cm) et zone d'enrobage (10cm) en 0/6,3mm naturel (0/4mm en recyclé)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |          |              |
| Conformité de la pose du Polyéthylène                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |              |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Essai de résistance mécanique</li> <li>• Essai d'étanchéité</li> <li>• Nettoyage de la canalisation (Passage du piston)</li> <li>• Qualification des opérateurs</li> <li>• Respect des règles d'électrosoudage (extraction machine, cycle de soudage, température)</li> <li>• Obturation des pénétrations</li> <li>• Respect des conditions de stockage / aspect extérieur des tubes</li> <li>• Respect des efforts de tractions lors du déroulage</li> <li>• Respect des rayons de courbure</li> <li>• Respect des prescriptions de déroulage</li> <li>• Aspect visuel du PE</li> </ul>                                                                                                                                                                                |          |              |
| Utilisation de matériel approvisionné par SERVAL                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |          |              |
| <b>Phase de réception</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |          |              |

L'énergie est notre avenir, économisons-la !  
 Quel que soit votre fournisseur.



- Complétude du dossier de réception
  - Levé numérisé et géoréférencé du réseau posé (XYZ et cotes) et quelques points fixes
  - PV de compactage
  - Fiches techniques produits (FTP) des matériaux d'apport
  - PV d'essai mécanique et d'étanchéité
  - Eléments de traçabilité de tubes et des accessoires
  - Titres de qualification des opérateurs soudeurs
  - Certificats d'étalonnage des postes à souder
  - Fourniture de l'ensemble des paramètres de soudage des accessoires posés
  - Fourniture des photos des points singuliers
  - Liasse exhaustive des comptes rendus des rendez-vous de chantier concernant le gaz
  - Coordonnées des entreprises intervenues sur le réseau gaz, choisies par l'aménag

| Contrôles complémentaires effectués |       |                    |                   |           |
|-------------------------------------|-------|--------------------|-------------------|-----------|
| Date                                | Phase | Entreprise ou GRDF | Contrôle effectué | Résultats |
|                                     |       |                    |                   |           |
|                                     |       |                    |                   |           |
|                                     |       |                    |                   |           |
|                                     |       |                    |                   |           |

Date de signature de l’entreprise  
l'AMENAGEUR

Date de signature de



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**8 - Modification de l'attribution du lot n° 2 "études géotechniques" relatif aux études préalables constituant le dossier de création d'une Zone d'Aménagement Concerté pour le Quartier des Moulins à Verberie.**

Date de convocation : 16 mai 2025 L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard HELLAL, le le Bureau communautaire

Date d'affichage de la convocation : 16 mai 2025

**Etaient présents :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART, Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEBOEUF, Benjamin OURY, Jean-Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS, Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT, Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET, Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD, Arielle FRANÇOIS

**Ont donné pouvoir :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEBOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY  
Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

**Étaient absents excusés :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants

présents ou ayant donné  
pouvoir :  
24

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

**Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et Financements extérieurs

## **AMENAGEMENT**

### **8 - Modification de l'attribution du lot n° 2 "études géotechniques" relatif aux études préalables constituant le dossier de création d'une Zone d'Aménagement Concerté pour le Quartier des Moulins à Verberie.**

Par délibération du 20 mai 2021, le Conseil d'Agglomération a décidé de lancer une étude de faisabilité pour l'aménagement du quartier de la Gare dit « Quartier des Moulins » sur la commune de Verberie.

Par délibération du 5 octobre 2023, le Conseil d'Agglomération a autorisé Monsieur le Président ou son représentant à lancer la consultation des entreprises sous la forme d'un marché à procédure adaptée visant à désigner les bureaux d'études en charge de réaliser les études liées à la création et à la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté à Verberie, y compris la maîtrise d'œuvre au niveau de l'avant-projet et son insertion dans son environnement. La dépense a été budgétée pour un montant de 150 000 € HT.

Le Bureau communautaire, par délibération n° 6 du 3 avril 2025, a attribué les marchés, notamment le lot n° 2 de la façon suivante :

- lot n° 2 : Société FONDASOL pour un montant de 23 245 € HT.

Cependant, suite aux négociations, c'est la société TECHNOSOL qui avait proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot audit montant de 23 245 € HT.

La délibération susvisée contient donc une erreur matérielle qu'il convient de rectifier en attribuant le lot n° 2 à la société TECHNOSOL.

Hormis la correction concernant l'erreur matérielle relative au nom de l'attributaire du lot n° 2, le reste de la délibération est inchangé, les autres lots étant conformément attribués.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur ARNOULD,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1414-1,

Vu le code de la commande publique, notamment ses articles L.2123-1, R.2123-1 1° et R2122-2-3°,

Vu la délibération n° 6 du Bureau communautaire du 3 avril 2025,

Considérant qu'il convient en l'espèce de prendre une délibération pour autoriser la signature du marché susvisé,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

Et après en avoir délibéré,

**ABROGE** partiellement la délibération n° 6 du 3 avril 2025, relative à l'attribution du lot n° 2 des marchés portant sur les études préalables à la constitution du dossier de création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dans le quartier des Moulins de Verberie.

**AUTORISE** la signature du marché public relatif au lot n° 2 « études de sols (géotechniques, hydrogéologiques) » pour le projet de création de la ZAC du quartier des Moulins à Verberie » avec l'attributaire désigné par la commission d'appel d'offres à savoir :

- la société TECHNOSOL pour un montant de 23 245 € HT,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les marchés publics avec les entreprises susmentionnées ainsi que toutes pièces relatives à l'exécution de la présente délibération,

ADOpte à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**9 - LA CROIX-SAINT-OUEN - Parc Tertiaire et Scientifique -  
Cession d'un terrain à la SCI CHAMPLIEU pour création d'un  
parking**

Date de convocation : 16 mai 2025 L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard HELLAL, le le Bureau communautaire

Date d'affichage de la convocation : 16 mai 2025 **Etaient présents :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART, Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEBOEUF, Benjamin OURY, Jean-Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS, Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT, Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET, Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD, Arielle FRANÇOIS

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

**Ont donné pouvoir :**

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEBOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY  
Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

**Étaient absents excusés :**

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants  
présents ou ayant donné

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

**Assistaient en outre à cette séance :**

pouvoir :  
24

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et Financements extérieurs



## **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**

### **9 - LA CROIX-SAINT-OUEN - Parc Tertiaire et Scientifique - Cession d'un terrain à la SCI CHAMPLIEU pour création d'un parking**

M. David DE BOSSCHERE, est co-dirigeant des enseignes de grande surface INTERMARCHE sur les communes de Compiègne et Margny-lès-Compiègne.

Afin de diversifier son activité et dans l'optique de continuer sa stratégie d'investissement sur l'Agglomération de la Région de Compiègne, M. De Bosschere a acquis, via la SCI CHAMPLIEU, de nouvelles emprises immobilières et foncières, en faveur de la réalisation de programmes tertiaires, de services, d'artisanat ou de petits commerces.

Ce programme d'investissement a amené la SCI Champlieu à acquérir, sur le parc tertiaire et scientifique de La Croix-Saint-Ouen, un bâtiment tertiaire neuf réalisé en 2024 par le promoteur GAIAC, sur l'ensemble immobilier dit « ORIGIN'S PARK ».

A ce stade, ce bâtiment de bureaux, d'une surface totale de 1 374 m<sup>2</sup> en R+1, est en commercialisation (à la location). Le stationnement affecté à ce bâtiment se compose de 41 places de parking.

Dans le cadre de la commercialisation de ce bâtiment, il apparaît que la surface de stationnement est insuffisante au regard des contacts en cours. Pour rappel, le parc tertiaire et scientifique compte environ 110 entreprises pour plus de 2 600 emplois. M. de Bosschere sollicite donc l'ARC pour l'acquisition d'un terrain complémentaire de 685 m<sup>2</sup>, permettant la réalisation de 25 places supplémentaires.

L'ARC envisage donc de céder un terrain d'environ 685 m<sup>2</sup>, sous réserve d'ajustement de la surface, à détacher des parcelles cadastrées AN n° 115p et AN n° 335p sur le parc tertiaire et scientifique de La Croix-Saint-Ouen.

Le prix du terrain est calculé sur la base de 50 € HT/m<sup>2</sup>, TVA et frais notariés en sus à la charge de l'acquéreur. La cession est donc proposée à un prix de vente total de 34 250 € HT, sous réserve d'ajustement de la surface cédée.

#### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur DESESSART,

Vu l'avis des Services Fiscaux du 14 février 2025 joint en annexe,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

A reçu un avis favorable en Commission Economie du 29/04/2025

A reçu un avis favorable en Commission Aménagement - Equipement - Urbanisme du 28/04/2025

Et après en avoir délibéré,

**DECIDE** la cession d'un terrain d'environ 685 m<sup>2</sup>, à détacher des parcelles cadastrées AN n° 315p et AN n° 335p sur le parc tertiaire et scientifique de La Croix-Saint-Ouen, à la société SCI CHAMPLIEU ou toute autre structure s'y substituant à un prix de vente de 34 250 € HT, net vendeur, frais d'acte en sus à la charge de l'acquéreur, sous réserve d'ajustement de la surface cédée,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à signer le compromis de vente, puis l'acte authentique de cession ainsi que toutes les pièces afférentes à cette affaire,

**PRÉCISE** que les effets de la présente délibération cesseront dans le cas où la promesse n'est pas signée dans un délai de 6 mois suite à la transmission de la présente délibération au contrôle de légalité, ce délai pouvant être prorogé par accord express du représentant de l'ARC.

**PRÉCISE** que la recette sera inscrite au budget aménagement chapitre 70.

ADOPTE à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise

Direction Générale des Finances Publiques

Le 14/02/2025

Direction départementale des Finances Publiques de l'Oise

Pôle d'évaluation domaniale de Beauvais

29 rue du Docteur Gerard

60021 Beauvais cedex

Courriel : [ddfip60.pole-evaluation@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:ddfip60.pole-evaluation@dgfp.finances.gouv.fr)

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : François de MOREL

Courriel : [francois.de-morel@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:francois.de-morel@dgfp.finances.gouv.fr)

Téléphone : 03 44 92 58 94

Réf DS:22362669

Réf OSE : 2025-60338-09878

Le Directeur départemental des Finances  
Publiques de l'Oise

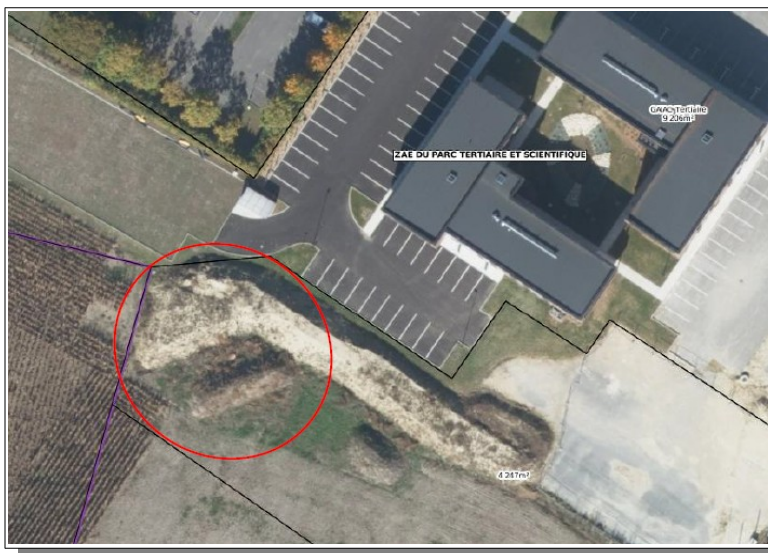
à

M le Président

Agglomération de la Région de Compiègne et de  
la Basse-Automne

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site \[collectivites-locales.gouv.fr\]\(http://collectivites-locales.gouv.fr\)](#)



*Nature du bien :* Terrain d'environ 685 m<sup>2</sup>

*Adresse du bien :* Parc Tertiaire et Scientifique à Lacroix Saint Ouen

*Valeur :* 34 250 € soit 50 €/m<sup>2</sup> assortie d'aucune marge d'appréciation  
(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

## 1 - CONSULTANT

affaire suivie par : Mme Dellile

## 2 - DATES

|                                                                          |            |
|--------------------------------------------------------------------------|------------|
| de consultation :                                                        | 06/02/2025 |
| le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis: |            |
| le cas échéant, de visite de l'immeuble :                                |            |
| du dossier complet :                                                     | 06/02/2025 |

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

|                   |                                                                                                                                          |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cession :         | <input checked="" type="checkbox"/>                                                                                                      |
| Acquisition :     | amiable <input type="checkbox"/><br>par voie de préemption <input type="checkbox"/><br>par voie d'expropriation <input type="checkbox"/> |
| Autre opération : |                                                                                                                                          |

### 3.2. Nature de la saisine

|                                                                                                                                |                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Réglementaire :                                                                                                                | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> : | <input type="checkbox"/>            |
| Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)                                                        | <input type="checkbox"/>            |

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession à la SCI Champlieu pour la création de places de parking

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

La ZAC du Parc Scientifique est située à Lacroix Saint Ouen et extrêmement bien situé en entrée d'agglomération. Cette zone est principalement composée de bureaux alors que la ZAC de Mercières qui lui est accolée a plus une vocation commerciale.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Pas d'accessibilité par la voirie publique. Pas d'information sur les réseaux.

### 4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

| Commune            | Parcelle | Adresse/Lieu-dit | Superficie          | Nature réelle |
|--------------------|----------|------------------|---------------------|---------------|
| Lacroix Saint Ouen | AN 115   | La Prairie       | 930 m <sup>2</sup>  | Terrain       |
| Lacroix Saint Ouen | AN 335   | La Prairie       | 3264 m <sup>2</sup> | Terrain       |
| TOTAL              |          |                  | 4194 m <sup>2</sup> |               |

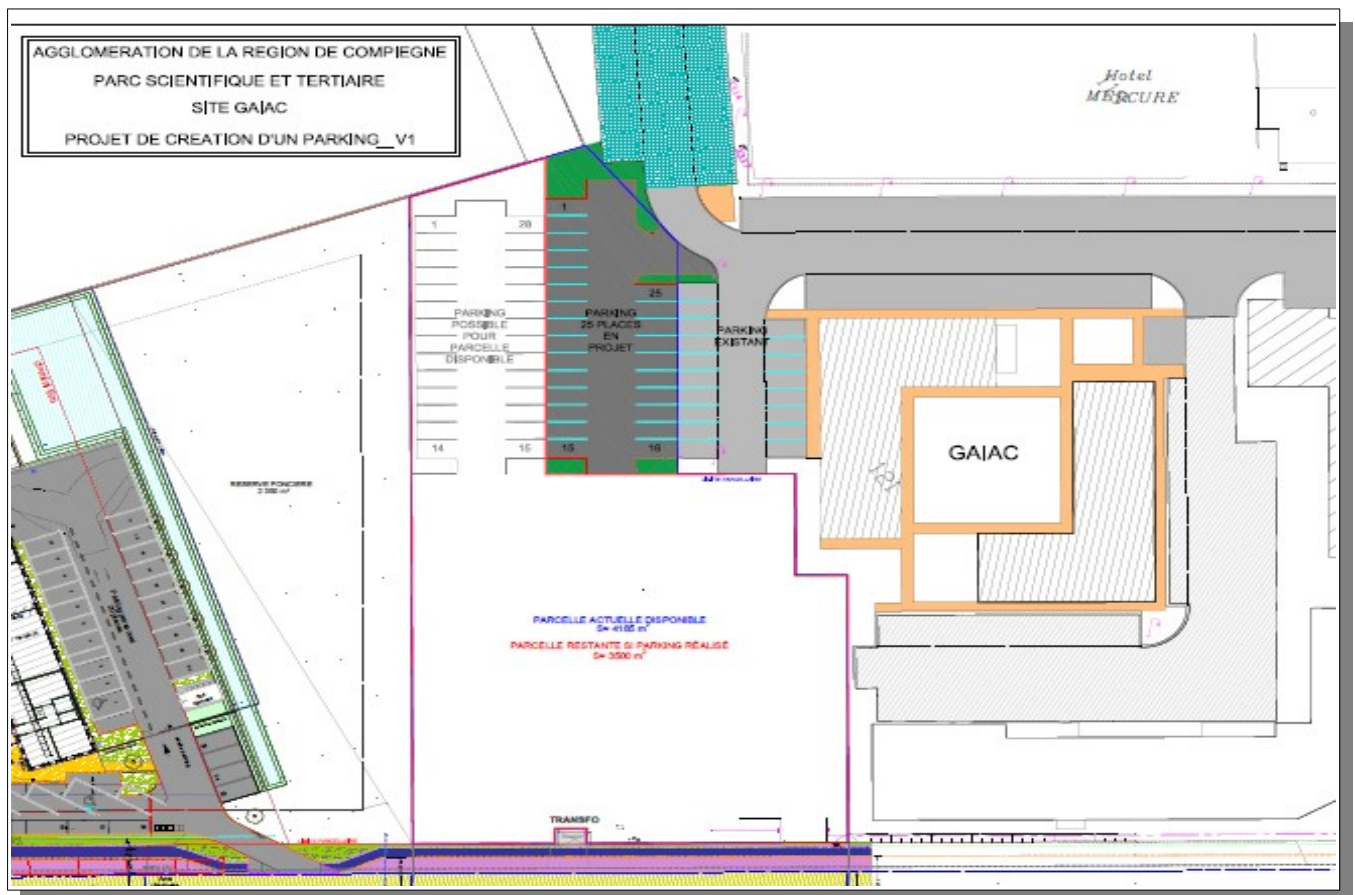
Cession d'une emprise de 685 m<sup>2</sup> environ à détacher des parcelles AN 115 et 335 à Lacroix Saint Ouen au sein du Parc Tertiaire et Scientifique

### 4.4. Descriptif

Cette emprise parcellaire de 685 m<sup>2</sup> est pas accessible depuis la voirie publique, mais depuis le parc de bureau détenu par la SCI Champlieu. Elle a la nature de sol.







## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Propriété sde l' ARCBA

### 5.2. Conditions d'occupation

Libres

## 6 - URBANISME

Zone Uet du PLUI de l' ARCBA

## 7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

## 8 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

Vente de terrain à vocation industrielle située dans des zones d'aménagement concertée. Les prix s'entendent hors taxe.

- 1/ Vente du 23/11/2023 par l'ARCABA de la parcelle ZB 152 de 4 500 m<sup>2</sup> située Chemin d'Aiguisy – ZAC du Bois de Plaisance à Venette. Prix : 202 500 € soit **45 €/m<sup>2</sup>**.
- 2/ Vente du 02/11/2023 par la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées de la parcelle AC 28 de 5 589 m<sup>2</sup> située ZAC du Poirier à Moyvillers. Prix : 195 615 € soit **35 €/m<sup>2</sup>**.
- 3/ Vente du 06/10/2023 par la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées de la parcelle AC 32 de 3 960 m<sup>2</sup> située ZAC du Poirier à Moyvillers. Prix : 170 280 € soit **43 €/m<sup>2</sup>**.
- 4/ Vente du 21/12/2023 par l'ARCBA des parcelles cadastrées ZE 59-62-63-65 de 79 264 m<sup>2</sup> situées à Lachelle «Le Bois de Plaisance » au prix de 3 804 672 € soit **48 €/m<sup>2</sup>**.
- 5/ Vente du 29/12/2023 par l'ARCABA de la parcelle AN 334 de 8 000 m<sup>2</sup> située ZAC du Parc Scientifique à Lacroix Saint Ouen Prix : 400 000 € soit **50 €/m<sup>2</sup>**.
- 6/ Vente du 14/03/2024 l'ARCBA de la parcelle ZH 221 de 1 986 m<sup>2</sup> située Bosquet des Trente Mines-ZAC du Pôle de Développement des Hauts de Margny à Margny lès Compiègne. Prix : 89 307 € soit **45 €/m<sup>2</sup>**.
- 7/ Vente du 08/10/2024 l'ARCBA de la parcelle ZH 226 de 2000 m<sup>2</sup> située Bosquet des Trente Mines-ZAC du Pôle de Développement des Hauts de Margny à Margny lès Compiègne. Prix : 90 000 € soit **45 €/m<sup>2</sup>**.

### 8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Cette parcelle bien que par nature ne constituant pas un terrain à bâtir puisque non reliée directement à une voirie publique présente toutefois une situation privilégiée puisqu'elle agrandie notablement un parking appartenant à l'éventuel acquéreur apportant une plus value certaine à son bien . Le consultant céderait cette emprise au prix de 50 €HT/m<sup>2</sup>.

Cette valeur correspond au terme n°5 qui est un terrain situé dans le même zonage Uet et à proximité immédiate.

**Aussi la valeur vénale de cette emprise d'environ 685 m<sup>2</sup> est estimée à 50 €HT/m<sup>2</sup> soit 34 250 €.**

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **50 €/m<sup>2</sup> soit pour une emprise de 685 m<sup>2</sup> : 34 250 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'aucune marge d'appréciation.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,

François de MOREL  
Inspecteur des finances publiques





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU  
COMMUNAUTAIRE**

**SÉANCE DU 22 MAI 2025**

**10 - Travaux et aménagement en vue de la création d'un  
garage mécanique solidaire - Lancement d'une consultation**

Date de convocation : L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux mai, à 19 heures 00, s'est  
16 mai 2025 réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard  
HELLAL, le le Bureau communautaire

**Etaient présents :**

Date d'affichage de la convocation : Bernard HELLAL, Laurent PORTEBOIS, Jean DESESSART,  
16 mai 2025 Nicolas LEDAY, Jean-Pierre LEBOEUF, Benjamin OURY, Jean-  
Pierre DESMOULINS, Jean-Luc MIGNARD, Romuald SEELS,  
Evelyne LE CHAPPELLIER, Claude PICART, Alain DRICOURT,  
Jean-Marie LAVOISIER, Philippe BOUCHER, Sidonie MUSELET,  
Jean-Claude CHIREUX, Claude LEBON, Michel ARNOULD,  
Arielle FRANÇOIS

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres présents  
19

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres  
représentés :  
5

**Ont donné pouvoir :**

Eric de VALROGER représenté par Laurent PORTEBOIS  
Béatrice MARTIN représentée par Jean-Pierre LEBOEUF  
Sophie SCHWARZ représentée par Benjamin OURY  
Marc-Antoine BREKIESZ représenté par Jean-Claude CHIREUX  
Georges DIAB représenté par Bernard HELLAL

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres en exercice :  
30

**Étaient absents excusés :**

Philippe MARINI, Eric BERTRAND, Patrick LEROUX, Xavier  
LOUVET, Gilbert BOUTEILLE, Martine MIQUEL

Nombre de Conseillers  
communautaires  
membres votants

présents ou ayant donné  
pouvoir :  
24

**Assistaient en outre à cette séance :**

Xavier HUET, Directeur Général des Services - Sandrine  
BRIERE, Directrice Générale Adjointe/Responsable du Pôle  
Aménagement, Urbanisme et Grands projets - Claude  
CHARTIER, Directeur Général Adjoint/Responsable du Pôle  
Finances, Commande publique, Contrôle de gestion et  
Financements extérieurs



## **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**

### **10 - Travaux et aménagement en vue de la création d'un garage mécanique solidaire - Lancement d'une consultation**

L'ARC se mobilise depuis plusieurs années sur des actions structurantes afin d'apporter des réponses aux enjeux en matière d'insertion professionnelle et d'emploi, en partenariat avec les acteurs de l'Emploi.

Dans ce cadre, une délibération a été prise par l'assemblée le 11 juillet 2024, proposant la création d'un garage solidaire afin de lever les freins à la mobilité pour faciliter l'accès à l'emploi, et autorisant le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour retenir l'équipe qui sera chargée de l'exploitation du garage.

L'association « Partage Travail » (association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 dont le siège social est situé 29 Cours Guynemer, 60200 Compiègne) y a répondu et a fait part de son projet.

En parallèle, le lycée Mireille Grenet, en lien avec ses formations mécaniques (CFA et GRETA), s'est rapproché de Partage Travail et de l'ARC afin de développer un partenariat pour que les locaux puissent être aussi utilisés dans le cadre de la formation des élèves. Cela permettrait, à terme, d'élargir l'offre de formation en mécanique sur le Compiégnois et répondre ainsi aux besoins des entreprises du secteur.

Afin de mettre en place ce projet, l'Agglomération de la Région de Compiègne effectuera les travaux d'aménagement, de mise aux normes et d'équipement du local situé 35 Quai du Clos des Roses à Compiègne. Cela permettra ensuite à l'association Partage Travail de mettre en œuvre le projet visant à terme à prendre en charge environ 250 interventions mécaniques par an, ainsi que la location et la vente de véhicule à bas coût.

Ainsi, le garage sera notamment équipé de 3 ponts élévateurs, mais aussi d'un espace pédagogique afin d'accueillir les élèves en formation dans le cadre d'un partenariat avec le CFA et le GRETA sur la partie mécanique. Un bureau sera aussi créé à l'entrée de l'équipement afin de gérer l'accueil et la partie administrative du garage.

Le montant prévisionnel des travaux est le suivant : 383 018,00 € HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

| Financiers                   | Montant (HT) |
|------------------------------|--------------|
| OPCO – MOBILITE              | 44 359 €     |
| ITM - Fond de revitalisation | 97 150 €     |
| Ville de Compiègne (CFA)     | 50 000 €     |
| ARC                          | 191 509 €    |
| TOTAL                        | 383 018 €    |

Il est prévu que les travaux débutent en septembre 2025 pour une durée de 4 mois.

Il convient désormais de lancer la consultation relative à ces travaux.

Cette opération est composée de 8 lots :

- Lot 01 – Base vie/Démolition/Maçonnerie,
- Lot 02 – Cloisonnement/Faux-plafond,
- Lot 03 – Plomberie/Chauffage,
- Lot 04 – Électricité/Télécoms/SSI,
- Lot 05 – Désenfumage,
- Lot 06 – Ferronnerie,
- Lot 07 – Peinture/Carrelage/Faïence,

- Lot 08 – Équipements/Outillages.

Les critères de jugement des offres sont les suivants :

- Prix : 50 %,
- Valeur technique : 50 %.

### **Le Bureau communautaire,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur LEDAY,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-10, L.1414-1, L.2122-21-1 et L.1414-2,

Vu la délibération du Conseil d'agglomération du 11 juillet 2024 relative à l'appel à manifestation d'intérêt concernant un projet de garage solidaire,

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération du 19 décembre 2024 relative au bail, travaux et demande de subventions pour la création d'un garage solidaire,

Vu le code de la commande publique, et notamment son article R.2123-1,

A reçu un avis favorable en Commission Finances - Contrôle de Gestion et Ressources Humaines du 13/05/2025

Et après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à lancer la consultation des entreprises sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du code de la commande publique pour la création d'un garage mécanique solidaire,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à déposer auprès des financeurs les dossiers de demande de subvention et à solliciter pour chacun d'entre eux la subvention la plus élevée possible,

**CHARGE** Monsieur le Président ou son représentant de l'exécution de la présente délibération et l'autorise à signer toutes les pièces et notamment les marchés publics avec les opérateurs ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses pour chacun des lots, ainsi que toutes pièces relatives à l'exécution de la présente délibération,

**PRÉCISE** que les dépenses seront inscrites au Budget principal, chapitre 21.

ADOpte à l'unanimité  
par le Bureau communautaire

Pour copie conforme,  
Le Président,

Philippe MARINI,  
Maire de Compiègne  
Sénateur honoraire de l'Oise



LISTE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

JEUDI 22 MAI 2025

L'an deux mille vingt cinq, le vingt-deux mai, à 19 heures 00, s'est réuni à la Salle Jean Legendre sous la présidence de Bernard HELLAL, le Bureau Communautaire.

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré,

**1 - Passation d'un avenant n° 1 à la convention particulière pour les travaux de déplacement du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac liés au passage du Canal Seine Nord Europe**

**AUTORISE** la passation d'un avenant n° 1 à la convention particulière du 6 septembre 2023 pour les travaux de déplacement du poste de refoulement « GOUJON » à Choisy-au-Bac liés au passage du Canal Seine Nord Europe,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à signer les pièces relatives à ce dossier,

**PRÉCISE** que la recette est inscrite au Budget Assainissement, chapitre 13.

Adopté à l'unanimité,

**2 - Signature d'une convention d'occupation temporaire entre l'ARC et l'Office National des Forêts pour le maintien d'un réseau de fossés, d'un bac décanteur-déshuileur et d'une canalisation pour l'évacuation des eaux pluviales du lotissement de la Margenne et du quartier des Bruyères sur la commune de La Croix-Saint-Ouen**

**AUTORISE** la signature de la convention d'occupation temporaire entre l'ARC et l'ONF pour le maintien d'un réseau de fossés, d'un bac décanteur-déshuileur et d'une canalisation pour l'évacuation des eaux pluviales du lotissement de la Margenne et du quartier des Bruyères sur la commune de La Croix-Saint-Ouen,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à signer les pièces relatives à ce dossier,

**PRÉCISE** que la dépense est inscrite au Budget Principal chapitre 011.

Adopté à l'unanimité,

**3 - Signature d'une convention de mandat entre la commune de La Croix-Saint-Ouen et l'ARC pour la réalisation de travaux d'eaux pluviales**

**AUTORISE** la signature de la convention de mandat entre la commune de La Croix-Saint-Ouen et l'ARC,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à signer tous les documents afférents à ce dossier,

**PRÉCISE** que la dépense sera inscrite Budget Principal, chapitre 23.

Adopté à l'unanimité,

**4 - Plan vélo - Réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle à Compiègne sur le pont SNCF rue de Noyon - Signature d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage avec le Conseil Départemental de l'Oise pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental**

**S'ENGAGE** à respecter les règles et les normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite prescrites par la loi n° 2002-102 du 11 février 2005,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention générale de maîtrise d'ouvrage précitée ;

Adopté à l'unanimité,

**5 - Plan vélo - Réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle à Compiègne sur le pont SNCF rue de Noyon - Signature d'une convention SNCF-Réseau pour une prestation "étude de mission de sécurité ferroviaire"**

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de prestation « étude de mission de sécurité ferroviaire » avec SNCF-Réseau,

**PRÉCISE** que la dépense sera inscrite au programme du plan vélo de l'ARC – Ligne 1004 du Budget Principal.

Adopté à l'unanimité,

**6 - Plan vélo - Réalisation d'une voie verte le long de la RD13A dans la ZAC Jaux-Venette - Signature d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage avec le Conseil Départemental de l'Oise pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental**

**S'ENGAGE** à respecter les règles et les normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite prescrites par la loi n° 2002-102 du 11 février 2005,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention générale de maîtrise d'ouvrage précitée.

Adopté à l'unanimité,



**7 - COMPIEGNE - ZAC multisites des Musiciens et des Maréchaux - Convention avec GRDF relative à l'alimentation en gaz de la zone d'aménagement**

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention relative à l'alimentation en gaz du quartier des Musiciens et la convention relative à l'alimentation en gaz du quartier des Maréchaux proposées par GRDF,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer les contrats afférents, et tout document relatif à cette affaire,

**PRÉCISE** que les dépenses seront inscrites au budget Aménagement, chapitre 011 et les recettes au budget Aménagement, chapitre 70.

Adopté à l'unanimité,

**8 - Modification de l'attribution du lot n° 2 "études géotechniques" relatif aux études préalables constituant le dossier de création d'une Zone d'Aménagement Concerté pour le Quartier des Moulins à Verberie.**

**ABROGE** partiellement la délibération n° 6 du 3 avril 2025, relative à l'attribution du lot n° 2 des marchés portant sur les études préalables à la constitution du dossier de création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dans le quartier des Moulins de Verberie.

**AUTORISE** la signature du marché public relatif au lot n° 2 « études de sols (géotechniques, hydrogéologiques) » pour le projet de création de la ZAC du quartier des Moulins à Verberie » avec l'attributaire désigné par la commission d'appel d'offres à savoir :

- la société TECHNOSOL pour un montant de 23 245 € HT,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les marchés publics avec les entreprises susmentionnées ainsi que toutes pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité,

**9 - LA CROIX-SAINT-OUEN - Parc Tertiaire et Scientifique - Cession d'un terrain à la SCI CHAMPLIEU pour création d'un parking**

**DÉCIDE** la cession d'un terrain d'environ 685 m<sup>2</sup>, à détacher des parcelles cadastrées AN n° 315p et AN n° 335p sur le parc tertiaire et scientifique de La Croix-Saint-Ouen, à la société SCI CHAMPLIEU ou toute autre structure s'y substituant à un prix de vente de 34 250 € HT, net vendeur, frais d'acte en sus à la charge de l'acquéreur, sous réserve d'ajustement de la surface cédée,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à signer le compromis de vente, puis l'acte authentique de cession ainsi que toutes les pièces afférentes à cette affaire,

**PRÉCISE** que les effets de la présente délibération cesseront dans le cas où la promesse n'est pas signée dans un délai de 6 mois suite à la transmission de la présente délibération au contrôle de légalité, ce délai pouvant être prorogé par accord express du représentant de l'ARC.

**PRÉCISE** que la recette sera inscrite au budget aménagement chapitre 70.

Adopté à l'unanimité,



**10 - Travaux et aménagement en vue de la création d'un garage mécanique solidaire -  
Lancement d'une consultation**

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à lancer la consultation des entreprises sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du code de la commande publique pour la création d'un garage mécanique solidaire,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant, à déposer auprès des financeurs les dossiers de demande de subvention et à solliciter pour chacun d'entre eux la subvention la plus élevée possible,

**CHARGE** Monsieur le Président ou son représentant de l'exécution de la présente délibération et l'autorise à signer toutes les pièces et notamment les marchés publics avec les opérateurs ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses pour chacun des lots, ainsi que toutes pièces relatives à l'exécution de la présente délibération,

**PRÉCISE** que les dépenses seront inscrites au Budget principal, chapitre 21.

Adopté à l'unanimité,

Le Président,



**Philippe MARINI**

Maire de Compiègne

Sénateur honoraire de l'Oise



24 / 5